

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 22 septembre 2014

PRESENTS : M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée; M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale
Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD,
MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE,
C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-
L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY,
Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE,
B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN,
L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART, Directeur général adjoint

Excusés: Monsieur le Conseiller communal G. HUEZ, Monsieur le Directeur général D. COUPEZ

SEANCE PUBLIQUE

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le jeudi 11 septembre 2014.

Monsieur le Directeur général D. COUPEZ, absent, est remplacé par Monsieur le Directeur général adjoint T. LESPLINGART, conformément à l'article L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Monsieur le **Président** de séance ouvre la séance publique à 19 heures 40 et dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal de la séance du 30 juin 2014, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté.

A propos de la question posée par un citoyen à la fin de la séance précédente, la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, fait la déclaration suivante :

" Lors du dernier Conseil communal, un citoyen a exercé son droit d'interpellation comme le prévoit le Code de la démocratie locale et notre règlement d'ordre intérieur. Suite à la réponse de l'échevin, le citoyen en question, M. LAGASSE DE LOCHT, a voulu répliquer mais cela lui a été refusé sous prétexte que le règlement d'ordre intérieur ne le prévoyait pas.

La procédure nous a fort interpellés mais n'ayant pas le règlement d'ordre intérieur sous les yeux, nous n'avons pas pu nous y opposer. Entretemps, j'ai relu attentivement le règlement d'ordre intérieur et je

constate qu'il est écrit à l'article 85 que "l'interpellant dispose de 2 minutes pour répliquer à la réponse avant la clôture définitive de l'interpellation".

Peut-on alors m'expliquer le motif du refus du droit de réplique ? Et quelle réparation va-t-on donner à ce citoyen qui a eu le courage de prendre la parole en public et de participer à la vie politique de la cité ?"

Le **Président** de séance confirme l'exactitude des propos de Madame la Conseillère. Le citoyen en question sera dès lors invité à transmettre sa réplique par écrit à la Ville, de manière à ce qu'elle soit communiquée aux membres du Conseil communal.

1. Communications

Le **Conseil communal** prend connaissance :

- 1) des modifications apportées à la convention initiale entre la Radio télévision belge francophone (RTBF), le collectif HORECA de la Grand Place et la Ville de Tournai dans le cadre des deux retransmissions supplémentaires de la coupe du Monde de football :

" Considérant la convention initiale établie entre la RTBF, le collectif Horeca de la Grand Place à Tournai et la Ville de Tournai, qui portait sur les droits de retransmission de la coupe du monde de football et, plus précisément, des matches des 22 et 26 juin 2014 Belgique-Russie et Belgique-Corée sur écran géant;

Considérant que, vu l'engouement suscité par ces deux retransmissions, qui ont rassemblé plusieurs milliers de personnes sur la Grand Place à Tournai et la qualification de l'équipe belge, le collectif Horeca a obtenu l'accord de la RTBF et de la Ville pour une nouvelle diffusion sur écran géant dans le cadre des huitièmes de finale contre les Etats-Unis puis des quarts de finale contre l'Argentine; Considérant que, dans ce cadre-là, la convention initiale n'a subi de modifications qu'au niveau des dates de retransmission et des montants, qui ont été réglés à la RTBF par le collectif Horeca de la Grand Place à Tournai;

PREND CONNAISSANCE des modifications apportées à la convention initiale établie entre la RTBF, le collectif Horeca de la Grand Place à Tournai et la Ville de Tournai concernant les droits de diffusion de la coupe du monde de football 2014 : retransmission sur écran géant les mardi 2 et samedi 5 juillet 2014 (huitièmes puis quarts de finale) pour des montants respectifs de 1.200,00 € et 600,00 € hors TVA."

- 2) de l'arrêté ministériel relatif au budget 2014 de la régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables :

" Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (C.D.L.D.), notamment les articles L1231-1 à L1231-3 ainsi que L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, l'article 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, les articles 6, 10 et 11;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales ordinaires;

Vu le budget, pour l'exercice 2014, de la régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables voté en séance du Conseil communal du 28 avril 2014 et parvenu complet à l'autorité de tutelle le 19 mai 2014;

Vu l'avis du Centre régional d'aide aux communes (C.R.A.C.) rendu le 4 juin 2014;

Considérant que le Centre régional d'aide aux communes (C.R.A.C.) remet un avis défavorable au vu des éléments suivants :

- le budget de la régie est équilibré moyennant une dotation communale de 90.000,00 €, en contradiction avec le plan financier établi à l'occasion du budget 2010 qui annonçait un strict équilibre sans intervention communale, et ce dès l'exercice 2011
- le Centre régional d'aide aux communes (C.R.A.C.) ne dispose d'aucune justification quant aux importantes variations à la hausse des crédits budgétaires 2014, notamment en dépenses de fonctionnement et en recettes de prestations
- le Centre régional d'aide aux communes (C.R.A.C.) ne dispose que de peu d'éléments concernant les derniers comptes, cependant la colonne relative au compte 2012 intégrée dans le budget 2014 lui permet de constater la faiblesse des taux de concrétisation des dépenses de fonctionnement (66,75 %) ainsi que l'absence totale de réalisation des recettes de prestations. Dès lors, le Centre régional d'aide aux communes (C.R.A.C.) s'interroge quant à la justesse des crédits budgétaires adoptés et à leur adéquation par rapport à la réalité
- le Centre régional d'aide aux communes (C.R.A.C.) rappelle qu'il est toujours en attente des documents comptables relatifs à la régie ainsi que de son plan de gestion. En effet, le Centre régional d'aide aux communes (C.R.A.C.) ne dispose toujours pas des documents de comptabilité générale permettant une analyse financière complète, la régie de valorisation des énergies renouvelables ne les lui ayant pas transmis. Il ne dispose pas non plus d'informations quant aux résultats comptables pour 2012 et 2013 ou quant aux économies énergétiques induites pour la ville et notamment au niveau de la piscine
- le Centre régional d'aide aux communes (C.R.A.C.) attend également des précisions quant à la prise en charge de la perte reportée et à l'évolution du déficit cumulé
- au vu de la situation, des mesures complémentaires devront être prises afin de ramener l'intervention communale à zéro, tel qu'initialement prévu;

Considérant que le budget 2014 de la régie susvisée se clôture en équilibre moyennant une intervention communale de 90.000,00 € prévue au budget de la ville;

Considérant que le budget ordinaire pour l'exercice 2014 susvisé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

ARRETE :

Article 1^{er} : la délibération du 28 avril 2014 par laquelle le Conseil communal de Tournai vote le budget de la régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2014 **est approuvée** aux chiffres suivants :

	SERVICE ORDINAIRE	SERVICE EXTRAORDINAIRE
Dépenses	236.000,00 €	5.000,00 €
Recettes	236.000,00 €	5.000,00 €
Résultats	0,00 €	0,00 €

Article 2 : l'attention de l'autorité communale est attirée sur l'obligation d'associer le Centre régional d'aide aux communes (C.R.A.C.) lors de l'élaboration des prochains cahiers budgétaires de la régie, notamment en lui communiquant les documents comptables réclamés et le plan de gestion.

Article 3 : mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de la Ville de Tournai en marge de l'acte concerné.

Article 4 : le présent arrêté est publié par extrait au moniteur belge.

Article 5 : le présent arrêté est notifié pour exécution au Collège communal de et à 7500 Tournai. Il est communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du règlement général de la comptabilité communale."

3) du rapport de la réunion de la 1^{ère} commission (8 juillet 2014) relative à l'octroi de subsides aux associations locales :

" Mesdames, Messieurs,

La réunion de la 1^{ère} commission, sous la présidence de M. Guy LECLERCQ, a débuté le 8 juillet 2014 à 18 heures 05.

A l'ordre du jour : présentation et examen du projet de règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subsides.

Etaient présents :

Madame l'Echevine Laetitia LIENARD, Madame la Conseillère communale Dorothee CLAEYSSENS, Messieurs les Conseillers communaux Jean-Marie VANDENBERGHE, Guy LECLERCQ, Brieuc LAVALLEE, Geoffroy HUEZ et Emmanuel VANDECAVEYE.

Responsables des subsides : Mme Carol TARGE et M. Thierry SCIERA

Pour le cabinet du bourgmestre : M. Philippe MEURIS.

Etaient excusés : Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux Monique WILLOCQ, Catherine GUISET-LEMOINE, Xavier DECALUWE et Coralie LADAVID et Monsieur le Directeur général adjoint T. LESPLINGART.

Pour débiter, tous les Conseillers communaux présents reçoivent le projet administratif du règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subsides.

Ce projet regroupant 29 articles et un projet écrit destiné aux Asbl servent de base de travail et pourront être modifiés selon les observations reçues.

Avant de parcourir les différents articles, Madame l'Echevine Laetitia LIENARD rappelle que ce projet s'inscrit dans le cadre d'une simplification administrative et d'une réflexion globale concernant les subsides communaux octroyés au monde associatif.

Cette réflexion a pour but d'amener davantage de transparence dans l'octroi des subsides communaux et de «se calquer» sur les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La réunion du 8 juillet 2014 est une réunion technique qui doit simplement présenter le projet. Dès la rentrée de septembre, une autre réunion de travail sera organisée dans l'optique de discuter ou d'amender ledit projet.

Les Conseillers communaux ont étudié le projet dans son intégralité et ont reçu les informations destinées à chaque partie et article.

Dans les grandes lignes, on retiendra que, dorénavant, on distinguera différents types de subsides destinés à couvrir des dépenses annuelles de fonctionnement, en vue de l'organisation de manifestations ponctuelles ou exceptionnelles (article 9).

Le règlement visera les associations de jeunesse, culturelles et de loisirs, sportives, patriotiques, d'aide sociale et d'intérêt communal (article 10).

L'objet de la demande de subside s'inscrira dans les objectifs stratégiques et opérationnels définis dans le programme de politique générale (2012-2018) et le programme stratégique transversal (2013-2018) (article 11).

La demande de subside se fera selon certaines conditions administratives et via un formulaire qui sera envoyé par voie postale au Collège communal ou à une adresse e-mail (subventions@tournai.be).

M. Thierry SCIERA sera le responsable du suivi des dossiers de demande de subside.

Dans le cadre de la justification des subsides, différentes pièces justificatives seront demandées selon les sommes accordées. Les pièces justificatives seront transmises exclusivement à la direction générale, par courrier ou e-mail (articles 20, 21 et 22).

Après la présentation du projet, Messieurs les Conseillers communaux G. HUEZ et

J-M. VANDENBERGHE demandent la date à laquelle les critères d'octroi des subsides seront débattus.

Il est convenu avec tous les Conseillers présents de débattre de cette thématique à la rentrée.

La séance se clôture vers 19 heures.

Le Président et les Conseillers communaux présents remercient le personnel qui a contribué à cette présentation."

4) du rapport de la réunion de la 1^{ère} commission (18 septembre 2014) relative à l'octroi de subsides aux associations locales (2^{ème} lecture) :

" Mesdames, Messieurs,

La réunion de la 1^{ère} commission, sous la présidence de M. J. DEVRAY, a débuté le 18 septembre 2014 à 18 heures 10.

A l'ordre du jour : octroi de subsides aux associations locales. Règlement (seconde lecture).

Etaient présents :

Madame l'Echevine Laetitia LIENARD, Mme Rita DESENCLOS-LECLERCQ, Mesdames les Conseillères communales S. LIETAR, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, C. LADAVID, Messieurs les Conseillers communaux Jean-Marie VANDENBERGHE, Guy LECLERCQ, Geoffroy HUEZ, A. MELLOUK, Emmanuel VANDECAVEYE, Xavier DECALUWE.

Responsables des subsides : Mme Carol TARGE et M. Thierry SCIERA

Etaient excusés : Madame et Monsieur les Conseillers communaux

Marie-Christine LEFEBVRE, C. MICHEZ, Monsieur le Directeur général adjoint T. LESPLINGART.

Madame l'Echevine des finances nous rappelle les grandes lignes du projet soumis le 8 juillet 2014 à la première commission. Le projet a été adressé à tous les groupes en vue de son examen.

L'amendement proposé par M. Jean-Marie VANDENBERGHE a été adopté.

Le but est d'harmoniser l'introduction, le contrôle et éventuellement la récupération des subsides octroyés par la Ville de Tournai.

M. Geoffroy HUEZ se demande si la procédure est bien adaptée aux petites demandes de subventions en termes de lourdeur administrative et de coût en énergie pour l'administration du traitement des dossiers.

Madame l'Echevine répond qu'il y a lieu d'harmoniser des pratiques jusque là disparates et que, dès lors, une seule procédure d'introduction doit être envisagée à ce stade. Une évaluation du système mis en place aura lieu.

M. Geoffroy HUEZ sollicite qu'il soit ajouté à l'article III que ne sont pas concernées les subventions octroyées non seulement au CPAS, mais également aux autres entités consolidées.

Une discussion s'ensuit quant aux distinctions entre les aides en nature et les demandes de prêt de matériel. Ces dernières feront l'objet d'une procédure distincte lorsqu'elles ne s'identifient pas à une demande de subsides en argent. Néanmoins, lorsqu'une somme est demandée, il y a lieu de valoriser les subsides en nature demandés par ailleurs.

Mme Coralie LADAVID se demande s'il n'y a pas lieu de réduire le nombre de phases d'attribution à une fois par an, ceci afin de pouvoir juger des dossiers dans leur ensemble. Ce système, bien que plus objectif, risque de poser des problèmes aux associations qui cherchent un financement à moyen terme.

Madame l'Echevine aborde ensuite les critères d'octroi des subventions.

Dans les critères qualitatifs, le point VI est supprimé.

Concernant les critères quantitatifs, il est demandé de faire la distinction entre les sportifs et les artistes."

- 5) de l'arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville du 11 septembre 2014 approuvant les modifications budgétaires n° 1 ordinaire et extraordinaire pour l'exercice 2014 et dont les termes suivent :

" Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, les articles 5, 10 et 11;

Vu les modifications budgétaires n° 1 pour l'exercice 2014 de la Ville de Tournai votées en séance du Conseil communal, en date du 30 juin 2014 et parvenues complètes à l'autorité de tutelle le 17 juillet 2014;

Vu l'avis du Centre Régional d'Aide aux Communes rendu en date du 24 juillet 2014;

Considérant que le Centre régional d'Aide aux Communes remet un avis réservé reprenant en synthèse les éléments suivants :

- l'équilibre n'est toujours pas atteint que par une reprise de provisions;
- le tableau de bord actualisé ne respecte pas la trajectoire budgétaire définie par l'Etat fédéral conformément aux recommandations du Conseil de l'Union européenne;
- les augmentations des dotations au CPAS et à la Zone de police sont conformes aux prescrits des circulaires y relatives, mais ne le sont pas au regard des prévisions établies lors de l'actualisation du dernier plan de gestion;
- la situation financière préoccupante du CPAS;
- le manque d'informations reçues quant aux régies;
- l'augmentation des dépenses de personnel au niveau du SRI.

En outre, le Centre rappelle qu'il est toujours en attente :

- de l'évolution des coûts nets de fonctionnement et de personnel actualisé avec cette première modification budgétaire;
- du tableau de bord actualisé;
- de l'actualisation du tableau de suivi des mesures qui devra être présenté pour le budget initial 2015 au plus tard;
- du plan financier du CPAS concernant les maison de repos attestant de sa capacité à financer les travaux prévus qui devra être fourni au Centre, également, pour le budget initial 2015 au plus tard;
- des informations reprises dans le courrier transmis, en date du 4 juin 2014, à l'attention des Autorités afin de rappeler les obligations des entités consolidées dont les Communes sont sous plan de gestion, notamment en ce qui concerne les régies.

Considérant que l'amendement ordinaire se clôture en équilibre conformément aux instructions en vigueur;

Considérant que les modifications budgétaires n° 1 pour l'exercice 2014 sont conformes à la loi et à l'intérêt général;

ARRETE :

Article 1^{er} : Les modifications budgétaires n° 1 pour l'exercice 2014 de la Ville de Tournai votées en séance du Conseil communal, en date du 30 juin 2014 sont approuvées comme suit :

SERVICE ORDINAIRE

Exercice propre	Recettes	100.324.027,01 €	Résultats :	1.725.970,85 €
	Dépenses	98.598.056,16 €		
Exercices antérieurs	Recettes	6.790.816,71 €	Résultats :	5. 288.541,71 €
	Dépenses	1.502.275,00 €		
Prélèvements	Recettes	0,00 €	Résultats :	- 1.000.000,00 €
	Dépenses	1.000.000,00 €		
Global	Recettes	107.114.843,72 €	Résultats :	6.014.512,56 €
	Dépenses	101.100.331,16 €		

Solde des provisions et des fonds de réserve ordinaires après les présentes modifications budgétaires :

- Provisions : 7.638.810,38 €

- Fonds de réserve : 3.574.591,90 €

SERVICE EXTRAORDINAIRE

Exercice propre	Recettes	16.847.358,00 €	Résultats :	- 1.441.774,20 €
	Dépenses	18.289.132,20 €		
Exercices antérieurs	Recettes	9.560.696,72 €	Résultats :	7.199.936,19 €
	Dépenses	2.360.760,53 €		
Prélèvements	Recettes	1.479.793,72 €	Résultats :	- 520.206,28 €

	Dépenses	2.000.000,00 €		
Global	Recettes	27.887.848,44 €	Résultats :	5. 237.955,71 €
	Dépenses	22.649.892,73 €		

Solde du fonds de réserve extraordinaire après les présentes modifications budgétaires : 2.441.127,74 €

Article 2 : L'attention des autorités communales est attirée sur les éléments suivants :

- Le tableau de bord actualisé dans le cadre de cette première modification budgétaire laisse apparaître un déficit propre dès l'exercice 2015. La ville et ses entités consolidées sont invitées à prendre des mesures complémentaires de gestion en vue de résorber ce déficit et à respecter la trajectoire budgétaire définie par l'Etat fédéral conformément aux recommandations du conseil de l'Union européenne.
- Lors des prochains cahiers budgétaires, il est recommandé de communiquer au Centre régional d'Aide aux communes, les documents et informations réclamés notamment en ce qui concerne le CPAS et les Régies.

Nous attirons également l'attention des autorités communales quant au non-respect des décrets du 27 mars 2014 visant à améliorer le dialogue social (Moniteur belge du 15 avril 2014 – et de la circulaire du 1^{er} avril 2014 – partie 1) concernant la communication aux organisations syndicales des budgets, modifications budgétaires et des comptes. Il conviendra d'y veiller à l'avenir sous peine de non-approbation des délibérations concernées.

Article 3 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de Tournai en marge de l'acte concerné.

Article 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

Article 5 : Le présent arrêté est notifié, pour exécution, au Collège communal de et à Tournai. Il est communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au Directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la Comptabilité communale.

Article 6 : Le présent arrêté est notifié pour information au Centre régional d'Aide aux Communes."

Trois questions orales posées par des Conseillers communaux seront examinées en fin de séance publique, à savoir :

- 1) Question de Madame la Conseillère communale C. LADAVIÉ relative aux travaux d'égouttage dans le quartier Saint-Jean
- 2) Question de Madame la Conseillère communale M.-C. LEFEBVRE relative à la propreté en ville

- 3) Question de Monsieur le Conseiller communal D. SMETTE relative à la situation financière de l'Asbl culturo-sportive de Templeuve, gestionnaire de la salle Satta à Templeuve.

Madame l'Echevine **L. DEDONDER** sort de séance.

2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal.

Après lecture des rapports introductifs du Collège communal par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** :

- 1) Tournai, rue de la Culture : création d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées.
- 2) Tournai, chaussée d'Audenarde : création d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées.
- 3) Tournai, rue François-Joseph Peterinck : création d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées.
- 4) Tournai, rue Général Piron : création d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées.
- 5) Tournai, chaussée de Renaix : création d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées.
- 6) Tournai, rue Allard l'Olivier : réglementation du stationnement.
- 7) Tournai, rue Cottrel : réglementation du stationnement.
- 8) Tournai et Chercq. Rue Thomas Becket : limitation de vitesse à 50 km/heure. Rue Roque du Cornet : mise à sens unique et limitation de vitesse à 50 km/heure.
- 9) Chercq, rue Thomas Becket : régularisation d'un passage pour piétons.
- 10) Kain, rue Edmond Courault : création d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées.
- 11) Rumillies, rue de la Liberté : création d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées.
- 12) Rumillies, rue de la Liberté : stationnement en partie sur l'accotement.

- 13) Rumillies, chaussée de Frasnes : régularisation d'un passage pour piétons.
- 14) Béclers, rue de la Buissaie : réglementation de la circulation.
- 15) Béclers, chemin de la Rosière : interdiction de circulation.
- 16) Maulde et Béclers : mise en agglomération et limitation de vitesse sur certains tronçons. Mise en priorité de l'axe situé entre les rues de la Paix à Tournai et Diéffière à Maulde.
- 17) Froyennes, chaussée de Lannoy : modification des limites de la zone 30 km/heure abords écoles (école Saint-Eloi).
- 18) Froyennes, rue de la Terre à Briques : interdiction de stationnement.
- 19) Lamain, rue Grande Barre, Petite Barre, Jambe de Bois et Créplaine : limitation du tonnage à 7,5 tonnes.
- 20) Havinnnes, Vieux chemin d'Ath : réglementation de la circulation. Limitation de tonnage.
- 21) Ere : limitation de vitesse à 70 km/heure et à 50 km/heure.
- 22) Warchin, rue de l'Hôpital : interdiction de stationnement.
- 23) Gaurain-Ramecroix, rue Tiéfry (parking du cimetière) : réglementation du stationnement.
- 24) Barry, rues des Combattants de Barry, des Déportés de Barry et de Maulde : limitation du tonnage.

Madame la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, intervient au sujet des emplacements de stationnement pour les personnes handicapées. Elle constate qu'à certains endroits, ils ne sont pas toujours respectés. Elle souhaite, par ailleurs, savoir comment ces emplacements sont signalés. "En France, l'emplacement est marqué au sol en couleur bleue et le sigle handicapé dépasse l'emplacement. De la route, on peut le voir", dit-elle.

Monsieur l'Echevin de la mobilité, **A. BOITE**, lui répond que, dans notre pays, le sigle doit être de couleur blanche, conformément au code de la route.

A propos du point concernant Ere et la limitation de vitesse à 70 km/heure et 50 km/heure, Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, fait la déclaration suivante :

" Nous sommes toujours en agglomération même si les maisons sont plus espacées sur une partie de ce chemin. Nous pensons qu'il vaut mieux laisser une vitesse uniforme à 50 km/heure. C'est aussi une sécurité pour l'automobiliste qui n'aura de toute façon qu'un bénéfice minime en termes de temps gagné si une portion est laissée à 70 km/heure."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **P.-O. DELANNOIS**, lui répond que cette proposition s'appuie sur un rapport de police. Il n'est pas opposé, pour autant, à en rediscuter au Conseil de police.

Pour le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, il ne suffit pas que le Conseil communal vote un règlement. Il faut aussi que la police veille à ce qu'il soit appliqué en verbalisant au besoin, ce qui n'est pas toujours le cas, selon lui.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **P.-O. DELANNOIS**, l'invite à lui faire part de cas concrets.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile rue de la Culture, 149 à 7500 Tournai;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face au n° 143 de la rue de la Culture et ce à 5 m du passage pour piétons existant, le n° 149 se trouvant dans le giratoire;

Considérant le rapport et l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue de la Culture à Tournai, face au n° 143**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et la mention de distance (6 m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une riveraine, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile chemin de l'Etat, 6 à 7500 Tournai;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé au plus près de son habitation, soit face au n° 8 de la chaussée d'Audenarde à Tournai, le stationnement étant interdit dans le chemin de l'Etat;

Considérant le rapport et l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de situation ci-dessous :

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **chaussée d'Audenarde à Tournai, face au n° 8**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et la mention de distance (6 m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à l'immeuble rue François-Joseph Péterinck, 1/81 à 7500 Tournai;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de police;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue François-Joseph Péterinck à Tournai, face au n° 1/81**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et la mention de distance (6 m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une riveraine, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile rue Général Piron, 72 à 7500 Tournai;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de police;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue Général Piron à Tournai, face au n° 72**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et la mention de distance (6 m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile chaussée de Renaix, 150 à 7500 Tournai;

Considérant le rapport du Service de police favorable à cette demande;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie provinciale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **chaussée de Renaix à Tournai, face au n° 150**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et la mention de distance (6 m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

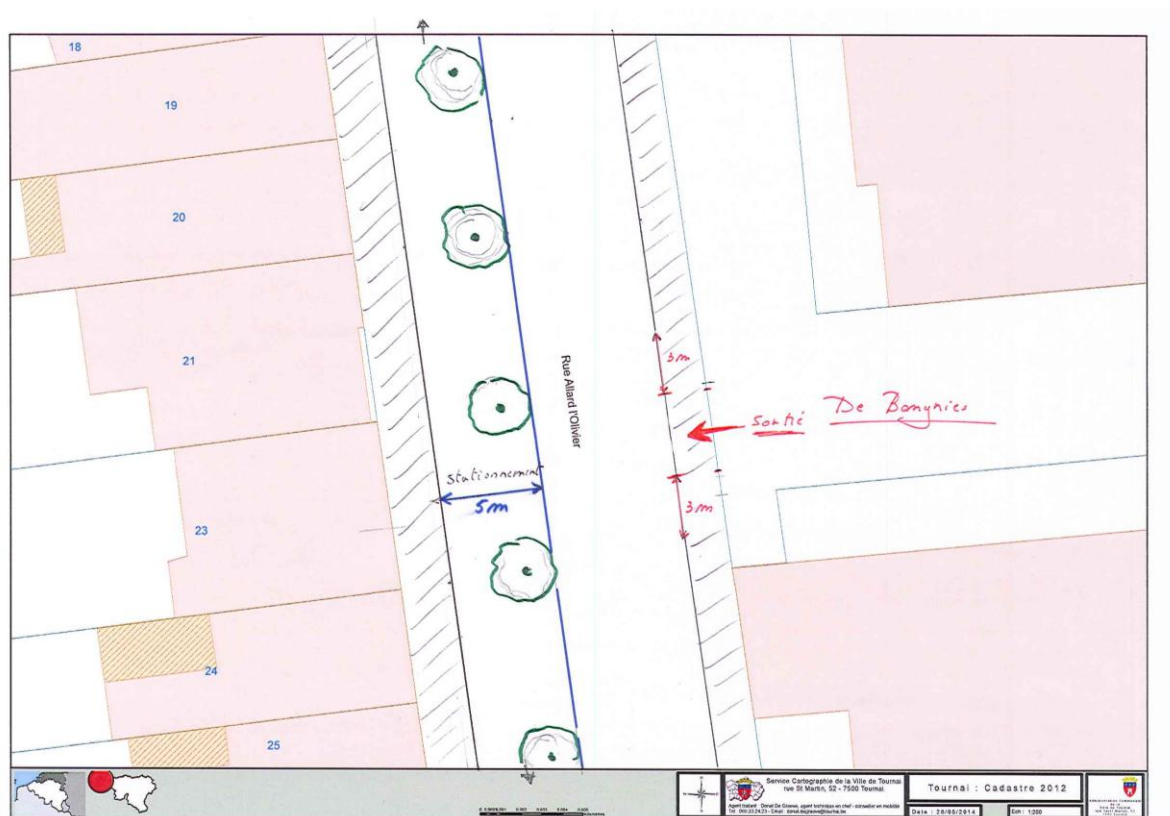
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que, suite à un accident de roulage dû à une mauvaise visibilité pour les usagers sortant de l'ancien hôpital militaire (site de Bongnie) pour déboucher dans la rue Allard l'Olivier, il est nécessaire de réglementer le stationnement aux abords du site;

Considérant, d'autre part, que le stationnement s'effectue de façon anarchique du côté des immeubles;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de police;

Considérant le schéma de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue Allard l'Olivier à Tournai** :

- le stationnement est interdit sur une distance de 3 mètres, à l'opposé du n° 23, de part et d'autre de la sortie de l'ancien hôpital militaire de Tournai;
- côté immeubles, le stationnement est organisé perpendiculairement à l'axe de la chaussée, entre les rues de la Citadelle et Général Piron.

Ces mesures seront matérialisées par les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

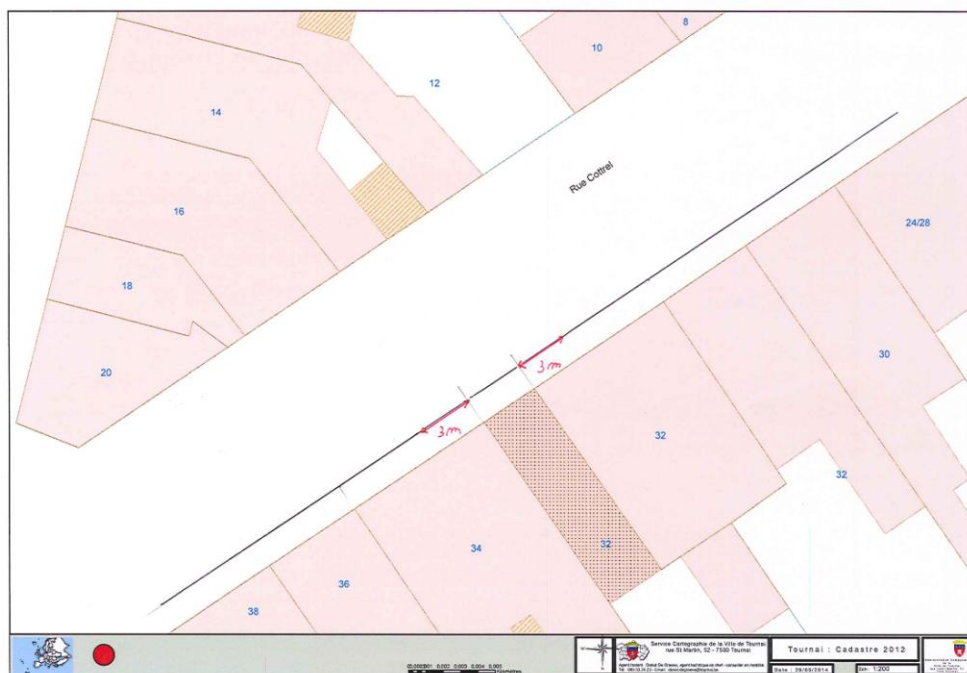
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant les difficultés éprouvées par les habitants de la résidence "Paul", rue Cottrel, 32B à Tournai, pour sortir de leur garage collectif;

Attendu qu'ils sollicitent une interdiction de stationnement de part et d'autre de cette sortie;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de police;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue Cottrel à Tournai**, le stationnement est interdit sur une distance de 3 mètres de part et d'autre de l'accès carrossable du n° 32.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

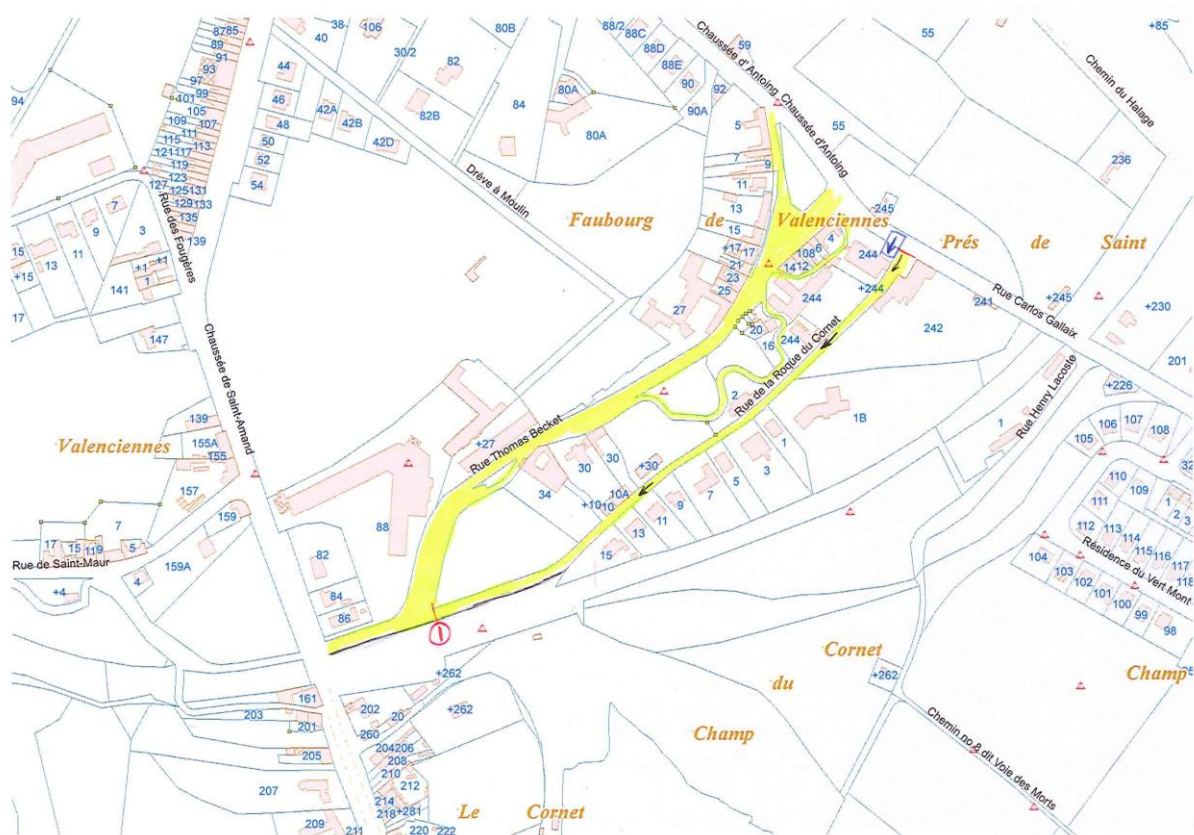
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant les demandes de sécurisation des habitants de la rue de la Roque du Cornet à Chercq;

Considérant le rapport du Service de police qui propose les aménagements suivants :

- mettre la rue de la Roque du Cornet en sens unique, soit interdire la circulation excepté les cyclistes, dans le sens chaussée de Saint-Amand vers la chaussée d'Antoing, et ce après l'accès au parking du Chwapi (Centre hospitalier de Wallonie picarde) – site IMC
- réduire la vitesse à 50 km/heure en créant une zone "50" dans les rues de la Roque du Cornet à Chercq et rue Thomas Becket à Tournai (sortie arrière Chwapi – site IMC), pour lesquelles des doléances ont déjà été formulées par le personnel hospitalier, entre les chaussées d'Antoing et de Saint-Amand;

Considérant le schéma de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue de la Roque du Cornet à Chercq**, la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, dans le sens chaussée de Saint-Amand vers la chaussée d'Antoing, et ce après l'accès au parking du Chwapi – site IMC.

Cette mesure sera matérialisée par la pose de signaux C1 avec additionnels M2 et F19 et panneau additionnel M4.

Article 2 : dans le quartier formé par la rue de la Roque du Cornet à Chercq et la rue Thomas Becket à Tournai, entre les chaussées de Saint-Amand et d'Antoing, une zone 50 km/heure est établie.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux à validité zonale, d'entrée et de sortie, reprenant le signal C43 (50 km/heure).

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande du conseiller en prévention du CHwapi (Centre hospitalier de Wallonie picarde) – site IMC, qui sollicite de refaire le marquage du passage pour piétons situé rue Thomas Becket à Tournai et reliant le site hospitalier au parking;

Attendu que, suite à cette demande, le Service de police a constaté qu'il n'y a plus aucun marquage visible;

Attendu, cependant, que ce passage pour piéton existe bien sur les images "Google Maps" datant de juillet 2009, mais qu'il présente un tracé hors norme;

Considérant que le service de police a établi le 23 mai 2014 un premier rapport indiquant qu'il souhaitait attendre l'avis de l'inspecteur de la direction de la réglementation et des droits des usagers, avant de réglementer;

Considérant qu'après la visite de ce dernier, un nouveau rapport de police (25 juillet 2014) a établi un passage pour piétons, rue Thomas Becket à hauteur de l'entrée arrière du CHwapi – site IMC;

Considérant le schéma de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue Thomas Becket à Tournai**, un passage pour piétons est établi à hauteur de l'entrée arrière du CHwapi (Centre hospitalier de Wallonie picarde) – site IMC.

Cette mesure sera matérialisée par les marques au sol appropriées.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile rue Edmond Courault, 9 à 7540 Kain;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de police;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue Edmond Courault à Kain, face au n° 9**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et la mention de distance (6 m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile rue de la Liberté, 97 à 7540 Rumillies;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de police;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue de la Liberté à Rumillies, face au n° 97**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et la mention de distance (6 m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant qu'à plusieurs reprises l'inspecteur de quartier a été interpellé par des riverains de la rue de la Liberté à Rumillies, partie comprise entre le pont de l'autoroute et la rue Nouvelle, sur l'opportunité de permettre le stationnement des véhicules en partie sur l'accotement en saillie;

Considérant que les riverains et leurs visiteurs placent déjà depuis longtemps leurs véhicules sur les accotements en saillie, mais de manière anarchique, et qu'il est devenu nécessaire de réglementer ce stationnement;

Attendu que la configuration des lieux le permet, puisque les accotements en saillie sont très larges de part et d'autre de la chaussée et que le passage laissé aux piétons (minimum 1,5 mètre) est suffisant;

Considérant le schéma de situation ci-dessous :

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue de la Liberté à Rumillies**, le stationnement est organisé en partie sur les accotements en saillie de part et d'autre de la chaussée, entre les n° 131 et 128.

Ces zones de stationnement sont réservées aux véhicules dont la masse maximale autorisée n'excède pas 2 tonnes.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux E9f avec panneaux additionnels reprenant la mention "2 t max" et flèches montantes et descendantes ainsi que par les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain pour que le passage pour piétons situé face au n° 24 de la chaussée de Frasnes à Rumillies soit repeint;

Considérant que ce passage pour piétons n'a jamais fait l'objet d'un règlement de roulage et qu'il y a lieu de régulariser cette situation, d'autant que de nombreux habitants du quartier utilisent dans un sens comme dans l'autre la venelle située en face de l'immeuble n° 24, qui relie la rue de la Liberté à la chaussée de Frasnes, pour rejoindre les commerces de la chaussée de Frasnes se trouvant à proximité;

Considérant le schéma de situation ci-dessous :

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

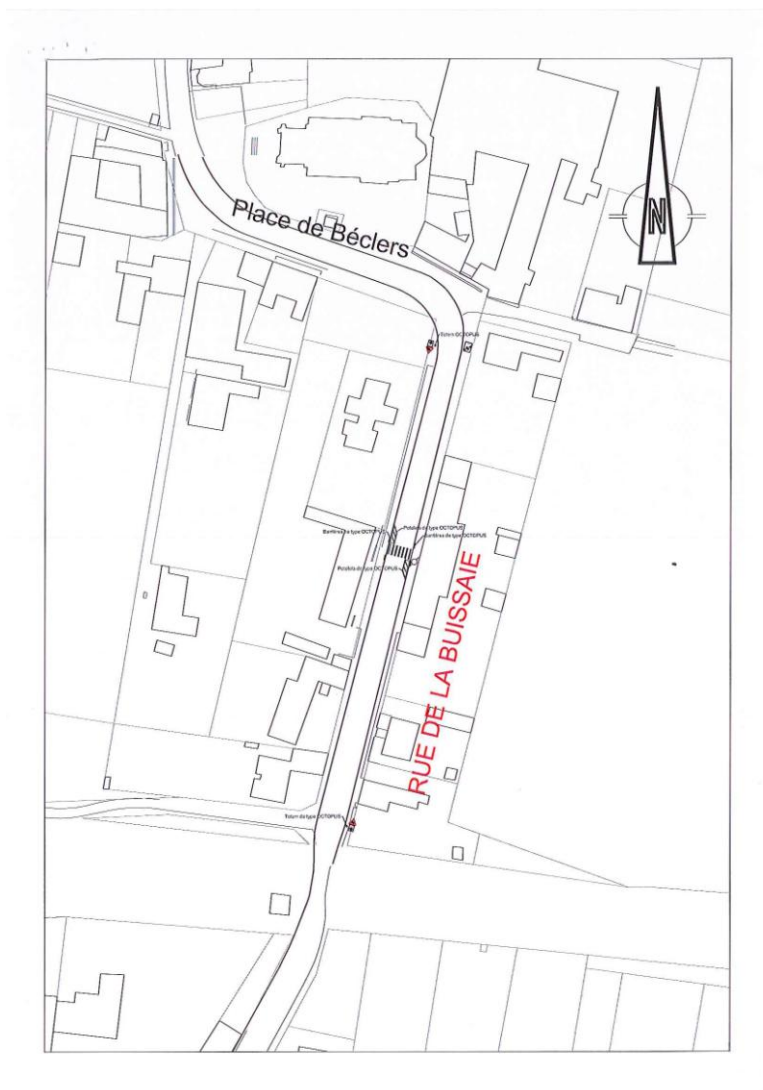
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que, dans le cadre de l'opération de sécurisation des abords des écoles "Octopus", un aménagement a été installé face à l'école de Béclers sise rue de la Buissaie à 7532 Béclers;

Attendu que force est de constater que le croisement des véhicules à hauteur du passage pour piétons est difficile et nécessite une réglementation déterminant la priorité de passage;

Considérant le rapport et l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue de la Buissaie à Béclers**, à l'endroit du rétrécissement existant à hauteur de l'école, une priorité de passage est instaurée. La priorité est donnée aux conducteurs se dirigeant vers la rue du Grand Chemin.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux B19 et B21.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le courrier émanant d'un riverain, lequel met en exergue l'attitude de certains conducteurs de véhicules 4 x 4 qui détériorent le chemin de la Rosière à Béclers;

Considérant que les services de police se sont rendus sur place en compagnie du plaignant et ont pu constater l'état pitoyable dans lequel se trouve le chemin concerné;

Attendu que le chemin de la Rosière se situe entre le site du moulin de Thimougies et la rue Rosière à 7532 Béclers;

Attendu que le chemin est fortement endommagé par le passage de véhicules 4 x 4 qui le rendent quasi impraticable aux promeneurs et cavaliers;

Attendu que ce chemin est inscrit dans une zone d'intérêt paysager et a pour vocation de permettre aux amoureux de la nature d'effectuer de jolies randonnées campagnardes;

Attendu que ce chemin se trouve également sur le circuit de la course à pied "Challenge de régularité du Hainaut occidental" et que son état actuel ne permettrait pas d'y faire passer cette compétition;

Attendu que le site abrite une sablière restaurée et protégée dans le but d'accueillir des hirondelles de rivage dans le cadre d'un projet supervisé et financé par la Division nature du Service public de Wallonie et que celui-ci est ainsi mis en péril par la circulation intempestive des véhicules 4 x 4;

Attendu qu'afin de remédier aux problèmes générés par la circulation des véhicules 4 x 4, la solution serait d'interdire la circulation de tous véhicules à l'exception des véhicules agricoles sur le chemin de la Rosière;

Considérant le rapport du service de police;

Attendu qu'à titre exceptionnel et ponctuel, lors de la randonnée 4 x 4 de Maulde organisée en juillet, le circuit pourra emprunter le chemin car généralement à cette période estivale, l'état du sol limite les risques de dommages;

Considérant qu'à cette occasion les signaux seront occultés afin de ne pas contrevenir aux règles du code de la route;

Considérant le schéma de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans le **chemin de la Rosière ainsi qu'à partir du n° 91 de la rue Rosière à Béclers**, la circulation est interdite à tous conducteurs à l'exception de l'usage agricole.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C3 avec panneaux additionnels "excepté usage agricole".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que le service de police de Gaurain-Ramecroix est régulièrement confronté à des doléances de riverains dénonçant la vitesse excessive de véhicules dans le centre des villages de Maulde et Béclers et sur certains tronçons routiers sinueux;

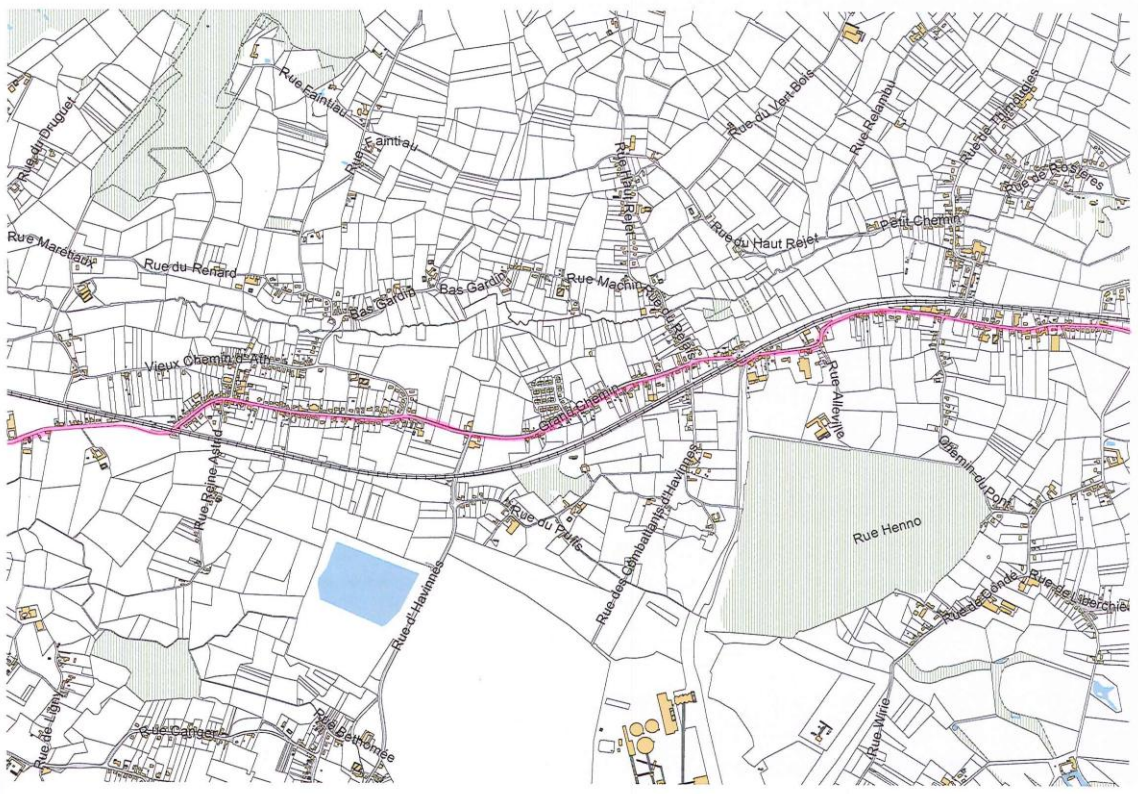
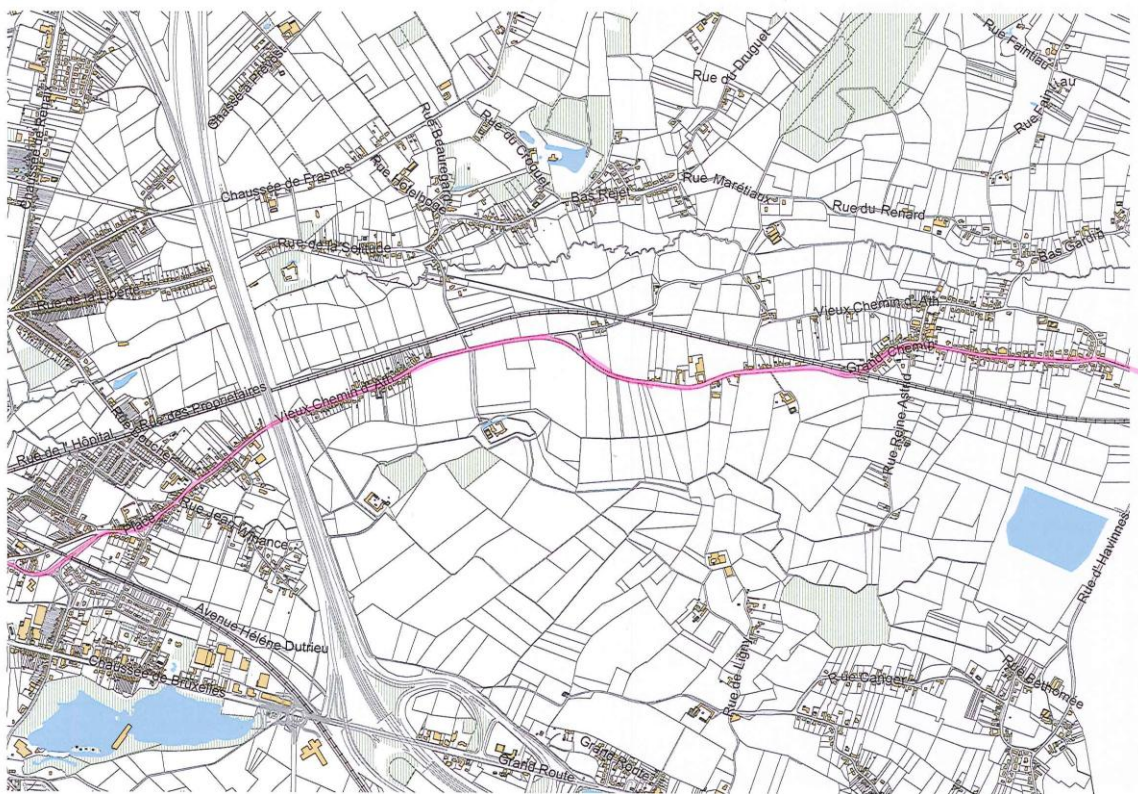
Considérant sa décision prise en séance du 27 janvier 2014 de donner aux véhicules circulant rue du Val de Maulde la priorité au carrefour formé avec la rue des Couroubles à Maulde;

Vu le courrier du 21 février 2014 de la directrice de la réglementation et des droits des usagers indiquant que le règlement complémentaire mettant une priorité et un îlot central au carrefour formé par les rues des Couroubles et du Val de Maulde ne pouvait être soumis à l'approbation ministérielle dans sa forme actuelle pour la raison suivante :

"En effet, si l'installation d'un îlot central du type "goutte d'eau" au débouché de la rue des Couroubles sur la rue du Val de Maulde n'appelle pas de remarque de ma part, la mise en priorité de la rue du Val de Maulde sur la rue des Couroubles ne peut être envisagée.

En effet, le prescrit réglementaire précise qu'il ne peut être dérogé à une règle de priorité pour un seul carrefour d'un même axe. La rue du Val de Maulde en continuité avec le chemin d'Ath et la rue Diéffière constituent un itinéraire régi par la priorité de droite, sa mise en priorité par rapport à la rue des Couroubles ne peut donc être prévue. D'autre part, la mise en priorité d'un axe routier ne doit être envisagée que si la priorité de droite serait de nature à nuire à la fluidité du trafic (embouteillage), ce qui n'est certainement pas le cas des artères à caractère rural dont question";

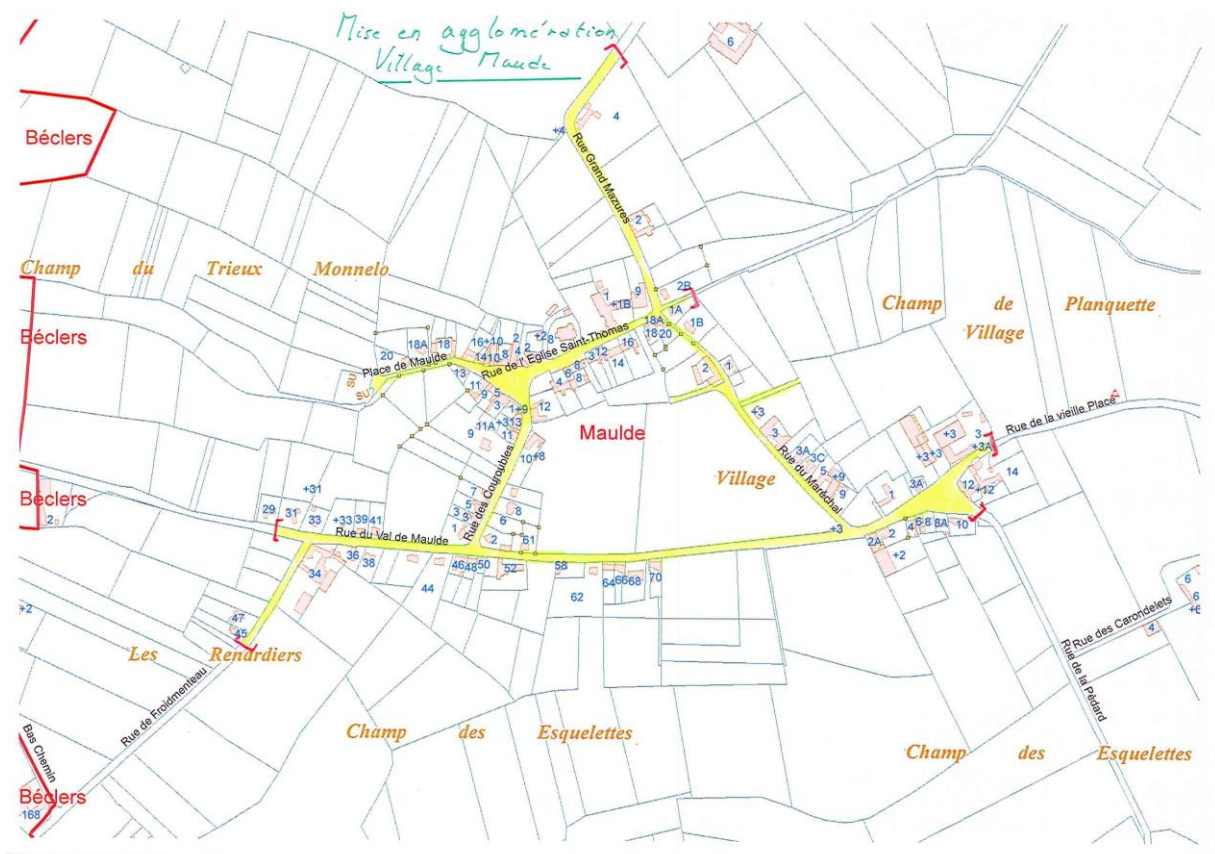
Considérant le rapport du service de police qui a pour but de régler les problèmes de vitesse dénoncés par certains riverains, mais aussi la problématique soulevée par le Service public de Wallonie au carrefour formé par la rue des Couroubles et la rue du Val de Maulde à 7534 Maulde;



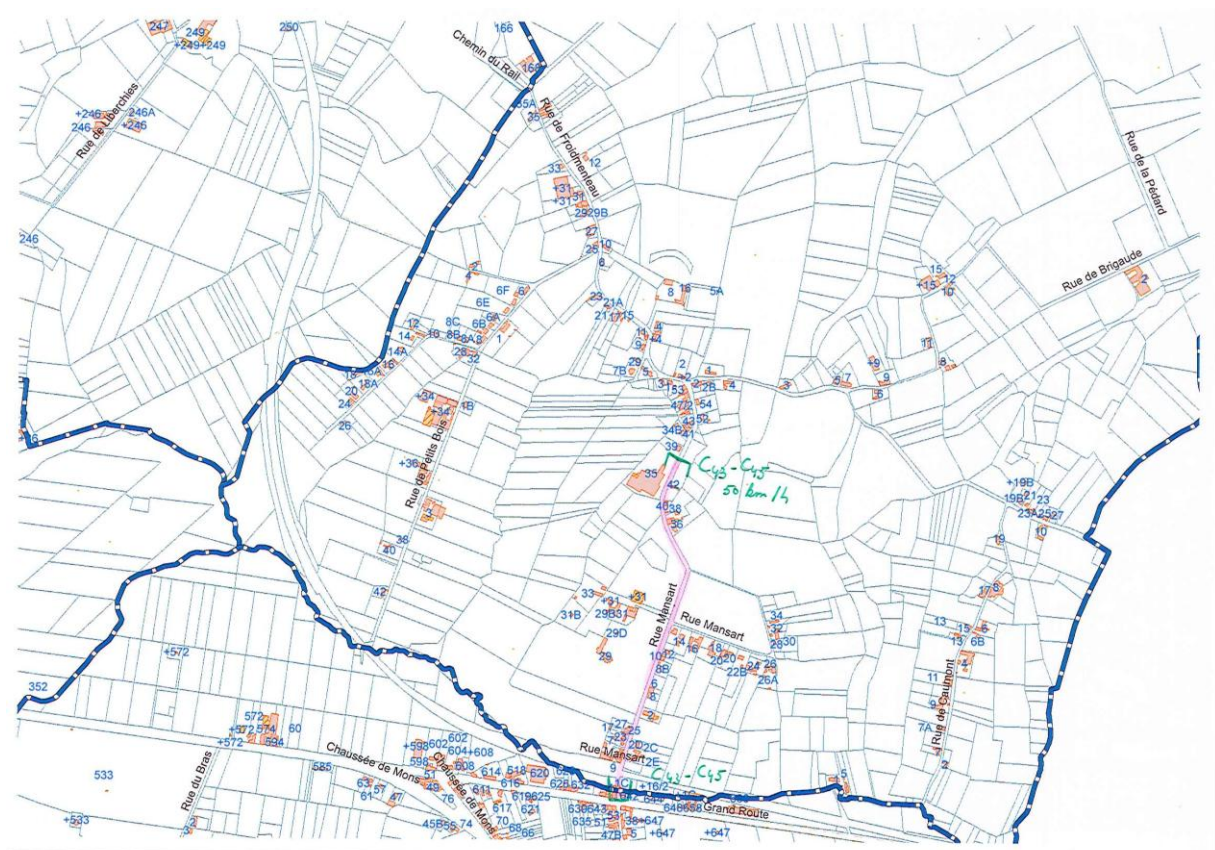
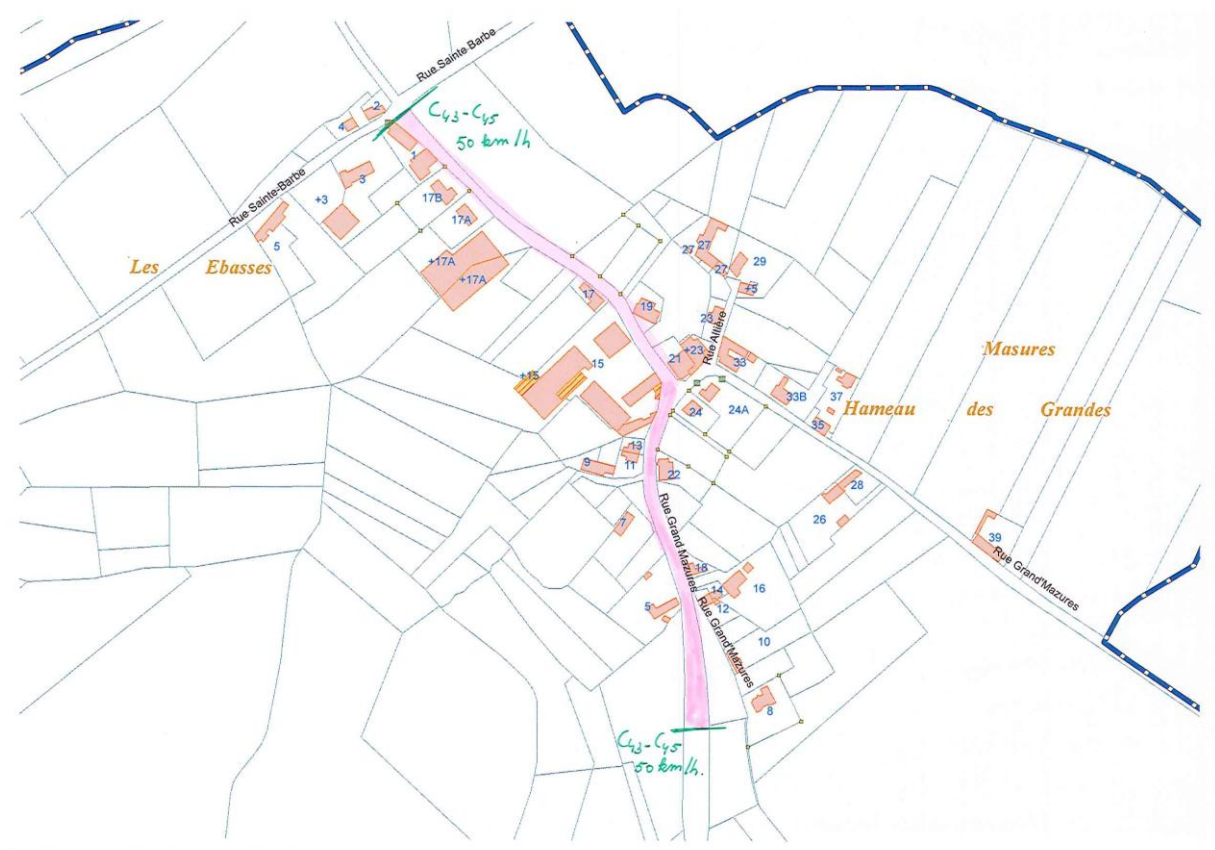
Mise en agglomération

Béclers

Maulde



Limitations de vitesse



Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux F1 et F3.

Article 3 : Les limites de l'agglomération de Béciers (et d'une partie d'Havinnes) sont fixées comme suit :

- Chemin d'Ath, à hauteur du n° 3
- Grand Chemin, à hauteur des n° 437 et 220 (Havinnes)
- rue de Rosière, à hauteur du n° 92
- rue de Thimougies, à hauteur du poteau d'éclairage n° 255/02818
- Petit Chemin, à hauteur du n° 51
- rue des Combattants d'Havinnes (sur Havinnes), à hauteur du n° 190
- rue de Condé, à hauteur du n° 215
- rue de Liberchies, à hauteur des n° 243 et 239
- rue de l'Abbaye, à hauteur du n° 183
- rue du Haut Rejet (Havinnes), à hauteur du pignon du n° 295H et des n° 289 et 288
- rue Machin, à hauteur du n° 334.

Les limitations de vitesse existantes dans l'agglomération délimitée ci-dessus sont abrogées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux F1 et F3.

Article 4 : dans la rue Grand'Mazures à Maulde, la vitesse maximale autorisée est limitée à 50 km/heure entre les n° 1 et 8.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C43 (50 km/heure) avec panneau additionnel de distance ad hoc (préavis), C43 (50 km/heure), C45 (50 km/heure).

Article 5 : dans l'axe formé par les rues Mansart et Froidmanteau à Maulde, entre la N7 et le n° 35 de la rue Froidmanteau :

- la vitesse maximale autorisée est limitée à 50 km/heure
- la vitesse maximale autorisée est limitée à 30 km/heure pour les conducteurs de véhicules dont la masse maximale autorisée excède 3,5 tonnes.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux C43 (50 km/heure) avec panneau additionnel de distance ad hoc (préavis), C43 (50 km/heure), C43 (30 km/heure) avec panneau additionnel reprenant la mention "3,5 t", C45 (50 km/heure) et C45 (30 km/heure).

Article 6 : dans l'axe formé par les rues Pétrieux et de la Barre à Béciers, entre le n° 64 et le n° 52 de la rue de la Barre, la vitesse maximale autorisée est limitée à 50 km/heure.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C43 (50 km/heure), C45 (50 km/heure) et C43 (50 km/heure) avec panneau additionnel de distance ad hoc (préavis).

Article 7 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le courrier des services techniques de la province indiquant qu'ils réalisent des travaux d'aménagement de sécurité sur la chaussée de Lannoy à Froyennes aux abords de l'école Saint-Eloi;

Vu la décision prise en séance du 27 février 2006 d'établir une zone 30 km/heure sur la chaussée de Lannoy à Froyennes aux abords de l'école Saint-Eloi, entre le n° 144 et les n° 151 et 153;

Attendu que, pour des raisons techniques, l'un des îlots directionnels a dû être installé plus loin que prévu dans le projet et se situe dès lors en dehors de la zone 30 km/heure dédiée à cette école;

Considérant qu'il est nécessaire, par conséquent, d'étendre les limites de la zone 30 km/heure du n° 144 à la mitoyenneté des habitations portant les n° 153 et 155 plutôt qu'entre les n° 151 et 153, soit sur une vingtaine de mètres de plus qu'actuellement en direction de Templeuve;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le schéma de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie provinciale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : le règlement communal délimitant les limites de la zone 30 km/heure aux **abords l'école Saint-Eloi, chaussée de Lannoy à Froyennes**, tel qu'adopté par le Conseil communal du 27 février 2006 est abrogé.

Article 2 : dans la chaussée de Lannoy, à Froyennes, une zone 30 km/heure abords d'école est établie du n° 114 jusqu'à la mitoyenneté des habitations portant les n°153 et 155.

Cette mesure est matérialisée par la mise en place d'îlots, par les marques appropriées au sol et par les signaux A23, F4a et F4b.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande de la société ALU TRAILER sise au zoning Tournai Ouest 2, rue de la Terre à Briques, 28 à Froyennes, qui sollicite l'autorisation de placer des pierres sur l'accotement en saillie jouxtant sa propriété afin d'éviter le stationnement de véhicules;

Attendu que cette société a déjà dû refaire cet accotement en terre suite aux dégradations provoquées par le stationnement de poids lourds;

Considérant le rapport du service de police qui précise que cette zone se situant non loin d'un carrefour, cela pourrait poser problème si un conducteur venait à perdre le contrôle de son véhicule, les pierres pouvant causer des dégâts importants tant matériels que physiques;

Considérant, d'autre part, qu'elles empêcheraient l'accès facile à une canalisation souterraine posée récemment;

Attendu que le service de police propose la mise en place d'une signalisation interdisant le stationnement sur cette partie de voirie;

Considérant le schéma de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue de la Terre à Briques à Froyennes**, l'arrêt et le stationnement sont interdits à partir du n° 28 jusqu'au carrefour formé avec la rue de l'Aviation anglaise.

Cette mesure est matérialisée par des signaux E3 complétés par des panneaux additionnels avec flèches montante et descendante et la mention "accotement non stabilisé".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le courrier du maire de Camphin-en-Pévèle (France), qui constate que les rues de Créplaine, du Moulin et de la Plaine situées sur sa commune sont de plus en plus souvent empruntées par des véhicules lourds et que cela entraînera des restrictions de tonnage de façon à éviter les accidents et les dégradations;

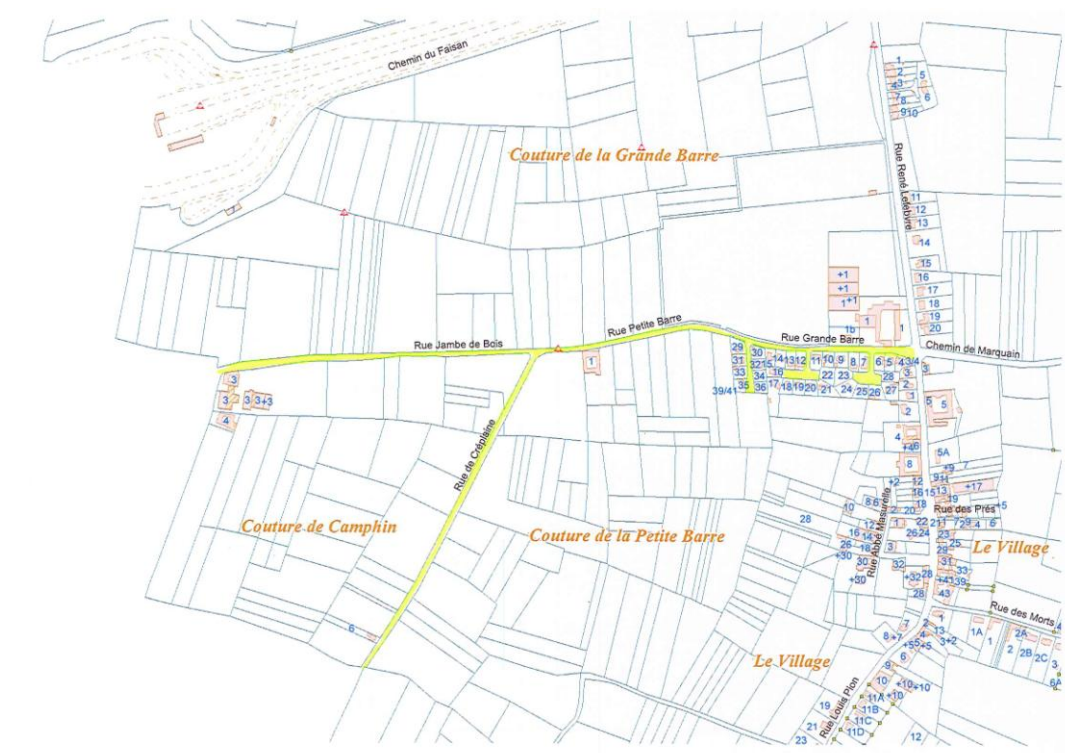
Considérant sa demande pour que ces restrictions de tonnage soient également adoptées sur les voiries de Lamain dans le prolongement des voiries citées ci-dessus;

Considérant le rapport du service de police établissant qu'il n'y a pas de souci majeur concernant la circulation des poids lourds qui empruntent les voiries allant ou venant de Camphin-en Pévèle;

Considérant, cependant, que les rues de Créplaine et de la Jambe de Bois sont deux voiries de petit gabarit où le croisement avec des véhicules lourds n'est effectivement pas aisé;

Considérant que pour faire respecter par les usagers les mesures envisagées par la mairie de Camphin-en-Pévèle, il serait souhaitable de limiter également le tonnage sur les voiries menant vers cette municipalité, à savoir dans les rues Grande Barre, Petite Barre, Jambe de Bois et Créplaine à Lamain;

Considérant le schéma de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans les **rues Grande Barre, Petite Barre, Jambé de Bois et Créplaine à Lamain**, la circulation est interdite aux conducteurs de véhicules dont la masse en charge dépasse 7,5 tonnes, excepté desserte locale.

Cette mesure sera matérialisée par le placement des signaux C.21 (7,5 t) complétés par des panneaux additionnels portant la mention: "sauf desserte locale".

Article 2 : dans la rue René Lefebvre à Lamain, il est interdit de tourner à gauche et à droite de la rue René Lefebvre vers la rue Grande Barre pour les conducteurs de véhicules dont la masse en charge dépasse 7,5 tonnes, excepté desserte locale.

Cette mesure sera matérialisée par le placement des signaux C.31 complétés par des panneaux additionnels portant les mentions: "sauf desserte locale" et "7,5 t".

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le rapport du service de police concernant un problème de circulation récurrent à Havinnes;

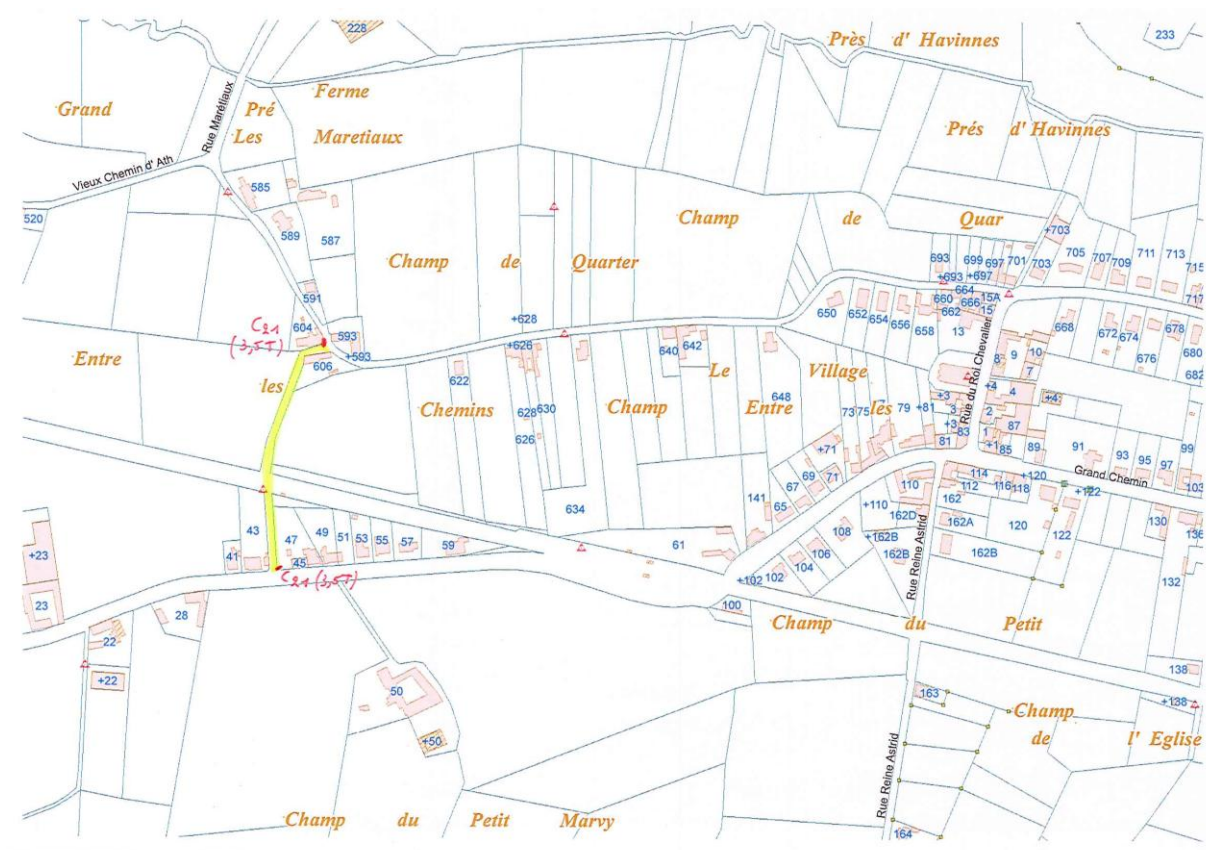
Considérant qu'à cause, vraisemblablement, de l'itinéraire proposé par les GPS, de gros véhicules sont amenés régulièrement à emprunter la petite portion du Vieux chemin d'Ath reliant le Grand Chemin à celui-ci en franchissant le passage à niveau non gardé n° 79;

Attendu que cette portion de voirie est très exiguë et qu'elle forme à sa jonction avec le Vieux chemin d'Ath proprement dit un virage quasi à angle droit bordé immédiatement par les habitations;

Attendu que les véhicules de grosses dimensions ne peuvent prendre ce virage, qu'il leur est impossible de faire demi-tour et que cette situation engendre des problèmes de circulation qui pourraient être évités puisqu'il existe un autre itinéraire;

Considérant qu'il est donc indispensable de limiter à 3,5 tonnes, excepté pour les véhicules agricoles, le tonnage des véhicules circulant dans cette portion de voirie;

Considérant le schéma de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **portion du Vieux chemin d'Ath comprise entre le Grand chemin et le Vieux chemin d'Ath proprement dit à Havinnes**, la circulation est interdite à tout conducteur de véhicule dont la masse en charge excède 3,5 tonnes, excepté pour les véhicules agricoles.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C.21 (3,5 t) avec panneaux additionnels "excepté véhicules agricoles".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain qui sollicite une réduction de la vitesse dans la traversée du village d'Ere et le placement de signaux F43 signalant ce village;

Attendu qu'effectivement, après le panneau de fin d'agglomération de la Ville de Tournai, la vitesse est autorisée à 90 km/heure;

Considérant le rapport du Service de police qui propose de réduire la vitesse à 70 km/heure à partir de la limite de fin d'agglomération de Tournai, et ce jusqu'au sentier d'Ere, pour ensuite la réduire à 50 km/heure jusqu'au carrefour formé par la chaussée Romaine, et dans la continuité de ce carrefour jusqu'à la rue du Château d'Ere à Ere;

Considérant que, de ce fait, la vitesse dans le centre du village d'Ere sera limitée à 50 km/heure;

Attendu que le placement de signaux F43 "localité" n'a aucune incidence sur la circulation routière;

Considérant le plan de situation ci-dessous :

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant les doléances d'un riverain concernant ses difficultés à accéder à son garage rue de l'Hôpital, 35 à 7548 Warchin;

Attendu que cette partie de la rue de l'Hôpital à Warchin est étroite, à deux sens de circulation et qu'elle se termine en cul-de-sac;

Attendu que les véhicules stationnent des deux côtés de la chaussée alors que le code de la route l'interdit en son article 25.1.7° (largeur libre de passage inférieure à 3 m), empêchant de ce fait le passage éventuel d'un camion de pompier;

Considérant que, par mesure de sécurité avant toute autre considération, le service de police propose d'interdire le stationnement des véhicules du côté des immeubles portant les numéros pairs, celui-ci comptant moins d'habitations et plus de garages, le côté impair disposant de trois places de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite;

Considérant le schéma de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue de l'Hôpital à Warchin, du côté pair**, le stationnement est interdit **entre les n° 10 et 28**.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux E1 avec flèches montante et descendante.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu sa décision du 27 janvier 2014 réservant le stationnement uniquement aux voitures dans la rue Tiéfry à Gaurain-Ramecroix, sur le parking du cimetière communal;

Vu le courrier du 28 février 2014 de la Direction de la Réglementation et des Droits des usagers indiquant que le règlement complémentaire réservant le stationnement uniquement aux voitures sur le parking du cimetière communal de Gaurain-Ramecroix situé rue Tiéfry à Gaurain-Ramecroix ne pouvait être soumis à l'approbation ministérielle dans sa forme actuelle, à savoir :

" En effet, si le stationnement peut être réservé aux véhicules de petit gabarit dans le parking du cimetière de Gaurain, compte tenu de la configuration des lieux (vaste esplanade bitumée), la pose de signaux E9b risque fort de ne pas être efficiente sur la totalité de l'espace visé et d'être mal interprétée par les conducteurs.

En outre, sur ce même espace, les conducteurs des voitures se rangent naturellement perpendiculairement à l'axe de la chaussée alors qu'aucun marquage ne les y autorise.";

Considérant que la solution proposée par la Direction de la Réglementation et des Droits des usagers de façon à rencontrer les deux problématiques serait de délimiter des emplacements de stationnement au sol par des marques blanches plutôt que d'utiliser des signaux E9b;

Considérant que cette solution permettrait d'augmenter réglementairement le nombre des places disponibles tout en interdisant le stationnement des véhicules longs (article 77.5 du code de la route);

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : de retirer le règlement complémentaire communal sur la police de roulage du 27 janvier 2014 réservant le stationnement uniquement aux voitures sur le **parking du cimetière communal, rue Tiéfry à Gaurain-Ramecroix**.

Article 2 : dans la rue Tiéfry à Gaurain-Ramecroix, sur le parking du cimetière communal, des emplacements de stationnement seront délimités.

Cette mesure sera matérialisée par les marques au sol appropriées.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des Lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du Conseil communal du 4 juillet 1969 interdisant l'accès aux rues de Maulde, des Déportés de Barry et des Combattants de Barry à Barry aux véhicules ayant un poids en charge supérieur à 10 tonnes, sur toute la longueur, sauf pour la circulation locale;

Considérant les courriers d'une riveraine se plaignant de la vitesse excessive et du passage des poids lourds, rue des Combattants de Barry à Barry;

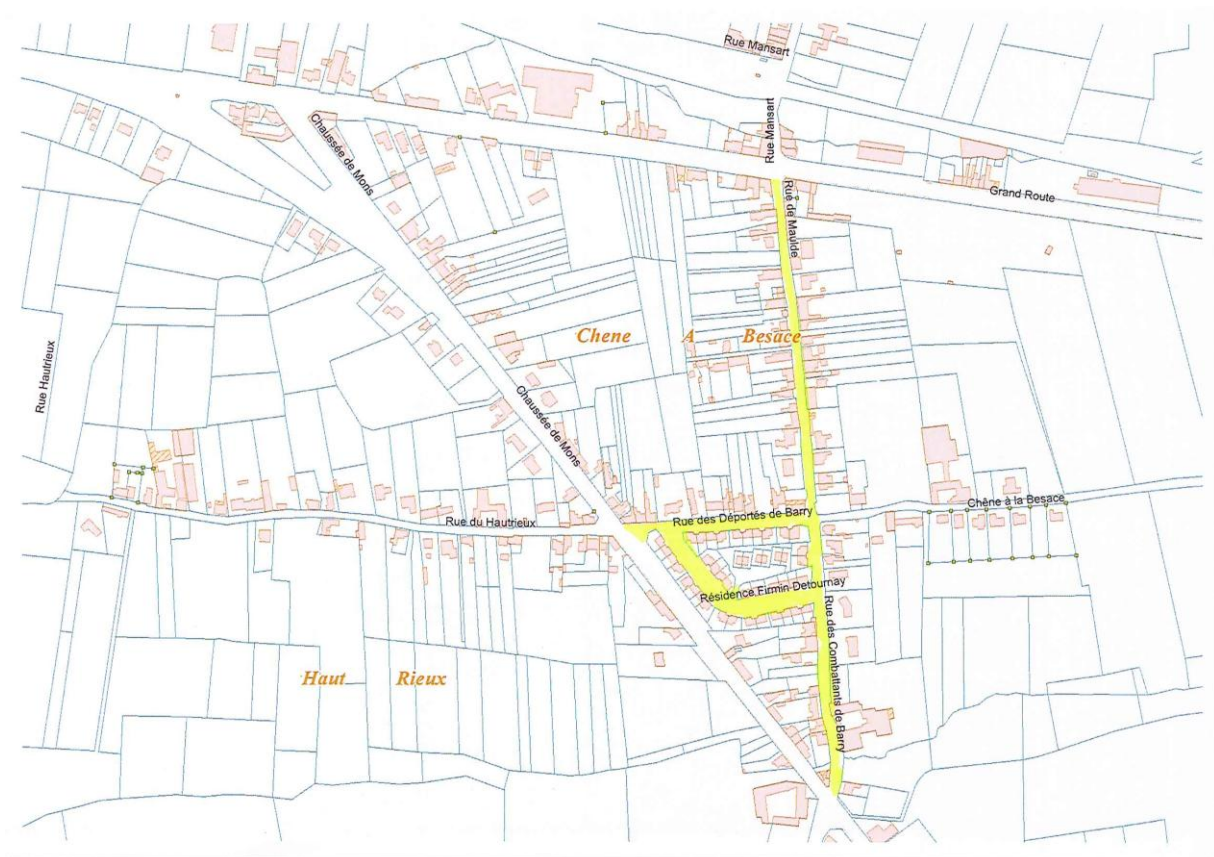
Considérant le rapport du Service de police;

Attendu que la vitesse est déjà limitée à 50 km/heure dans cette rue;

Considérant que dans ce cas, seule la solution répressive via le radar est efficace;

Considérant que le Service de police propose d'interdire la circulation aux véhicules de plus de 3,5 tonnes, sauf desserte locale et bus du TEC;

Considérant le schéma de situation ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans les **rues des Déportés de Barry, des Combattants de Barry et de Maulde à Barry**, la circulation est interdite à tout conducteur de véhicule dont la masse en charge excède 3,5 tonnes, excepté pour la circulation locale et les bus TEC.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C.21 (3,5 t) avec panneaux additionnels "excepté circulation locale" et "excepté TEC".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

Madame l'Echevine **L. DEDONDER** rentre en séance.

3. Stationnement. Convention de concession de gestion du 13 décembre 2004. Avenant n° 3. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Par délibération du Conseil communal du 25 octobre 2004, votre assemblée a décidé de concéder pour une durée de 10 ans la gestion du stationnement à durée limitée sur le territoire de la Ville de Tournai (zones horodateurs, zones bleues et à usage de riverains) à la société City Parking SA.

La convention de concession de gestion, dont question ci-avant, a été signée le 13 décembre 2004 et complétée par l'avenant n° 1 et par l'avenant n° 2, signés respectivement les 25 juin 2010 et 21 août 2012.

Par une loi du 13 janvier 2014, publiée au Moniteur belge du 23 janvier 2014, le législateur a introduit un paragraphe 3 bis à l'article 2 de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière qui dispose :

" Les missions de gardiennage ne peuvent pas être sous-traitées à une autre entreprise ni acceptées ou exécutées en sous-traitance sauf si :

1° tant l'entrepreneur principal que le sous-traitant sont autorisés pour l'exercice de ces activités;

2° la convention écrite entre l'entrepreneur principal et le mandant détermine le nom du sous-traitant, ses coordonnées et la période, les moments et les lieux où il effectuera les activités.

L'entrepreneur principal prend en tous les cas toutes les mesures de précaution et effectue les contrôles nécessaires afin que le sous-traitant et les personnes qui travaillent pour son compte respectent les lois en général et la présente loi et ses arrêtés d'exécution, en particulier et exécute correctement ce qui a été convenu avec le mandant."

Les travaux parlementaires explicitent l'objectif poursuivi par le législateur de la manière suivante : (doc., 35.3224/001, ch., 5^{ème} session de la 53^{ème} législature, 2013-2014 p. 8,) :

« La sous-traitance est utilisée par certaines entreprises pour travailler avec des «faux indépendants» alors que le gouvernement mène actuellement une politique de lutte contre le travail au noir et les faux indépendants. Les mandants [les Villes] ne savent parfois pas que les missions sont exécutées en sous-traitance et les entrepreneurs principaux ne sont pas toujours conscients de la façon dont les tâches de gardiennage sont exécutées.

Ceci implique des risques pour la sécurité, la qualité du gardiennage et le fonctionnement correct de la concurrence dans ce secteur.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement souhaite régir la sous-traitance dans le secteur du gardiennage.

Avant tout, tant l'entrepreneur principal que le sous-traitant sont tenus de disposer d'une autorisation pour l'exercice des activités prévues dans la convention conclue avec le mandaté (...).

En outre, le mandant doit être au courant et d'accord avec la (partie de la) mission qui sera exécutée en sous-traitance et la personne qui l'exécutera.

La garantie en est l'insertion obligatoire de ces informations dans la convention écrite avec le mandant.

Enfin, l'entrepreneur principal est censé veiller au respect de la loi et à l'exécution correcte de la mission.

Ceci garantit que le sous-traitant devra exécuter la mission exactement de la même façon que l'entrepreneur principal l'aurait fait.»

Dans l'offre initiale présentée en 2004 par City Parking SA à la Ville en vue de l'octroi de la concession domaniale relative aux parties du domaine public, le concessionnaire avait d'ores et déjà donné des précisions importantes par rapport au contrôle du stationnement, à savoir que :

« Ces derniers temps, beaucoup de villes souhaitent affecter les ressources policières à d'autres tâches, le respect du stationnement payant par les usagers est souvent laissé à la libre volonté de chacun d'entre eux, avec comme conséquence que les pourcentages de paiement des usagers chutent d'année en année, faute de contrôle.

La récente réforme des polices a encore accentué cet état de fait et beaucoup de villes se trouvent démunies de ressources pour gérer leur stationnement payant. Cet état de fait a engendré un recours croissant aux sociétés privées de gestion du stationnement pour remédier au manque de contrôle, et garantir ainsi à la fois la politique de mobilité des villes et les rentrées financières liées au paiement par les usagers de leur stationnement en centre-ville.

City Parking a, comme pionnier dans ce métier, et à travers son expérience belge (Koekelberg, Arlon, Woluwé-Saint-Lambert, La Louvière, Gembloux, Theux + 15 sites privés) et étrangère (plus de 35.000 places contrôlées chaque jour en Europe !), très vite réalisé les difficultés liées à l'exercice de ce travail monotone et très impopulaire.

Il est en effet courant que les contrôleurs soient l'objet de violences verbales ou de tentatives de corruption, ce qui occasionne des taux d'absentéisme élevés, des problèmes de recrutement, une forte démotivation, bref une grande inefficacité.

C'est pour ces raisons que City Parking a conclu un partenariat avec Securitas, filiale du leader mondial en matière de gardiennage, Securitas AB. Ce partenariat garantit à la Ville que :

- chaque contrôleur suivra une formation approfondie lui permettant, entre autres, une attitude digne et neutre face aux réactions fréquentes des usagers irrités d'avoir été contrôlés;
- qu'à intervalle régulier, de nouveaux contrôleurs feront leur apparition; ce roulement garantit la non-discrimination dans le contrôle;
- qu'en cas de problème (maladie,...), un contrôleur pourra être remplacé dans des délais très courts, grâce au vivier que représentent les 4.200 collaborateurs belges de Securitas; seules les heures prestées sont donc payées;
- que la présence dans les rues de Tournai de contrôleurs en uniforme «Securitas» contribuera à améliorer le sentiment de sécurité des usagers; une collaboration entre la société de gardiennage et les forces de police locale est d'ailleurs toujours instaurée afin que ces dernières soient immédiatement averties de faits constatés par les contrôleurs lors de leurs tournées.

Si le contrôle a initialement été confié à Securitas, ce qui a été accepté par la Ville, il a par la suite été confié avec l'accord de la Ville à la société G4S, laquelle est spécialisée dans la sécurité des biens et des personnes et est l'un des leaders dans ces métiers en Belgique."

La société G4S est autorisée, par arrêté du 3 avril 2012, à partir du 5 mai 2012 et pour une durée de 5 années, à exercer des activités «consistant en la réalisation de constatations se rapportant

exclusivement à la situation immédiatement perceptible de biens se trouvant sur le domaine public, sur ordre de l'autorité compétente ou du titulaire d'une concession publique» (autorisation n° 16.1066.11 publiée au Moniteur Belge le 18 avril 2012.

Par ailleurs, l'article 2 § 1^{er} bis de la loi du 10 avril 1990, octroie au concessionnaire, City Parking SA, une autorisation générale d'effectuer des missions de contrôle simple (*«réalisation de constatation se rapportant exclusivement à la situation immédiatement perceptible de biens se trouvant sur le domaine public»*).

En exécution de l'article 2 § 3 bis, de la loi du 10 avril 1990 telle que modifiée par la loi du 13 janvier 2014, il convient désormais d'inscrire explicitement ce recours à la sous-traitance pour le contrôle du stationnement dans un nouvel avenant.

Afin de rencontrer les exigences législatives évoquées supra, un projet d'avenant n° 3 à la convention de concession conclue le 13 décembre 2004 a été établi.

Nous vous invitons, Mesdames et Messieurs, à marquer votre accord sur les termes du projet d'avenant en question."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, fait la déclaration suivante :

" Nous voterons cet avenant n° 3 qui est tout à fait indépendant de la politique de gestion du parking de manière générale et offre une garantie voulue par le législateur lorsque le concessionnaire fait appel à un sous-traitant. Reste une question qui sera abordée dans le point suivant sur le lien entre la Ville, le concessionnaire et les membres du personnel du sous-traitant."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant sa délibération du 25 octobre 2004 portant décision de concéder pour une durée de 10 ans la gestion du stationnement à durée limitée sur le territoire de la Ville de Tournai (zones horodateurs, zones bleues et à usage de riverains) à la société City Parking SA;

Considérant la convention de concession de gestion dont question ci-avant signée le 13 décembre 2004 et complétée par avenants n° 1 et n° 2, signés respectivement les 25 juin 2010 et 21 août 2012;

Considérant que par une loi du 13 janvier 2014 publiée au Moniteur belge du 23 janvier 2014, le législateur a introduit un paragraphe 3 bis à l'article 2 de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière qui dispose :

«Les missions de gardiennage ne peuvent pas être sous-traitées à une autre entreprise ni acceptées ou exécutées en sous-traitance sauf si :

1° tant l'entrepreneur principal que le sous-traitant sont autorisés pour l'exercice de ces activités;

2° la convention écrite entre l'entrepreneur principal et le mandant détermine le nom du sous-traitant, ses coordonnées et la période, les moments et les lieux où il effectuera les activités.

L'entrepreneur principal prend en tous les cas toutes les mesures de précaution et effectue les contrôles nécessaires afin que le sous-traitant et les personnes qui travaillent pour son compte respectent les lois en général et la présente loi et ses arrêtés d'exécution, en particulier et exécutent correctement ce qui a été convenu avec le mandant.»;

Considérant que les travaux parlementaires explicitent l'objectif poursuivi par le législateur de la manière suivante : (doc., 35.3224/001, ch., 5^{ème} session de la 53^{ème} législature, 2013-2014 p. 8,) :

«La sous-traitance est utilisée par certaines entreprises pour travailler avec des «faux indépendants» alors que le gouvernement mène actuellement une politique de lutte contre le travail au noir et les faux indépendants. Les mandants [les Villes] ne savent parfois pas que les missions sont exécutées en sous-traitance et les entrepreneurs principaux ne sont pas toujours conscients de la façon dont les tâches de gardiennage sont exécutées.

Ceci implique des risques pour la sécurité, la qualité du gardiennage et le fonctionnement correct de la concurrence dans ce secteur.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement souhaite régir la sous-traitance dans le secteur du gardiennage.

Avant tout, tant l'entrepreneur principal que le sous-traitant sont tenus de disposer d'une autorisation pour l'exercice des activités prévues dans la convention conclue avec le mandaté (...).

En outre, le mandant doit être au courant et d'accord avec la (partie de la) mission qui sera exécutée en sous-traitance et la personne qui l'exécutera.

La garantie en est l'insertion obligatoire de ces informations dans la convention écrite avec le mandant.

Enfin, l'entrepreneur principal est censé veiller au respect de la loi et à l'exécution correcte de la mission.

Ceci garantit que le sous-traitant devra exécuter la mission exactement de la même façon que l'entrepreneur principal l'aurait fait.»;

Considérant que dans l'offre initiale présentée en 2004 par City Parking SA à la Ville en vue de l'octroi de la concession domaniale relative aux parties du domaine public, le concessionnaire avait d'ores et déjà donné des précisions importantes par rapport au contrôle du stationnement, à savoir que :

«Ces derniers temps, beaucoup de villes souhaitent affecter les ressources policières à d'autres tâches, le respect du stationnement payant par les usagers est souvent laissé à la libre volonté de chacun d'entre eux, avec comme conséquence que les pourcentages de paiement des usagers chutent d'année en année, faute de contrôle.

La récente réforme des polices a encore accentué cet état de fait et beaucoup de villes se trouvent démunies de ressources pour gérer leur stationnement payant. Cet état de fait a engendré un recours croissant aux sociétés privées de gestion du stationnement pour remédier au manque de contrôle, et garantir ainsi à la fois la politique de mobilité des villes et les rentrées financières liées au paiement par les usagers de leur stationnement en centre-ville.

City Parking a, comme pionnier dans ce métier, et à travers son expérience belge (Koekelberg, Arlon, Woluwé-Saint-Lambert, La Louvière, Gembloux, Theux + 15 sites privés) et étrangère (plus de 35.000 places contrôlées chaque jour en Europe !), très vite réalisé les difficultés liées à l'exercice de ce travail monotone et très impopulaire.

Il est en effet courant que les contrôleurs soient l'objet de violences verbales ou de tentatives de corruption, ce qui occasionne des taux d'absentéisme élevés, des problèmes de recrutement, une forte démotivation, bref une grande inefficacité.

C'est pour ces raisons que City Parking a conclu un partenariat avec Securitas, filiale du leader mondial en matière de gardiennage, Securitas AB. Ce partenariat garantit à la Ville :

- que chaque contrôleur suivra une formation approfondie lui permettant entre autres une attitude digne et neutre face aux réactions fréquentes des usagers irrités d'avoir été contrôlés;
- qu'à intervalle régulier, de nouveaux contrôleurs feront leur apparition; ce roulement garantit la non-discrimination dans le contrôle;
- qu'en cas de problème (maladie,...), un contrôleur pourra être remplacé dans des délais très courts, grâce au vivier que représentent les 4.200 collaborateurs belges de Securitas; seules les heures prestées sont donc payées;
- que la présence dans les rues de Tournai de contrôleurs en uniforme «Securitas» contribuera à améliorer le sentiment de sécurité des usagers; une collaboration entre la société de gardiennage et les forces de police locale est d'ailleurs toujours instaurée afin que ces dernières soient immédiatement averties de faits constatés par les contrôleurs lors de leurs tournées;

Considérant que si le contrôle a initialement été confié à Securitas, ce qui a été accepté par la Ville, il a par la suite été confié avec l'accord de la ville à la société G4S, laquelle est spécialisée dans la sécurité des biens et des personnes et est un des leaders dans ces métiers en Belgique;

Considérant que la société G4S est autorisée, par arrêté du 3 avril 2012, à partir du 5 mai 2012 et pour une durée de 5 années, à exercer des activités «*consistant en la réalisation de constatations se rapportant exclusivement à la situation immédiatement perceptible de biens se trouvant sur le domaine public, sur ordre de l'autorité compétente ou du titulaire d'une concession publique*» (autorisation n° 16.1066.11 publiée au Moniteur belge le 18 avril 2012;

Considérant par ailleurs que l'article 2 § 1^{er} bis de la loi du 10 avril 1990 octroie au concessionnaire, City Parking SA, une autorisation générale d'effectuer des missions de contrôle simple («*réalisation de constatation se rapportant exclusivement à la situation immédiatement perceptible de bien se trouvant sur le domaine public*»);

Considérant qu'en exécution de l'article 2 § 3bis, de la loi du 10 avril 1990 telle que modifiée par la loi du 13 janvier 2014, il convient désormais d'inscrire explicitement ce recours à la sous-traitance pour le contrôle du stationnement dans un nouvel avenant;

Vu le projet d'avenant n° 3 à la convention de concession conclue le 13 décembre 2004 établi à cet effet;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Vu les articles L1222-1 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur le projet d'avenant n° 3 à la convention de concession de gestion conclue le 13 décembre 2004 entre la Ville de Tournai et la société City Parking relative à la gestion du stationnement à durée limitée sur le territoire de la Ville de Tournai (zones horodateurs, zones bleues et à usage des riverains) et dont les termes suivent :

" Entre :

La Ville de Tournai, représentée par et,
ci-après dénommée «la Ville»

et

La société **City Parking**, représentée par,
ci-après dénommée «la société» ou «le concessionnaire»

PREAMBULE

A la date du 13 décembre 2004, les parties ont conclu une convention octroyant au concessionnaire la concession domaniale relative aux parties du domaine public de la Ville ainsi qu'une concession de service public permettant le contrôle du stationnement (ci-après : «la convention de base»).

Cette convention de base a été complétée par deux avenants.

L'avenant n° 1 du 25 juin 2010 a eu pour objectif de formaliser l'extension de l'objet de la concession et de formaliser certains changements intervenus dans les modalités de recouvrement des redevances.

L'avenant n° 2 du 21 août 2012 a eu pour objectif de remplacer le plan financier suite à l'adaptation de celui-ci et l'augmentation significative du coût des investissements.

Le présent avenant apporte des précisions relatives au contrôle de stationnement dans le prolongement des réformes de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière (ci-après : «la loi du 10 avril 1990»).

Ces réformes appellent les considérations préalables qui suivent.

Tout d'abord, dans l'offre initiale de 2004 présentée par le concessionnaire à la Ville en vue de l'octroi de la concession domaniale relative aux parties du domaine public, le Concessionnaire avait d'ores et déjà donné des précisions importantes par rapport au contrôle du stationnement, à savoir que :

Ces derniers temps, beaucoup de villes souhaitent affecter les ressources policières à d'autres tâches, le respect du stationnement payant par les usagers est souvent laissé à la libre volonté de chacun d'entre eux, avec comme conséquence que les pourcentages de paiement des usagers chutent d'année en année, faute de contrôle.

La récente réforme des polices a encore accentué cet état de fait et beaucoup de villes se trouvent démunies de ressources pour gérer leur stationnement payant. Cet état de fait a engendré un recours croissant aux sociétés privées de gestion du stationnement pour remédier au manque de contrôle, et garantir ainsi à la fois la politique de mobilité des villes et les rentrées financières liées au paiement par les usagers de leur stationnement en centre-ville.

City Parking a, comme pionnier dans ce métier, et à travers son expérience belge (Koekelberg, Arlon, Woluwé-Saint-Lambert, La Louvière, Gembloux, Theux + 15 sites privés) et étrangère (plus de 35.000

places contrôlées chaque jour en Europe), très vite réalisé les difficultés liées à l'exercice de ce travail monotone et très impopulaire.

Il est en effet courant que les contrôleurs soient l'objet de violences verbales ou de tentatives de corruption, ce qui occasionne des taux d'absentéisme élevés, des problèmes de recrutement, une forte démotivation, bref une grande inefficacité.

C'est pour ces raisons que City Parking a conclu un partenariat avec Securitas, filiale du leader mondial en matière de gardiennage, Securitas AB. Ce partenariat garantit à la Ville que :

- chaque contrôleur suivra une formation approfondie lui permettant entre autres une attitude digne et neutre face aux réactions fréquentes des usagers irrités d'avoir été contrôlés;*
- qu'à intervalle régulier, de nouveaux contrôleurs feront leur apparition; ce roulement garantit la non-discrimination dans le contrôle;*
- qu'en cas de problème (maladie,...), un contrôleur pourra être remplacé dans des délais très courts, grâce au vivier que représentent les 4.200 collaborateurs belges de Securitas; seules les heures prestées sont donc payées;*
- que la présence dans les rues de Tournai de contrôleurs en uniforme «Securitas» contribuera à améliorer le sentiment de sécurité des usagers; une collaboration entre la société de gardiennage et les forces de police locale est d'ailleurs toujours instaurée afin que ces dernières soient immédiatement averties de faits constatés par les contrôleurs lors de leurs tournées.».*

De la sorte, si le contrôle a initialement été confié à Securitas, ce qui a été accepté par la Ville, il a par la suite été confié à la société G4S, laquelle est spécialisée dans la sécurité des biens et des personnes et est un des leaders dans ces métiers en Belgique.

G4S est autorisée, par arrêté du 3 avril 2012, à partir du 5 mai 2012 et pour une durée de 5 années, à exercer des activités «consistant en la réalisation de constatations se rapportant exclusivement à la situation immédiatement perceptible de biens se trouvant sur le domaine public, sur ordre de l'autorité compétente ou du titulaire d'une concession publique» (autorisation n° 16.1066.11 publiée au Moniteur belge le 18 avril 2012, p. 24209 : annexe 1).

Le recours à la sous-traitance par les concessionnaires jouissant d'un contrat de concession avec une autorité publique est devenue monnaie courante.

De la sorte, le législateur a souhaité régir la sous-traitance dans ce domaine.

Il explique son objectif de la manière suivante dans les travaux parlementaires (doc., 35.3224/001, ch., 5^{ème} session de la 53^{ème} législature, 2013-2014 p. 8) :

«La sous-traitance est utilisée par certaines entreprises pour travailler avec des «faux indépendants» alors que le gouvernement mène actuellement une politique de lutte contre le travail au noir et les faux indépendants. Les mandants [les Villes] ne savent parfois pas que les missions sont exécutées en sous-traitance et les entrepreneurs principaux ne sont pas toujours conscients de la façon dont les tâches de gardiennage sont exécutées.

Ceci implique des risques pour la sécurité, la qualité du gardiennage et le fonctionnement correct de la concurrence dans ce secteur.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement souhaite régir la sous-traitance dans le secteur du gardiennage.

Avant tout, tant l'entrepreneur principal que le sous-traitant sont tenus de disposer d'une autorisation pour l'exercice des activités prévues dans la convention conclue avec le mandaté (...).

En outre, le mandant doit être au courant et d'accord avec la (partie de la) mission qui sera exécutée en sous-traitance et la personne qui l'exécutera.

La garantie en est l'insertion obligatoire de ces informations dans la convention écrite avec le mandant.

Enfin, l'entrepreneur principal est censé veiller au respect de la loi et à l'exécution correcte de la mission. Ceci garantit que le sous-traitant devra exécuter la mission exactement de la même façon que l'entrepreneur principal l'aurait fait.»

Sur base de cette explication, la législateur a introduit un paragraphe 3bis à l'article 2 de loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité publique et privée particulière (par une loi du 13 janvier 2014, Moniteur belge, 23 janvier 2014, p. 5625-5631) qui dispose que :

«Les missions de gardiennage ne peuvent pas être sous-traitées à une autre entreprise ni acceptées ou exécutées en sous-traitance sauf si :

1° tant l'entrepreneur principal que le sous-traitant sont autorisés pour l'exercice de ces activités;

2° la convention écrite entre l'entrepreneur principal et le mandant détermine le nom du sous-traitant, ses coordonnées et la période, les moments et les lieux où il effectuera les activités.

L'entrepreneur principal prend en tous les cas toutes les mesures de précaution et effectue les contrôles nécessaires afin que le sous-traitant et les personnes qui travaillent pour son compte respectent les lois en général et la présente loi et ses arrêtés d'exécution, en particulier et exécute correctement ce qui a été convenu avec le mandant.»

Les parties constatent que tant le concessionnaire que G4S bénéficient de l'autorisation visée à l'article 2 § 3bis, 1°, de la loi du 10 avril 1990.

D'une part, l'article 2 § 1^{er} bis, de la loi du 10 avril 1990, octroie au concessionnaire une autorisation générale d'effectuer des missions de contrôle simple (*«réalisation de constatation se rapportant exclusivement à la situation immédiatement perceptible de bien se trouvant sur le domaine public»*).

D'autre part, G4S jouit également de l'autorisation nécessaire en vertu de l'arrêté du 3 avril 2012 (voir publication au Moniteur belge : annexe 1).

Par ailleurs, dès lors que la convention de base ne pouvait pas reprendre explicitement les formalités (article 2 § 3bis, 2°, de la loi du 10 avril 1990 repris ci-dessus) prévues postérieurement par la loi du 13 janvier 2014 (bien que des explications relatives au contrôle de stationnement étaient déjà formulées dans l'offre de départ), le présent avenant a pour objectif de veiller au respect formel du nouvel article 2 § 3bis, de la loi du 10 avril 1990.

LES PARTIES CONVIENNENT EN CONSEQUENCE CE QUI SUIVIT :

Article 1^{er} :

Les parties conviennent de modifier le passage souligné de la phrase suivante du dernier paragraphe de l'article 7 de la convention de base : *«Le contrôle de l'utilisation des horodateurs et du respect du règlement communal en matière de zones bleues ou de stationnement riverain sera assuré par le concessionnaire»* par la phrase suivante (modification indiquée en souligné) : *«Le contrôle de l'utilisation des horodateurs et du respect du règlement communal en matière de zones bleues ou de stationnement riverain est confié par le concessionnaire à un sous-traitant, à savoir actuellement l'entreprise G4S»*.

Par ailleurs, les parties conviennent de compléter le dernier paragraphe de l'article 7 de la convention de base par ce qui suit :

«Le sous-traitant s'est engagé envers le concessionnaire à prendre toutes les mesures utiles pour garantir la parfaite exécution des prestations et à supporter, en tant qu'expert, l'ensemble des responsabilités liées à l'exécution de la mission et en particulier en ce qui concerne le personnel employé.

Le concessionnaire veillera à ce que le sous-traitant respecte la loi du 10 avril 1990 et veillera à ce que le sous-traitant respecte les dispositions contenues dans la convention de base relatives au contrôle de

stationnement, de sorte que le sous-traitant exécute la mission de la même façon que le concessionnaire l'aurait fait.

Le sous-traitant s'est engagé à garantir qu'il a contracté toutes les assurances nécessaires pour couvrir sa responsabilité par rapport à son personnel ou à des tiers. Il a également garanti que son personnel affecté aux prestations de contrôle aura été formé conformément aux obligations légales».

«La période d'activité du sous-traitant est actuellement la suivante : du lundi au samedi inclus, de 9 à 17 heures, excepté les jours fériés ainsi que les jours de carence imposés par la Ville. Cette période correspond aux horaires de contrôles du stationnement régis dans le règlement communal, auquel il convient de se référer quoi qu'il en soit dans la mesure où des modifications desdites périodes interviendraient.

Les lieux où il effectuera les activités sont les suivants : il s'agit du territoire de la Ville régi par un contrôle de stationnement, tel que repris dans la convention de base et ses avenants ainsi que dans le règlement communal.».

Article 2 :

La Ville marque formellement son accord à ce que la sous-traitance des activités de contrôle de stationnement soit confiée à la société G4S Secure Solutions, n° d'entreprise BE 0411 519 431 et confirme qu'elle avait déjà connaissance de cette sous-traitance et de ses conditions, telles que reprises à l'article 2 § 3bis, 2° de la loi du 10 avril 1990, au moment de l'entrée en vigueur de cette disposition.

Article 3

Sans préjudice de l'article 1^{er} des présentes, toutes les dispositions du contrat de base telles que modifiées par ses avenants 1 et 2 restent d'application.

Fait à Tournai, le, en quatre exemplaires dont un est destiné à l'enregistrement. Chaque partie signataire reconnaissant avoir reçu le sien.".

4. Stationnement. Convention de concession. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Vous vous souviendrez que par délibération du 31 mars 2014, votre assemblée a décidé de lancer par voie négociée avec publicité (mais hors champ de la législation sur les marchés publics) la procédure en vue de la désignation, pour une durée de 10 ans, d'un concessionnaire chargé de la gestion du contrôle du stationnement à durée limitée en voirie ainsi que du contrôle du «parking Grand Place» (rue Perdue) et de tout emplacement que la Ville, dans le futur acquerrait par droits réels dans le centre-ville.

A cette fin, un avis de marché au journal officiel de l'Union européenne (JOUE) a été publié par la Ville en date du 2 avril 2014 et les offres devaient parvenir à l'Administration pour le 16 mai 2014 au plus tard.

Sur les 8 sociétés qui se sont portées candidates auprès de l'Administration, 4 sociétés ont déposé une offre dans les formes et délais requis, à savoir :

- APCOA PARKING BELGIUM;
- BESIX PARK;
- VINCI PARK;
- CITY PARKING SA et désignée dans le rapport du groupe de travail sous le vocable Q PARK.

Suite à la réception de ces offres, le Collège, en date du 13 juin 2014, a chargé un groupe de travail d'examiner les différentes offres déposées.

Ce groupe de travail était composé des agents communaux suivants :

- Mme Sabine LANSSENS, directrice du service juridique;
- M. Eddy MOULIN, directeur financier;
- M. Paul-Valéry SENELLE, conseiller financier;
- Mme Christine BERNARD, conseillère en mobilité;
- Mme Annie MESTREZ, chef de bureau au service marchés publics;
- M. Devrim GUMUS, ingénieur.

Ce groupe de travail a procédé à une étude détaillée et à un examen comparatif des différentes offres déposées.

En vue d'éclaircir certains points des différentes offres étudiées, une séance de questions/réponses a été organisée le 5 août 2014 avec chacun des candidats précités.

Dans le souci de préparer cette réunion, une série non exhaustive de questions a été transmise préalablement à chacun des candidats et ce, tant par mail que par courrier postal.

Au cours de cette séance, chaque candidat a répondu aux questions formulées.

Les réponses aux questions ont également été confirmées par courrier par chacun des candidats.

Pour rappel, les critères d'attribution fixés par votre assemblée et figurant dans le cahier spécial des charges sont les suivants :

- le rendement financier pour la Ville;
- la qualité des services offerts à la Ville;
- la qualité des services à l'adresse des usagers;
- la qualité de la vision du candidat sur les enjeux de la mobilité et les suggestions apportées pour répondre à ces enjeux.

Étant entendu que l'objectif poursuivi par la Ville est d'assurer un équilibre entre un rendement financier optimal pour la ville tout en garantissant un service de qualité non seulement au profit de la Ville, mais également au profit de l'utilisateur.

Le cahier des charges spécifie également que dans le cadre des négociations, la Ville se réserve le droit d'apporter des modifications aux clauses figurant dans le modèle de convention qui sert de base à l'établissement de la convention.

Aux termes du rapport établi par le groupe de travail, c'est l'offre présentée par City Parking SA (filiale du groupe Q PARK et désignée dans le rapport du groupe de travail sous le vocable Q PARK) qui est considérée comme celle rencontrant au mieux l'équilibre recherché aux termes d'une comparaison effectuée sur base des critères précités.

Les conclusions de ce rapport sont les suivantes :

«L'offre Q PARK présente l'avantage d'offrir un minimum garanti élevé tout en étant parfaitement réaliste et raisonnable. Un taux de «rétrocession» des redevances de 95 % nous paraît être un élément à la fois motivant pour inciter le concessionnaire à veiller à corriger les facteurs nuisant au rendement financier de la concession. Ce taux laisse au concessionnaire une marge bénéficiaire appréciable de nature à éviter qu'il ne soit enclin à remettre systématiquement en cause le contrat ou le plan financier chaque fois que la ville souhaite prendre des mesures susceptibles d'impacter négativement les rentrées financières telle que l'adoption de mesures de tolérance vis-à-vis des usagers.

L'absence de lien hiérarchique direct sur le personnel de contrôle est également de nature à réduire les risques de pression sur le personnel en termes de rendement journalier.

Le recours à du personnel d'une entreprise de gardiennage agréée dans le cadre de la loi sur la sécurité privée, en l'occurrence l'entreprise G4S, offre les meilleures garanties quant à la qualité de la formation du personnel, sa rotation, son remplacement le cas échéant, une grande flexibilité, la régularité du contrôle, tout en assurant une neutralisation des coûts dès lors que seules les heures réellement prestées sont facturées à la Ville.

Les petits plus que constituent la qualité de leur site, un dépannage assuré dans un temps très limité en cas de blocage dans le parking, renforcent notre conviction que l'offre Q PARK présente le meilleur équilibre entre rendement financier et qualité des services.»

Plus précisément, d'un point de vue financier, et sur base de recettes annuelles estimées à 1.700.000,00 € en voirie et 65.000,00 € pour le parking, l'offre de la société City Parking SA se caractérise comme suit :

- une redevance minimale garantie de 750.000,00 €.
- une redevance variable sous forme d'un pourcentage sur résultat fixé à 95 %.
- le compte d'exploitation présente les chiffres ci-après :
- En voirie et pour le parking, des frais à hauteur de 753.142,00 € hors TVA soit 883.853,00 € TVA comprise.
- La rétribution du concessionnaire : 53.256,00 €
- Un solde net pour la Ville de 881.148,00 €.

Vous trouverez, en annexe, le rapport en question daté du 18 août 2014 dans son intégralité.

Le Collège communal, en séance du 22 août 2014, a décidé de suivre l'avis du groupe de travail et d'ouvrir les négociations avec la société City Parking SA en vue de finaliser le projet de contrat de concession. Il a désigné à cet effet Madame la Première Echevine Marie Christine MARGHEM, Monsieur l'Echevin Armand BOITE, Madame l'Echevine Ludivine DEDONDER, M. Paul-Valéry SENELLE, Mmes Sabine LANSSENS, Stéphanie LIETAR et M. Eddy MOULIN, directeur financier.

Cette réunion de négociation en vue de finaliser la convention s'est déroulée le jeudi 28 août 2014. Y ont participé en qualité de représentants de la société City Parking, MM. Didier PANNEELS, Olivier VAN SCHAP et Philip DE BRABANTER, directeur général.

Au cours de cette réunion, les représentants de la société City Parking ont marqué leur accord sur le projet de convention complété en fonction des termes de leur offre et ont acquiescé aux modalités contractuelles complémentaires suivantes :

- indexation de la redevance minimale en ce sens que si le montant de la redevance due par l'utilisateur et fixée par le règlement communal augmente d'un certain pourcentage, le montant de la redevance minimale due par le concessionnaire sera adapté à la hausse; (Article 12 de la convention);
- le solde restant dû des investissements dans le parking Grand Place non encore amortis au 1^{er} janvier 2015 est intégré dans les comptes d'exploitation de la nouvelle convention qui prendra cours le 1^{er} janvier 2015. A cet effet, un nouveau plan financier adapté intégrant lesdits investissements est joint à la convention. Pour rappel, le montant des investissements en question s'élève à plus de 800.000,00 € et représente une charge financière annuelle de 81.106,00 € (frais financiers compris) et ce pendant les 10 prochaines années. Il en découle que le minimum garanti tombe de 750.000,00 € à 668.894,00 € (750.000,00 – 81.106,00) arrondis à 670.000,00 € (article 12 de la convention);
- le cautionnement de 400.000,00 € prévu ne devra pas être constitué aussi longtemps que le solde restant dû des investissements précités dépasse le montant du cautionnement (article 24 de la convention);
- le concessionnaire confirme son engagement de reprendre à ses frais les 20 horodateurs non encore amortis (article 5 de la convention), soit un gain de 64.030,00 €;
- en ce qui concerne la délivrance des cartes de stationnement, il a été convenu que l'accueil du public à cet effet s'effectuera dans le parking shop du parking Grand Place suivant un horaire à déterminer en accord avec la Ville.

Le concessionnaire se chargera de toute la gestion liée à la délivrance des cartes de stationnement en ce compris leur renouvellement et ce, en étroite collaboration avec les services de la Ville. Dès lors que la Ville se décharge de toute la gestion liée à la délivrance des cartes de riverains, il a été convenu que le montant de la redevance communale perçue à l'occasion de la délivrance de la carte riverain sera porté au crédit du compte d'exploitation et ce par dérogation à ce qui était précisé dans le projet de contrat figurant dans le cahier des charges (article 4 de la convention);

- il est précisé que le renouvellement de l'ensemble des horodateurs par de nouveaux horodateurs de la marque Presto (+ software) devra être finalisé pour le 28 février 2015 au plus tard pour autant que la notification de l'attribution intervienne pour le 30 octobre 2014 au plus tard. Si la notification de l'attribution intervient au-delà du 30 octobre 2014, le délai précité sera prolongé du nombre de jours séparant le 30 octobre de la date à laquelle la notification est effectuée (article 5 de la convention).

Nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à concéder la gestion du stationnement à la **société City Parking SA**, filiale du groupe Q PARK, et ce, suivant les modalités contractuelles définies ci-avant."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, intervient comme suit :

" Pour bien comprendre mon intervention, il faut tenir compte de 2 éléments. Tout d'abord, les commentaires du cdH sur le nouveau plan de stationnement présenté il y a quelques mois. Nous avions dit à l'époque qu'on sentait un certain dérapage vers une recherche de recettes maximales. Ainsi, par exemple, les redevances ne couvriront plus qu'une demi-journée. Certaines personnes pourront donc se voir sanctionner deux fois par jour. Autre exemple, les zones 4 heures vont être réduites à 2 heures, ce qui va amener des recettes supplémentaires et des situations difficiles à gérer.

Le deuxième élément, c'est l'ambiance qui a régné autour de la gestion du parking. Je me souviens que certains membres du Conseil, qui siègent maintenant au Collège, ont parfois insinué que la gestion de City Parking et la férocité des agents qui étaient chargés de procéder aux constats étaient pratiquement les seules responsables de la faillite du commerce à Tournai.

La démarche qui a été menée ici est tout à fait respectable. Le groupe de travail a fonctionné de manière très sérieuse. Mais quand on examine les critères choisis par la Ville pour désigner le concessionnaire, on peut s'étonner de la disproportion entre les différents éléments de comparaison. Je rappelle ces critères : le rendement financier, les services offerts à la ville, les services à l'adresse des usagers et la qualité de la vision du candidat sur les enjeux qui concernent la mobilité et des suggestions à apporter pour le problème de la mobilité.

Quand on examine le rapport, joint au dossier, qui tend à démontrer que City Parking est le meilleur candidat, on se rend compte que, comme nous l'avons dit au moment de la discussion sur le plan de stationnement, l'élément principal qui plaide en faveur de City Parking, c'est le rendement financier pour la Ville.

Qu'on recherche le rendement financier, cela ne me dérange pas, à partir du moment où on a la correction de reconnaître que c'est l'objectif principal. Il ne faut pas jouer à faire semblant. Lorsqu'on examine les chiffres, pourquoi a-t-on choisi City Parking ? Parce qu'il garantit 750.000,00 €, voire plus à la Ville et que ses agents, qui ont été pratiquement qualifiés de "harceleurs des citoyens en stationnement" sont des agents professionnels bien formés et très efficaces sur le terrain. Qu'on ne vienne pas me dire que l'aspect financier est un élément négligeable dans le dossier. Il y fait l'objet d'une description détaillée. Des candidats exploitants proposaient à la Ville des possibilités offrant beaucoup plus de souplesse et d'intervention dans la gestion. Vous choisissez la sécurité. C'est tout à fait respectable. Mais vous auriez pu aussi choisir une autre formule, comme certains l'avaient suggéré lors de la campagne électorale, où la Ville pouvait intervenir de manière plus directe pour assouplir certains comportements. Vous avez choisi la rigueur. C'est un choix. Le critère relatif aux services offerts à la Ville est du même acabit. C'est l'efficacité des agents et la qualité de la recette pour les finances communales qui priment. Pour ce qui concerne les services rendus à la population, on met en avant le site internet remarquable de City Parking. Ce site est essentiellement destiné à l'usager qui a été pénalisé par erreur.

Le 4^{ème} critère, la qualité de la vision du candidat sur les enjeux de la mobilité, représente 2 lignes dans un rapport de 5 à 6 pages. J'aimerais avoir des explications à ce sujet. Tous les candidats émettent des observations et des suggestions pertinentes. Ils répondent tous positivement à ces critères. On demande à une société d'aider la Ville en matière de mobilité. Ce sont des enjeux majeurs. Mais pour démontrer que City Parking est le meilleur, on met simplement deux phrases. Et on dit que tous les candidats sont des spécialistes de la mobilité. On peut en déduire qu'ils vont proposer des solutions aux problèmes que nous rencontrons.

La conclusion du rapport de ce groupe est claire. Mais dans le rapport qui fait à peine une page, on ne retrouve que des éléments financiers. Nous restons donc sur la même position que lors de la discussion sur le plan de stationnement.

Vous avez fait le choix d'une rentabilité maximale pour les finances communales. La virulence des propos tenus à une certaine époque n'est plus de mise chez certains, les mêmes qui, maintenant, défendent la société qu'ils avaient condamnée lors des élections, celle qui, selon eux, était responsable de la faillite de Tournai.

Nous ne pouvons pas vous suivre dans cette décision."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, prend ensuite la parole :

" Après avoir examiné les offres, le Collège a donc décidé de poursuivre la négociation avec la société Q-PARK (City Parking). Il nous reste quelques interrogations sur ce choix :

- ayant décidé de mettre fin au 31 décembre 2014 à la convention avec City Parking, l'avenant n° 2 à la convention voté par le Conseil communal du 21 mai 2012 prévoyait : *"l'indemnité de rupture de la Ville à l'échéance de la convention correspondra aux charges non amorties dans le cadre de l'exploitation du parking de la rue Perdue (...) dans la mesure où elle n'a pas été compensée par le bénéfice sur le stationnement payant"*. Il est bien entendu qu'avant de décider de négocier avec Q-PARK (City Parking), la Ville était au courant du montant d'indemnité de rupture à l'échéance de la convention et qu'il est donc naturel, pour éviter le paiement de cette indemnité de rupture, que le choix porte sur Q-PARK : à l'article 12 de la nouvelle convention, on prévoit donc que le concessionnaire assure un minimum de redevance annuelle de 670.000,00 € au lieu de 750.000,00 €.
- la convention prévoit aussi que si la Ville décide d'augmenter la redevance à payer par l'usager, la part de redevance, le montant de redevance payé par le concessionnaire augmentera proportionnellement. Pensez-vous dès maintenant à une augmentation de redevance ?
- l'article 13 porte sur la responsabilité du concessionnaire, étant donné que celui-ci fait appel à un sous-traitant. Le personnel engagé par le sous-traitant aura, sans aucun doute, une formation en adéquation avec la fonction exercée puisqu'il s'agit d'une société ayant l'agrément de société de gardiennage privée. Cependant, nous restons perplexes sur la grande indépendance des contrôleurs vis-à-vis de la société Q-PARK : c'est quand même elle qui doit obtenir un chiffre d'affaires suffisant et qui pourra imposer un contrôle suffisant effectué par le sous-traitant dans cet objectif. Des contestations sont toujours possibles entre le sous-traitant et la Ville, si celle-ci a des exigences en matière de personnel.

Cette décision de confier ce service public à la société Q-PARK a donc un objectif avant tout financier : ne pas payer une indemnité de rupture, mais l'inclure dans le nouveau contrat d'exploitation. L'objectif du contrôle reste aussi avant tout financier et non un élément de mobilité. En effet, il n'est pas fait mention de suggestion en termes de mobilité dans la convention. Par contre, il est stipulé : *"l'offre de Q-PARK présente un minimum garanti élevé, un taux de rétrocession de 95 % des redevances nous semble un élément motivant qui incite le concessionnaire à veiller à corriger les facteurs nuisant au rendement financier de la concession"*, même si vous nuancez ensuite en affirmant que la Ville peut toujours introduire des mesures de tolérance vis-à-vis des usagers.

En mars dernier, nous nous étions opposés à la décision de confier le contrôle du parking à un concessionnaire privé, sans réflexion plus globale sur la mobilité en ville. Pour nous, l'essentiel reste de diminuer la pression automobile tout en permettant aux personnes à mobilité réduite, aux riverains de pouvoir se garer. Cependant, les dernières mesures prises, comme la possibilité pour ceux qui travaillent en ville durant la journée "d'acheter leur place de parking" ne sont pas des mesures qui vont dans le sens d'une plus grande rotation du parking et de la diminution de la pression automobile en ville.

Nous ne voterons pas ce point."

Le MR, par la voix de Monsieur le Conseiller communal **B. LAVALLEE**, fait ensuite la déclaration suivante :

" A l'occasion de ce Conseil communal, nous abordons le débat sur le stationnement à Tournai, un sujet qui déchaîne à chaque fois les passions, tant il est sensible.

Si je prends la parole ce soir, au nom du groupe MR, c'est pour rappeler aux membres de notre assemblée et plus largement à la population tournaïsiennne quelle a été notre ligne de conduite dans ce dossier depuis de nombreuses années.

Lors de la campagne électorale, nous fustigions l'attitude d'une majorité qui avait fait porter sur la tête d'un seul homme le poids d'un plan de stationnement complexe et pénalisant. Ajouté à cela une politique de revitalisation du centre-ville mal élaborée et un manque de vision globale de la circulation en ville, vous trouverez tous les ingrédients de l'immobilisme qui a paralysé notre centre-ville au grand dam des commerçants et de tous ceux qui aiment notre ville.

Dès lors, alors que nous avons accepté de prendre nos responsabilités dans ce dossier, notre volonté n'a pas changé. Il faut à la fois permettre une meilleure mobilité en ville tout en favorisant le dynamisme économique et social de celle-ci. Je prendrai plusieurs éléments pour étayer mon propos.

Nous ne voulions pas faire de la politique de stationnement la chose d'un seul homme. Cela n'a pas été le cas puisque les lignes directrices, qui ont fait l'objet de l'appel d'offres dont nous avons les résultats aujourd'hui, ont été soumises à une large consultation, notamment auprès des commerçants et des riverains du centre-ville. A travers la procédure négociée avec publicité que le Collège a lancée, nous avons également souhaité remettre les choses à plat et redonner à l'autorité communale toute sa place dans la gestion de sa politique de stationnement.

Nous voulions un plan de stationnement simple pour tous.

Comme le dit l'expression, ce qui se conçoit bien s'énonce clairement. A travers cela, je veux souligner que notre groupe a eu à cœur de simplifier la vie des gens qui vivent et travaillent à Tournai. Il n'y aura désormais plus qu'une seule zone pour les riverains et le coût de la carte a été réduit. Des solutions seront trouvées pour les habitants des zones "horodateur". Une carte "travailleur" verra également le jour, ce qui pourra permettre de sortir d'une hypocrisie qui consiste à changer l'heure de son disque sans bouger sa voiture de place. L'harmonisation des zones bleues va également dans ce sens et doit permettre une meilleure rotation des véhicules.

Nous ne voulions pas également faire de la mobilité, une culture de l'immobilisme.

Une ville doit pouvoir vivre, bouger. Décourager l'automobiliste à venir en ville est un non-sens. C'est même suicidaire pour le développement de notre ville. Il faut pour cela permettre à chaque mode de transport de trouver sa juste place. Ainsi, à travers le travail de la première échevine et de l'échevin de la mobilité, nous avons la volonté d'offrir des parkings de délestage aux abords du centre-ville. Le parking de la rue Perdue en est un exemple et son utilisation doit être encouragée. D'autres projets de ce type devront également voir le jour. Dans le même ordre d'idées, nous voulons offrir des alternatives de qualité à travers le développement d'autres moyens de transport, que ce soit le vélo ou les transports en commun. Le MR n'a jamais été pour le tout à la voiture comme on le caricature souvent, mais pour une réflexion globale et intelligente de la mobilité dans la ville afin de garantir le bien-être de la population et le développement de notre ville."

Madame la Première Echevine MR, **M. C. MARGHEM**, répond comme suit aux différentes interventions :

" Je voulais épingler quelques éléments de vos interventions après celle de B. LAVALLEE qui intervient en sa qualité de commerçant aux côtés de R. DELVIGNE. Les commerçants, nous le savons, sont particulièrement sensibles au stationnement réglementé en centre-ville. Ceci mérite bien qu'ils s'expriment à ce sujet.

Dans le marché public, dossier du jour, il y a des critères de sélection qui ont conduit à la désignation par un groupe, qui n'était pas composé de politiques, mais uniquement de fonctionnaires de l'administration communale, de City Parking Q-Park à nouveau. Le but poursuivi n'était pas la sécurité. Nous n'avons pas voulu assurer la continuité. Au sujet de la comparaison des offres, je voudrais rappeler deux éléments. Nous avons d'abord comparé la qualité des services offerts à la Ville. Dans ce cadre, le groupe de travail a examiné les points suivants : transparence, accès aux informations techniques et financières, traçabilité des informations, clarté des procédures mises en place, maintenance des installations techniques, propreté, garantie au niveau du personnel, garantie d'un contrôle régulier avec du personnel toujours en suffisance et correctement formé, garantie que la Ville pourra obtenir le remplacement rapide du personnel lorsque celui-ci ne convient pas, souplesse de gestion.

Le deuxième critère concernait les services à l'adresse des usagers. Dans ce cadre, le groupe de travail a examiné la clarté des procédures et les possibilités de réclamations offertes à l'utilisateur, les facilités offertes aux clients au niveau des paiements, la dématérialisation des cartes de riverain et autres, les garanties de propreté du parking et d'une intervention de dépannage rapide en cas d'incidents dans le parking, la qualité des sites des candidats concessionnaires, la maîtrise du français.

Tout ceci pour arriver à une conclusion qui a été abordée seulement en partie par Madame la Conseillère communale ECOLO, M.-C. LEFEBVRE, et qui dit ceci : l'offre de Q-PARK présente l'avantage d'offrir un minimum garanti élevé tout en étant parfaitement réaliste et raisonnable. Un taux de rétrocession des redevances de 95 % nous paraît être un élément motivant pour inciter le concessionnaire à veiller à corriger les facteurs nuisant au rendement financier de la concession. Ce taux laisse aux concessionnaires une marge bénéficiaire appréciable, ceci permettra d'éviter qu'il ne soit enclin à remettre systématiquement en cause le contrat ou le plan financier chaque fois que la Ville souhaitera prendre des mesures susceptibles d'impacter négativement les rentrées financières telle que l'adoption de mesures de tolérance vis-à-vis des usagers. Concernant l'absence de lien hiérarchique direct sur le personnel, je rappelle que nous sommes dans un contrat de sous-traitance. Sous-traiter, c'est confier à une société dont vous êtes indépendant et qui est indépendante de vous, une mission que vous allez contrôler et sous votre ordre. Le recours à du personnel qui n'est pas dans un lien hiérarchique direct est de nature à réduire les risques de pression sur le personnel en termes de rendement journalier.

Le recours à du personnel d'une entreprise de gardiennage dans le cadre de la loi sur la sécurité privée, en l'occurrence l'entreprise G4S, offre les meilleures garanties à propos de la qualité de la formation du personnel, sa rotation, son remplacement le cas échéant, une grande flexibilité, la régularité du contrôle tout en assurant une neutralisation des coûts dès lors que seules les heures réellement prestées sont facturées à la Ville. Nous avons donc un rendement beaucoup plus intéressant.

La qualité du site, le dépannage assuré dans un temps très limité en cas de blocage dans le parking, sont des éléments supplémentaires qui ont renforcé la conviction que l'offre de Q-PARK présentait le meilleur équilibre entre rendement financier et qualité des services.

J'aimerais attirer votre attention sur quelques chiffres. En 2009, le résultat brut d'exploitation du parking culminait à 459.497,77 €. A partir du moment où des mesures ont été prises par la majorité pour réglementer différemment le parking payant et contrôlé, ce chiffre est passé immédiatement à 622.278,00 € en 2010 puis à 975.010,18 € en 2011 pour arriver à 807.067,62 € en 2012. Les soldes restant dus des investissements dans le parking Grand Place sont impactés. Cela représente une charge financière annuelle d'amortissements de 81.000,00 € qui affecte la marge bénéficiaire. Ce contrat de concession n'ampute en rien la possibilité unilatérale réglementaire de la Ville de Tournai de modifier son règlement communal et son règlement de police. A l'article 7 du contrat de concession, la Ville se réserve le droit de modifier en tout temps le règlement communal qui régit le stationnement en voirie ainsi que les modalités de stationnement en parking, en ce compris dans ses aspects tarifaires. Dans l'hypothèse où l'exercice par la Ville de son pouvoir de modification unilatéral porte atteinte à l'équilibre financier du concessionnaire, celui-ci peut être admis à réclamer une révision du contrat de manière à rétablir l'équilibre financier. C'est justement cela que nous recherchons : trouver le meilleur équilibre entre un bon service rendu à la population avec une rentabilité financière qui soit raisonnable. C'est dans ce contexte qu'il faut voir la façon dont nous avons travaillé ensemble avec les riverains et les commerçants, avec le ou les politiques intéressés de la majorité, surtout ceux qui œuvrent sur le territoire communal pour tenter de trouver le meilleur équilibre. Nous vous proposons dès lors de désigner aujourd'hui la société Q-PARK pour la gestion du stationnement pendant 10 ans. Dans le cadre des 10 années à venir, nous ne manquerons pas d'affiner au fur et à mesure des contraintes que nous verrons apparaître, notamment dans l'environnement socio-économique de la Ville, l'ensemble des règles qui régissent le contrat."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, intervient à nouveau :

" Je voudrais revenir sur les 800.000,00 € qui ne seraient pas encore amortis, ce qui explique que la redevance minimale est diminuée de 80.000,00 € par an. Vous citez les bénéfices réalisés au cours des dernières années. Comment se fait-il qu'on n'est pas encore arrivés à amortir ces 800.000,00 € ?"

Madame la Première Echevine MR, **M. C. MARGHEM**, lui répond :

" Nous partons du 1^{er} janvier 2015 sur une durée de 10 ans à raison de 81.106,00 € par an, frais financiers compris, ce qui correspond aux 10 ans de la concession. Ce sont les investissements que City Parking a consentis pour l'aménagement intérieur du parking Grand Place."

Le Directeur général adjoint, **T. LESPLINGART**, précise que ces investissements figuraient déjà dans le précédent compte d'exploitation. C'était de l'argent que la Ville devait à Q-PARK d'une manière ou d'une autre. Il n'y a donc rien de changé par rapport à la situation antérieure.

" Donc, le choix de Q-PARK est lié aussi à ce critère là !" s'exclame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, est invité à s'exprimer une dernière fois sur ce point :

" Politiquement, je comprends pourquoi le MR est très volubile aujourd'hui. Après avoir été un opposant radical à City Parking, il reconduit une convention avec cette société. Concernant le rapport entre les contrôleurs et la société, à partir du moment où City Parking a un devoir de performance en matière de rentabilité, la pression sera mise sur l'opérateur pour que les contrôles se fassent d'une manière efficace. Ce sont des sociétés indépendantes. On ne va pas leur reprocher de travailler concrètement et correctement. Lorsque je suis entré en fonction, nous nous sommes demandé pourquoi construire un parking à la rue Perdue. Antérieurement, on avait autorisé un privé à aménager un parking souterrain. Le seul accès possible se faisant par le parking public, si la Ville y renonçait, elle s'exposait à un procès qui allait lui coûter des montants astronomiques. Il ne faut pas s'en cacher, si ces 800.000,00 € sont apparus à un moment donné, c'est parce que le projet n'était pas complet et qu'il a fallu financer certains aménagements comme les barrières de contrôle, la cabine. L'opérateur professionnel les a réalisés. Nous devons les payer. L'étalement des remboursements permet d'alléger les finances communales. A l'époque, il n'a jamais été question de performances financières."

Par 29 voix pour, 7 voix contre et 2 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant sa délibération du 31 mars 2014 portant décision de lancer par voie négociée avec publicité (mais hors champ de la législation sur les marchés publics) la procédure en vue de la désignation, pour une durée de 10 ans, d'un concessionnaire chargé de la gestion du contrôle du stationnement à durée limitée en voirie ainsi que du contrôle du «Parking Grand Place» (rue Perdue) et de tout emplacement que la Ville, dans le futur, acquerrait par droits réels dans le centre-ville;

Considérant qu'à cette fin, un avis de marché au journal officiel de l'Union européenne (JOUE) a été publié par la Ville en date du 2 avril 2014 et que les offres devaient parvenir à l'Administration pour le 16 mai 2014 au plus tard;

Considérant que sur les 8 sociétés qui se sont portées candidates auprès de l'Administration, 4 sociétés ont déposé une offre dans les formes et délais requis, à savoir :

- APCOA PARKING BELGIUM;
- BESIX PARK;
- VINCI PARK;
- CITY PARKING SA et désignée dans le rapport du groupe de travail sous le vocable Q PARK;

Considérant que suite à la réception de ces offres, le Collège, en date du 13 juin 2014, a chargé un groupe de travail d'examiner les différentes offres déposées;

Considérant que ce groupe de travail était composé des agents communaux suivants :

- Mme Sabine LANSSENS, directrice du service juridique;
- M. Eddy MOULIN, directeur financier;
- M. Paul-Valéry SENELLE, conseiller financier;
- Mme Christine BERNARD, conseillère en mobilité;
- Mme Annie MESTREZ, chef de bureau au service Marchés publics;

- M. Devrim GUMUS, Ingénieur;

Considérant que ce groupe de travail a procédé à une étude détaillée et à un examen comparatif des différentes offres déposées;

Considérant qu'en vue d'éclaircir certains points des différentes offres étudiées, une séance de questions/réponses a été organisée le 5 août 2014 avec chacun des candidats précités;

Considérant que, dans le souci de préparer cette réunion, une série non exhaustive de questions a été transmise préalablement à chacun des candidats et ce, tant par mail que par courrier postal;

Considérant qu'au cours de cette séance, chaque candidat a répondu aux questions formulées et que les réponses aux questions ont également été confirmées par courrier par chacun des candidats;

Considérant, pour rappel, que les critères d'attribution fixés par notre assemblée et figurant dans le cahier spécial des charges sont les suivants :

- le rendement financier pour la Ville;
- la qualité des services offerts à la Ville;
- la qualité des services à l'adresse des usagers;
- la qualité de la vision du candidat sur les enjeux de la mobilité et les suggestions apportées pour répondre à ces enjeux;

Étant entendu que l'objectif poursuivi par la Ville est d'assurer un équilibre entre un rendement financier optimal pour la ville tout en garantissant un service de qualité non seulement au profit de la ville mais également au profit de l'utilisateur;

Considérant qu'aux termes du rapport établi le 18 août 2014 par le groupe de travail, c'est l'offre présentée par CITYPARKING SA (filiale du groupe Q PARK et désignée dans le rapport du groupe de travail sous le vocable Q PARK) qui est considérée comme celle rencontrant au mieux l'équilibre recherché aux termes d'une comparaison effectuée sur base des critères précités;

Considérant que les conclusions de ce rapport sont les suivantes :

«L'offre Q PARK présente l'avantage d'offrir un minimum garanti élevé tout en étant parfaitement réaliste et raisonnable. Un taux de «rétrocession» des redevances de 95 % nous paraît être un élément à la fois motivant pour inciter le concessionnaire à veiller à corriger les facteurs nuisant au rendement financier de la concession. Ce taux laisse au concessionnaire une marge bénéficiaire appréciable de nature à éviter qu'il ne soit enclin à remettre systématiquement en cause le contrat ou le plan financier chaque fois que la Ville souhaite prendre des mesures susceptibles d'impacter négativement les rentrées financières telles que l'adoption de mesures de tolérance vis-à-vis des usagers.

L'absence de lien hiérarchique direct sur le personnel de contrôle est également de nature à réduire les risques de pression sur le personnel en termes de rendement journalier.

Le recours à du personnel d'une entreprise de gardiennage agréée dans le cadre de la loi sur la sécurité privée, en l'occurrence l'entreprise G4S, offre les meilleures garanties quant à la qualité de la formation du personnel, sa rotation, son remplacement le cas échéant, une grande flexibilité, la régularité du

contrôle, tout en assurant une neutralisation des coûts dès lors que seules les heures réellement prestées sont facturées à la Ville.

Les petits plus que constituent la qualité de leur site, un dépannage assuré dans un temps très limité en cas de blocage dans le parking, renforcent notre conviction que l'offre Q PARK présente le meilleur équilibre entre rendement financier et qualité des services.»;

Considérant la délibération du Collège communal du 22 août 2014 portant décision de suivre l'avis du groupe de travail et d'ouvrir les négociations avec la Société CITYPARKING SA en vue de finaliser le projet de contrat de concession. Il a désigné à cet effet Madame la Première Echevine Marie Christine MARGHEM, Monsieur l'Echevin Armand BOITE, Madame l'Echevine Ludivine DEDONDER, M. Paul-Valéry SENELLE, Mmes Sabine LANSSENS, Stéphanie LIETAR et M. Eddy MOULIN, directeur financier;

Considérant que cette réunion de négociation en vue de finaliser la convention s'est déroulée le jeudi 28 août 2014 et qu'y participèrent en qualité de représentants de la société City Parking SA, MM. Didier PANNEELS, Olivier VAN SCHAP et Philip DE BRABANTER, directeur général;

Considérant pour rappel qu'il est spécifié aux termes du cahier des charges que dans le cadre des négociations, la ville se réserve le droit d'apporter des modifications aux clauses figurant dans le modèle de convention qui sert de base à l'établissement de la convention;

Considérant qu'au cours de cette réunion, les représentants de la société CITYPARKING marquèrent leur accord sur le projet de convention complété en fonction des termes de leur offre et acquiescèrent aux modalités contractuelles complémentaires suivantes :

- indexation de la redevance minimale en ce sens que si le montant de la redevance due par l'utilisateur et fixée par le règlement communal augmente d'un certain pourcentage, le montant de la redevance minimale due par le concessionnaire sera adapté à la hausse (article 12 de la convention);
- le solde restant dû des investissements dans le Parking Grand Place non encore amortis au 1^{er} janvier 2015 est intégré dans les comptes d'exploitation de la nouvelle convention qui prendra cours le 1^{er} janvier 2015; à cet effet un nouveau plan financier adapté intégrant lesdits investissements est joint à la convention. Pour rappel, le montant des investissements en question s'élève à plus de 800.000,00 € et représente une charge financière annuelle de 81.106,00 € (frais financiers compris) et ce pendant les 10 prochaines années. Il en découle que le minimum garanti tombe de 750.000,00 € à 668.894,00 € (750.000,00 – 81.106,00) arrondi à 670.000,00 € (article 12 de la convention);
- le cautionnement de 400.000,00 € prévu ne devra pas être constitué aussi longtemps que le solde restant dû des investissements précités dépasse le montant du cautionnement (article 24 de la convention) ;
- le concessionnaire confirme son engagement de reprendre à ses frais les 20 horodateurs non encore amortis (article 5 de la convention) soit un gain de 64.030,00 €;
- en ce qui concerne la délivrance des cartes de stationnement, il a été convenu que l'accueil du public à cet effet s'effectuera dans le parking shop du Parking Grand Place suivant un horaire à déterminer en accord avec la Ville. Le concessionnaire se chargera de toute la gestion liée à la délivrance des cartes de stationnement en ce compris leur renouvellement et ce en étroite collaboration avec les services de la Ville. Dès lors que la Ville se décharge de toute la gestion liée à la délivrance des cartes de riverains, il a été convenu que le montant de la redevance communale perçue à l'occasion de la délivrance de la carte riverain sera porté au crédit du compte d'exploitation et ce par dérogation à ce qui était précisé dans le projet de contrat figurant dans le cahier des charges (article 4 de la convention);

- il est précisé que le renouvellement de l'ensemble des horodateurs par de nouveaux horodateurs de la marque Presto (+ software) devra être finalisé pour le 28 février 2015 au plus tard pour autant que la notification de l'attribution intervienne pour le 30 octobre 2014 au plus tard . Si la notification de l'attribution intervient au-delà du 30 octobre 2014, le délai précité sera prolongé du nombre de jours séparant le 30 octobre de la date à laquelle la notification est effectuée (article 5 de la convention);

Vu les articles L1222-1 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 29 voix pour, 7 voix contre et 2 abstentions;

DECIDE :

de concéder à **la Société CITYPARKING SA** la gestion du stationnement à durée limitée situé en parking(s) public(s) et en surface (zones horodateurs, zones bleues et à usage des riverains) sur le territoire de la Ville de Tournai suivant les modalités contractuelles suivantes :

«Entre les soussignés :

D'une part, la Ville de Tournai, représentée par et par, agissant en exécution d'une délibération du Conseil communal du 22 septembre 2014,
Et dénommée ci-après "la Ville";

Et,

D'autre part, la société CityParking SA , dont le siège social est situé à De Kleetlaan, 5B10, 1831 Diegem, n° d'entreprise 0403 460 216 représentée par
Ci-après dénommée "le concessionnaire"

Au sens de la présente convention il y a lieu d'entendre par :

- stationnement en voirie : le stationnement situé en surface sur la voirie publique;
- stationnement en parking : le stationnement dans un parking public sur lequel la Ville de Tournai dispose de droits réels et accessible moyennant le respect du règlement établi par le Conseil communal.

PREAMBULE

Par contrat conclu le 13 décembre 2004, la Ville de Tournai a confié à la société SA City parking la gestion du contrôle relatif aux stationnements à durée limitée, aux stationnements payants et aux stationnements sur les emplacements réservés aux titulaires d'une carte de stationnement communale, situés en voirie du centre ville ;

Par avenant, la concession précitée s'est étendue à la gestion du parking public dénommé «Parking Grand Place».

Cette concession expire le 1^{er} janvier 2015.

Par délibération du 31 mars 2014, le Conseil communal décida de lancer une procédure de mise en concurrence en vue de conclure un nouveau contrat de concession de service public destiné à prendre cours le 1^{er} janvier 2015 et ce pour une durée de 10 ans.

Au terme de cette procédure de mise en concurrence, le Conseil communal, en séance du 22 septembre 2014, a décidé de désigner la société CityParking SA sur base de son offre complétée par son courrier du 31 juillet 2014.

Cette offre ainsi que le plan financier qui y est joint font parties intégrantes de la présente convention étant entendu qu'en cas de discordance entre la présente convention et les documents annexes, c'est le texte de la convention qui prévaut.

Toutefois, le plan financier produit dans le cadre de l'offre ne pouvait tenir compte des investissements effectués par la société CityParking dans le cadre du parking public «Parking Grand Place» et non encore amortis à l'expiration de la première concession visée ci-avant.

Les parties ont convenu d'intégrer le solde restant dû de ces investissements non encore amortis dans les comptes d'exploitation à établir dans le cadre de la présente concession ; il est en conséquence joint au présent un plan financier adapté en ce qu'il intègre le solde restant dû au 1^{er} janvier 2015 des investissements effectués dans le parking public "Parking Grand Place" par la société Cityparking SA.

Le solde des amortissements du «parking Grand Place» s'élève à 81.106,00 € par an pendant 10 ans, tous frais financiers compris. Il en découle une adaptation du minimum garanti à la somme de 668.894,00 € arrondie à 670.000,00 € (750.000,00 € - 81.106,00 €).

Il est précisé que pour les investissements liés aux horodateurs, la société Cityparking SA a, dans le cadre de son offre, proposé de reprendre à ses frais les 20 horodateurs non encore amortis, ce qui représente un montant de 64.030,00 €.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er}.- OBJET :

La Ville confie au concessionnaire une mission de service public consistant à assurer dans le respect des modalités contractuelles précisées ci-après :

1. La gestion du contrôle sur le territoire de la Ville de Tournai du stationnement en voirie à durée limitée, du stationnement payant et du stationnement sur des emplacements réservés aux titulaires d'une carte de stationnement communale, ci-après dénommé "stationnement en voirie";
2. La gestion du contrôle du stationnement dans le parking public situé sous la rue perdue et dénommé «Parking Grand Place»

Et

La gestion du contrôle du stationnement dans tout nouveau parking public que, le cas échéant, la Ville acquerrait par droits réels.

Ci-après dénommée "stationnement en parking".

Les plans indiquant les zones de stationnement en voirie sont joints en annexe.

Au 1^{er} janvier 2015, les emplacements de stationnement entrant dans le champ d'application de la présente concession totalisent environ 5.660 places réparties comme suit :

Nombre de places contrôlées par horodateur : +/- 1.530 places (80 horodateurs)

Nombre de places contrôlées en zone bleue : +/- 4.130 places

Nombre total de places contrôlées : +/- 5. 660 places.

En cours d'exécution du présent contrat, la Ville s'autorise à modifier ces zones de stationnement en voirie sans que cette modification n'ouvre de droit dans le chef du concessionnaire à obtenir une quelconque compensation ou révision du contrat dès lors que le nombre d'emplacements visés par le contrôle précité reste supérieur à 90 % du nombre initial soit 5.094 places.

Dans l'hypothèse où dans le cadre de son pouvoir de modifier unilatéralement les zones de stationnement précitées, la Ville réduit le nombre d'emplacements faisant l'objet de la présente concession en-deçà du seuil précité, le concessionnaire sera admis à réclamer une révision du contrat de manière à rétablir l'équilibre financier au regard du plan financier prospectif joint en annexe.

ARTICLE 2. - ETENDUE DE LA MISSION :

La mission du concessionnaire comprend :

- le contrôle du respect par les usagers des règlements adoptés par le conseil communal en matière de stationnement à durée limitée et en zone payante;
- la perception et le recouvrement des redevances dues et ce en étroite collaboration avec le directeur financier de la Ville ;
- la collecte des recettes des horodateurs ;
- le suivi de toute réclamation ;
- la gestion du parc des horodateurs laquelle comprend de manière non limitative le contrôle de leur bon fonctionnement, leur entretien, les réparations et, le cas échéant, leur remplacement voire le renouvellement de tout ou partie de l'ensemble du parc;
- la gestion du «Parking Grand Place» ce qui comprend, de manière non limitative, son entretien, les réparations, le cas échéant, le remplacement de tout matériel défectueux ainsi que la prise de toute mesure nécessaire à sa sécurisation et à son parfait fonctionnement;
- en étroite collaboration avec le directeur financier de la Ville, la gestion du recouvrement des redevances établies avant l'entrée en vigueur du présent contrat et restées impayées à la date d'entrée en vigueur de la présente convention;
- la gestion de tous les moyens alternatifs de paiement qui seront mis en place avec l'accord écrit de la Ville, tels que les paiements par carte bancaire, par horodateurs embarqués, via une application... Les moyens énumérés ci-avant ne sont pas exhaustifs mais pourront être adaptés en cours de contrat en fonction des évolutions technologiques.

ARTICLE 3.- DUREE ET ETAT DES LIEUX :

La concession est accordée pour une durée de 10 ans prenant cours le 1^{er} janvier 2015.

Le concessionnaire peut mettre prématurément fin au contrat moyennant un préavis d'au moins dix-huit mois à adresser par lettre recommandée à la Ville et le paiement à cette dernière d'une indemnité fixée à 15 % des recettes annuelles moyennes calculées sur les trois années précédant à la résiliation.

La Ville peut mettre anticipativement fin à la convention moyennant un préavis d'au moins un an à adresser par lettre recommandée au concessionnaire et le paiement à ce dernier du solde non amorti des investissements et d'une indemnité couvrant les préjudices directs et indirects subis par le

concessionnaire, étant entendu qu'aucune indemnité ne pourra être réclamée pour perte de bénéfices escomptés .

La remise par la Ville de l'ensemble des emplacements et installations visés par la présente convention s'effectue au plus tard le jour de la prise d'effet du contrat.

Le concessionnaire prend possession des emplacements et installations afférents à l'exploitation de la présente concession sans pouvoir exercer aucun recours contre la Ville pour mauvais état du sol et du sous-sol, pour vices apparents ou cachés des installations ou toute autre cause.

La Ville et le concessionnaire dresseront de manière contradictoire un état des lieux du «Parking Grand Place» au plus tard dans la première quinzaine de janvier 2015.

A défaut d'état des lieux pour des raisons non imputables à la ville de Tournai, le concessionnaire sera présumé avoir reçu les installations afférentes au parking de la rue Perdue en parfait état.

ARTICLE 4 - CHARGES PARTICULIERES DU CONCESSIONNAIRE INHERENTES A LA PRESENTE CONCESSION :

Le concessionnaire est tenu d'assumer, à ses frais exclusifs, toutes les charges nécessaires à la parfaite exécution de sa mission dans le respect des lois et règlements en vigueur à l'exclusion uniquement des panneaux et marquages au sol afférents au stationnement en voirie et des taxes communales.

Constituent des charges incombant au concessionnaire, notamment :

- toutes les mesures, études et investigations nécessaires;
- l'utilisation des véhicules et du matériel adaptés à la réalisation des prestations;
- les prestations de son personnel;
- les contacts, demandes et procédures nécessaires en vue de l'obtention de permis éventuels (urbanisme, environnement,...);
- les renseignements et démarches nécessaires auprès des concessionnaires du sous-sol;
- le montage, les branchements et raccordements nécessaires aux réseaux adéquats (en ce compris l'obtention des permissions de voirie) ainsi que la réfection définitive du sol suivant les directives et sous le contrôle des délégués de la Ville;
- le démontage, l'enlèvement ou le déplacement des horodateurs à la demande de la Ville;
- l'évacuation des déchets récoltés et leur élimination dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur en la matière;
- la réparation de tous dommages subis par des tiers ou par la Ville dans le cadre de l'exécution de la mission qui lui est confiée aux termes des présentes;
- les frais éventuels relatifs aux formalités de réceptions provisoire et définitive du matériel;
- la gestion liée à délivrance et au renouvellement des cartes de stationnement en ce compris sous leur forme dématérialisée et ce en parfaite collaboration avec les services de la Ville.

A cet effet, le concessionnaire organisera l'accueil du public dans le parking shop du «parking Grand place» et ce suivant un horaire à déterminer en concertation avec la Ville.

D'une manière générale, le concessionnaire exécutera, à ses frais, risques et périls, toutes les tâches résultant de l'exécution du contrat en se conformant aux clauses et conditions contractuelles, aux plans et aux indications données en cours d'exécution par la Ville.

Il est interdit au concessionnaire de procéder à toute transformation ou modification de ses installations sans autorisation écrite et préalable du Collège communal.

ARTICLE 5 – HORODATEURS :

Les horodateurs en place au moment de l'entrée en vigueur de la présente concession sont propriétés de la Ville. Le concessionnaire s'engage à effectuer le remplacement de l'ensemble du parc des horodateurs à l'exclusion des deux nouveaux horodateurs installés sur la grand place et d'installer de nouveaux horodateurs de la marque Presto (Presto 1000 avec software) répondant aux normes techniques de qualité figurant dans son offre visée au préambule.

Ce remplacement sera finalisé pour le 28 février au plus tard pour autant que la notification de l'attribution intervienne pour le 30 octobre 2014 au plus tard.

Si la notification de l'attribution intervient au-delà du 30 octobre 2014, le délai précité sera prolongé du nombre de jours séparant le 30 octobre de la date à laquelle la notification est effectuée.

Le concessionnaire s'engage également à reprendre à ses frais les 20 horodateurs non encore amortis lors de l'entrée en vigueur de la présente convention et ce pour un prix correspondant au solde non encore amorti, ce qui représente un montant de 64.030,00 €.

Le concessionnaire s'assurera du parfait fonctionnement journalier des horodateurs.

Les horodateurs seront parfaitement entretenus et réparés sans délai s'il y a lieu.

Ils seront remplacés dès que le concessionnaire constatera qu'ils sont vétustes, irréparables ou qu'ils ont été volés.

Les horodateurs devront fonctionner aux jours et heures indiqués dans le règlement-redevance adopté par le Conseil communal en la matière, sauf dans la mesure où le concessionnaire devrait disposer de ceux-ci en vue d'effectuer, avec toute la diligence requise, les travaux d'entretien, de réparation ou de remplacement qui s'imposent.

Le renouvellement du parc des horodateurs s'effectuera en concertation avec la Ville et suivant ses indications techniques.

Les recettes des horodateurs seront collectées selon une fréquence dépendant de l'utilisation effective des horodateurs et seront portées en compte au crédit du compte d'exploitation.

Dans le cadre de la collecte des recettes des horodateurs et aux fins de leur entreposage temporaire, la Ville met à la disposition du concessionnaire un coffre sécurisé installé dans les locaux communaux et accessible pendant les heures de service.

ARTICLE 6 - MISE HORS D'ÉTAT D'EXPLOITATION D'EMPLACEMENT DE STATIONNEMENT :

La Ville se réserve le droit de mettre temporairement hors d'état d'exploitation un ou plusieurs emplacements de stationnement au cas où une cérémonie ou toute autre manifestation ou l'exécution de travaux l'exigerait.

Le concessionnaire pourra prétendre à une indemnisation dès lors que la neutralisation de l'ensemble des emplacements dépasse le seuil de 13 jours par an. Au-delà de ce seuil, le concessionnaire aura droit à un dédommagement calculé sur base du nombre d'emplacements rendus indisponibles qui dépasse le chiffre de 73.580 (13 x 5.660).

La neutralisation des emplacements en raison de la tenue hebdomadaire des marchés de la Grand Place, de la Place Crombez (et avenues adjacentes en cas de déplacement du marché de la Grand Place vers la place Crombez) et la Place de Lille ne pourra être prise en compte par le concessionnaire pour le calcul du seuil précité.

ARTICLE 7 - DROIT DE MODIFICATION UNILATÉRALE :

La Ville se réserve le droit de modifier, en tout temps, le règlement communal qui régit le stationnement en voirie ainsi que les modalités du stationnement en parking en ce compris dans ses aspects tarifaires.

Dans l'hypothèse où l'exercice par la Ville de son pouvoir de modification unilatérale porte atteinte à l'équilibre financier du concessionnaire, ce dernier sera admis à réclamer une révision du contrat de manière à rétablir l'équilibre financier au regard du plan financier prospectif joint en annexe.

ARTICLE 8 - ETABLISSEMENT ET RECOUVREMENT DES REDEVANCES :

Le concessionnaire s'engage à affecter un nombre suffisant de personnes à la réalisation du contrôle du stationnement tant en voirie qu'en parking.

Le concessionnaire veillera à se réserver des éléments de preuve de nature à justifier le bien-fondé de tout constat établi et ce en vue de pouvoir répondre aux éventuelles contestations du redevable.

Le concessionnaire s'oblige à prendre toute précaution utile pour assurer la perception des redevances dues conformément aux règlements communaux en vigueur.

Le concessionnaire s'engage à apporter toute collaboration utile, tant en phase amiable que judiciaire, à la poursuite des personnes n'ayant pas acquitté les redevances prévues par les règlements-redevances et à transmettre toute donnée utile en sa possession pour assurer le recouvrement des redevances.

Les parties s'engagent à collaborer en vue de répondre à toute difficulté survenant dans la phase amiable ou judiciaire de la procédure de recouvrement et à s'entendre pour adapter, s'il y a lieu et notamment en fonction des modifications légales ou jurisprudentielles, leur procédure de recouvrement.

Le concessionnaire veillera à ce que toute réclamation soit traitée et fasse l'objet d'une réponse écrite adéquate.

Le concessionnaire s'engage expressément à ce que les données qu'il reçoit ne soient utilisées qu'aux fins légales de perception et de recouvrement des redevances dues en vertu des règlements communaux et ce, dans le strict respect de la législation relative à la vie privée.

Le concessionnaire s'engage à donner au directeur financier de la Ville ou à son délégué un accès permanent aux logiciels et autres moyens d'enregistrement des données :

1. accès en lecture aux comptes bancaires utilisés dans le cadre de la présente concession;
2. accès en lecture aux logiciels utilisés dans le cadre du contrôle du stationnement ainsi que dans le cadre du traitement des plaintes;
3. accès en lecture au logiciel de gestion des horodateurs (statistiques, état des machines, pannes,...);
4. accès au planning des agents;

5. accès en lecture aux logiciels ou applications indépendantes permettant d'effectuer des paiements autres qu'en espèces;
6. accès aux données parking public et au logiciel d'enregistrement des interventions en dehors des heures de présence du personnel.

ARTICLE 9 - GESTION DU PARKING PUBLIC :

Le concessionnaire s'oblige à ce que le parking soit accessible en permanence aux horaires prévus par le règlement communal et dans le respect des modalités tarifaires prévues par ledit règlement.

A cet effet, il veillera à effectuer en temps utile tous les travaux d'entretien et de réparation et procédera s'il y a lieu et en concertation avec la Ville au renouvellement des installations défectueuses.

Le concessionnaire s'engage à maintenir le parking dans un parfait état de propreté et à intervenir 24 heures sur 24 en cas d'accident ou de déficience des installations entraînant le blocage d'utilisateur.

Le concessionnaire délivrera les abonnements et s'assurera de leur utilisation dans le respect du règlement communal.

Le concessionnaire traitera toutes les réclamations émanant des usagers du parking.

Le concessionnaire veillera à percevoir les redevances prévues par le règlement en concertation avec le directeur financier de la Ville.

Les recettes des caisses du parking souterrain seront collectées selon une fréquence dépendant de leur utilisation effective et seront portées en compte au crédit du compte d'exploitation.

Tout dispositif publicitaire au sein du parking ne pourra être installé ou employé qu'avec l'accord de la Ville sur les contrats y afférents. En aucune façon, l'utilisation de dispositif publicitaire ne pourra apporter une gêne quelconque au bon fonctionnement du parking.

Toutes les recettes «publicitaires» devront figurer dans le compte d'exploitation.

ARTICLE 10 - PLAN FINANCIER :

Le plan financier prospectif que le concessionnaire a joint à son offre servira de référence budgétaire et comptable et sera adapté chaque fois que des investissements significatifs seront décidés en concertation avec la Ville.

ARTICLE 11 - COMPTE D'EXPLOITATION :

Le concessionnaire tiendra et établira un compte d'exploitation spécifique relatif aux activités faisant l'objet de la présente concession.

Ce compte d'exploitation comportera des parties distinctes :

- 1 compte d'exploitation voirie publique en surface;
- 1 compte d'exploitation par parking public contrôlé;

- 1 compte d'exploitation global (voirie en surface + parking public).

Seront portées au crédit toutes les recettes perçues à l'occasion de l'exécution du présent contrat de concession en ce compris les éventuelles recettes de sponsors ou de publicité. Ces recettes seront détaillées.

Seront portées au débit toutes les charges détaillées inhérentes à l'exécution du présent contrat de concession. Toutes ces charges seront calculées sur base de leur prix de revient, pièces justificatives à l'appui.

Ne pourront être portées en débit :

- les éventuelles pénalités financières imposées en exécution de l'article 17;
- toutes sommes dues par le concessionnaire en réparation d'un dommage trouvant son origine dans un manquement qui lui est imputable.

Le compte d'exploitation est établi par le concessionnaire par période de 12 mois consécutifs commençant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre.

Le concessionnaire s'engage à transmettre à la Ville au plus tard pour le 15 août de chaque année un compte d'exploitation intermédiaire couvrant les 6 premiers mois de l'année.

Le compte d'exploitation annuel sera arrêté provisoirement au plus tard 2 mois après la clôture de la période comptable concernée.

Après transmission du compte d'exploitation par le concessionnaire à la Ville, celle-ci disposera d'un délai de 3 mois pour l'approuver ou formuler des remarques. Sans réaction endéans les 3 mois, le compte sera réputé approuvé. Il est toutefois bien entendu que cette approbation ne porte pas atteinte au droit de la Ville ou du concessionnaire de réclamer le paiement de sommes dont l'autre partie lui est redevable par suite d'erreurs, d'omissions ou d'éventuelles fraudes ou irrégularités quelconques découvertes ultérieurement.

Le compte d'exploitation prendra la forme d'un compte de résultats établi selon les normes comptables belges.

Afin de vérifier les charges et produits portés en compte, la Ville pourra, à tout moment, exiger du concessionnaire la présentation des justificatifs (journaux, grand livre, factures, notes de crédit, extraits de compte, notes d'honoraires et toute autre pièce probante). Un contrôle sera organisé annuellement dans les locaux du concessionnaire, lesquels seront maintenus en Belgique afin de permettre aux représentants de la Ville d'effectuer une vérification approfondie.

ARTICLE 12 - REDEVANCE D'EXPLOITATION :

La présente concession est consentie moyennant le paiement par le concessionnaire à la Ville d'une redevance annuelle correspondant à 95 % du résultat de l'exploitation (avant déduction de la TVA) avec un minimum annuel garanti de 750.000,00 € lequel est toutefois réduit à 670.000,00 € compte tenu de l'incorporation dans le compte d'exploitation visé à l'article 11 des présentes du solde non amorti au 1^{er}

janvier 2015 des investissements effectués dans le parking Grand Place et représentant un montant annuel de 81.106,00 € par an frais financiers compris.

(750.000,00 € - 81.106,00 € = 668.894,00 € arrondi à 670.000,00 €)

Le paiement de cette redevance s'opérera de la manière suivante :

- versement pour le 31 mars au plus tard de 25 % du minimum garanti ;
- versement du solde restant dû endéans les 2 semaines de l'envoi à la Ville du compte d'exploitation annuel et au plus tard 3 mois et 15 jours après la clôture de la période comptable concernée;
- versement pour le 30 juin au plus tard de 25 % du minimum garanti;
- versement pour le 30 septembre au plus tard de 25 % du minimum garanti;
- versement pour le 31 décembre au plus tard de 25 % du minimum garanti.

Dans l'hypothèse où la Ville décide d'augmenter par voie réglementaire tout ou partie des différentes redevances dues par les usagers dans le cadre de l'exécution de la présente concession, le montant du minimum garanti sera revu proportionnellement à la hausse en fonction de l'incidence de la redevance visée par la hausse dans la totalité des recettes. A cet effet, le concessionnaire soumettra à la Ville une nouvelle projection financière des charges et recettes et les parties fixeront d'un commun accord le montant du minimum garanti adapté en fonction de la hausse des recettes escomptées.

En l'absence d'accord, ce minimum garanti sera d'office adapté comme suit : il correspondra à 65 % du résultat net de l'exploitation (avant déduction de la TVA) afférent à l'exercice au cours duquel une augmentation a été appliquée et ce sans ce que ce minimum garanti puisse être inférieur à 670.000,00 €

ARTICLE 13 - RESPONSABILITE DU CONCESSIONNAIRE :

Dès l'entrée en vigueur de la présente convention, le concessionnaire est responsable du bon fonctionnement du service qui lui est confié dans le cadre du présent contrat.

Le concessionnaire sera seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, causés par les horodateurs et autres équipements dont le concessionnaire a la charge d'entretien aux termes des présentes.

Il garantit la Ville contre tout recours trouvant son origine dans un manquement du concessionnaire à l'exécution de ses obligations contractuelles.

Le personnel affecté à l'exécution du présent contrat de concession devra présenter toutes les garanties nécessaires au plan du professionnalisme, de la spécialisation, de la fiabilité, de l'honnêteté, de la présentation et de la parfaite maîtrise du français.

Pendant toute la durée de la concession, le concessionnaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel et de l'usage des véhicules et du matériel utilisés pour l'exécution des prestations. Il garantit la Ville contre tout recours.

Tant en ce qui concerne le personnel employé qu'en ce qui concerne le matériel utilisé, le concessionnaire veillera à la qualité d'image de sa société et de la Ville qui y fait appel.

Le concessionnaire est tenu de contrôler en permanence les agissements du personnel affecté par ses soins à l'exécution des prestations de la présente concession et veillera à ce que le contrôle s'effectue dans le strict respect de la loi et notamment de la loi sur la sécurité privée. A première demande de la Ville, le concessionnaire communiquera à la Ville la liste des agents affectés au contrôle et veillera à tenir cette liste en permanence à jour.

Le Collège communal pourra, sur base d'une demande motivée, exiger le remplacement d'un membre du personnel chargé du contrôle du stationnement en voirie et en parking.

La Ville invitera, le cas échéant, le concessionnaire à exclure immédiatement des équipes utilisées pour l'exécution des prestations toute personne dont elle aurait à se plaindre ou qui perturberait le bon fonctionnement des prestations par son manque de rigueur ou de compétence, son incapacité, sa mauvaise volonté ou son inconduite notoire.

Le concessionnaire disposera d'une réserve d'agents suffisants pour pallier toute absence de personnel dans les délais les plus brefs.

En exécution de l'article il est expressément stipulé ce qui suit :

Dans le cadre de sa mission portant sur le contrôle du stationnement, le concessionnaire travaille avec un sous traitant agréé dans le cadre de la loi sur la sécurité privée.

A la date d'entrée en vigueur du contrat, ce sous- traitant est l'entreprise «G4S Secure Solutions» (Numéro d'entreprise 0411 519 431).

En cas de changement de sous traitant, le concessionnaire veillera à obtenir l'assentiment de la ville sur l'identité du nouveau sous-traitant.

Le concessionnaire veillera à ce que le sous-traitant s'oblige à :

- mettre à sa disposition des contrôleurs agréés dans le cadre de la loi sur la sécurité privée (loi Tobback).
- prendre toutes les mesures utiles pour garantir la parfaite exécution des prestations qui lui sont confiées

Le Concessionnaire s'engage à prendre toutes les mesures de précaution et effectue les contrôles nécessaires afin que le sous-traitant et les personnes qui travaillent pour son compte respectent toutes les dispositions légales et tout particulièrement celles en matière de sécurité privé et exécute correctement sa mission dans le respect de ce qui a été convenu avec la Ville.

Le concessionnaire veillera à ce que le sous-traitant contracte toutes les assurances nécessaires pour couvrir sa responsabilité par rapport à son personnel ou à des tiers et à ce que le personnel affecté aux prestations de contrôle soit formé conformément aux obligations légales et contractuelles.

La période d'activité du sous-traitant sera celle prévue par le règlement communal en vigueur applicable en la matière. Au 1^{er} janvier 2015 elle sera, sous réserve de modification décidée par le Conseil communal : du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 17 heures et le samedi de 9 heures à 12 heures 30, excepté les jours fériés ainsi que les jours de carence imposés par la Ville.

En toute hypothèse, le concessionnaire et son sous traitant adapteront la période de contrôle à celle prévue par le règlement communal en vigueur dans la mesure où des modifications desdites périodes interviendraient.

Cette activité de sous-traitance en matière de contrôle du stationnement s'effectuera sur le territoire de la Ville entrant dans le champ d'application de la présente convention.

ARTICLE 14 - DROIT DE CONTROLE ET COMITE D'ACCOMPAGNEMENT :

Le concessionnaire transmettra mensuellement à la Ville l'évolution des recettes.

Le concessionnaire transmettra annuellement un compte rendu technique sur l'exécution de sa mission, lequel contiendra notamment :

- les effectifs affectés au contrôle du stationnement;

- les statistiques établies par mois et par rue;
- l'évolution générale de l'état des équipements et appareils exploités;
- les travaux d'entretien, de renouvellement et de modernisation effectués;
- les statistiques en matière de réclamations en fonction de leur motif;
- les adaptations envisagées.

Le concessionnaire sera tenu également de transmettre annuellement un compte rendu financier, lequel rappellera les conditions économiques générales de l'année d'exploitation.

Il précisera en outre :

- En dépenses : l'évolution des dépenses par rapport à l'exercice antérieur et ce en personnel, fonctionnement, entretien, réparation, acquisition...
- En recettes : la rémunération totale du concessionnaire et l'évolution des recettes d'exploitation selon les différents type de tarification.

Le Collège communal dirige et contrôle l'exécution de la convention

Le Collège communal peut faire surveiller partout la préparation et/ou l'exécution des prestations du concessionnaire par tous moyens appropriés.

Le concessionnaire est tenu de donner aux délégués du Collège communal tous les renseignements nécessaires et toutes les facilités pour remplir leur mission.

Le concessionnaire ne peut se prévaloir du fait que cette surveillance a été exercée pour prétendre être déchargé de sa responsabilité en cas de défaillance dans l'exécution du contrat.

Par ailleurs, il sera créé, dans le mois qui suit l'entrée en vigueur de la concession, un comité d'accompagnement qui a pour but le suivi de la convention entre parties en assurant une concertation entre la Ville et le concessionnaire.

Le comité d'accompagnement est composé au maximum de trois membres du Collège communal qui pourront se faire assister par des fonctionnaires communaux, ainsi que d'un ou plusieurs représentants du concessionnaire.

Le comité d'accompagnement se réunira à la demande d'une des parties.

Le Comité est valablement composé dès que chacune des parties est représentée par au moins un délégué.

Le concessionnaire s'engage à répondre sans délai et pièce justificative à l'appui, à toute demande de renseignements comptables, techniques ou autres liés à l'exécution de la présente concession.

ARTICLE 15 - NATURE DE LA COLLABORATION ENTRE PARTIES :

Les droits faisant l'objet de la présente concession sont conférés au concessionnaire à titre exclusif.

La Ville s'engage à ne pas octroyer de droits identiques ou poursuivant les mêmes effets à un tiers ni exercer elle-même pareils droits durant l'exécution de la présente concession.

Au cas où la Ville envisagerait durant l'exécution de la concession d'étendre ou de réduire au-delà du seuil prévu par l'article 1^{er} le nombre d'emplacements de stationnement payant sur son territoire ou de modifier de manière substantielle les tarifs applicables, elle informera le concessionnaire de ses intentions et l'invitera à présenter dans le mois une offre ainsi qu'un plan financier adapté. Cette offre et ce plan financier seront soumis à l'avis du comité d'accompagnement.

ARTICLE 16 - PRESTATIONS NON EXECUTEES DE MANIERE SATISFAISANTE - RESILIATION DU CONTRAT :

Sous réserve de l'hypothèse visée au dernier alinéa ci-après, tous les manquements aux clauses du contrat, y compris la non-observation des ordres de la Ville sont constatés par un procès-verbal de carence dont une copie est transmise immédiatement au concessionnaire par envoi recommandé à la Poste. Toutefois, les manquements aux clauses relatives au cautionnement ne donnent pas lieu à l'établissement d'un procès-verbal de carence.

Le concessionnaire est tenu de pallier immédiatement les manquements constatés.

Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée à la Poste adressée à la Ville dans les quinze jours de calendrier suivant le jour déterminé par la date postale de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré comme une reconnaissance des faits constatés.

Les manquements constatés à sa charge rendent le concessionnaire passible d'une ou de plusieurs des mesures suivantes :

- 1° l'application des pénalités suivant l'article 17 ci-après ;
- 2° l'exécution des prestations par la Ville aux frais, risques et périls du concessionnaire défaillant (mise en régie provisoire);
- 3° la résiliation unilatérale du contrat par la Ville aux torts et griefs du concessionnaire défaillant;
- 4° le paiement de dommages et intérêts correspondant au préjudice réellement subi par la Ville.

Sont notamment susceptibles de justifier la résiliation unilatérale aux torts et griefs du concessionnaire les manquements suivants :

- non-paiement de pénalités et/ou amendes pour retard dans le délai prescrit;
- contrôle irrégulier du stationnement ;
- non-respect des principes du plan financier prospectif fourni en annexe des présentes;
- non-paiement de la redevance dans les délais contractuels;
- perception de droits supérieurs au tarif ;
- détournement de revenus provenant de l'exploitation de la présente concession ;
- absence de polices d'assurances appropriées;
- cession non autorisée;
- absence d'entretien des installations et équipements;
- absence de production des pièces justificatives sollicitées en exécution des articles 11 et 14 des présentes;
- non-constitution ou reconstitution, dans les délais requis, du cautionnement prévu à l'article 24

La présente liste n'est pas limitative.

Le contrat sera résilié d'office dans l'hypothèse où le concessionnaire se trouve dans un des cas d'exclusion énumérés à l'article 21 des présentes.

La décision de la Ville d'appliquer les mesures visées au 2° et 3° ci-avant est notifiée au concessionnaire défaillant par lettre recommandée.

A partir de cette notification, le concessionnaire ne peut plus intervenir dans l'exécution du marché sinon que pour procéder, dans les trois mois de la demande qui lui en est faite par la Ville, à la remise en état de parfait fonctionnement des installations en vue de leur remise conformément à l'article 21 et ce, dans le respect des dispositions du Règlement Général de Police de la Ville de Tournai relatives à l'exécution des travaux sur le domaine public.

ARTICLE 17 - PENALITES :

Sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 16 ci-avant, toute contravention dûment constatée aux clauses et conditions du contrat, donne lieu de plein droit, soit à une pénalité unique de 1.000,00 € soit, dans le cas où il y aurait lieu de faire disparaître immédiatement l'objet de la contravention, à une pénalité de 100,00 € par jour calendrier de non-exécution.

L'application de cette pénalité ne dispense pas le concessionnaire de remédier aux manquements constatés dans un délai de 15 jours calendrier maximum et de procéder à la réalisation des prestations qui n'auraient pas été exécutées.

Les pénalités seront facturées au concessionnaire qui sera tenu de payer le montant dans les trente jours calendrier de la date d'envoi de la facture par la Ville.

Ces pénalités ne pourront en aucun cas être portées en compte dans le cadre du compte d'exploitation.

ARTICLE 18 - ASSURANCES :

Le concessionnaire est civilement responsable du fait de son activité et de celle de ses agents dans le cadre de l'exploitation de la présente concession.

Le concessionnaire contractera les polices d'assurances voulues pour couvrir, d'une part, sa responsabilité civile et celle de son personnel, et pour garantir, d'autre part, toute réparation en matière d'accident de travail.

Par ailleurs, le concessionnaire s'engage à assurer les horodateurs pour leur valeur de remplacement contre l'incendie, les dégâts des eaux et les explosions.

Il contractera également une assurance contre le vol dans le cadre des transports de fonds.

Les polices devront être souscrites et les documents y afférents devront être présentés à l'administration communale sur simple demande, et en tout état de cause, avant la prise d'effet de la présente concession.

Les primes et franchises éventuelles afférentes à ces assurances seront réglées par le concessionnaire et reprises au débit du compte d'exploitation.

Le concessionnaire est responsable des conséquences civiles encourues par ses agents à la suite d'infractions au règlement de police.

En outre, il garantit la Ville contre toute action en dommages et intérêts qui lui serait intentée et qui trouverait son origine dans une faute commise par un agent du concessionnaire.

Le Parking Grand Place fait l'objet d'une couverture en assurance incendie souscrite par la Ville en sa qualité de propriétaire. Le concessionnaire est tenu de souscrire, en sa qualité d'occupant, une assurance couvrant les risques locatifs pour les périls tels qu'incendie, dégâts des eaux, bris de vitres...

ARTICLE 19 - PERTE FORTUITE :

Si, pendant l'exécution de la concession, les horodateurs sont détruits en totalité ou en partie par cas fortuit, le concessionnaire sera contraint de les remplacer et ce même dans l'hypothèse où les indemnités d'assurance afférentes à pareil remplacement ne permettraient pas de couvrir les frais de celui-ci mais moyennant, le cas échéant, la possibilité d'invoquer l'application de la clause de sauvegarde prévue ci-après.

Le concessionnaire établira dans ce cas une offre complète pour les investissements requis à cette fin et dont les conditions devront pouvoir être justifiées par le concessionnaire comme étant celles du marché.

ARTICLE 20 - IMPOTS ET TAXES :

Tous les impôts et taxes de quelque nature qu'ils soient, mis ou à mettre sur les horodateurs, sont à charge du concessionnaire qui les porte au débit du compte d'exploitation. Sont seules exclues les taxes communales.

ARTICLE 21 - CESSION ET CAS D'EXCLUSION :

La concession est incessible sans autorisation préalable du Conseil communal qui pourra, le cas échéant, exiger la révision du contrat.

Le cédant restera solidairement tenu avec le concessionnaire de toutes obligations généralement quelconques jusqu'au terme ou jusqu'à la résiliation de la concession.

Par ailleurs, il est interdit au concessionnaire de confier tout ou une partie de ses engagements à un sous-traitant qui se trouve dans un des cas d'exclusion énumérés ci-après :

1. qui est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de concordat judiciaire ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existante dans les législations ou réglementations fédérales ou celles du pays où il est établi;
2. qui a fait l'aveu de faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation, de concordat judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existante dans les législations et réglementations fédérales;
3. qui a fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle;

4. qui, en matière professionnelle, a commis une faute grave dûment constatée par tout moyen dont la Ville pourra se prévaloir;
5. qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale;
6. qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi;
7. qui s'est rendu gravement coupable de fausses déclarations en fournissant des renseignements exigibles dans le cadre de la présente convention.

Il est en outre interdit au concessionnaire de faire participer une telle personne à la conduite ou à la surveillance de tout ou partie du contrat.

Toute violation de ces interdictions peut donner lieu à la résiliation unilatérale du contrat par la Ville.

Il en est de même dans l'hypothèse où le concessionnaire lui-même se trouverait dans un de cas visés aux points 1 à 7 ci-avant.

Dans ce cas, la totalité du cautionnement est acquise de plein droit à la Ville à titre de dommages et intérêts sans préjudice de son droit de réclamer des dommages et intérêts complémentaires dans l'hypothèse où le montant du cautionnement serait insuffisant pour couvrir la totalité de son préjudice.

ARTICLE 22 - FIN DU CONTRAT :

A l'expiration de la présente concession pour quelque cause que ce soit, le concessionnaire sera tenu de remettre à la Ville, en état normal d'entretien et de fonctionnement, tous les équipements et installations nécessaires à l'exploitation de la présente concession.

Les installations correspondant à des acquisitions financées par le concessionnaire et non encore amorties au moment de la cessation du contrat seront remises à la Ville moyennant une indemnité correspondant à leur valeur résiduelle comptable à condition qu'elles soient en parfait état de fonctionnement. Les installations défectueuses ou détériorées seront enlevées par le concessionnaire, à ses frais, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 15 jours de la demande qui leur en sera faite.

Le concessionnaire sera tenu de transmettre à la Ville, les fichiers informatiques et toutes autres données utiles pour poursuivre le recouvrement de tous les constats effectués et non encore recouvrés à la date d'échéance de la présente convention.

ARTICLE 23 - CLAUSE DE SAUVEGARDE :

1. Les présentes ont été établies eu égard aux conditions légales, financières, économiques, fiscales et techniques existantes à la date de la signature, y compris le plan financier établi par le concessionnaire et joint à la présente convention.
2. Sont réservées au profit des parties toutes circonstances qu'elles ne pouvaient raisonnablement pas prévoir lors et après la signature des présentes, qu'elles ne pouvaient éviter et aux conséquences desquelles elles ne pouvaient obvier bien qu'elles aient fait toutes les diligences nécessaires.
3. Les conditions de la convention seront dès lors aménagées en équité pour chacune des parties.

ARTICLE 24 – CAUTIONNEMENT :

Le concessionnaire s'oblige à constituer un cautionnement d'un montant de 400.000,00 € (quatre cent mille euros) dans les 30 jours de la conclusion du présent contrat et ce pendant toute la durée du contrat.

Toutefois compte tenu de l'accord du concessionnaire pour intégrer dans le compte d'exploitation le solde des amortissements dans le parking Grand place dû au 1^{er} janvier 2015, lequel s'élève à 811.060,00 € (frais financiers compris), soit 81.106,00 €/an pendant 10 ans, il a été convenu que le concessionnaire est libéré de son obligation de constituer un cautionnement tant que le montant du solde restant dû afférent aux investissements précités reste supérieur à 400.000,00 € .

Dès que ce solde restant dû devient inférieur à 400.000,00 € le concessionnaire s'engage à constituer un cautionnement et à l'adapter sans délai de manière à ce que le montant du solde restant dû afférent aux investissements dans le parking Grand place additionné au montant du cautionnement atteigne en tout temps un montant minimal de 400.000,00 €.

En cas de manquement dans le cadre de l'exécution du présent contrat, même lorsqu'il y a résolution ou résiliation du contrat, la Ville prélève d'office sur le cautionnement les sommes qui lui reviennent.

Lorsque le montant du cautionnement n'atteint plus le montant indiqué ci-avant par suite d'un prélèvement d'office opéré par la Ville, le cautionnement doit être reconstitué dans les trente jours du prélèvement.

La libération du cautionnement s'opère en une fois à l'échéance du contrat après que la Ville ait confirmé par écrit que le concessionnaire a exécuté toutes ses obligations contractuelles.

ARTICLE 25 - DROIT APPLICABLE ET JURIDICTIONS COMPETENTES :

Le présent contrat est régi par la législation belge.

Les Cours et Tribunaux de l'arrondissement judiciaire dont dépend Tournai seront seuls compétents pour les litiges pouvant surgir dans le cadre l'exécution des présentes.

ARTICLE 26 - ENREGISTREMENT :

Le présente contrat sera enregistré par les soins et à charge du concessionnaire.

Sont annexés à la présente convention et en font partie intégrante :

- le modèle de compte d'exploitation détaillant de manière claire et détaillée tous les postes en faisant partie et servant de référence ;
- le plan financier prospectif servant de référence budgétaire.».

La présente délibération sera soumise à la tutelle pour approbation.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE

Se sont abstenus : MM. A. PESIN, B. MAT

Monsieur le Conseiller communal **D. SMETTE** sort de séance.

5. Service incendie. Vacance de trois postes de sous-lieutenant professionnel. Appel par recrutement et constitution d'une réserve.

Mme **R. DESENCLOS-LECLERCQ** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le cadre du service incendie, arrêté en séance du 31 mars 2014 et approuvé par l'autorité de tutelle le 16 mai 2014, prévoit 7 postes de sous-lieutenants et lieutenants professionnels, dont 4 sont pourvus et 3 sont actuellement vacants.

Dans l'attente du passage en zone de secours Wallonie picarde, le Collège de prézone sollicite la commune de référence «Tournai» pour procéder aux recrutements nécessaires à la continuité des missions des services d'incendie.

En séance du 26 avril 2014, le Conseil de prézone de secours Wallonie picarde a décidé de procéder au recrutement de 3 officiers (sous-lieutenant/lieutenant) via la commune de Tournai, étant entendu que l'entièreté des charges des recrutements incomberont à la prézone de secours Wallonie picarde.

Comme il est de la compétence du Conseil communal de lancer un appel, nous vous demandons, dès lors, de lancer celui-ci par recrutement en vue de pourvoir aux 3 postes vacants de sous-lieutenants professionnels, ainsi que de constituer une réserve de recrutement."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'arrêté royal du 19 avril 1999 établissant les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie, tel que modifié par les arrêtés royaux des 14 décembre 2001 et 8 avril 2003, en ses articles 3, 18 à 20;

Considérant les conditions d'accès aux emplois d'officiers du corps d'incendie arrêtées par le Conseil communal du 20 mai 2000 et approuvées par l'autorité de tutelle le 13 juillet 2000, en ses articles 2, 18 et 19;

Considérant que le cadre du personnel du Service incendie, arrêté en séance du Conseil communal le 31 mai 2014 et approuvé le 16 mai 2014 par l'autorité de tutelle, prévoit 7 emplois de lieutenants ou de sous-lieutenants professionnels;

Considérant qu'actuellement, 4 emplois sont pourvus et 3 sont vacants;

Considérant que le Collège de prézone de secours Wallonie picarde sollicite la commune de référence «Tournai» pour procéder aux recrutements nécessaires, l'entière des charges incombant à la Prézone de secours Wallonie picarde;

Considérant qu'en séance du 26 avril 2014, le Conseil de prézone de secours Wallonie picarde a décidé de procéder au recrutement de 3 officiers (sous-lieutenant/lieutenant) via la commune de Tournai;

Considérant que les conditions exigées pour postuler l'emploi de sous-lieutenant professionnel sont :

1° être belge;

2° être âgé de 21 ans au moins;

3° être d'une taille égale ou supérieure à 1,60 m;

4° être de bonne conduite, vie et moeurs;

5° être en règle avec les lois sur la milice;

6° être titulaire du diplôme ou certificat suivant :

a) soit un diplôme ou certificat qui donne accès aux emplois de niveau 1 dans la fonction publique fédérale visé à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat,

b) soit un diplôme repris ci-dessous :

* diplôme d'ingénieur technicien délivré par un établissement d'enseignement technique supérieur, reconnu, agréé ou subventionné par l'Etat dans une des spécialités suivantes, ou dans une autre spécialité admise par le Conseil communal pour autant qu'elle soit compatible avec les missions du Service incendie :

- ingénieur technicien courant fort;
- ingénieur technicien courant faible;
- ingénieur technicien des industries chimiques;
- ingénieur technicien des travaux publics;
- ingénieur technicien des industries nucléaires;
- ingénieur technicien chimiste des industries nucléaires;
- ingénieur technicien en constructions civiles;
- ingénieur technicien des industries mécaniques;
- ingénieur technicien des industries minières;
- ingénieur technicien des industries de l'électricité;
- ingénieur technicien en chimie industrielle;

- ingénieur technicien des industries métallurgiques des travaux publics;
- ingénieur technicien des travaux publics et géologie;

Considérant que les épreuves de sélection reprises dans les conditions d'accès aux emplois d'officiers pompiers arrêtées par le Conseil communal du 29 mai 2000 sont :

1^{ère} épreuve (écrite) :

Résumé et commentaires d'une conférence ou d'un texte lu de niveau universitaire et en rapport avec la fonction concernée . 200 points
Tests psychotechniques (à titre indicatif)

2^{ème} épreuve (orale)

1^{ère} partie : permettant au jury d'apprécier la maturité du candidat, sa présentation, sa manière d'exposer ses idées personnelles. 150 points

2^{ème} partie : permettant au jury de mieux apprécier encore les aptitudes techniques du candidat à l'exercice de la fonction d'officier des Services incendie et leur aptitude au commandement. 150 points

Chaque épreuve est éliminatoire.

Pour être admis à présenter l'épreuve suivante (ou partie d'épreuve), le candidat doit obtenir au moins 50 % des points dans chaque épreuve (ou partie d'épreuve).

La cote requise pour être déclaré admissible est de 60 % des points dans l'ensemble des épreuves, soit 300/500 points.

Considérant que les candidats devront se soumettre à un examen médical;

Considérant que les candidats reconnus médicalement aptes seront soumis à des épreuves d'aptitude physique reprises dans les conditions d'accès aux emplois d'officiers pompiers arrêtées par le Conseil communal du 29 mai 2000;

Considérant que les épreuves de sélection sont organisées sous la forme de concours, que les candidats lauréats seront admis au stage par le Conseil communal selon l'ordre du classement résultant des épreuves de sélection;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de lancer un appel par recrutement en vue de pourvoir à la vacance de trois emplois de sous-lieutenants professionnels à la zone de secours Wallonie picarde et de constituer une réserve de recrutement;

NOTE :

que l'appel sera publié dans le Moniteur belge et dans au moins deux journaux diffusés dans l'ensemble du pays au plus tard quinze jours avant la date limite d'inscription.

Il sera affiché dans les services incendies de la future zone de secours.

L'appel indiquera les conditions à remplir, les épreuves imposées, la matière de celles-ci ainsi

que la date limite fixée pour le dépôt des candidatures.

Toute candidature devra être adressée par lettre recommandée au bourgmestre.

6. Arsenal des pompiers. Location. Précompte immobilier. Demande d'exonération. Contentieux. Jugement. Appel. Intervention volontaire. Autorisation d'ester en justice.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 18 juin 2012, vous avez autorisé le Collège communal à intervenir volontairement dans le cadre de l'action judiciaire introduite à l'encontre de l'administration fiscale par la SA DHERTE en vue d'obtenir l'exonération du revenu cadastral et, partant, du précompte immobilier de la parcelle de terrain avec bâtiments située à Tournai, avenue de Maire, donnée en location à la Ville à usage d'arsenal des pompiers pour l'activité de son service incendie.

Pour rappel, la SA DHERTE a marqué son accord de principe pour porter la réclamation à l'encontre dudit précompte devant les tribunaux à condition que la Ville s'engage, d'une part, à en supporter les honoraires et frais et, d'autre part, à intervenir volontairement dans le cadre de ladite procédure.

A cette fin, l'entreprise générale DHERTE SA a introduit une requête judiciaire contre l'Etat belge, en présence de la Ville de Tournai, visant à obtenir l'exonération du précompte immobilier afférent à la caserne d'incendie et enrôlé pour les exercices 2007 à 2012 à concurrence d'un montant total de 122.617,56 € et ce sur base de l'article 12 § 1 CIR 1992.

Par jugement du 3 mars 2014, le tribunal a déclaré la demande de la SA entreprises générales DHERTE fondée concernant l'exercice 2007 (article 900.299) et a, en conséquence, annulé la cotisation au précompte immobilier enrôlée à charge de la société précitée sous l'article précité.

Par requête déposée le 24 juillet 2014 devant le Cour d'appel de Mons, l'Etat belge entend faire appel au jugement rendu le 3 mars 2014 par le tribunal de première instance de Mons.

Cette requête d'appel est dirigée exclusivement contre les entreprises générales DHERTE, ce qui implique que la Ville devra à nouveau intervenir volontairement à la cause en degré d'appel.

Les chances de succès pour la Ville en appel sont réelles étant entendu que, contrairement à ce que prétend la partie adverse dans le cadre de sa requête d'appel, il ne saurait être contesté que le service incendie de la Ville de Tournai prodigue des soins aux personnes dans le cadre du service Aide médicale urgente (AMU), lequel représente 80 % de ses interventions et qu'en conséquence, il répond bien à la notion «d'œuvres analogues de bienfaisance» au sens de l'article 12 § 1 CIR 1992 et telle que définie par la Cour de cassation dans son arrêt du 24 mai 2012.

Dès lors, il existe un intérêt financier pour la Ville de continuer à intervenir volontairement dans le cadre de ce contentieux, de manière à pouvoir bénéficier de l'exonération du précompte immobilier pour les exercices à venir.

Nous sollicitons, à cet effet, votre autorisation de continuer à intervenir volontairement dans le cadre de la procédure d'appel introduite par l'Etat belge à l'encontre de l'entreprise générale DHERTE SA."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant sa délibération du 18 juin 2012 portant décision d'autoriser le Collège communal à intervenir volontairement dans le cadre de l'action judiciaire introduite à l'encontre de l'administration fiscale par la SA DHERTE en vue d'obtenir l'exonération du revenu cadastral et, partant, du précompte immobilier de la parcelle de terrain avec bâtiments située à Tournai, avenue de Maire, donnée en location à la Ville à usage d'arsenal des pompiers pour l'activité de son service incendie;

Considérant, pour rappel, que la SA DHERTE a marqué son accord de principe pour porter la réclamation à l'encontre dudit précompte devant les tribunaux à condition que la Ville s'engage, d'une part, à en supporter les honoraires et frais et, d'autre part, à intervenir volontairement dans le cadre de ladite procédure;

Considérant la requête judiciaire introduite par l'entreprise générale DHERTE SA contre l'Etat belge, en présence de la Ville de Tournai, visant à obtenir l'exonération du précompte immobilier afférent à la caserne d'incendie et enrôlé pour les exercices 2007 à 2012, à concurrence d'un montant total de 122.617,56 €, et ce sur base de l'article 12 § 1 CIR 1992;

Considérant que, par jugement du 3 mars 2014, le tribunal a déclaré la demande de la SA entreprises générales DHERTE fondée concernant l'exercice 2007 (article 900.299) et a, en conséquence, annulé la cotisation au précompte immobilier enrôlée à charge de la société précitée sous l'article précité;

Considérant que, par requête déposée le 24 juillet 2014 devant le Cour d'appel de Mons, l'Etat belge entend faire appel au jugement rendu le 3 mars 2014 par le tribunal de première instance de Mons;

Considérant que cette requête d'appel est dirigée exclusivement contre les entreprises générales DHERTE, ce qui implique que la Ville devra à nouveau intervenir volontairement à la cause en degré d'appel;

Considérant que les chances de succès pour la Ville en appel sont réelles étant entendu que, contrairement à ce que prétend la partie adverse dans le cadre de sa requête d'appel, il ne saurait être contesté que le service incendie de la Ville de Tournai prodigue des soins aux personnes dans le cadre du service Aide médicale urgente (AMU), lequel représente 80 % de ses interventions et qu'en conséquence, il répond bien à la notion «d'œuvres analogues de bienfaisance» au sens de l'article 12 § 1 CIR 1992 et telle que définie par la Cour de cassation dans son arrêt du 24 mai 2012;

Considérant l'intérêt financier pour la Ville de continuer à intervenir volontairement dans le cadre de ce contentieux, de manière à pouvoir bénéficier de l'exonération du précompte immobilier pour les exercices à venir;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Vu l'article L1242-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'autoriser le Collège communal à intervenir volontairement dans le cadre de la procédure d'appel introduite par l'Etat belge à l'encontre du jugement rendu le 3 mars 2014 par le tribunal de première instance de Mons.

Aux termes de ce jugement, le tribunal a déclaré fondée la demande de la SA DHERTE concernant l'exercice 2007 (article 900.299) et a, en conséquence, annulé la cotisation au précompte immobilier enrôlée à charge de la société précitée et relative à la parcelle de terrain avec bâtiments située à Tournai, avenue de Maire, donnée en location à la Ville à usage d'arsenal des pompiers pour l'activité de son Service incendie.

Messieurs les Conseillers communaux **B. MAT** et **J.-L. VIEREN** sortent de séance.

7. Esplechin. Parc éolien. Permis unique. Recours devant le Conseil d'Etat. Autorisation.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 18 juin 2012, vous nous aviez autorisés à déposer un recours devant le Conseil d'Etat à l'encontre de l'arrêté du 23 avril 2012 du ministre de la Région wallonne en charge de l'aménagement du territoire octroyant le permis unique à la SA WINDVISION BELGIUM en vue de l'implantation et de l'exploitation d'un parc de 6 éoliennes à Esplechin.

Un recours a été instruit devant le Conseil d'Etat dans ce contexte et un arrêt a été rendu en date du 10 janvier 2014 annulant l'arrêté du 23 avril 2012.

En son arrêt, le Conseil d'Etat a annulé ledit arrêté ministériel sur base de motivations invalidant l'utilisation en Wallonie d'une norme hollandaise relative aux émissions sonores des éoliennes. Le Conseil d'Etat a estimé que cette norme reprise dans le cadre de référence pour l'implantation des éoliennes en Wallonie de 2002 n'avait pas de légitimité légale en Belgique et a invalidé son utilisation.

Entretemps, en date du 13 février 2014, sont entrées en vigueur les conditions sectorielles éoliennes fixant des normes particulières de bruit.

Les conditions sectorielles éoliennes, désormais seules applicables, sont plus restrictives que la norme hollandaise et, dès lors, dans cette nouvelle approche du projet, il convenait d'étudier à nouveau la possibilité de respecter les normes de bruit et la valeur du productible attendu.

Des enquêtes publiques ont donc été organisées dans chaque commune concernée, dont la commune de Tournai, en vue de porter à la connaissance du public ces données faisant partie intégrante du complément d'étude d'incidences sur l'environnement.

Dans ce cadre, en séance du 4 avril 2014, le Collège communal a décidé :

- 1/ d'émettre des réserves sur la légitimité de la procédure utilisée pour organiser l'enquête publique suite à l'annulation du permis par le Conseil d'Etat en date du 10 janvier 2014. La législation en matière d'environnement ne prévoyant pas ce cas de figure;
- 2/ de faire siennes les remarques des citoyens belges et français ainsi que celles émanant de la mairie de Camphin-en-Pévèle;
- 3/ de déplorer que des éléments ne soient pas présentés en langue française et surtout pour une matière aussi importante que les courbes d'émission acoustique;
- 4/ de déplorer que les communes françaises limitrophes du projet n'aient pas été consultées officiellement;
- 5/ d'émettre à nouveau un avis défavorable pour les raisons suivantes :
 - les compléments ne permettent pas de modifier son avis en 1^{ère} instance ou sa demande de recours au Conseil d'Etat
 - le projet aura un impact désastreux sur le paysage des plaines agricoles et sur le site historique de la bataille de Bouvines aussi bien sur le territoire belge que français
 - la problématique de bruit n'est "réglée" que par une proposition de bridage, sans sûreté de résultat.

Le ministre de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité, a toutefois décidé en date du 28 mai 2014 de délivrer à WINDVISION BELGIUM SA le permis unique litigieux aux termes de l'arrêté produit au présent dossier.

Compte tenu des éléments exposés ci-avant et de notre avis défavorable, nous sollicitons votre autorisation aux fins d'ester en justice à l'encontre de l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité, du 28 mai 2014, délivrant à WINDVISION BELGIUM SA un permis unique visant à implanter et exploiter un parc de 6 éoliennes au lieu-dit «Quatre-Chins» à 7502 Tournai (Esplechin)."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, intervient comme suit :

" Une fois de plus, nous nous trouvons face à un paradoxe. Dans votre déclaration de politique communale, vous vous engagez à développer les énergies renouvelables. Mais vous continuez à vous obstiner dans votre "nymbisme".

Nous sommes face à un choix : développer les énergies éoliennes quitte à prendre des décisions face à la problématique subjective des paysages ou dépendre d'autres pays pour notre approvisionnement en énergie.

Sur ce sujet, nous devons être réalistes du point de vue économique et inscrire l'autonomie énergétique comme un enjeu d'avenir pour notre pays.

Nous ne voterons pas ce point."

Par 32 voix pour et 3 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant sa décision du 18 juin 2012 d'autoriser le Collège communal à déposer un recours devant le Conseil d'Etat à l'encontre de l'arrêté du 23 avril 2012 du Ministre de la Région wallonne en charge de l'aménagement du territoire octroyant le permis unique à la SA WINDVISION BELGIUM en vue de l'implantation et de l'exploitation d'un parc de 6 éoliennes à Esplechin;

Considérant qu'un recours a été instruit devant le Conseil d'Etat dans ce contexte et qu'un arrêt a été rendu en date du 10 janvier 2014 annulant l'arrêté du 23 avril 2012;

Considérant qu'en son arrêt, le Conseil d'Etat a annulé ledit arrêté ministériel sur base de motivations invalidant l'utilisation en Wallonie d'une norme hollandaise relative aux émissions sonores des éoliennes; que le Conseil d'Etat a estimé que cette norme reprise dans le cadre de référence pour l'implantation des éoliennes en Wallonie de 2002 n'avait pas de légitimité légale en Belgique et a invalidé son utilisation;

Considérant qu'entretemps, en date du 13 février 2014, sont entrées en vigueur les conditions sectorielles éoliennes fixant des normes de bruit particulières en la matière;

Considérant que les conditions sectorielles éoliennes, désormais les seules applicables, sont plus restrictives que la norme hollandaise et, dès lors, dans cette nouvelle approche du projet, il convenait d'étudier à nouveau la possibilité de respecter les normes de bruit et la valeur du productible attendu;

Considérant que des enquêtes publiques ont donc été organisées dans chaque commune concernée dont la commune de Tournai en vue de porter à la connaissance du public ces données faisant partie intégrante du complément d'étude d'incidences sur l'environnement;

Considérant que dans ce cadre, en séance du 4 avril 2014, le Collège communal a décidé :

- 1/ d'émettre des réserves sur la légitimité de la procédure utilisée pour organiser l'enquête publique suite à l'annulation du permis par le Conseil d'Etat en date du 10 janvier 2014, la législation en matière d'environnement ne prévoyant pas ce cas de figure;
- 2/ de faire siennes les remarques des citoyens belges et français ainsi que celles émanant de la mairie de Camphin-en-Pévèle;
- 3/ de déplorer que des éléments ne soient pas présentés en langue française et surtout pour une matière aussi importante que les courbes d'émission acoustique;
- 4/ de déplorer que les communes françaises limitrophes du projet n'aient pas été consultées officiellement;

5/ d'émettre à nouveau un avis défavorable pour les raisons suivantes :

- les compléments ne permettent pas de modifier son avis en 1^{ère} instance ou sa demande de recours au Conseil d'Etat
- le projet aura un impact désastreux sur le paysage des plaines agricoles et sur le site historique de la bataille de Bouvines aussi bien sur le territoire belge que français
- la problématique de bruit n'est "réglée" que par une proposition de bridage, sans sûreté de résultat;

Considérant que le Ministre de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité a toutefois décidé en date du 28 mai 2014 de délivrer à WINDVISION BELGIUM SA le permis unique litigieux;

Vu l'article L1242-1 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

Par 32 voix pour et 3 voix contre;

DECIDE :

d'autoriser le Collège communal à ester en justice à l'encontre de l'arrêté du Ministre de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité, du 28 mai 2014, délivrant à WINDVISION BELGIUM SA un permis unique visant à implanter et exploiter un parc de 6 éoliennes au lieu-dit «Quatre-Chins» à 7502 Tournai (Esplechin).

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Monsieur le Conseiller communal **B. MAT** rentre en séance.

8. Projet plan global. Recrutement pour l'encadrement des mesures judiciaires alternatives. Convention 2014 entre le Service public fédéral Justice et la Ville de Tournai. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Depuis 1996, la Ville met en œuvre, sur base de subsides octroyés dans le cadre du plan global par le Service public fédéral Justice, un projet d'encadrement des mesures judiciaires alternatives.

Le type de sanctions à encadrer consiste en un ensemble de tâches à effectuer au profit de la communauté. Ainsi, certains délinquants peuvent être astreints à effectuer gratuitement un nombre déterminé d'heures pendant leur temps de loisirs au sein des Services publics, d'associations sans but lucratif ou de fondations.

Chaque année, depuis l'origine du projet, la convention conclue entre le Service public fédéral Justice et la Ville de Tournai est renouvelée. La convention 2014 est identique dans son contenu à celle en vigueur en 2013, excepté quelques précisions concernant les bases légales.

Il appartient à votre assemblée d'approuver cette convention 2014."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant le projet plan global-circulaire du 12 septembre 1996 relative au recrutement par les communes de personnel supplémentaire pour l'encadrement des mesures judiciaires alternatives;

Considérant le contrat de sécurité et de société entré en vigueur le 1^{er} janvier 2003 conclu entre le ministère de la Justice et la Ville de Tournai et qui met en place le projet d'encadrement des travaux d'intérêt général (TIG) ainsi que des peines de travail autonome (PTA);

Considérant que le projet P.O.S.E (prestation, orientation, suivi et encadrement) est chargé de l'encadrement des mesures judiciaires alternatives;

Considérant que ce type de sanctions consiste en un ensemble de tâches au profit de la communauté et que certains délinquants peuvent être astreints à effectuer gratuitement un nombre déterminé d'heures pendant leur temps de loisirs au sein des Services publics, d'associations sans but lucratif ou de fondations;

Vu le courrier adressé le 15 juillet 2014 à Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale par le Service public fédéral de la Justice qui transmet la convention 2014 relative au subventionnement du projet d'encadrement des mesures judiciaires alternatives;

Considérant que ce courrier a pour objet le renvoi d'un exemplaire signé par la Ville de la convention 2014 relative à l'encadrement des mesures judiciaires alternatives;

Considérant que cette convention est conclue pour une durée d'un an et qu'elle est identique, quant au contenu, à celle en vigueur en 2013, excepté quelques précisions concernant les bases légales;

Considérant qu'elle prévoit la rémunération d'un assistant social (niveau 2+) à temps plein et celle d'un assistant social (niveau 2+) à mi-temps pour un montant total de 48.339,24 €;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver la convention 2014 conclue entre le Service public fédéral Justice et la Ville de Tournai, dont les termes suivent :

" Entre :

d'une part, l'Etat, représenté par le Ministre de la Justice, établi boulevard de Waterloo, 115 à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé "l'Etat",

et,

d'autre part, la Ville de Tournai, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, ci-après dénommée "la Ville",

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

I. Objet

La présente convention est prise en exécution de l'article 69, 3°, premier tiret de la loi du 30 mars 1994 et de l'arrêté royal du 12 août 1994, déterminant les conditions auxquelles les communes/villes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives.

Cette convention a pour objet la mise au travail de personnel recruté en vue de promouvoir l'application des peines et mesures alternatives suivantes :

- a) la formation dans le cadre de la loi sur la probation;
- b) la peine de travail;
- c) la médiation pénale;
- d) les mesures alternatives à la détention préventive;
- e) les mesures de grâce.

II. Obligations de la ville

La Ville s'engage à recruter du personnel civil supplémentaire chargé de l'encadrement des personnes qui font l'objet de décisions des instances judiciaires.

Le projet développé par la ville encadre des peines de travail, des travaux d'intérêt général et/ou assure de la formation. Sur base de l'arrêté royal du 1^{er} octobre 2013 accordant une aide financière aux communes et aux villes pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'encadrement des peines et mesures judiciaires alternatives pour l'année 2014, il est pourvu à l'engagement **d'une personne niveau B à temps plein et d'une personne de niveau B à mi-temps.**

Le personnel recruté par la ville peut être mis à disposition d'une asbl. Les conditions de cette mise à disposition font l'objet d'un accord écrit liant la ville à l'association. Dans ce cas d'espèce, seule l'association sera responsable de l'encadrement proprement dit des mesures judiciaires alternatives à l'égard des autorités judiciaires compétentes.

Pour un projet de travaux d'intérêt général, la ville s'engage à prendre en charge de façon permanente 7 prestataires minimum et 12 maximum pendant une durée minimum de 800 heures par an pour pouvoir recruter un travailleur à temps plein.

Pour un projet de formation individuelle, la ville s'engage à prendre en charge de façon permanente 7 prestataires minimum et 12 maximum pendant une durée de 550 heures minimum par an pour pouvoir recruter un travailleur à temps plein.

Les projets de plus de deux années d'existence doivent atteindre annuellement 90 % des objectifs.

La ville bénéficiaire doit prendre en charge les frais de fonctionnement et d'investissement liés à ces recrutements.

Dans le cadre de ces activités et en fonction des différents types de mesures et de peines, la ville s'engage à respecter les obligations suivantes :

A. Mesures de formation au sens de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation modifiée par la loi du 10 février 1994 :

1. collaborer avec l'assistant de justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la mesure;
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de la mesure;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

B. Peines de travail (loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police) :

1. collaborer avec l'assistant de justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la peine;
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution de la peine de travail;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

C. Modalités de la médiation pénale (loi du 10 février 1994) :

1. collaborer avec l'assistant de justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de l'organisation d'un plan d'accompagnement de l'exécution des travaux d'intérêt général, de la formation ou du traitement;
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des travaux d'intérêt général, de la formation ou du traitement;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

D. Mesures alternatives à la détention préventive (articles 35 et suivants de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive) :

1. collaborer avec l'assistant de justice du Service des Maisons de Justice du Service public fédéral Justice en vue de l'organisation d'un plan d'accompagnement de l'exécution des conditions;
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des conditions;
3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

E. Mesures alternatives dans le cadre de la grâce (article 110 de la Constitution) :

1. collaborer avec l'assistant de justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice, en vue de la mise en place et de l'exécution de la mesure;
2. désigner une personne directement responsable de la surveillance journalière de l'exécution des travaux d'intérêt général ou de la formation;

3. en cas d'irrégularités, l'assistant de Justice du Service des maisons de justice du Service public fédéral Justice doit en être informé sans délai.

III. Durée

La convention est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur le **1^{er} janvier 2014** et prend fin le **31 décembre 2014**. Elle est révisée en accord avec les parties.

IV. Rapports d'activité

La ville (ou l'association désignée par la ville) est tenue de rendre un rapport trimestriel. Ce dernier doit être transmis pour le 15^{ème} jour du mois suivant le trimestre écoulé. Le rapport annuel, composé d'un volet qualitatif et d'un volet quantitatif, est transmis pour le 15 janvier. Le volet qualitatif porte sur les objectifs du projet, le programme d'activités, l'analyse critique des développements observés au cours de l'année écoulée.

Ces documents sont adressés au coordinateur des mesures judiciaires alternatives de la Maison de justice concernée. En l'absence de coordinateur, ces documents doivent être envoyés au Service public fédéral Justice, Direction générale Maisons de Justice (boulevard de Waterloo, 115 à 1000 Bruxelles), à l'exception du rapport annuel qui devra, quant à lui, être envoyé à la Maison de justice concernée.

V. Intervention financière de l'Etat

Après signature de cette convention et eu égard à l'article 5 de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les villes/communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire, les crédits correspondant à l'intervention forfaitaire prévue par la convention sont, à la requête du Ministre de la Justice, mis à la disposition de la ville par le Ministre de l'Intérieur, à l'intervention de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

Dans la limite des crédits disponibles, qui sont annuellement soumis à l'approbation du Conseil des Ministres, un montant total annuel de **48.339,24 €** est, dans le cadre de cette convention, alloué à la Ville de Tournai. Cette allocation se détaille comme suit :

Frais de personnel :

1 niveau B à temps plein :	32.226,160 €
1 niveau B à mi-temps :	<u>16.113,080 €</u>
TOTAL	48.339,240 €

Le paiement de l'intervention financière s'effectue par tranches provisionnelles mensuelles.

Au cas où les personnes sont recrutées pour une partie de l'année budgétaire de référence, l'intervention forfaitaire est réduite **au prorata de la période effectivement prestée**.

Pour que le paiement des frais de personnel convenu soit effectué, la ville doit remplir le formulaire «Modification de personnel» à chaque engagement. Tout départ, modification de contrat et/ou au remplacement d'un membre du personnel doit également être directement communiqué à l'aide dudit formulaire. Ce formulaire doit clairement mentionner la date à partir de laquelle le personnel intéressé est entré en service. Ce formulaire doit être transmis au Service public fédéral Justice, Direction générale Maisons de Justice, Cellule opérationnelle. Tout le personnel ne doit pas être recruté à la même date.

Avant le 31 mars de l'exercice budgétaire suivant celui au cours duquel les crédits ont été octroyés, la ville transmettra au Service public fédéral Justice une copie des documents justificatifs prouvant la nature et le montant des dépenses effectuées (notamment le formulaire «Relevé du personnel», reprenant une liste du personnel engagé dans le cadre de la présente convention, ainsi que pour chaque membre du personnel le formulaire «Frais de personnel», détaillant les frais de personnel ainsi que les annexes demandées dans lesdits formulaires).

Le non-respect des conditions mises dans la convention liant la ville et le Ministre de la Justice peut entraîner la suppression du paiement de l'intervention forfaitaire et la récupération partielle voire entière de l'intervention.

Toute décision du Service public fédéral Justice de procéder à la suppression voire à la récupération de l'intervention est notifiée au Ministre de l'Intérieur avec requête de charger l'office précité de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

Outre les contrôles prévus par l'arrêté royal du 26 avril 1968, la Cour des Comptes peut effectuer des contrôles sur place.

Compte tenu de la date de mise en vigueur de la convention et du temps utile au traitement du dossier financier qui doit permettre de verser les fonds à la ville, celle-ci doit prévoir, pour cette période, les fonds nécessaires pour commencer l'application des mesures figurant dans la convention et ce dès sa signature.

La présente convention a été signée en deux exemplaires.

Chaque partie déclare en avoir reçu un exemplaire.

Monsieur le Conseiller communal **J.-L. VIEREN** rentre en séance.

9. Site internet de la Ville de Tournai. Convention entre le Service public fédéral technologie de l'information et de la communication (Fedict) et la Ville de Tournai dans le cadre du paiement électronique. Ratification.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le nouveau site internet de la Ville de Tournai sera prochainement opérationnel. Il était donc impératif d'activer, simultanément à sa mise en ligne, la solution de paiement électronique proposée aux citoyens pour l'obtention de documents administratifs tel que certificat de composition de ménage, de résidence, de nationalité, de bonnes vie et mœurs...

En séance du 1^{er} août 2014 nous avons marqué notre accord sur la signature d'une convention liant la Ville de Tournai au Service public fédéral technologie de l'information et de la communication (Fedict) pour la mise en œuvre de cette solution de paiement électronique telle que définie dans le cahier des charges du site internet de la Ville.

Le Service public fédéral technologie de l'information et de la communication (Fedict) a négocié un contrat-cadre avec les leaders du marché du e-paiement en Belgique, les sociétés Ogone et Atos Wordline prenant en compte les spécificités de la comptabilité publique (absence de retenue de commissionnement à la source).

Outre les frais d'ouverture de comptes, d'activations et d'abonnements, nous avons décidé, dans un premier temps, d'exonérer le citoyen des frais de transaction des actes délivrés qui se répartissent comme suit :

Ouverture de comptes et activations

Frais d'activation e-payment Fedict (Ogone)	359,94 €
Frais d'activation du module antifraude	90,75 €
Frais d'activation Atos Wordline	32,24 €

Abonnements mensuels/annuel	
Abonnement mensuel e-payment Fedict (Ogone)	37,50 €
Abonnement mensuel module antifraude	12,10 €
Abonnement annuel Atos Wordline	211,75 €

Transactions

Frais de transaction pour l'usage d'une carte de crédit	2,1815 €
Frais de transaction pour l'usage d'une carte de débit	0,2115 €

Les crédits nécessaires sont prévus au budget ordinaire 2014 sous l'article 10411/123-13 «site internet».

Nous vous invitons à ratifier les termes de la convention établie entre le Service public fédéral technologie de l'information et de la communication (Fedict) et la Ville de Tournai."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, demande si la Ville a effectivement prévu le renouvellement de son site internet.

Le **Président** de séance lui répond par l'affirmative.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que le nouveau site internet de la Ville de Tournai sera prochainement opérationnel et qu'il était impératif d'activer, simultanément à sa mise en ligne, la solution de paiement électronique proposée aux citoyens pour l'obtention de documents administratifs tels que certificat de composition de ménage, de résidence, de nationalité, de bonnes vie et mœurs...;

Considérant qu'en séance du 1^{er} août 2014, le Collège communal a marqué son accord sur la signature d'une convention liant la Ville de Tournai au Service public fédéral technologie de l'information et de la communication (Fedict) pour la mise en œuvre de cette solution de paiement électronique, telle que définie dans le cahier des charges du site internet de la Ville;

Considérant que le Service public fédéral technologie de l'information et de la communication (Fedict) a négocié un contrat-cadre avec les leaders du marché de l'e-paiement en Belgique, les sociétés Ogone et Atos Wordline, prenant en compte les spécificités de la comptabilité publique (absence de retenue de commissionnement à la source);

Considérant qu'outre les frais d'ouverture de comptes, d'activations et d'abonnements, le Collège communal a décidé, dans un premier temps, d'exonérer le citoyen des frais de transaction des actes délivrés qui se répartissent comme suit :

Ouverture de comptes et activations

Frais d'activation e-payment Fedict (Ogone)	359,94 €
Frais d'activation du module antifraude	90,75 €
Frais d'activation Atos Wordline	32,24 €

Abonnements mensuels/annuel

Abonnement mensuel e-payment Fedict (Ogone)	37,50 €
Abonnement mensuel module antifraude	12,10 €
Abonnement annuel Atos Wordline	211,75 €

Transactions

Frais de transaction pour l'usage d'une carte de crédit	2,1815 €
Frais de transaction pour l'usage d'une carte de débit	0,2115 €

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget ordinaire 2014 sous l'article 10411/123-13 «site internet»;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de ratifier les termes de la convention établie entre le Service public fédéral technologie de l'information et de la communication (Fedict) et la Ville de Tournai, dans le cadre du paiement électronique opérationnel sur le nouveau site internet de la Ville :

" CONVENTION D'UTILISATION SERVICE E-PAYMENT

Objectif du document : une convention d'utilisation est un contrat spécifique à un service qui stipule les conditions liées à l'utilisation d'un service spécifique de Fedict.

Il s'agit d'un document formel signé par les responsables des parties qui souhaitent utiliser le service («utilisateurs»). En signant une convention d'utilisation, l'utilisateur se déclare d'accord avec les conditions générales des services de Fedict.

Statut : 1.1

Date : 11 janvier 2011

TABLE DES MATIÈRES

1. CONDITIONS SPECIFIQUES

1.1. Description et fonctionnement du service

1.1.1. Objet de la présente convention

1.1.2. Fonctionnement du service

1.2. Utilisation du service

1.2.1. Conditions d'accès au service

1.2.2 Rôles et responsabilités liés au service

1.2.3. Coûts liés à l'utilisation du service

1.2.4. Autorisation du comité sectoriel

1.3. Cycle de vie attendu de la plate-forme

1.4. Sécurité

2. NIVEAUX DE SERVICE

2.1. Période de service

2.2. Disponibilité

2.2.1. Disponibilité du service

2.2.2. Indisponibilité planifiée

2.2.3. Indisponibilité non planifiée

2.3. Niveaux de service

2.4. Support

2.4.1. Support de première ligne

2.4.2. Support supplémentaire

2.5. Rapports et évaluation

2.6. Modification des niveaux de service

2.7. Terminologie

3. PARTIES ET SIGNATURE

1. CONDITIONS SPECIFIQUES

1.1. Description et fonctionnement du service

1.1.1. Objet de la présente convention

Dans le cadre des cahiers spéciaux des charges FEDICT/2004/GB/40 et FEDICT/2005/GB/83, Fedict met à disposition des services publics une plate-forme offrant un ensemble de solutions de paiement électronique («e-payment») (le «Service»).

1.1.2. Fonctionnement du service

Les marchés ont été attribués à Ogone (marché 40) et à Atos Worldline (marché 83).

Le contrat avec OGONE a pour objets la création et l'exploitation du service.

Afin de mettre à disposition, via le service, les paiements par carte de crédit

Visa/Mastercard et de débit (Bancontact/Mistercash), il est nécessaire d'avoir un «système acquéreur» pour pouvoir communiquer avec les banques des clients qui utilisent leur carte de crédit ou de débit sur la plate-forme. Atos Worldline est un prestataire de services «acquéreur».

1.2. Utilisation du service

1.2.1. Conditions d'accès au service

Ce service peut être utilisé par les Services publics fédéraux, les Services publics de programmation, d'autres institutions fédérales, les parastataux, qui souhaitent mettre des services en ligne payants à la disposition des citoyens et des entreprises, mais également par les Communautés flamande, française et germanophone, les Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale, les pouvoirs locaux ainsi que par la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune.

L'utilisateur doit au préalable disposer d'une application web transactionnelle et avoir une bonne idée du type et du nombre de transactions qu'il souhaite proposer sur son site web. Ce sont les utilisateurs.

1.2.2. Rôles et responsabilités liés au service

Délimitation de la responsabilité

L'utilisateur est responsable des aspects fonctionnels, techniques et juridiques de son site web et de la conformité au cadre légal des services et opérations qu'il offre en ligne.

Fedict fournit un support pour le volet administratif, juridique et technique des paiements électroniques et a sélectionné des prestataires de services pour pouvoir mettre les services à la disposition des utilisateurs. Fedict n'assume donc aucune responsabilité concernant le site web de l'utilisateur, les services des prestataires de services ou les transactions qui seront effectuées via le site web.

Pour un certain nombre de projets d'e-gov, il sera nécessaire de créer ou d'adapter le cadre juridique afin de rendre possibles les paiements électroniques au sein de l'administration. Cela relève de la responsabilité des utilisateurs.

Rôles et responsabilités pendant la phase de développement et pendant l'exploitation du service

Chaque utilisateur est responsable de son projet transactionnel. Cela signifie que seul l'utilisateur est responsable de la définition, de l'organisation et de l'exploitation du site web.

Cette responsabilité comprend les mesures de sécurisation (sur le plan organisationnel et technique) liées au site web et aux services qui doivent être prises sur place chez l'utilisateur.

Si nécessaire, l'utilisateur doit consulter le marché pour la création et l'exploitation du site web et doit lui-même s'assurer que le site web est créé conformément à la législation applicable.

L'utilisateur est responsable de l'utilisation correcte des services via son site web.

L'utilisateur s'engage à signaler clairement aux utilisateurs finaux que les responsabilités précédentes sont des responsabilités incombant à l'utilisateur.

L'utilisateur s'engage à n'apporter aucune modification aux services, en particulier aux logiciels mis à disposition par les prestataires de services.

Chaque utilisateur doit prévoir les budgets nécessaires pour le site web et les services. Le paiement des frais pour les services se fait par l'utilisateur concerné au profit duquel les paiements ont été effectués. L'utilisateur prévoira lui-même les budgets pour les frais de transaction, les comptes et bénéficiaires nécessaires.

Fedict fait office de contact technique et administratif avec les prestataires de services des marchés mentionnés sous 1.1.2.

Fedict se charge du contrôle et de la surveillance des marchés mentionnés sous 1.1.2. Fedict est adjudicateur et est par conséquent la seule autorité responsable pour modifier le marché et prendre des décisions sur d'éventuels problèmes qui se poseraient lors de l'exécution, à l'exception des différends entre le prestataire de services et des utilisateurs participants concernant la facturation des services fournis et/ou concernant des contestations de transactions.

Collaboration et échange d'informations

Fedict met à la disposition des utilisateurs un guide juridique pour la création d'un site web. Ce guide comprend un certain nombre d'éléments dont l'utilisateur devra éventuellement tenir compte, mais ne porte pas préjudice à la responsabilité de l'utilisateur mentionnée au point «Délimitation de la responsabilité».

L'utilisateur recevra régulièrement des prestataires de services des directives relatives au fonctionnement, à la sécurité et à l'utilisation des services. L'utilisateur s'engage à respecter strictement ces conditions contractuelles et directives. Le non-respect de ces dernières pourra entraîner l'arrêt de la prestation de services.

L'utilisateur recevra les factures et les informations de paiement directement des prestataires de services. Les contestations en la matière ainsi que concernant les transactions sous-jacentes seront traitées par l'utilisateur directement avec les prestataires de services. A cette fin, l'utilisateur suivra la procédure élaborée par le prestataire de services, telle que reprise en annexe.

Standards et mesures de sécurité techniques

Les utilisateurs respecteront les directives techniques et de sécurité qu'ils reçoivent de Fedict et des prestataires de services concernant les services. Cependant, la responsabilité finale de la sécurité et de la gestion des risques incombe toujours à l'utilisateur.

1.2.3. Coûts liés à l'utilisation du service

Le coût d'utilisation de la plate-forme e-payment Fedict est composé des éléments suivants :

1. Un coût d'installation (unique) afin d'obtenir un compte de production
2. Un coût éventuel pour l'installation de certaines solutions de paiement
3. Un abonnement mensuel pour l'utilisation de la plate-forme
4. Un coût à la transaction qui dépend du type de solution de paiement choisi.

Le détail de la tarification et une description des coûts est disponible à l'annexe «epayment_tarification_FR_1.8.pdf».

La tarification peut changer en fonction des volumes. Fedict communique en fin d'année toute modification éventuelle.

L'utilisateur est d'accord avec les prix indiqués dans le document de tarification qu'il recevra par écrit.

1.2.4. Autorisation du comité sectoriel

N'est pas d'application.

1.3. Cycle de vie attendu de la plate-forme

Les contrats avec les prestataires de services ont été prolongés pour une durée de 5 ans (2015).

Il est possible que, pendant la durée des contrats, certains des services soient arrêtés et remplacés par d'autres services similaires. L'utilisateur aura à ce moment-là le choix d'utiliser ou non le nouveau service.

Il sera mis fin à la présente convention d'utilisation au moment de la dissolution du contrat avec les prestataires de services. Fedict mettra tout en œuvre pour assurer la continuité des possibilités de paiements électroniques.

1.4. Sécurité

Tous les aspects relatifs à la sécurité des services fournis par Ogone doivent être couverts par les règles de sécurité d'Ogone qui incluent la protection de la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des systèmes et données relatives au service. Ceux-ci incluent également la protection :

- des bâtiments où les composants IT du service sont installés;
- des applications internes et l'infrastructure IT relatives au service;
- des contrats de maintenance pour des services sous-traités concernant les systèmes utilisés par le service.

Les liens vers les standards :

VISA (PCI CSS) :

http://www.visaeurope.com/en/businesses__retailers/payment_security/overview.aspx

MC SDP:

http://www.mastercard.com/us/sdp/serviceproviders/compliant_serviceprovider.html

<http://www.mastercard.com/ca/merchant/fr/security/index.html>

La technologie 3-D Secure authentifie les utilisateurs finaux en ligne lors de la validation d'un paiement afin de réduire le risque de contestation de paiement pour usurpation d'identité.

3-D Secure est proposé :

- sous la marque «Verified by Visa» pour les transactions avec la carte VISA;
- sous la marque «MasterCard SecureCode» pour les transactions MasterCard.

2. NIVEAUX DE SERVICE

2.1. Période de service

Le service e-payment est disponible 24 heures/24 et 7 jours/7.

2.2. Disponibilité

2.2.1. Disponibilité du service

Ogone garantit une disponibilité de 98 % du service e-payment pendant la période de service.

2.2.2. Indisponibilité planifiée

Il n'y a pas de période fixe durant lesquelles le service est indisponible en raison d'opérations de maintenance.

Une indisponibilité due à la maintenance sera planifiée en période de trafic réduit (entre 23 heures et 7 heures). La maintenance n'excèdera pas 6 heures par mois. Le marchand sera notifié par Ogone au moins 48 heures avant le démarrage des activités de maintenance, via la plate-forme e-payment et via e-mail à l'adresse mentionnée dans la plate-forme.

2.2.3. Indisponibilité non planifiée

Le point de départ pour une indisponibilité d'un service est le moment auquel la fonctionnalité requise d'un service n'est plus disponible durant sa période de service à cause d'une interruption non planifiée.

Procédure de Fail over

Ogone maintient une URL primaire et une URL secondaire pour accéder au site web d'Ogone pour les fonctionnalités de paiement.

La période d'indisponibilité prend fin dès qu'Ogone a envoyé un e-mail au marchand, lui demandant de passer à l'URL secondaire, et à condition naturellement que ce passage à l'URL secondaire résolve le problème. Dans ce cas, Ogone enverra également un e-mail au marchand pour lui signaler quand il doit repasser à l'URL primaire.

Le marchand peut en outre déployer une procédure automatique décrite ci-après pour basculer automatiquement vers l'URL secondaire. Il lui faudra alors instaurer une procédure inverse en vue de repasser à l'URL primaire une fois le problème résolu.

En cas d'indisponibilité de l'URL primaire ou si un code de réponse 49***** (c'est-à-dire débutant par 49, quels que soient les chiffres suivants) apparaît à plusieurs reprises dans le champ NCERROR, le marchand doit passer à l'URL secondaire. Le même principe s'applique pour repasser de l'URL secondaire à l'URL primaire. Le marchand n'utilisera l'URL secondaire

que dans la situation susmentionnée. Il doit revenir à l'URL primaire dès que la situation se normalise. Ogone se réserve le droit de modifier ces URL après une période de notification de cinq (5) jours ouvrables. Ogone ne devrait être considéré comme «indisponible» que si les URL primaire et secondaire ne transmettent pas de réponse adéquate (et ce de manière simultanée) et que si Ogone a envoyé un e-mail au marchand pour lui demander de basculer vers l'URL secondaire.

Les périodes d'indisponibilité n'engloberont pas les non-disponibilités pour les raisons suivantes :

- Erreurs liées à un paramétrage incorrect du profil du marchand sur son compte Ogone
- Erreurs imputables à une manipulation, par le marchand, des logiciels fournis par Ogone en vue d'établir une connexion avec Ogone
- Non-transmission à Ogone, par le marchand, des données requises pour l'exécution correcte d'une transaction
- Interruptions de maintenance planifiées, si réalisées conformément au point 2.2.2 (indisponibilité planifiée)
- Échec/incapacité du marchand ou du client d'accéder à Internet
- Non-respect, par le marchand, des procédures convenues
- Problème matériel du côté du marchand
- Indisponibilité des lignes de télécommunications externes à Ogone
- Indisponibilité des systèmes d'autorisation de l'acquéreur
- Cas de force majeure
- Incapacité du marchand à respecter les procédures recommandées par Ogone
- Utilisation, par le marchand, de l'URL secondaire d'Ogone en situation normale
- Non-disponibilité résultant d'un bug qui aurait pu être détecté par le marchand dans l'environnement de test de l'application s'il avait réalisé les tests de base durant la période de pré-lancement de l'application, sauf si Ogone a omis de fournir à temps des informations précises et suffisantes (objectif du test, plan de test et description du test) pour concevoir et réaliser les tests.

Notification

Le marchand sera notifié par Ogone via la plate-forme e-payment et via e-mail à l'adresse mentionnée dans la plate-forme.

Exception

Si la panne (outage) dure moins de 15 minutes, ce temps ne sera pas pris en compte comme indisponibilité.

Lorsque deux périodes d'indisponibilité consécutives de moins de 15 minutes concernant le même problème sont séparées par une brève période de disponibilité (de moins de 15 minutes et d'une durée inférieure à celle des deux périodes d'indisponibilité), le temps d'arrêt compte comme période d'indisponibilité à partir du début de la première période d'indisponibilité jusqu'à la fin de la seconde période d'indisponibilité.

2.3. Niveaux de service

L'utilisateur a accès à un rapport mensuel sur les interruptions de service avec les données nécessaires (date, durée et raison de l'indisponibilité) permettant au marchand de calculer l'indisponibilité du système.

2.4. Support

2.4.1. Support de première ligne

Le service desk de Fedict est le point de contact unique pour tous les incidents et requêtes de service, pour les services offerts par Fedict.

Le service desk de Fedict est disponible

- par téléphone entre 8 et 18 heures les jours ouvrables de l'administration fédérale :

078 15 03 14 (FR)

078 15 03 13 (NL)

- Ce numéro est uniquement destiné à l'utilisateur, en tant qu'institution publique.

- Par e-mail: servicedesk@fedict.belgium.be

- Par formulaire Web, disponible en permanence via www.fedict.belgium.be

Niveau de service : temps de réponse aux appels téléphoniques

- Endéans les 30 secondes, mesurés sur base mensuelle

Niveau de service : temps de réponse aux e-mails

- Endéans les 5 heures, mesurés sur base mensuelle

Niveau de service : escalade

Les incidents auxquels aucune réponse n'est offerte dans le respect des objectifs fixés sont reportés à un niveau supérieur.

2.4.2. Support supplémentaire

Pendant les heures de support de Fedict, l'utilisateur contactera le service desk de Fedict qui entretiendra les contacts avec les prestataires de services.

En dehors des heures de support de Fedict, l'utilisateur contactera le support Ogone (24/7 Hotline) au numéro mentionné dans la page contact du back-office (02/286.96.11). Ce numéro de téléphone est connecté à un voice-mail géré par l'équipe technique d'Ogone. Ce numéro peut être changé moyennant un préavis d'une semaine ; le marchand en sera averti par e-mail à l'adresse mentionnée dans le back-office. Le marchand communiquera son PSPID/institution/nom/numéro de téléphone et décrira son problème.

Ou par e-mail à support@ogone.com, en mentionnant : PSPID/institution/nom/numéro de téléphone et description du problème.

Fedict et les prestataires de services peuvent diffuser des messages de service aux utilisateurs.

2.5. Rapports et évaluation

Chaque marchand dispose, via la plate-forme (back-office) d'e-payment d'Ogone, de rapports détaillés sur les transactions.

2.6. Modification des niveaux de service

Les niveaux de service sont d'application pour la durée du contrat.

2.7. Terminologie

Utilisateur

Les services publics fédéraux, les services publics de programmation, les autres institutions fédérales, les parastataux, les Communautés, les Régions, les pouvoirs locaux, ainsi que les Commissions communautaires qui souhaitent faire appel au service et offrir les solutions de paiement de ce dernier aux utilisateurs finaux.

Utilisateurs finaux

Les citoyens et les entreprises – personnes physiques et personnes morales – qui, sur un site web, souhaitent utiliser une solution de paiement offerte via le service.

Site web

Le site web que crée un utilisateur dans le cadre d'un projet d'e-government.

Prestataire de services

Personne qui propose une solution de paiement via le service.

Service

Le service d'e-payment visé dans les cahiers spéciaux des charges et qui a pour but d'offrir un éventail de solutions de paiement aux services publics.

3. PARTIES ET SIGNATURE

Le service est offert à l'utilisateur par le Service public fédéral technologie de l'information et de la communication (Fedict).

L'utilisation du service est soumise aux conditions générales, à la présente convention d'utilisation, en ce compris le service Level Agreement, ainsi qu'aux directives techniques et autres de Fedict concernant le service.

En signant la présente convention d'utilisation, l'utilisateur se déclare d'accord avec les conditions générales des services de Fedict.

Signé le : 4 AOÛT 2014

Nom de l'utilisateur (nom institution publique, département) : administration communale de Tournai

Représentant de l'utilisateur (nom + fonction) : Mme Andrée PLANCOQ, directrice faisant fonction, par délégation, de directrice générale adjointe.

Signature :

Annexes :

- Annexe 1 : Règles relatives aux contestations de transactions avec les cartes de crédit et de débit

ANNEXE 1 : RÈGLES RELATIVES AUX CONTESTATIONS DE TRANSACTIONS AVEC LES CARTES DE CRÉDIT ET DE DÉBIT

CARTE DE CRÉDIT

Le prestataire de services garantit le paiement à Fedict, et aux autres services publics aux niveaux fédéral et fédéré s'ils respectent les exigences 3D Secure.

Les contestations de paiement par le titulaire de carte ne sont pas valables si la raison est qu'il prétend ne pas avoir effectué la transaction. Cette garantie de paiement est limitée aux transactions effectuées avec des cartes émises par des institutions émettrices de cartes appartenant à la zone intra-européenne. Les contestations pour cause de «non-identification du titulaire de carte» ne seront pas facturées.

La procédure de contestation («charge back») est appliquée comme suit :

1. Le titulaire de carte conteste une transaction auprès du prestataire de services.
2. Le prestataire de services fait savoir au titulaire de carte qu'un dossier a été ouvert.
3. Le prestataire de services demande au service public concerné une copie du ticket et/ou un autre document relatif à la transaction. La demande se fait par fax ou par courrier.
4. Si le service public concerné ne réagit pas dans les 15 jours, un rappel est envoyé.
5. Si le prestataire de services n'a toujours pas reçu de réponse 10 jours après la lettre de rappel, il débitera le service public concerné du montant de la transaction contestée et une lettre de confirmation sera envoyée.
6. Si le prestataire de services reçoit les informations dans les 15 jours (ou dans les 10 jours suivant la lettre de rappel), ces dernières seront d'abord analysées avant d'être envoyées au titulaire de carte. Si la documentation est incomplète ou illisible, le prestataire de services prendra contact avec le service public concerné.
7. Le titulaire de carte belge dispose ensuite de 15 jours pour réagir. Un titulaire de carte étranger dispose de plus de temps; ces délais sont fixés par les réglementations internationales de Visa International et MasterCard International.
8. Sur la base des documents reçus, 3 situations sont possibles (pour un titulaire de carte belge) :
 - a) Le titulaire de carte ne réagit pas dans les 15 jours. Son compte est débité et il en reçoit confirmation par lettre.
 - b) Le titulaire de carte réagit dans les 15 jours et accepte la transaction. Le dossier est alors résolu.
 - c) Le titulaire de carte réagit dans les 15 jours, mais n'accepte pas la transaction. Le prestataire de services prend contact avec le service public concerné pour obtenir des justificatifs/de la documentation supplémentaires.
9. Si le titulaire de carte n'est pas belge, il n'y a pas d'impact financier pour le service public concerné, car le prestataire de services ne débite pas immédiatement le service public.
10. Si le service public concerné demande au prestataire de services de recréditer le client, le service public concerné en question sera débité.

Le prestataire de services est prêt à soutenir les services publics concernés afin d'examiner projet par projet les modalités optimales d'utilisation des sites ainsi que leurs côtés pratiques. Cela permet de réduire au minimum le risque de «charge back».

CARTE DE DÉBIT

Si un titulaire de carte conteste un paiement qu'il a effectué au moyen de sa carte de débit BC/MC, il s'adressera à la banque qui a émis la carte.

En cas de contestation d'une transaction effectuée au moyen d'une carte de débit BC/MC, le titulaire de carte doit s'adresser au service public auquel le paiement s'adresse.

Fedict peut s'adresser au prestataire de services, si la contestation est due à un problème de traitement.

Si, pendant l'exécution du présent contrat, le service public constate un manquement au service fourni par le prestataire de services, manquement dû à ce dernier, il doit avertir Fedict, qui informera le prestataire de services (division relations clientèle) de ce manquement.

ANNEXE : E-PAYMENT TARIFICATION

TABLE DES MATIÈRES

1. COUT GENERAL

2. COUT TRANSACTIONNEL

2.1. Coût propre à la plate-forme e-payment (1)

2.2. Module de détection des fraudes

2.3. Coût lié à la solution de paiement utilisée

2.3.1. Coût relatif à l'utilisation de la solution carte de crédit (2)

2.3.2. Coût relatif à l'utilisation de la solution «carte de débit» (3)

2.3.3. Coût relatif à l'utilisation de la solution «Bank Transfert» (4)

2.3.4. Coût relatif à l'utilisation de la solution «Pay button»

2.4. Calcul du coût transactionnel

3. COUT PAR UTILISATEUR DU BACK OFFICE

1. COUT GENERAL

Tous les coûts dans ce document sont TVA incluse.

Le coût d'utilisation de la plate-forme e-payment Fedict est composé des éléments suivants:

1. Un coût d'installation (unique) afin d'obtenir un compte de production : 359,94 €
2. Un abonnement mensuel pour l'utilisation de la plate-forme : 37,50 €
3. Un coût à la transaction qui dépend du type de solution de paiement choisi. (Une description détaillée de ce coût transactionnel est expliquée ci-après)

2. COUT TRANSACTIONNEL

Le coût total d'une transaction effectuée sur la plate-forme e-payment Fedict est composé de 2 éléments :

1. Coût propre à la plate-forme e-payment (1)
2. Coût lié à la solution de paiement utilisée :
 - Solution carte de crédit Visa, Mastercard, (Eurocard) (2)

- Solution carte de débit (3)
- Solution «Bank Transfert» (4)
- Solution Pay button (aussi appelé netbanking) de plusieurs banques en Belgique:
 - * ING Home'Pay (5)
 - * Belfius Direct Net (6)
 - * CBC/KBC online (7)

2.1. Coût propre à la plate-forme e-payment (1)

Le coût d'une transaction propre à la plateforme e-payment dépend du volume de transaction mensuel qui est effectué sur cette plate-forme (Volume total de l'ensemble des applications publiques).

Voici un tableau décrivant ce coût :

1 à 2.499 transactions/mois	0,1815 €
2.500 à 9.999 transactions/mois	0,1694 €
Plus de 10.000 transactions/mois	0,1573 €

2.2. Module de détection des fraudes

Ogone met à disposition une série d'outils (authentification du payeur, 3-D Secure, filtres et blocages), afin de détecter et d'éviter les fraudes.

Configuration et setup du compte Ogone	90,75 €
Contribution mensuelle	12,10 €

2.3. Coût lié à la solution de paiement utilisée

Il existe aujourd'hui 4 types de solutions de paiement sur la plate-forme e-payment Fedict ayant chacune une tarification spécifique.

Les solutions de paiement disponibles sur la plate-forme e-payment sont:

- Solution carte de crédit Visa, Mastercard, (Eurocard)
- Solution carte de débit
- Solution «Bank Transfert»
- Solution Pay button (aussi appelé netbanking) de plusieurs banques en Belgique :
 - * ING Home'Pay
 - * Belfius Direct Net
 - * CBC/KBC online

2.3.1. Coût relatif à l'utilisation de la solution carte de crédit (2)

Le coût spécifique d'une transaction effectuée au moyen de la solution carte de crédit dépend de 2 éléments :

- montant de la transaction effectuée
- volume de transaction mensuel par carte de crédit effectué sur cette plate-forme (volume total de l'ensemble des applications publiques)

Voici un tableau détaillant le coût relatif à l'utilisation carte de crédit :

Montant moyen de la transaction	Nombre de transactions par mois			
	0 --> 100	101 --> 1.000	1.001 --> 10.000	10.001 --> 100.000
Montant <= 2,00 €	2,00 €	2,00 €	9,00 %	8,00 %
2,00 € > Montant >= 10,00 €	2,00 €	5,50 %	3,00 %	2,75 %
10,00 € > Montant >= 100,00	3,50 %	2,15 %	1,90 %	1,70 %
Montant > 100,00 €	1,90 %	1,60 %	1,40 %	1,10 %

Il est à noter que, pour cette solution de paiement, un coût administratif annuel par application de 211,75 € (TVA comprise) est demandé par l'acquéreur Atos Worldline.

2.3.2. Coût relatif à l'utilisation de la solution «carte de débit» (3)

Le coût relatif à la solution «carte de crédit» est un pourcentage du montant de paiements dédiés à cette solution, sans abonnement ni frais fixes. Ce pourcentage, compris entre 1 et 1,5 %, est déterminé sur base du chiffre d'affaires mensuel versé sur un numéro de compte créditeur. Si des administrations ont des comptes créditeurs différents et/ou une facturation séparée, le cumul de leurs chiffres d'affaires ne peut pas être pris en compte. Chacune des administrations aura donc son propre compteur. Les frais sont facturés mensuellement comme mentionné dans le bon de commande dans «informations de facturation».

Voici le détail du pourcentage à payer :

Chiffres d'affaires en eur/mois	Taux
0,00 - 2.500,00	1,50 %
2.500,00 - 10.000,00	1,20 %
> 10.000,00	1,00 %

Il est à noter que, pour cette solution de paiement, un coût d'activation unique par application de 32,24 € TVA comprise est demandé par le fournisseur Atos Worldline.

2.3.3. Coût relatif à l'utilisation de la solution «Bank Transfert» (4)

Cette solution de paiement ne requiert pas de coût transactionnel spécifique.

2.3.4. Coût relatif à l'utilisation de la solution «Pay button»

2.3.4.1 ING (5)

Le vendeur doit être titulaire d'un compte ING, soumis aux dispositions et conditions de la convention relative à ce compte. Le vendeur est redevable à ING d'une commission mensuelle égale à un pourcentage (hors TVA) du montant total des opérations Home'Pay créditées sur son compte au cours de la période concernée.

Les tranches suivantes sont d'application, en fonction du montant mensuel des opérations :

Montant mensuel des opérations	Pourcentage de Commission
0 – 1.500,9 €	2 %
à partir de 1.501,00 €	1 %

Les frais d'activation se montent à 250 EUR (unique).

2.3.4.2 Belfius (6)

Le marchand doit disposer d'un compte à vue Belfius. Ce compte sera crédité de tous les paiements relatifs aux achats effectués sur le site web.

L'installation Pay Button Belfius sur les sites commerçants est gratuite.

En dessous de 1.000 transactions par mois, l'utilisation du Pay Button Belfius reste gratuite.

Pour les sites dépassant le seuil des 1.000 transactions mensuelles, une commission de 0,24 d'euro TVA comprise par transaction est retenue.

2.3.4.3 CBC/KBC (7)

KBC/CBC tarifie par transaction 2 % sur le montant de la transaction, avec un minimum de 0,48 EUR (TVA comprise) par transaction.

Ces frais sont facturés par la banque directement au commerçant, et ne font pas partie des frais portés en compte par le Payment Provider.

Le compte destinataire doit être un compte CBC/KBC.

2.4. Calcul du coût transactionnel

Comme expliqué au point 2, le coût transactionnel est composé du coût lié à l'utilisation de la plate-forme e-payment pour effectuer une transaction et de la solution de paiement utilisée.

En conclusion : coût total d'une transaction est égal à : carte de crédit : tarif (1) + tarif (2)

Carte de débit : tarif (1) + tarif (3)

Bank Transfert : tarif (1) + tarif (4) = tarif (1) car tarif (3) = 0

Pay button : tarif (1) + tarif (4)

Exemple : estimation du coût total d'une transaction effectuée par carte de crédit

Hypothèse :

Volume de transaction mensuel de la plate-forme pour l'ensemble des applications publiques :
8.700 transactions

Volume de transaction mensuel avec carte de crédit comme solution de paiement :
5.650 transactions effectuées par carte de crédit au cours du mois

Transaction effectuée pour un montant de 20,00 €

Calcul :

Coût lié à la plate-forme (voir tableau 2.1) : 0,1694 €

Coût lié à la carte de crédit (voir tableau 2.2.1) : 1,90 % de 20,00 € = 0,38 €

Coût total de cette transaction (hors abonnement) : 0,1694 € + 0,38 € = 0,5494 €

3. COUT PAR UTILISATEUR DU BACK OFFICE

Dans le coût de la plate-forme, sont compris 5 utilisateurs par PSPID. Des utilisateurs supplémentaires peuvent être créés au tarif suivant :

- jusqu'à 10 utilisateurs : 45,00 €/mois de frais supplémentaires
- jusqu'à 20 utilisateurs : 60,00 €/mois de frais supplémentaires
- jusqu'à 50 utilisateurs : 90,00 €/mois de frais supplémentaires
- jusqu'à 100 utilisateurs : 135,00 €/mois de frais supplémentaires
- jusqu'à 200 utilisateurs : 200,00 €/mois de frais supplémentaires."

Monsieur le Conseiller communal **L. COUSAERT** sort de séance.

10. Eurométropole Tour 2014. Arrivée finale à Tournai. Convention. Approbation.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Lors de votre assemblée du 31 mars 2014, vous avez marqué votre accord sur la répartition des subsides à diverses associations parmi lesquels figure un subside de 35.000,00 € à l'ASBL Cazeau pédale Templeuve.

Ce subside a été octroyé dans le cadre de l'organisation par l'ASBL précitée de l'accueil à Tournai de l'arrivée finale de l'Eurométropole tour 2014, lequel se déroulera du 2 au 5 octobre 2014 inclus.

C'est l'ASBL Circuit Franco-Belge qui organise, sous licence du Royal Cazeau Pédale de Templeuve, l'Eurométropole Tour; la convention qui vous est proposée fixe entre l'ASBL précitée et la Ville les obligations réciproques des parties dans le cadre de l'organisation de ladite manifestation.

Une modification budgétaire est prévue pour que le subside de 35.000,00 € inscrit au profit du Cazeau pédale de Templeuve soit transféré à l'ASBL Circuit Franco-Belge.

En séance du 22 août 2014, nous avons émis un accord de principe sur les termes du projet de convention.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les termes de cette convention."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en séance du 31 mars 2014, a été approuvée la répartition des subsides à diverses associations, parmi lesquels figure un subside de 35.000,00 € à Cazeau Pédale Templeuve;

Considérant que ce subside a été prévu dans le cadre de l'organisation par l'ASBL précitée de l'accueil à Tournai de l'arrivée finale de l'Eurométropole Tour 2014, lequel se déroulera du 2 au 5 octobre 2014 inclus;

Considérant que c'est l'ASBL Circuit franco-belge qui organise, sous licence du Royal Cazeau pédale de Templeuve, l'Eurométropole Tour;

Considérant qu'une modification budgétaire est prévue pour que le subside de 35.000,00 € inscrit au profit de Cazeau pédale Templeuve soit transféré à l'Asbl Circuit franco-belge;

Considérant qu'en vue de préciser les modalités de l'organisation de l'Eurométropole tour et de fixer les obligations réciproques des parties, il convient de conclure une convention entre l'ASBL Circuit franco-belge et la Ville de Tournai;

Considérant qu'en séance du 22 août 2014, le Collège communal a émis un accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur les termes du projet de convention;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur les termes de la convention dont les termes suivent :

" Entre d'une part :

L'ASBL Circuit franco-belge représentée par :

MM. Louis COUSAERT et Jean-Marie ORLANDI de l'organisation, habilités à l'effet des présentes,

et d'autre part :

La Ville de Tournai, représentée par :

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur le Directeur général adjoint, Thierry LESPLINGART, agissant au nom du Conseil communal.

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

- 1°) sous licence du Royal cazeau pédale de Templeuve, club inscrit sous le matricule 735 à la R.L.V.B., l'ASBL Circuit franco-belge organise l'Eurométropole tour, compétition inscrite à l'Union cycliste internationale en catégorie "UCI Europe tour" qui se déroulera du 2 au 5 octobre 2014 inclus.
- 2°) en sa qualité d'organisateur, l'ASBL Circuit franco-belge développe des relations privilégiées de partenariat avec les collectivités locales ou les sociétés d'accueil de l'Eurométropole Tour, auxquelles elle apporte, outre son expérience et son savoir-faire technique, des possibilités de promotion et de communication appréciables.

En contrepartie, les collectivités doivent prendre l'engagement, préalablement à l'acceptation de leur candidature par l'ASBL Circuit franco-belge, de :

- a. fournir des prestations de qualité, conformes à la réputation et à l'image de l'Eurométropole Tour et répondant aux exigences d'une compétition sportive de haut niveau international
 - b. prêter leur concours actif à l'ASBL Circuit franco-belge pour la préparation et le déroulement de la manifestation, notamment en mettant à sa disposition les locaux, installations et matériels nécessaires
 - c. de régler la contribution financière d'un montant de 35.000,00 € (toutes taxes comprises) à l'ASBL Circuit franco-belge au compte BE92 1715 0001 8123 (CPH) ou BE43 0016 7191 1501 (BNP). Cette somme sera imputée via l'article budgétaire 76401/332-02
 - d. et, de façon générale, d'observer et de faire observer les dispositions de toute nature arrêtées d'un commun accord avec les représentants habilités de l'ASBL Circuit franco-belge spécialement lorsqu'elles visent le site arrivée.
- 3°) la Ville de Tournai a, en connaissance des exigences de l'ASBL Circuit franco-belge ci-dessus rappelées, posé sa candidature pour accueillir l'Eurométropole Tour, compte tenu :
- a. de l'impact médiatique que représente une arrivée de l'Eurométropole Tour par l'intermédiaire de la presse écrite et télévisée
 - b. des retombées économiques pour le commerce local.
- 4°) la renommée grandissante de l'Eurométropole tour et son statut "UCI Europe tour" par l'Union cycliste internationale entraînent un nombre croissant de candidatures de villes désireuses d'accueillir chez elles cette manifestation sportive.

D'autre part, l'ASBL Circuit franco-belge souhaite rester fidèle aux communes qui lui ont témoigné leur confiance depuis de nombreuses années.

Afin de planifier la répartition des villes d'une façon objective et efficace dans les éditions futures, l'ASBL Circuit franco-belge propose à toute commune qui souscrit un partenariat de s'engager pour plusieurs années en ce qui concerne la mise sur pied d'un départ, d'une arrivée ou d'un contre la montre.

Arrivée finale à Tournai le 5 octobre 2014.

La Ville de Tournai étant intéressée par cette proposition, les parties se sont en conséquence rapprochées pour préciser les conditions de leur partenariat.

Ceci exposé, et qui forme la base du présent accord, les parties ont ensuite convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} - OBJET

L'ASBL Circuit franco-belge accepte, selon les clauses, charges et conditions figurant aux présentes, que la Ville de Tournai accueille l'arrivée finale de l'Eurométropole tour à Tournai, le dimanche 5 octobre 2014.

Dès que le parcours de l'Eurométropole tour aura été rendu public par l'ASBL Circuit franco-belge, la Ville de Tournai pourra, dans sa communication, faire état de qualité de Ville site d'arrivée finale.

Les dispositions fixées ci-après définissent les obligations réciproques des parties durant la durée de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

2.1. L'ASBL Circuit franco-belge s'attachera en tant qu'organisateur à mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour offrir à la Ville de Tournai et au public présent un événement sportif de haute qualité.

A cet égard, elle s'engage dès à présent :

- à obtenir, pour le prochain Eurométropole tour, la participation des meilleures équipes cyclistes d'élite avec contrat (Pro Team et UCI Continentales Pro)
- à permettre à la Ville de Tournai :
 - * d'assurer sa promotion, notamment par l'intermédiaire des nombreux médias présents sur l'épreuve
 - * de mettre en place diverses animations pour les personnalités invitées, comme précisé à l'article 4 ci-après
 - * que l'étape du jour se termine par minimum 3 circuits locaux de 15 à 20 km empruntant de larges routes sans franchissement de passage à niveau.

2.2. de son côté, la Ville de Tournai s'engage, en ce qui la concerne :

2.2.1. à fournir à l'ASBL Circuit franco-belge :

- toutes les informations indispensables pour organiser sa promotion avec les supports de communication idoines de l'Eurométropole tour 2014
- toute l'aide utile au succès des éventuelles démarches administratives et autres, nécessaires à l'organisation de l'événement

2.2.2. à prendre ou à faire prendre toutes les mesures de police :

- pour interdire la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies urbaines empruntées par l'épreuve une heure avant le passage des coureurs et pour les réglementer sur les voies adjacentes. La sécurité sera assurée par la police aidée de signaleurs placés par le Royal cazeau pédale de Templeuve.

Les frais de police sont à la charge de la Ville de Tournai

- pour préserver le respect des emplacements nécessaires au bon déroulement de la manifestation
- pour garantir la sécurité des concurrents et des spectateurs, spécialement sur le site d'arrivée
- pour interdire la pose de banderoles et de panneaux autres que ceux mis en place par l'organisateur, ainsi que les ventes sauvages sur le site d'arrivée
- pour assurer à l'ASBL Circuit franco-belge et à ses représentants toute liberté de manœuvre pendant la préparation et le déroulement de la manifestation

2.2.3. à préserver la gratuité des accès au public sur le site d'arrivée, et plus généralement sur les lieux du passage de l'Eurométropole tour

2.2.4. à prendre les dispositions nécessaires pour que de bonnes conditions d'hygiène soient assurées sur le site d'arrivée et en particulier pour que le public puisse y disposer d'installations sanitaires, mobiles de préférence

2.2.5. à définir en collaboration avec l'organisation le point de passage obligé (P.P.O.) ainsi que l'évacuation et la dérivation générale des véhicules.

ARTICLE 3 - COMPETENCES EXCLUSIVES DE L'ASBL CIRCUIT FRANCO-BELGE

Il est expressément reconnu que l'ASBL Circuit franco-belge a seule compétence :

- pour traiter des questions liées directement à l'organisation sportive de l'épreuve et, notamment, pour choisir le parcours et le site d'arrivée de commun accord avec la Ville de Tournai
- pour coordonner les opérations techniques de mise en place du site d'arrivée, même si certaines de ces opérations sont assurées avec l'aide matérielle de la ville d'accueil

Il est également admis que l'ASBL Circuit franco-belge est libre du choix des partenaires commerciaux sur l'épreuve et sur les lieux où celle-ci se déroule.

ARTICLE 4 - RELATIONS PUBLIQUES

Sur le site d'arrivée et dans un local approprié, peut être prévue une réception à charge de la collectivité qui accueille. Prévoir un discours du responsable local et du Président de l'ASBL Circuit franco-belge.

Nom du local : bus super VIP mis en place par l'organisation.

rue : boulevard des Nerviens - Localité : 7500 Tournai

L'organisateur de l'Eurométropole tour s'engage à assurer lui-même diverses prestations destinées aux invités pour leur permettre notamment d'organiser leurs relations publiques :

- 4 invitations pour la présentation officielle de l'épreuve (conférence de presse, présentation des villes étapes sur écran et repas) organisée \pm 15 jours avant le départ de l'épreuve
- le jour de l'épreuve :
 - * sur le site de départ, un espace VIP accessible uniquement aux détenteurs d'un laissez-passer de l'organisation
 - * sur le site d'arrivée un espace VIP accessible uniquement aux détenteurs d'un laissez-passer de l'organisation
 - * quatre panneaux ou banderoles publicitaires sur le site de départ
- Monsieur le bourgmestre ou son représentant est invité à participer au repas SUPERVIP et à suivre l'étape dans un véhicule de la direction
- 25 invitations au repas VIP départ avec possibilité pour 10 VIP de participer au repas super VIP et de suivre la totalité de l'étape
- 20 invitations supplémentaires pour accéder au village VIP d'entrée
- mise à disposition d'un garden (stand personnalisé) pour l'accueil des invités de la Ville au repas VIP
- sur le podium d'arrivée, une place réservée à Monsieur le Bourgmestre ou son représentant
- aux abords de la ligne d'arrivée, possibilité de prévoir des emplacements pour buvette et/ou marchands ambulants sous réserve d'accord écrit préalable avec l'ASBL Circuit franco-belge
- mise à disposition d'un encart publicitaire dans le road-book distribué à tous les invités (environ 3.000 exemplaires)

ARTICLE 5 – ASSURANCES

L'ASBL Circuit franco-belge déclare que les risques dont il assume la responsabilité en tant qu'organisateur de l'Eurométropole tour, sont couverts par la police suivante :

Assurance de la FCWB pour la responsabilité civile pendant la course et celle complémentaire de l'épreuve :

Contrat AG Insurance n° 99-092-999 souscrit par la FCWB pour le compte de l'organisateur de l'Eurométropole tour.

GUIDE TECHNIQUE – CAHIER DES CHARGES

Charges liées à l'organisation technique et sportive d'arrivée :

1. A charge de l'ASBL Circuit franco-belge

De façon générale, l'ASBL Circuit franco-belge fournira les installations, matériel et personnels nécessaires à l'organisation itinérante de l'épreuve, sous réserve des prestations techniques relevant de la responsabilité de la ville d'accueil détaillées au point 2.

L'ASBL Circuit franco-belge se charge de la fourniture, du montage et du démontage des équipements suivants :

- fléchage des accès au site d'arrivée
- portique d'arrivée installé au boulevard des Nerviens
- arche gonflable annonçant le dernier kilomètre installée à la chaussée de Renaix (Tournai)
- arche gonflable annonçant les trois derniers kilomètres à la chaussée de Renaix (Rumillies)
- les installations du camion-portique pour la photo-finish
- les installations pour le contrôle antidopage
- le podium protocolaire destiné à la remise des maillots (16 m x 8 m) + locaux interviews
- bus super VIP de 80 places (16,50 m x 6,50 m)
- installation du bar mobile à l'intention des VIP (15 tables hautes)
- nacelle TV et installation pour la télévision
- prestation du speaker officiel Daniel MANGEAS et de son installation sur la ligne d'arrivée
- organisation de plusieurs passages de la ligne d'arrivée (4 fois minimum)
- fourniture des affiches annonçant l'évènement.

2. A charge de la Ville de Tournai

- placement des affiches reçues de l'ASBL Circuit franco-belge
- prendre les mesures nécessaires par rapport au TEC
- assurer la sécurité tout au long du circuit local (police)
- installation de 100 m de barrières héras selon les plans
- installation de 700 m de barrières nadar selon les injonctions du responsable du site d'arrivée
- respect du guide technique par rapport à la publicité de la ville d'accueil
- le tracé de la ligne d'arrivée (quelques jours avant l'épreuve) selon les normes obligatoires + la ligne des photographes
- montage d'une tribune destinée aux porteurs de laissez-passer officiel (une centaine de places)
- l'apport d'électricité via coffret forain disponible dès 10 heures le matin
- l'apport d'eau potable à proximité
- prévoir les poubelles à l'arrière des espaces VIP et du public
- l'achat de 9 gerbes de fleurs pour la cérémonie protocolaire
- organiser une ou deux réunions préparatoires avec tous les services compétents
- prévoir des vestiaires au hall des sports de 13 heures 30 à 17 heures 30

- mettre à disposition 2 locaux de l'école du Château avec l'accord de son directeur et accessibles dès le dimanche matin
- l'installation temporaire d'une ligne ISDN avec wi-fi libre d'accès dans la salle de presse située à l'école du Château + 15 prises 2A ainsi que des boissons et sandwiches pour 15 personnes
- déléguer la gestion des parkings et dérivation au responsable de la ligne d'arrivée de l'ASBL Circuit franco-belge en collaboration avec la police
- prévoir les endroits de stationnement pour les motos, voitures, bus, camion jusqu'à 20 heures en collaboration avec les forces de l'ordre
- communiquer au responsable du protocole les coordonnées des 4 personnalités "locales" qui auront accès à la cérémonie protocolaire selon les modalités prévues dans le guide technique
- la mise en place de ballots de paille (une dizaine) pour sécuriser les endroits dangereux
- l'installation de la roulotte "toilettes mobiles"
- la mise à disposition de personnel APS afin de garantir la sécurité
- la mise à disposition d'un bus de la Ville de Tournai destiné au transport des invités durant 2 journées dont la dernière étape, Mons - Tournai, le dimanche 5 octobre 2014.

DATE D'EFFET

La présente convention prendra effet à la date de signature par les parties.

Fait à, le.....".

11. Projet INTERREG IV "Dostrade ". Charte de l'Escaut. Approbation.

Monsieur l'Echevin **P. ROBERT** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le protocole d'accord 2014-2016 du contrat de Rivière Escaut-Lys (CREL) a été validé en 2013 par M. Carlo DI ANTONIO, Ministre des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité, de la nature, de la forêt et du patrimoine.

Il a ensuite été approuvé en séance du Conseil communal le 16 septembre 2013.

Ce protocole d'accord reprend un certain nombre d'actions proposées par les membres du contrat de rivière Escaut-Lys (CREL) pour améliorer la gestion de notre ressource en eau et informer et sensibiliser les citoyens.

Le contrat de rivière Escaut-Lys (CREL), l'Agence intercommunale de développement (IDETA), les provinces de Flandre occidentale et Flandre orientale et le département du Nord sont partenaires d'un projet européen INTERREG IVA France-Wallonie-Vlaanderen dénommé «Dostrade».

Ce projet franco-belge a pour but de repenser la vallée du Haut-Escaut (de Cambrai à Gavere-Gand) dans ses différentes composantes (économie, tourisme, culture, écologie ou encore paysage) et s'inscrit dans

une dynamique transfrontalière visant à faire émerger une vision de développement durable et intégrée de la vallée de l'Escaut.

L'équipe de coordination Dostrade a rencontré les membres du Collège communal en sa séance du 13 juin 2014 afin de faire un point sur le projet et de présenter les éléments de la charte pour la vallée du Haut-Escaut sachant qu'il s'agit d'un engagement moral proposé à l'ensemble des communes situées le long de la vallée transfrontalière.

Cette charte est la concrétisation du projet et a été élaborée à partir des ateliers organisés avec les acteurs du territoire sur base de l'étude diagnostic du bureau d'étude JNC International & Prospect.

Elle reprend les enjeux de la vallée, une vision de développement à moyen terme et les orientations à suivre ou à mettre en place par les acteurs du territoire afin d'atteindre cette vision.

Le projet a démarré en 2012 et a tenu sa conférence de clôture à Avelgem le jeudi 19 juin 2014.

Le Collège communal en sa séance du 13 juin 2014 a marqué son intérêt pour ce projet et a autorisé la signature de la charte par l'un de ses représentants compte tenu de son caractère non contraignant.

Il appartient à votre assemblée d'approuver la charte du Projet INTERREG IV «Dostrade» (trajet de développement durable de la vallée de l'Escaut)."

Par 34 voix pour et 2 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la validation en 2013 du protocole d'accord 2014-2016 du contrat de rivière Escaut-Lys (CREL) par M. Carlo DI ANTONIO, Ministre des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité, de la nature, de la forêt et du patrimoine;

Vu son approbation en séance du Conseil communal le 16 septembre 2013;

Considérant que ce protocole d'accord reprend un certain nombre d'actions proposées par les membres du contrat de rivière Escaut-Lys (CREL) pour améliorer la gestion de notre ressource en eau et informer et sensibiliser les citoyens;

Considérant que le contrat de rivière Escaut-Lys (CREL), l'Agence intercommunale de développement (IDETA), les provinces de Flandre occidentale et Flandre orientale et le département du Nord sont partenaires d'un projet européen INTERREG IVA France-Wallonie-Vlaanderen dénommé «Dostrade»;

Considérant que ce projet franco-belge a pour but de repenser la vallée du Haut-Escaut (de Cambrai à Gavere-Gand) dans ses différentes composantes (économie, tourisme, culture, écologie ou encore paysage) et s'inscrit dans une dynamique transfrontalière visant à faire émerger une vision de développement durable et intégrée de la vallée de l'Escaut;

Considérant que l'équipe de coordination Dostrade a rencontré les membres du Collège communal en sa séance du 13 juin 2014 afin de faire un point sur le projet et de présenter les éléments de la Charte pour la vallée du Haut-Escaut sachant qu'il s'agit d'un engagement moral proposé à l'ensemble des communes situées le long de la vallée transfrontalière;

Considérant que cette charte est la concrétisation du projet et a été élaborée à partir des ateliers organisés avec les acteurs du territoire sur base de l'étude diagnostic du bureau d'étude JNC International & Prospect;

Considérant que la charte reprend les enjeux de la vallée, une vision de développement à moyen terme et les orientations à suivre ou à mettre en place par les acteurs du territoire afin d'atteindre cette vision;

Considérant que le projet a débuté en 2012 et a tenu sa conférence de clôture au centre Spikkerelle à Avelgem le jeudi 19 juin 2014 de 14 heures 30 à 17 heures;

Considérant la décision du Collège communal en sa séance du 13 juin 2014 qui a marqué son intérêt pour ce projet et a autorisé la signature de la charte par l'un de ses représentants compte tenu de son caractère non contraignant;

Sur proposition du Collège communal;

Par 34 voix pour et 2 abstentions;

DECIDE :

d'approuver les termes de la charte du projet INTERREG IV «DOSTRADE» (trajet de développement durable de la vallée de l'Escaut) dont les termes suivent :

HET SCHELDE CHARTER :

**Een partnerschap en engagement
om de Vallei van de *Bovenschede* duurzaam te
ontwikkelen met
als horizon 2030
GEDEELDE VISIE en WAARDEN, GEZAMELIJKE ACTIES**

LA CHARTE DE L'ESCAUT :

**Un partenariat et un engagement
pour le développement durable de la Vallée du
Haut-Escaut
à l'horizon 2030
VISION et VALEURS PARTAGÉES,
ACTIONS COMMUNES**

VOORWOORD

Het “Bovenschelde Charter” of “Bovenschelde Pact” is een **intentie overeenkomst**. Het is als een moreel engagement te beschouwen.

De ondertekenaars van dit Charter verbinden zich er toe om de **Vallei van de Bovenschelde**, van de bron in Frankrijk tot Gavere in België, op “**duurzame**” wijze te ontwikkelen en **dit over de grenzen heen**.

Meer dan 30 gemeenten en steden zijn gelegen in de Vallei van de Bovenschelde. Ze maken deel uit van de Provinciën West-Vlaanderen en Oost-Vlaanderen, Henegouwen in België en het Département du Nord in Frankrijk.

PREAMBULE

La «Charte du Haut-Escaut» ou «Pacte du Haut-Escaut» est une **déclaration d'intention**. Il s'agit d'un engagement moral.

Les signataires de cette Charte s'engagent à développer **la Vallée du Haut-Escaut**, de la source en France à Gavere en Belgique, et ce, de manière **durable et au-delà des frontières**.

Plus de 30 communes et villes sont situées dans la Vallée du Haut-Escaut. Elles font partie des Provinces de Flandre Occidentale ou Orientale, du Hainaut (Belgique) ou du Département du Nord (France).

HOOFDSTUK 1 :

STUDIE VALLEI VAN DE BOVENSCHELDE

Artikel 1 : De ondertekenaars nemen akte van de studie “Een toekomstvisie voor de Vallei van de Bovenschelde met horizon 2030” gerealiseerd in het jaar 2013-2014 door het studiebureau JNC International & Prospect in het kader van het Interreg IVA project DOSTRADE. Dit grensoverschrijdend project is officieel gestart op 14 juni 2013 te Doornik.

Dostrade is een acronym voor duurzaam ontwikkelingstraject voor de ontwikkeling van de Schelde.

Deze grensoverschrijdende studie van Cambrai (Fr.) tot Gavere (België), over een lengte van meer dan 120 km en ca 2,5 km breed, bevat een beschrijvend gedeelte, een diagnose van de Vallei en een **toekomstvisie met 5 strategische hefboomthema's** of clusters genoemd.

De invalshoek van de studie is **integraal en geïntegreerd**. Zowel socio-economische, socio-culturele als ecologische aspecten komen aan bod komen en worden in samenhang geplaatst.

Artikel 2 : Er is gekozen voor een co-creatie proces bij de visieontwikkeling met verkozenen, experts, ambtenaren, verantwoordelijken van de diverse sectoren,....

Het eindrapport van de studie integreert dan ook de opmerkingen en ideeën zoals geformuleerd tijdens de vier ronde tafels over een visie voor de Bovenschelde (12 november en 04 december 2013, 4 en 25 februari 2014).

De volledige studie en de resultaten van de verschillende ronde tafels zijn beschikbaar op het digitaal Schelde platform www.dostrade.eu en de ondertekenaars nemen er akte van.

HOOFDSTUK 2 :

GLOBALE VISIE

Artikel 3 : De ondertekenaars engageren zich om de **toekomstvisie**, zoals ontwikkeld door het studiebureau en de deelnemers aan vier ronde

CHAPITRE 1 :

ETUDE DE LA VALLÉE DU HAUT-ESCAUT

Article 1 : Les signataires prennent connaissance de l'étude «**vers l'émergence d'une vision transfrontalière d'avenir pour la Vallée du Haut-Escaut à l'horizon 2030**» réalisée par le bureau d'étude JNC International & Prospect en 2013-2014 dans le cadre du projet Interreg IVA DOSTRADE. Ce projet transfrontalier a été officiellement lancé le 14 juin 2013 à Tournai.

Dostrade est l'acronyme de «Trajet de développement durable pour la Vallée du Haut-Escaut».

Cette étude transfrontalière de Cambrai (France) à Gavere (Belgique, près de Gand), d'une longueur de plus de 120 km et d'une largeur de 2,5 km environ, comprend une analyse, un diagnostic de la Vallée et une **vision d'avenir** avec la désignation de **5 thématiques stratégiques**.

L'étude est **intégrale et intégrée**, c'est-à-dire qu'elle intègre tant les aspects socio-économiques, socioculturels qu'écologiques et cela, dans un esprit de cohésion.

Article 2 : La vision de développement du projet Dostrade a été menée dans un processus de cocréation avec les élus, les techniciens, les experts, les responsables des différents secteurs, etc. Le rapport final de l'étude intègre donc les remarques et suggestions qui ont été formulées lors des quatre ateliers autour du futur de la Vallée du Haut-Escaut (12 novembre et 4 décembre 2013, 4 et 25 février 2014).

L'étude complète et les résultats des différents ateliers peuvent être consultés sur la plateforme digitale du Haut-Escaut www.dostrade.eu. Les signataires en prennent connaissance.

CHAPITRE 2 :

VISION GLOBALE

Article 3 : Les signataires s'engagent sur la **vision d'avenir**, comme définie par le bureau d'étude et les participants des quatre ateliers de travail

tafels, als leidraad te nemen voor het handelen. Deze visie is goedgekeurd door de stuurgroep. De toekomstvisie met als horizon 2030 luidt:

De grensoverschrijdende Vallei van de Bovenschelde wil uitgroeien tot een gastvrije, dynamische, solidaire en culturele regio met centraal de Schelde als blauw-groene verbindingssas tussen de regio's, gemeenten en steden.

De Vallei zoekt de samenwerking op met aanpalende regio's en riviervalleien.

Deze toekomstvisie wordt als leidraad genomen voor nieuwe ontwikkelingsinitiatieven in de vallei van de Bovenschelde.

HOOFDSTUK 3 :

STRATEGISCHE THEMA'S EN GEDEELDE WAARDEN

Artikel 4 : De ondertekenaars zien 5 strategische thema's als belangrijk om deze visie concreet gestalte te geven in de Vallei van de Bovenschelde: **landbouw, wonen, industrie, toerisme & cultuur, natuur.**

Artikel 4 § 1 :

1. De landbouw is van oudsher een vaste waarde in de Vallei van de Bovenschelde en een duurzame ontwikkeling dient haar verder te verankeren in de Vallei.
2. De Bovenschelde zal zich o.a. via het "Seine-Noord Europa" project verder ontplooiën als economische en transport slagader.
3. Zoals de Leie biedt de Scheldevallei volop ruimte voor een ontwikkeling van toerisme en cultuur waar authentieke beleving centraal staat.
4. Het ecologische potentieel van de Vallei dient verder versterkt te worden.
5. De gemeenten en steden zullen zich verder oriënteren als duurzame woon- en levensruimtes met een blik op de Schelde.

et validée par le comité de pilotage du projet Dostrade.

La vision d'avenir à l'horizon 2030 s'énumère comme suit :

La Vallée transfrontalière du Haut-Escaut deviendra dans le futur une région accueillante, dynamique, solidaire et culturelle, avec l'Escaut comme trame bleue et verte centrale et lien entre les régions, les communes et les villes.

La Vallée est avide de coopération avec les régions et les vallées fluviales voisines.

Cette vision d'avenir doit être une référence pour les nouvelles initiatives de développement territoriales liées au territoire de la Vallée du Haut-Escaut.

CHAPITRE 3 :

THEMATIQUES STRATEGIQUES ET VALEURS PARTAGEES

Article 4 : Les signataires s'engagent à rendre concrète la vision en privilégiant les 5 thématiques stratégiques suivantes dans la Vallée du Haut-Escaut : **l'agriculture, l'habitat, l'industrie, le tourisme et la culture, la nature.**

Article 4 § 1 :

1. L'agriculture reste un pilier essentiel pour la Vallée du Haut-Escaut et s'ancrera davantage dans la Vallée dans une logique de développement durable.
2. Le Haut-Escaut se développera davantage comme une veine économique et de transport, entre autres via le projet «Seine-Nord Europe».
3. La Vallée de l'Escaut offrira un fort potentiel pour les sites touristiques et de culture, ce qui permettra un sentiment d'appartenance fort au territoire.
4. Le potentiel écologique de la Vallée doit être renforcé.
5. Les communes et villes s'orienteront vers l'Escaut, comme des lieux de vie et d'habitat durables.

Artikel 4 § 2 : De ondertekenaars engageren zich om bij het ondernemen van concrete acties in deze strategische thema's bijzondere aandacht te schenken aan volgende aspecten:

a. de waterkwaliteit

b. de ecologische kwaliteit

c. de kwaliteit op het vlak van mobiliteit en transport

d. de ruimtelijke en landschappelijke kwaliteit

Deze aspecten zijn dermate belangrijk dat ze als een rode draad lopen doorheen de ontwikkeling van de verschillende clusters.

Zij kunnen echter ook op zich een afzonderlijke cluster vormen met een waaier aan concrete acties.

Artikel 5 : De ondertekenaars engageren zich om bij het uitwerken van concrete acties rekening te houden met elkaar en de krachten te bundelen.

Respect is één van de belangrijkste waarden in de visie en is inherent aan elke actie, aan elke vorm van samenwerking. Tijdens de samenwerking zijn waarden zoals **innovatie, durf, ambitie**,... belangrijk.

Artikel 6 : De ondertekenaars engageren zich om te **communiceren** over de identiteit van de Vallei van de Bovenschelde als "een gastvrije, inspirerende, dynamische, solidaire en culturele regio met centraal de Schelde als blauw-groene verbindingssas tussen de regio's, gemeenten en steden".

Territoriale marketing dient alle kansen te krijgen.

HOOFDSTUK 4 :

PLATFORM GEDACHTE

SUBSIDIERINGSMOGELIJKHEDEN

Artikel 7 : De ondertekenaars hebben via het Interreg IVA Dostrade project ervaren dat krachtenbundeling over de geografische grenzen, over de sectoren en over de bestuurslagen heen een meerwaarde is om concrete acties te ondernemen.

Article 4 § 2 : Les actions concrètes doivent être menées en vue de préserver, développer et mettre en valeur les aspects suivants :

a. l'eau

b. le patrimoine naturel

c. la mobilité et les transports

d. l'espace et le paysage

La qualité et la gestion de ces aspects doivent être pris en compte. Ceux-ci doivent servir de fil conducteur à l'ensemble des actions entreprises dans le cadre de l'application de la vision.

Ils peuvent aussi être considérés comme des thématiques à part entière avec une série d'actions concrètes.

Article 5 : Les signataires s'engagent à rassembler leurs forces pour mettre en oeuvre des actions concrètes. Le **respect** des partenaires est une des valeurs les plus importantes qui doit être inhérente à l'action, à la coopération et à la vision. De même, **l'innovation, l'audace et l'ambition** sont des valeurs essentielles.

Article 6 : Les signataires s'engagent à **communiquer** sur l'identité de la Vallée du Haut-Escaut en tant que «région accueillante, inspirante, dynamique et culturelle avec l'Escaut comme trame bleue et verte centrale et lien entre les régions, les communes et les villes».

Il s'agit de l'inclure dans une démarche de **marketing territorial**.

CHAPITRE 4 :

IDEE D'UNE PLATEFORME

POSSIBILITES DE SUBSIDES

Article 7 : Les signataires s'inspireront du projet Interreg IVA Dostrade qui a permis l'union de forces au-delà des frontières géographiques, des secteurs et des niveaux administratifs, afin de mener des actions transfrontalières concrètes.

Ze engageren de samenwerking verder te zetten als een **grensoverschrijdend PLATFORM voor de Vallei van de Bovenschelde**.

Dit grensoverschrijdend platform dient als een ontmoetingsplaats beschouwd te worden waar onderzoek, kennis, ervaring, inzichten en middelen gebundeld worden. Het is de drijvende kracht en is als een samenwerkingsverband te beschouwen om de doelstellingen van het charter om te zetten in concrete acties.

Artikel 8 : Het platform zal grensoverschrijdende initiatieven ondernemen dewelke toelaten om de regio duurzaam te ontwikkelen in de lijn van de visie.

Artikel 8 § 1 : De Vallei van de Bovenschelde en de geformuleerde visie vertonen kenmerken dewelke van die aard zijn dat ze onder het "**Mens en biosfeer**" programma van de UNESCO kunnen vallen.

Het "Mens and Biosfeer" programma is een **platform** van samenwerking, vorming, experiment tussen de verschillende stakeholders van een regio met als **doel** de regio "duurzaam" te ontwikkelen. Er is bijzondere aandacht voor de relatie tussen socio-economische, socio-culturele activiteiten en de natuurgebieden van een regio.

Momenteel bestaan er 13 grensoverschrijdende Mens en Biosfeer gebieden wereldwijd op een totaal van ca 650 erkende Mens en Biosfeer gebieden.

Een nominatie-procedure kan worden ondernomen om de Vallei van de Bovenschelde te laten erkennen als "Mens and Biosfeer Reserve" van de UNESCO.

Artikel 8 § 2 : De Vallei van de Bovenschelde kan aanspraak maken op een aantal financieringsprogramma's (o.a. Interreg V, LIFE,...). De ondertekenaars bundelen de krachten om concrete realisaties op het terrein te laten financieren door deze programma's.

Artikel 9 : Het huidige **digitale platform** www.dostrade.eu blijft bestaan maar zal desgevallend opereren onder een andere

Ils s'engagent à poursuivre la dynamique de collaboration comme une **PLATEFORME transfrontalière pour la Vallée du Haut-Escaut**.

Cette plateforme transfrontalière sera une plateforme d'animation pour faciliter les rencontres, où les connaissances, l'expérience, la recherche et les moyens seront assemblés. Elle sera une force motrice pour faire appliquer les objectifs de la charte en actions concrètes et sera considérée comme un instrument de coopération.

Article 8 : La plateforme fera émerger des projets transfrontaliers qui permettront de créer une dynamique de développement durable du territoire, dans le cadre de la vision.

Article 8 § 1 : La Vallée du Haut-Escaut et sa vision d'avenir ont des caractéristiques qui la rendent éligible au **programme «Man and Biosphere» de l'UNESCO**.

Le programme «Man and Biosphere» est une **plateforme** de collaboration, d'éducation, d'expérimentation où une attention particulière est accordée aux relations entre les activités socio-économiques, socioculturelles et écologiques d'une région. **L'objectif** est de développer durablement la région.

Pour l'instant, il y a 13 territoires transfrontaliers dans le monde qui bénéficient du programme "Man and Biosphere" sur un total d'environ 650 réserves de biosphères.

Une candidature peut être étudiée pour que la région soit reconnue comme une Réserve de biosphère sous les conditions de l'UNESCO.

Article 8 § 2 : La Vallée du Haut-Escaut peut être éligible à d'autres programmations financières (Interreg V, LIFE, etc.). Les signataires s'engagent à rassembler leurs forces pour réaliser des actions concrètes sur le terrain, subsidiées par ce type de programmations.

Article 9 : La **plateforme digitale** actuelle www.dostrade.eu sera maintenue mais opérera éventuellement sous un autre nom de domaine qui fait référence à l'Escaut ou à l'idée de

domein naam die verwijst naar de Schelde en de platform gedachte. De ondertekenaars zullen deze website ook mee helpen gestalte geven door informatie aan te leveren.

HOOFDSTUK 5 :

SLOTBEPALINGEN

Artikel 10 : Onderliggend Charter onderschrijft de wetgeving en principes van de verschillende regio's en landen, zowel op Europees als Mondiaal niveau.

Artikel 11 : Dit Charter wordt symbolisch ondertekend door verschillende organisaties op 19 juni 2014 te Avelgem. Het is echter mogelijk om op een later tijdstip toe te treden.

Artikel 12 : Dit Charter wordt in het najaar van 2014 voorgelegd aan de respectievelijke beheersorganen van de verschillende belanghebbende organisaties en structuren ter officiële toetreding.

Ondertekend te Avelgem, op 19 juni 2014.

Ondertekenaars :

- ☐ Politiek verantwoordelijken van de partners
- ☐ Politiek verantwoordelijken van de geassocieerde partners
- ☐ Burgemeesters van de gemeenten en steden grenzend aan de Schelde
- ☐ Elke organisatie die zich geroepen voelt om dit Charter te ondertekenen is welkom (uit de sectoren landbouw, wonen, toerisme, enzovoort)
- ☐ Politiek verantwoordelijken op intergemeentelijk, provinciaal en regionaal niveau
- ☐

plateforme. Les signataires s'engagent à participer à la mise en oeuvre de ce site à travers un transfert d'information.

CHAPITRE 5 :

DISPOSITIONS FINALES

Article 10 : La présente Charte et ses objectifs s'inscrivent dans les démarches déjà existantes au niveau national, européen et international des différents pays et régions concernés.

Article 11 : Cette Charte sera symboliquement signée par différentes organisations le 19 juin 2014 à Avelgem. Il est cependant possible d'y adhérer à une date ultérieure.

Article 12 : Cette Charte sera soumise à l'automne 2014 à l'approbation officielle des organes de gestion des différentes structures, selon leur mode de fonctionnement.

Signé à Avelgem, le 19 juin 2014.

Signataires :

- ☐ Responsables politiques des partenaires
- ☐ Responsables politiques des partenaires associés
- ☐ Bourgmestres et maires des communes et villes le long de l'Escaut
- ☐ Responsables politiques des communautés d'agglomération dans la Vallée
- ☐ Chaque organisation qui se sent impliquée par la Charte de l'Escaut et qui souhaite la signer est la bienvenue (secteurs de l'agriculture, de l'habitat, du tourisme, etc.)
- ☐ Responsables politiques au niveau provincial, régional, départemental, intercommunal, etc.
- ☐ ...

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, Mme C. LADAVI, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : MM. A. PESIN, B. MAT

12. Etablissement de jeux de hasard de classe II. Convention entre la SPRL Destination Vegas II et la Ville. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, la Ville de Tournai a conclu le 29 mars 2001 avec M. Michel WATTEYNE, une convention relative à l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard dénommé DESTINATION VEGAS II sis chaussée de Lille, 961 à 7522 Blandain.

L'article 34 de la loi précitée dispose que : "Les établissements de jeux de hasard de classe II sont des établissements dans lesquels sont exploités exclusivement les jeux de hasard autorisés par le Roi. Le nombre total des établissements de jeux de hasard de classe II doit s'effectuer en vertu d'une convention à conclure entre la Commune du lieu de l'établissement et l'exploitant. La décision de conclure une telle convention relève du pouvoir discrétionnaire de la Commune. La convention détermine le lieu où l'établissement de jeux de hasard est établi ainsi que les modalités, jours et heures d'ouverture et de fermeture de cet établissement et qui exerce le contrôle de la Commune."

L'établissement précité a obtenu de la commission des jeux de hasard sa licence d'exploitation en date du 5 juin 2002, renouvelée le 8 juin 2011.

Par lettre du 23 juin 2014, Maître Félix FINK, Conseil de M. Michel WATTEYNE, a informé la Ville que son client avait constitué en date du 17 décembre 2010 une société privée à responsabilité limitée dénommée SPRL DESTINATION VEGAS II, dont il est le gérant.

M. Michel WATTEYNE souhaite faire apport à la SPRL ainsi constituée de son activité commerciale consistant à exploiter la salle de jeux avec la licence détenue à titre personnel. Il sollicite, par conséquent, la conclusion d'une nouvelle convention avec la Ville telle que prévue par l'article 34 de la loi précitée.

La commission des jeux de hasard a donné son accord de principe sur ce transfert de licence à la condition que M. Michel WATTEYNE apporte l'universalité de l'activité commerciale à la société DESTINATION VEGAS II SPRL, tant pour l'actif que pour le passif, l'apport de cette universalité devant s'inscrire dans une volonté de continuité et de pérennité de l'exploitation de l'établissement actuellement titulaire de la licence.

La commission subordonne, par ailleurs, son accord à la condition d'obtenir votre approbation sur les termes de la nouvelle convention à conclure entre la Ville et la SPRL précitée.

Le service de police aux termes de son rapport n° 804566/2014 du 30 juin 2014 ne formule aucune objection sur ce projet de transfert. Ce rapport indique que l'établissement de jeux précité n'a fait l'objet d'aucune plainte ou intervention pour troubles à l'ordre public, qu'il répond bien aux dispositions communales et de police administratives et qu'il est exploité selon les règles de fonctionnement des jeux de hasard.

Nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à marquer votre accord sur le transfert de licence et à approuver les termes du projet de convention à conclure avec la SPRL DESTINATION VEGAS II."

Le **Président** de séance invite Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, à s'exprimer sur ce point :

" Pourquoi ne pas mettre en application le même règlement que les débits de boissons du centre-ville ? N'est-ce pas encourager ce type d'activités, qui a sans doute des vertus lucratives pour l'entreprise mais peu constructives pour la personne, que d'autoriser l'ouverture du lundi au vendredi de 11 heures du matin à 4 heures du matin ?"

Madame la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, dit partager la même inquiétude.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **P.-O. DELANNOIS**, se veut rassurant au sujet de la sécurité publique.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et plus particulièrement son article 34, lequel stipule : *"Les établissements de jeux de hasard de classe II sont des établissements dans lesquels sont exploités exclusivement les jeux de hasard autorisés par le Roi. Le nombre total des établissements de jeux de hasard de classe II autorisés est limité à 180.*

L'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe II doit s'effectuer en vertu d'une convention à conclure entre la Commune du lieu de l'établissement et l'exploitant.

La décision de conclure une telle convention relève du Pouvoir discrétionnaire de la Commune. La convention détermine où l'établissement de jeux de hasard est établi ainsi que les modalités, jours et heures d'ouverture et de fermeture des établissements de jeux de hasard de classe II et qui exerce le contrôle de la Commune ";

Considérant qu'en application de l'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, la Ville de Tournai a conclu le 29 mars 2001 avec M. Michel WATTEYNE, une convention relative à l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard dénommé DESTINATION VEGAS II sis chaussée de Lille, 961 à 7522 Blandain;

Considérant que l'établissement précité a obtenu de la commission des jeux de hasard sa licence d'exploitation le 5 juin 2002, renouvelée le 8 juin 2011;

Considérant que par lettre du 23 juin 2014, Maître Félix FINK, Conseil de M. Michel WATTEYNE, a informé la Ville de Tournai que son client avait constitué en date du 17 décembre 2010 une société privée à responsabilité limitée dénommée SPRL DESTINATION VEGAS II, dont il est le gérant;

Considérant que M. Michel WATTEYNE souhaite faire apport à la SPRL ainsi constituée de son activité commerciale consistant à exploiter la salle de jeux avec la licence détenue à titre personnel;

Considérant que, par courrier du 9 avril 2014, la commission des jeux de hasard a donné son accord de principe sur le transfert de licence à la condition que M. Michel WATTEYNE apporte l'universalité de l'activité commerciale à la société DESTINATION VEGAS II SPRL, tant pour l'actif que pour le passif, l'apport de cette universalité devant s'inscrire dans une volonté de continuité et de pérennité de l'exploitation de l'établissement titulaire de la licence;

Considérant que la commission subordonne, par ailleurs, son accord à la condition d'obtenir l'approbation du Conseil communal sur les termes de la nouvelle convention à conclure entre la Ville et la SPRL précitée;

Considérant que le service de police, dans son rapport n° 804566/2014 du 30 juin 2014, a émis un avis favorable sur ce projet de transfert;

Considérant ce rapport qui indique que l'établissement de jeux précité n'a fait l'objet d'aucune plainte ou intervention pour troubles à l'ordre public, qu'il répond bien aux dispositions communales et de police administratives et qu'il est exploité selon les règles de fonctionnement des jeux de hasard;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver les termes du projet de convention à conclure entre la Ville et la société à responsabilité limitée DESTINATION VEGAS II relatif à l'exploitation d'un établissement de jeux de classe II sis chaussée de Lille, 961 à 7522 Blandain et ce, en exécution de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs :

« Entre :

La **VILLE DE TOURNAI**, représentée par et, en exécution d'une délibération du Conseil communal du 22 septembre 2014,

Ci-après dénommée «**LA VILLE**», d'une part.

Et

La société privée à responsabilité limitée DESTINATION VEGAS II, dont le siège social est situé à 7611 Rumes (La Glanerie), chaussée de Montgomery, 122, inscrite sous le numéro d'entreprise 0832.264.255 valablement représentée par M.,

Ci-après dénommée «**L'EXPLOITANT**», d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} – Objet

La présente convention est conclue en application de l'article 34 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et a pour objet de fixer les modalités, jours et heures d'ouverture des établissements de jeux de classe II.

Article 2 – Situation de l'établissement

La présente convention concerne l'établissement de jeux de hasard dont l'implantation se situe chaussée de Lille, 961 à 7522 Blandain et vise l'exploitation des jeux de hasard autorisés par la commission des jeux de hasard en exécution de l'arrêté royal du 26 avril 2004 établissant la liste des jeux de hasard automatiques, dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe II.

Article 3 – Modalités d'exploitation

L'exploitant s'engage à exploiter son établissement en parfaite conformité avec les dispositions légales et plus particulièrement, il s'interdit :

- de connecter deux ou plusieurs appareils entre eux en vue d'octroyer un prix unique;
- d'autoriser l'accès aux salles de jeux aux personnes de moins de 21 ans;

il s'oblige à :

- mettre à la disposition du public, à un endroit visible et en nombre suffisant pour satisfaire à la demande, des dépliants contenant des informations sur la dépendance au jeu, le numéro d'appel du service d'aide 0800 et les adresses d'assistants sociaux;
- séparer entièrement et rigoureusement la salle de jeux des espaces ayant une autre affectation à l'intérieur de l'établissement de jeux de hasard de classe II, ainsi que des espaces extérieurs à l'établissement de jeux de hasard de classe II qui sont accessibles au public, en ce sens qu'il ne peut en aucun cas être possible d'avoir de l'extérieur de la salle de jeux, une vue sur les jeux de hasard;
- n'installer que des jeux de hasard autorisés par la loi ou par la commission;
- respecter l'interdiction de consommer de l'alcool à l'intérieur des salles de jeux de l'établissement;
- respecter l'interdiction de consentir des prêts et/ou avances aux joueurs;
- respecter le règlement communal de police plus particulièrement dans ses dispositions relatives à la tranquillité publique.

Article 4 – Jours et heures d'ouverture de l'établissement de jeux de hasard

Sans préjudice des compétences des autorités communales pour limiter les horaires d'ouverture si des motifs d'ordre public le justifient, l'établissement de jeux de hasard est ouvert du lundi au dimanche, de 11 heures au plus tôt à 4 heures au plus tard.

Toute ouverture au-delà des heures précisées ci-avant doit faire l'objet d'une nouvelle convention à négocier avec la Ville.

Article 5 – Contrôle de la Ville

Le contrôle légal exercé par la Ville est effectué par les membres de la police locale du Tournaisis.
Le contrôle des jeux de hasard relève de la compétence de la police locale.

Article 6 – Condition suspensive - résolutoire

La présente convention est conclue sous la condition suspensive de l'obtention par l'établissement de la licence de classe B telle que visée à l'article 25, 2° de la loi dont question à l'article 1^{er} ainsi que de tout autre permis ou autorisation quelconque prévu par d'autres législations que celle visée sous objet.
La perte de la licence de classe B entraînera de plein droit et sans mise en demeure la résolution de la présente convention.

Article 7 – Durée de validité et résiliation

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.
La Ville pourra résilier en tout temps la présente convention en cas de manquement aux obligations découlant de la présente convention.

Article 8 – Clause de juridiction

Tout litige né de l'exécution ou de la rupture de la présente convention est de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai.

Ainsi fait à TOURNAI, le en deux originaux.».

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** sort de séance et Monsieur le Conseiller communal **L. COUSAERT** rentre en séance.

13. Tournai. Maison de la culture. Avenant n° 3 au contrat de gestion du bar. Approbation.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En exécution d'une délibération du Conseil communal du 29 septembre 2008, une convention de concession a été conclue le 30 septembre 2008 entre la Ville de Tournai, la SPRL QUAI 34 ainsi que l'ASBL Maison de la culture de Tournai, Centre culturel régional et transfrontalier portant sur la gestion du bar de la Maison de la culture et ce, pour une durée de 5 années non reconductible tacitement et prenant cours le 1^{er} octobre 2008.

En séance du 12 octobre 2009, le Conseil communal a approuvé les termes d'un avenant n° 1 portant sur les modalités de révision de la redevance. Cet avenant n° 1 a été signé le 15 octobre 2009.

Un second avenant a été conclu en exécution d'une délibération du Conseil communal du 31 mars 2014. Celui-ci porte sur la prolongation du contrat pour une période d'un an prenant cours le 1^{er} octobre 2013 pour se terminer le 30 septembre 2014.

Cette prolongation était motivée par la circonstance qu'un important chantier de rénovation du bâtiment de la Maison de la culture serait mis en œuvre dans le courant de l'année 2015 et nécessiterait le déménagement des activités de la Maison de la culture et que la perspective de ces travaux et déménagements constituerait un obstacle au renouvellement de la concession pour une longue période.

La mise en œuvre du chantier de rénovation de la Maison de la culture ayant pris du retard, les activités au sein de la Maison de la culture se poursuivront au-delà du 1^{er} octobre 2014, date d'expiration de l'avenant n° 2.

Il apparaît dès lors opportun de prolonger le contrat de concession précité jusqu'au début effectif du chantier de rénovation de la Maison de la culture.

En conséquence, il est proposé de conclure un avenant n° 3 à la convention de concession de gestion du 30 septembre 2008.

Nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à marquer votre accord sur les termes du projet d'avenant n° 3 que nous avons approuvé en date du 5 septembre 2014 et dont question ci-avant."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en exécution d'une délibération du Conseil communal du 29 septembre 2008, une convention de concession a été conclue le 30 septembre 2008 entre la Ville de Tournai, la SPRL QUAI 34 ainsi que l'ASBL Maison de la culture de Tournai, Centre culturel régional et transfrontalier portant sur la gestion du bar de la Maison de la culture et ce, pour une durée de 5 années non reconductible tacitement et prenant cours le 1^{er} octobre 2008;

Considérant qu'en séance du 12 octobre 2009, le Conseil communal a approuvé les termes d'un avenant n° 1 portant sur les modalités de révision de la redevance; que cet avenant n° 1 a été signé le 15 octobre 2009;

Considérant qu'un second avenant a été conclu en exécution d'une délibération du Conseil communal du 31 mars 2014;

Considérant que ce second avenant porte sur la prolongation du contrat pour une période d'un an prenant cours le 1^{er} octobre 2013 pour se terminer le 30 septembre 2014;

Considérant que cette prolongation était motivée par la circonstance qu'un important chantier de rénovation du bâtiment de la Maison de la culture serait mis en œuvre dans le courant de l'année 2015, qu'il nécessiterait le déménagement des activités de la Maison de la culture et que la perspective de ces

travaux et déménagements constituerait un obstacle au renouvellement de la concession pour une longue période;

Considérant que la mise en œuvre du chantier de rénovation de la Maison de la culture a pris du retard et que donc les activités pourront s'y poursuivre au-delà du 1^{er} octobre 2014, date d'expiration de l'avenant n° 2;

Considérant qu'il apparaît dès lors opportun de prolonger le contrat de concession précité jusqu'au début effectif du chantier de rénovation de la Maison de la culture;

Considérant qu'en conséquence, il est proposé de conclure à cet effet, un avenant n° 3 à la convention de concession de gestion du 30 septembre 2008;

Considérant qu'en séance du 5 septembre 2014 le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur les termes de cet avenant;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur le projet d'avenant n° 3 à la convention de concession de gestion du 30 septembre 2008 entre la Ville de Tournai, la SPRL QUAI 34 et l'ASBL Maison de la culture de Tournai, Centre culturel régional et transfrontalier et dont les termes sont les suivants :

" Entre :

LA VILLE DE TOURNAI dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L1132/3 et L1123/5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint,

Agissant en exécution d'une délibération du Conseil communal du 22 septembre 2014, ci-après dénommée «**la VILLE**».

Et

La société privée à responsabilité limitée **QUAI 34** dont le siège social est établi rue de la Station, 8 à 7504 Froidmont, inscrite auprès de la banque-carrefour sous le numéro d'entreprise 0462.004.169, et valablement représentée par M. Alexandre DELNESTE, gérant, ci-après dénommée «**la SPRL**».

Et

L'association sans but lucratif **Maison de la culture de Tournai, Centre culturel régional et transfrontalier** ayant son siège à l'Hôtel de ville de Tournai, valablement représentée par M. Philippe DEMAN, directeur, et M. Odon BOUCQ, président, ci-après dénommée «**l'ASBL**»

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Préambule :

En date du 30 septembre 2008, la Ville de Tournai, la SPRL Quai 34 ainsi que l'ASBL Maison de la culture de Tournai, Centre culturel régional et transfrontalier ont établi une convention sur la gestion du bar de la Maison de la culture et ce, pour une durée de 5 années non reconductible tacitement et prenant cours le 1^{er} octobre 2008.

La convention précitée a été modifiée par un premier avenant n° 1 en date du 15 octobre 2009 et un deuxième avenant en date du 31 mars 2014.

Ce deuxième avenant portait sur la prolongation du contrat pour une période d'un an prenant cours le 1^{er} octobre 2013 pour se terminer le 30 septembre 2014.

Cette prolongation était motivée par la circonstance qu'un important chantier devait être mis en œuvre dans le courant de l'année 2015 et que la perspective de ces travaux et le déménagement des activités qu'ils impliquaient constituaient un obstacle au renouvellement de la concession pour une longue période.

La mise en œuvre du chantier de rénovation de la Maison de la culture a pris du retard et les activités pourront s'y poursuivre au-delà du 30 septembre 2014, date d'expiration de l'avenant n° 2.

Il apparaît dès lors opportun de prolonger le contrat de concession précité jusqu'au début effectif du chantier de rénovation de la Maison de la culture.

En conséquence, il est proposé de conclure un troisième avenant à la convention de concession de gestion du 30 septembre 2008.

Au sens du présent avenant, il y a lieu d'entendre par :

- trois partenaires : la Ville – la SPRL – l'ASBL;
- espace cafétéria : la cafétéria située au fond du grand hall de la Maison de la culture de Tournai, le foyer du bar de la salle B ainsi que la cuisine et les réserves situées en sous-sol.
- Contrat : la convention de concession de gestion conclue le 30 septembre 2008 entre les parties précitées et portant sur la gestion des locaux à usage de cafétéria situés à l'intérieur du bâtiment «Maison de la culture de Tournai» sis avenue des Frères Rimbaut à 7500 Tournai

Article 1

L'article 1 de l'avenant n° 2 du contrat visé au préambule est remplacé par la disposition suivante :

Les parties conviennent de prolonger le contrat jusqu'à la cessation des activités culturelles au sein de la Maison de la culture en raison du chantier de rénovation de la Maison de la culture programmé dans le courant de la saison culturelle 2015 - 2016.

Les parties veilleront à se tenir mutuellement informées des mesures prises et à prendre dans le cadre des réunions du comité de gestion qui se tiendront à la première demande de l'une des parties conformément à l'article 4 du contrat tel que modifié par avenant n° 2.

En tout état de cause, le contrat prend fin au plus tard le 31 décembre 2016.

Article 2

Sous réserve de la modification précisée ci-avant, les dispositions du contrat telles que modifiées par ses avenants 1 et 2 restent d'application.

Article 4

Les frais d'enregistrement des présentes sont à charge de la SPRL.

Fait à Tournai, le, en 4 exemplaires, chacune des parties ayant reçu le sien dont un réservé pour l'enregistrement."

14. Tournai, rue de Barges. Crèche communale Clos des Poussins. Mise à disposition au profit d'une crèche associative. Convention de mise à disposition. Modifications. Approbation.

Monsieur l'Echevin **V. BRAECKELAERE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Lors de votre séance du 30 juin 2014, vous avez décidé de conclure une convention de mise à disposition au profit d'une association sans but lucratif portant sur des locaux situés dans un bâtiment de la crèche communale Clos des Poussins, afin d'y aménager un milieu d'accueil de type collectif autorisé, agréé et subventionné par l'Office de la naissance et de l'enfance et destiné aux enfants âgés de 0 à 3 ans.

Ce projet de convention de mise à disposition a été soumis pour accord ou remarques éventuelles à l'asbl précitée, laquelle a communiqué, par courriel du 23 juin 2014, d'une part, diverses remarques sur ladite convention et, d'autre part, des demandes supplémentaires.

Nous avons décidé, lors de notre séance du 5 septembre 2014 :

1. de marquer notre accord de principe sur les travaux sollicités par l'asbl pour autant que les frais découlant de ceux-ci soient pris en charge par cette dernière
2. d'informer l'asbl des démarches à effectuer concernant certains points techniques
3. d'informer l'asbl, sur base de l'avis défavorable du service interne de prévention et de protection, que les activités annexes envisagées dans les locaux mis à disposition (marché de Noël, spectacle,...) ne correspondent pas à la destination première des lieux.

Il lui sera toutefois possible de disposer, pour ces activités annexes, d'une salle située dans l'enceinte de la crèche moyennant l'introduction d'une demande écrite préalable au moins deux mois avant la date de la manifestation et sous réserve de toute disponibilité et/ou d'une affectation quelconque par

l'administration communale, l'asbl devant se charger de remplir le formulaire – modèle 1 inhérent à toute organisation festive.

4. de charger les services techniques de la réalisation de travaux
5. d'autoriser, préalablement à la conclusion de la convention de mise à disposition, ladite asbl à entreposer du matériel dans les locaux mis à disposition moyennant la souscription d'une assurance "contenu". La Ville de Tournai décline toute responsabilité en cas d'incendie, de vol ou de dommages quelconques causés au matériel.

L'ensemble de cette décision a été notifié à l'association sans but lucratif.

De plus, nous portons à votre connaissance que ladite asbl a reçu l'agrément pour 24 places d'accueil en lieu et place de 21 et que la crèche privée portera la dénomination "Les p'tites lucioles".

Nous vous invitons à approuver les modifications de la convention de mise à disposition (apparaissant en gras) au profit de l'association sans but lucratif, de locaux situés dans la crèche communale Clos des Poussins."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant sa décision du 30 juin 2014 de conclure une convention de mise à disposition au profit de l'association sans but lucratif "Le P'tit Plus" portant sur des locaux situés dans un bâtiment de la crèche communale "Clos des Poussins", afin d'y aménager un milieu d'accueil de type collectif autorisé, agréé et subventionné par l'Office de la naissance et de l'enfance et destiné aux enfants âgés de 0 à 3 ans;

Considérant que le projet de convention de mise à disposition a été soumis pour accord ou remarques éventuelles à l'asbl précitée;

Considérant que l'asbl a communiqué à l'administration communale d'une part, diverses remarques sur ladite convention et, d'autre part, des demandes supplémentaires;

Considérant que le Collège communal a décidé, lors de sa séance du 5 septembre 2014 :

1. de marquer son accord de principe sur les travaux sollicités par l'asbl pour autant que les frais découlant de ceux-ci soient pris en charge par cette dernière
2. d'informer l'asbl des démarches à effectuer concernant certains points techniques
3. d'informer l'asbl, sur base de l'avis défavorable du Service interne de prévention et de protection, que les activités annexes envisagées dans les locaux mis à disposition (marché de Noël, spectacle,...) ne correspondent pas à la destination première des lieux.
Il lui sera toutefois possible de disposer d'une salle située dans l'enceinte de la crèche moyennant l'introduction d'une demande écrite préalable au moins deux mois avant la date de la manifestation et sous réserve de toute disponibilité et/ou d'une affectation quelconque par l'Administration communale, l'asbl devant se charger de remplir le formulaire – modèle 1 inhérent à toute organisation festive.
4. de charger les services techniques de la réalisation de travaux

5. d'autoriser, préalablement à la conclusion de la convention de mise à disposition, ladite asbl à entreposer du matériel dans les locaux mis à disposition moyennant la souscription d'une assurance "contenu". La Ville de Tournai décline toute responsabilité en cas d'incendie, de vol ou de dommages quelconques causés au matériel;

Considérant que l'ensemble de cette décision a été notifiée à l'association sans but lucratif;

Considérant, de plus, que ladite asbl a reçu l'agrément pour 24 places d'accueil en lieu et place de 21 et que la crèche privée portera la dénomination "Les p'tites lucioles";

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur les modifications (apparaissant en gras) apportées à la convention de mise à disposition au profit d'une association sans but lucratif portant sur des locaux situés dans un bâtiment de la crèche communale "Clos des Poussins" afin d'y aménager un milieu d'accueil de type collectif autorisé, agréé et subventionné par l'Office de la naissance et de l'enfance et destiné aux enfants âgés de 0 à 3 ans :

" Entre les soussignés :

La Ville de Tournai, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, en exécution d'une délibération du Conseil communal du 22 septembre 2014, ci-après dénommée «la Ville»,

Et :

L'association sans but lucratif "Le P'tit Plus", ayant son siège social à 7700 Mouscron, rue Saint-Joseph, **n° 8** valablement représentée par Mme Véronique DEPREST, Présidente, conformément aux statuts modifiés pour la dernière fois selon décision de l'assemblée générale extraordinaire du 12 mars 2014 et publiés aux annexes au Moniteur belge en date du 17 avril 2014. ci-après dénommée «l'asbl»,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

La Ville de Tournai est propriétaire du bien sis à Tournai, rue de Barges, 30 b, cadastré ou l'ayant été 1^{ère} division, section L, n° 820 C, abritant la crèche communale "Clos des Poussins".

Le Collège communal, lors de sa séance du 21 mars 2014, a marqué son accord sur la mise en œuvre d'un partenariat entre la Ville de Tournai et "Le P'tit Plus" ASBL consistant en la mise à disposition de locaux communaux au profit de ladite asbl.

L'objet de la présente convention est de définir les modalités contractuelles de la mise à disposition des locaux.

Article 1 – Description du bien mis à disposition

La Ville met à disposition de l'asbl des locaux situés au rez-de-chaussée du bâtiment établi à l'entrée de la crèche communale Clos des Poussins et dénommé "Les Gazouillis".

Il s'agit des locaux dénommés, selon le plan as-built joint à la présente :

- espace jeux transition
- dortoir transition
- cuisine transition
- locaux occupés par les malades transition
- patio (partie herbeuse)
- le sas d'entrée situé sur la gauche du bâtiment "Gazouillis"
- une pièce dont l'accès se fait par le biais dudit sas
- vestiaire personnel cuisine femme
- les sanitaires situés à gauche du hall donnant accès au patio et à ce vestiaire du personnel de l'asbl "Le P'tit Plus"

Des espaces communs seront partagés entre l'asbl et la crèche communale, il s'agit :

- du hall donnant accès au patio (partie herbeuse) et aux vestiaires des membres du personnel de l'asbl.
- du trottoir situé dans le patio.

Pour cette mise à disposition, un code d'accès personnalisé à l'asbl (qui en est la seule détentrice) a été programmé de manière à sécuriser cette partie de bâtiment.

Est joint en annexe à la présente convention :

- l'état des lieux des locaux mis à disposition
- l'inventaire détaillé du matériel mis à disposition de l'asbl par la Ville.

Ces documents ont été établis contradictoirement et resteront annexés à la présente convention.

Article 2 – Destination du bien mis à disposition

Les locaux mis à disposition sont destinés aux services de l'association sans but lucratif "Le P'tit Plus" (24 places) afin de lui permettre d'y aménager un milieu d'accueil de type collectif autorisé, agréé et subventionné par l'Office national de la naissance et de l'enfance et destiné aux enfants âgés de 0 à 3 ans. Pendant toute la durée de la convention, l'asbl est tenue de respecter en permanence cette destination. Aucune autre utilisation des locaux n'est autorisée.

L'asbl ne pourra apporter aux locaux mis à disposition aucun aménagement, aucune transformation sans l'accord préalable et écrit du Collège communal.

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, l'asbl s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques, ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice de droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des Lois, Décrets et Règlements.

Article 3 – Accès – clefs

L'asbl est autorisée à utiliser le couloir du bâtiment uniquement pour accéder au patio et aux vestiaires mis à disposition.

Elle reconnaît avoir reçu les clefs de chaque local mis à disposition ainsi que cinq clefs de chaque porte d'accès (entrée du personnel, entrée des parents, porte donnant accès au patio et porte des vestiaires). Il est interdit de reproduire ces clefs.

En cas de perte d'une clef/des clefs, l'asbl en informera immédiatement la Ville et prendra en charge tous les frais résultant du remplacement du/des barillet(s).

L'asbl s'engage à prendre toutes les mesures utiles afin d'éviter la présence d'intrus dans le bâtiment et à activer l'alarme dès la fin de ses activités.

Article 4 – Durée - résiliation

La présente convention de mise à disposition est conclue pour une durée indéterminée prenant cours **à la date réelle d'occupation**.

L'asbl devra informer par lettre recommandée la Ville de l'occupation effective au moins 8 jours avant celle-ci.

Chacune des parties a la faculté de mettre fin au présent contrat moyennant préavis d'un an prenant cours le 1^{er} janvier de l'année qui suit la notification du renouveau. Ce congé doit être notifié par lettre recommandée à la Poste, envoyée pour le 30 juin de chaque année au plus tard.

La présente convention est résiliée de plein droit sans indemnité et sans préavis dans les cas suivants sans préjudice du droit pour la Ville de Tournai de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts :

- si l'asbl ne respecte pas la destination prévue à l'article 2
- si l'asbl n'occupe pas le bien en bon père de famille et/ou n'entretient pas les espaces mis à disposition
- si l'asbl ne respecte pas les autres obligations qui lui sont imposées par la présente convention
- si l'asbl ne respecte pas son objet social
- en cas de dissolution de l'asbl
- au cas où le milieu d'accueil aménagé dans les locaux mis à disposition ne serait plus autorisé, agréé ou subventionné par l'Office national de la naissance et de l'enfance.

Article 5 – Gratuité

La mise à disposition est accordée gratuitement¹ sauf à l'ASBL à supporter tous les frais dont question aux articles 6 et 7 ainsi que tous les impôts de quelque nature qu'ils soient mis ou à mettre sur les biens visés à l'article 1^{er} et ce, à concurrence du montant correspondant à la partie du bien mis à sa disposition.

Article 6 – Frais énergétiques et mode de paiement

a) Principe

L'asbl **accueillera les enfants** dans les locaux mis à disposition du lundi au vendredi de 7 heures 30 à 17 heures 30.

L'asbl organisera des réunions d'équipe après la fermeture de la crèche ainsi que des réunions de parents (2 fois par an le samedi matin).

L'asbl paiera à la Ville une indemnité semestrielle forfaitaire de 2.779,23 € (soit 5.558,47 € par an) correspondant aux frais énergétiques (gaz, eau, électricité) liés à l'occupation des surfaces reprises à l'article 1^{er}.

¹ Conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le montant estimatif de la subvention a été fixé par le Collège communal lors de sa séance du 13 juin 2014 à 1.200,00 €/ mois

Cette somme est due par anticipation et est payable le premier jour de chaque semestre par versement au numéro de compte 091/0004055-10 ouvert au nom de l'administration communale de Tournai avec la mention «Tournai, rue de Barges – crèche P'tit Plus – frais énergétiques – semestre».

En cas de non-paiement dans les délais requis :

- le recouvrement s'effectuera conformément à l'article L1124-40 § 1^{er} du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
- l'association est tenue de payer à la Ville les intérêts de retard calculés au taux légal sans que celle-ci ne soit tenue de lui adresser de mise en demeure préalable.

b) Indexation annuelle du montant de l'indemnité

Il est procédé, chaque année, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent avenant, au réajustement de l'indemnité sur base de l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention de gestion. Le nouveau montant de l'indemnité, valable à partir de la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention d'occupation, est calculé et fixé conformément à la formule ci-après :

Nouveau montant = $\frac{\text{indemnité de base} \times \text{nouvel indice}}{\text{Indice de base}}$

L'indemnité de base est l'indemnité telle qu'elle est fixée au 1^{er} alinéa du présent article (..... € semestriellement).

L'indice de base est celui du mois précédant le mois de la signature de la convention.

Le nouvel indice est celui du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Chaque adaptation annuelle de la redevance est acquise de plein droit par la partie bénéficiaire sans que celle-ci doive mettre en demeure l'autre partie.

c) Révision du montant de l'indemnité

Tous les deux ans, le montant de l'indemnité forfaitaire pourra être revu afin de tenir compte des consommations réelles ainsi que des prix du marché.

Article 7 – Frais de téléphone – Internet

L'ASBL prendra en charge tous les frais liés aux raccordements au téléphone et à la télédistribution.

Article 8 – Assurances

La Ville de Tournai déclare que les biens mis à disposition sont couverts en assurance incendie avec clause «d'abandon de recours», numéro de contrat 38102936.

L'asbl s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurances suivantes auprès de compagnies agréées par la Ville :

- assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que celle de ses préposés pour tous les faits en rapport avec les activités exercées dans le bien occupé (couverture suffisante pour tout sinistre qui pourrait survenir du fait de cette mise à disposition)
- assurance «incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes», couvrant les risques non supportés par la Ville notamment le recours des tiers (responsabilité de l'asbl à l'égard des tiers) ainsi que son matériel et ses meubles
- assurance «responsabilité civile objective» conformément à la loi du 30 juillet 1979 et ses arrêtés royaux d'application
- assurance-loi couvrant son personnel

A toute demande de la Ville, l'asbl justifiera des paiements réguliers des primes.

Article 9 – Cession et sous-location

L'asbl n'est pas autorisée à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ou à octroyer tout droit quelconque portant sur tout ou partie du bien.

Article 10 – Surveillance

L'asbl s'engage à entretenir en bon père de famille les locaux mis à sa disposition.

Elle se charge de conserver les locaux en bon état et de veiller à ce que ses membres et préposés utilisent correctement ceux-ci.

A cet effet, l'asbl fournit le personnel de surveillance et de fonctionnement. Elle veille tout spécialement à mettre à la disposition des usagers du personnel ayant des compétences en chaque matière et à éviter toute dégradation des installations et des bâtiments. Elle s'engage à mettre à la disposition des usagers des installations conformes aux différentes règles, notamment d'hygiène et de sécurité, déterminées par les divers lois et arrêtés régissant pareilles installations.

L'asbl doit permettre l'accès au local à la Ville à toute demande afin de visiter celui-ci pour s'assurer du parfait état d'entretien et de propreté.

Article 11 - Aménagements – Transformations – Sort des travaux

L'asbl ne pourra apporter aux locaux mis à disposition aucun aménagement, aucune transformation sans l'accord préalable et écrit du Collège communal.

En cas d'accord, les travaux ainsi réalisés deviendront, à l'expiration de la présente convention, la propriété de la Ville sans que l'asbl puisse réclamer de ce chef quelque indemnité que ce soit à moins que la Ville ne préfère la remise du bien dans son pristin état.

Articles 12 - Entretien – Réparations

La Ville a, à sa charge, toutes les grosses réparations, telles que strictement définies à l'article 606 du Code civil, sous réserve des crédits budgétaires disponibles. Cette dernière s'engage à les exécuter de manière à ne pas entraver le fonctionnement de l'asbl.

L'asbl doit signaler immédiatement à la Ville les dégâts dont la charge incombe au propriétaire.

Les grosses réparations dues au défaut de réparations locatives ou de menu entretien ou encore à un défaut de prévoyance sont également à la charge de l'asbl.

Cette dernière s'engage à entretenir en parfait état le local mis à disposition et à procéder, à ses frais, à toutes réparations utiles.

L'asbl s'engage à équiper les locaux d'extincteurs adaptés, à faire effectuer le contrôle et la maintenance de ceux-ci par une entreprise agréée et à procéder à leur remplacement ou à leur remise en état conformément aux recommandations de cette entreprise.

Nettoyage des parties communes

L'asbl et la Ville en assureront ensemble l'entretien et le nettoyage selon les modalités qu'elles fixeront.

Article 13 - Responsabilité

Pendant la durée de la convention, l'asbl occupe le local mis à disposition à ses frais, risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien du lieu mis à disposition, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourraient être causés à l'occupant, à ses membres et préposés, aux enfants accueillis ou à des tiers.

L'asbl déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle à ce titre, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Article 14 – Réclames, publicités et enseigne sur l'immeuble

L'asbl est autorisée à placer une enseigne sur le mur de l'enceinte de la crèche communale afin d'y renseigner l'activité exercée et ce, moyennant l'accord préalable et écrit du Collège communal et l'obtention de toutes les autorisations requises.

Article 15 – Budget et comptes

L'asbl s'oblige à respecter les obligations du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives au contrôle des subventions octroyées par les communes (articles L3331-1 et suivants).

La circulaire du 14 février 2008 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions précise que l'article L 3331-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation vise également les subventions indirectes, par exemple la mise à disposition d'un local (estimation de la valeur sur la base du revenu cadastral ou par référence à d'autres locaux similaires).

Dès lors, l'asbl s'engage à fournir à la Ville, à la demande de celle-ci, ses bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

Article 16 – Droits des voisins

L'asbl s'oblige à prendre toute disposition utile pour que les activités exercées dans les locaux mis à disposition ne perturbent pas la tranquillité des voisins.

L'asbl s'engage tout particulièrement à respecter et à faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

Article 17 – Respect des lois et conventions internationales en vigueur

L'association sera seule responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

Article 18 – Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer dans le bien mis à disposition.

L'association s'engage à faire respecter cette interdiction.

Article 19 – Bonbonnes de gaz - Interdiction

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans le local mis à disposition.

Article 20 - Enregistrement

Les frais d'enregistrement de la présente convention sont à charge exclusive de l'association qui supportera seule tous droits et amendes auxquels la convention donnerait ouverture.

Article 21 - Litige

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – section Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention."

15. Béclers, place de Béclers. Convention de gestion portant sur les infrastructures sportives occupées par l'association football club Béclers. Approbation.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai est propriétaire des infrastructures sportives sises à 7532 Béclers, place de Béclers, 32 cadastrées ou l'ayant été 12^{ème} division, section A, n°320 Z d'une contenance de 1 ha 21 a 97 ca.

Lesdites infrastructures sont occupées par l'association de fait football club Béclers sans convention écrite liant celle-ci et la Ville de Tournai.

Afin de régulariser une situation existante depuis plus de quarante ans, nous avons décidé en séance du 13 juin 2014 de marquer notre accord de principe, sous réserve de votre approbation, sur la conclusion d'une convention de gestion au profit dudit football club aux conditions suivantes :

- à titre gratuit, pour mettre tous les clubs sur le même pied d'égalité
- afin que le club puisse bénéficier, le cas échéant, de subsides pour la rénovation des infrastructures sportives (Infrasports), pour une durée de 20 ans avec faculté pour chacune des parties de renoncer à l'exécution de la convention à l'expiration d'une première période de 5 ans, et, au-delà de cette première période, à l'expiration de chaque période de 5 ans moyennant un préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée. Si au terme de la convention, le FC Béclers poursuit la gestion des infrastructures sans opposition de la Ville, la convention est prorogée aux mêmes conditions pour une durée indéterminée avec faculté pour chacune des parties d'y mettre fin à tout moment et sans motif, moyennant un préavis de six mois prenant cours le 1^{er} jour du mois qui suit sa notification
- le FC Béclers prendra en charge les frais liés aux raccordements au téléphone, à la télédistribution, aux consommations d'eau, d'électricité et de chauffage (en ce compris la location et l'entretien des compteurs).

Nous vous invitons à approuver les termes de cette convention sur lesquels nous avons marqué notre accord en séance du 13 juin 2014."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire des infrastructures sportives sises à 7532 Béclers, place de Béclers, 32, cadastrées ou l'ayant été 12^{ème} division, section A, n°320 Z, d'une contenance de 1 ha 21 a 97 ca;

Considérant que l'association football club Béclers occupe ces biens depuis plus de quarante ans, sans convention écrite;

Considérant la demande de convention et de subsides émise par ce club de football dans son courrier du 14 janvier 2014;

Considérant la correspondance en date du 14 janvier 2014 émanant dudit club de football;

Considérant le rapport d'état des lieux dressé le 4 mars 2014 par le service patrimoine;

Considérant qu'afin de régulariser une situation existante, le Collège communal a décidé, en séance du 13 juin 2014, de marquer son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur la conclusion d'une convention de gestion au profit dudit football club aux conditions suivantes :

- à titre gratuit, pour mettre tous les clubs sur le même pied d'égalité
- afin de permettre au club de bénéficier, le cas échéant, de subsides pour la rénovation des infrastructures sportives (Infrasports), pour une durée de 20 ans avec faculté pour chacune des parties de renoncer à l'exécution de la convention à l'expiration d'une première période de 5 ans, et, au-delà de cette première période, à l'expiration de chaque période de 5 ans moyennant un préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée. Si au terme de la convention, le football club Béclers poursuit la gestion des infrastructures sans opposition de la Ville, la convention est prorogée aux mêmes conditions pour une durée indéterminée avec faculté pour chacune des parties d'y mettre fin à tout moment et sans motif, moyennant un préavis de six mois prenant cours le 1^{er} jour du mois qui suit sa notification
- le football Club Béclers prendra en charge les frais liés aux raccordements du téléphone, à la télédistribution, aux consommations d'eau, d'électricité et de chauffage (en ce compris la location et l'entretien des compteurs);

Considérant que le montant de la redevance mensuelle (indexée) que la Ville de Tournai pourrait réclamer au football club Béclers a été fixée à 60,00 € par le Collège communal du 13 juin 2014, afin de se conformer aux directives de M. Paul FURLAN, Ministre des pouvoirs locaux et de la ville, précisant que toute décision qui attribue une subvention doit en préciser la nature, le montant estimatif, les conditions d'utilisation et prévoir les justifications exigées du bénéficiaire (article L 3331-4 du Code de la démocratie locale et de décentralisation);

Considérant le projet de convention de gestion dont les termes ont été approuvés par le Collège communal du 13 juin 2014 et soumis pour avis à l'association de fait football club Béclers le 16 juin 2014;

Considérant que le président dudit football club n'a formulé aucune observation ni remarque quant au projet;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver les termes du projet de convention liant la Ville de Tournai et l'association football club Béclers portant sur la gestion des infrastructures sportives sises à 7532 Béclers, place de Béclers, 32 cadastrées ou l'ayant été 12^{ème} division, section A, n°320 Z d'une contenance de 1 ha 21 a 97 ca :

" Entre :

La VILLE DE TOURNAI dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L1132/3, L1123/5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par :

- 1) M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale
- 2) M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 22 septembre 2014, ci-après dénommée "la Ville",

ET

L'association de fait football club Béclers, ayant son siège à Béclers ici représentée par M. Géry FLEURQUIN (président), domicilié à 7540 Kain, Pavé d'Ormont, 13, M. DEPLECHIN (secrétaire), domicilié à 7602 Bury, rue de Beaumont, 6 et M. CAUCHETEUX (trésorier), domicilié à 7620 Hollain, rue du Marais, 1, ci-après dénommée "l'association",

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} - Objet

La Ville donne en gestion à l'association qui accepte des infrastructures sportives comprenant un terrain de football, des vestiaires, une tribune et une buvette, mieux définis à l'article suivant.

ARTICLE 2 - Désignation des biens

Les infrastructures sportives données en gestion sont situées à 7532 Béclers, place de Béclers, 32 cadastrées ou l'ayant été 12^{ème} division, section A, n° 320 Z d'une contenance de 1 ha 21 a 97 ca.

ARTICLE 3 - Etat des lieux

Sont joints en annexe à la présente convention :

- l'état des lieux des infrastructures données en gestion
- l'inventaire détaillé du matériel étant propriété de l'association.

Ces documents ont été établis contradictoirement.

ARTICLE 4 - Durée

La convention est établie pour une durée de 20 années consécutives prenant cours le jour de sa signature. Chaque partie aura la faculté de renoncer à l'exécution de la présente convention à l'expiration d'une première période de 5 ans, soit au et, au-delà de cette première période, à l'expiration de chaque période de 5 ans moyennant un préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée.

Si au terme de la convention, l'association poursuit la gestion des infrastructures sans opposition de la Ville, la convention est prorogée aux mêmes conditions pour une durée indéterminée avec faculté pour chacune des parties d'y mettre fin à tout moment et sans motif, moyennant un préavis de six mois prenant cours le 1^{er} jour du mois qui suit sa notification.

ARTICLE 5 - Gratuité

Cette convention de gestion est accordée à titre gratuit (à l'exception des frais, impôts et taxes dont il est question aux articles 6 et 16 de la présente convention)².

ARTICLE 6 - Frais

L'association prend en charge tous les frais liés :

- aux raccordements au téléphone et à la télédistribution
- aux consommations d'eau, d'électricité et de chauffage en ce compris la location et l'entretien des compteurs.

ARTICLE 7 - Utilisation des "beer cooler"

L'association s'engage à ce que les installations de type "beer cooler" servent uniquement et exclusivement au débit de produits dont Inbev Belgium détient les marques en licence.

L'association s'engage à communiquer à la Ville de Tournai le nom du dépositaire de l'approvisionnement des boissons Inbev Belgium.

L'association s'engage à communiquer dans le mois de septembre de chaque année, à l'administration communale, les statistiques de ventes des boissons Inbev couvrant l'année écoulée (période du 1^{er} septembre d'une année au 31 août de l'année suivante).

ARTICLE 8 - Destination

La présente convention est envisagée et conclue afin de permettre la pratique des activités sportives conformes à la destination actuelle des infrastructures visées à l'article 2.

La destination principale des infrastructures est la suivante : développement de la jeunesse par la pratique du football et de différentes disciplines sportives.

Pendant toute la durée de la convention, l'association est tenue de respecter en permanence cette destination.

Aucune autre utilisation des infrastructures n'est autorisée. Toute dérogation à ce principe doit faire l'objet d'un examen préalable et d'un accord écrit du Collège communal.

Il est formellement interdit d'organiser dans les infrastructures sportives données en gestion des soirées dansantes et autres festivités sans rapport avec les activités sportives qui s'y déroulent.

En application de l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, l'association s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

L'association est autorisée de plein droit à percevoir une cotisation auprès de ses membres et à utiliser celle-ci pour la bonne gestion du club.

² Conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le montant estimatif de la subvention a été fixé par le Collège communal à 60,00 €/mensuel

ARTICLE 9 - Bilans et comptes

L'association s'engage à fournir à la Ville, au plus tard le 1^{er} juillet de chaque année, ses bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière. Elle s'oblige également à respecter toutes les autres obligations du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives au contrôle des subventions octroyées par les communes (articles L3331-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

ARTICLE 10 - Responsabilité

Pendant la durée de la convention, l'association gère les infrastructures sportives sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien des biens donnés en gestion, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'association, à ses membres et préposés ou à des tiers.

L'association déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle de ce chef, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

ARTICLE 11 - Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer dans le bien donné en gestion.

L'association s'engage à faire respecter cette interdiction.

ARTICLE 12 – Autorisation de cuisiner

A condition qu'elle se conforme aux dispositions légales en la matière, l'association est autorisée à cuisiner dans le bien donné en gestion. L'utilisation de bonbonnes de gaz est cependant formellement interdite à l'intérieur du bâtiment.

ARTICLE 13 - Assurances

La Ville déclare que les biens donnés en gestion sont couverts en assurance incendie avec clause "abandon de recours".

L'association s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurance suivantes :

- assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que celle de ses préposés pour tous les faits en rapport avec la gestion du bien (couverture suffisante pour tout sinistre qui pourrait survenir du fait de cette gestion)
- assurance "incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes" couvrant les risques non supportés par la Ville (notamment ses meubles et le recours des voisins) et assurance contre le vol couvrant ses meubles
- assurance "responsabilité civile objective" conformément à la loi du 30 juillet 1979 et ses arrêtés royaux d'application
- assurance-loi couvrant son personnel.

A toute demande de la Ville, l'association justifiera des paiements réguliers des primes.

ARTICLE 14 - Surveillance

L'association gère en bon père de famille les infrastructures sportives dont la gestion lui est confiée. Elle fournit le personnel de surveillance et de fonctionnement. Elle veille tout spécialement à mettre à la disposition des usagers du personnel ayant des compétences en chaque matière et à éviter toute dégradation des installations et des bâtiments. Elle s'engage à mettre à la disposition des usagers des installations conformes aux différentes règles, notamment d'hygiène et de sécurité, déterminées par les divers lois et arrêtés régissant pareilles installations.

L'association doit permettre l'accès aux infrastructures sportives à la Ville à toute demande afin de visiter celles-ci pour s'assurer du parfait état d'entretien et de propreté.

ARTICLE 15 - Transformations

L'association peut effectuer, moyennant accord préalable et écrit du Collège communal, toutes transformations et faire édifier toutes constructions, installations et plantations dans le respect de la destination prévue à l'article 8, en se conformant à la législation en la matière. A l'expiration de la présente convention, quelle qu'en soit la cause, ces transformations et/ou nouvelles constructions reviendront de plein droit et sans indemnité compensatoire à la Ville à moins qu'elle ne préfère leur enlèvement et la remise du bien dans son pristin état et ce, aux frais de l'association.

ARTICLE 16 - Impôts et taxes

L'association prend à sa charge tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les infrastructures sportives données en gestion.

ARTICLE 17 - Servitudes

L'association doit conserver les infrastructures données en gestion dans les limites et bornes. La Ville informe l'association que celles-ci ne sont grevées d'aucune servitude, active ou passive. L'association s'interdit d'en laisser établir.

ARTICLE 18 - Entretien - Réparation

La Ville a, à sa charge, toutes les grosses réparations, telles que strictement définies à l'article 606 du Code civil, sous réserve des crédits budgétaires disponibles. Cette dernière s'engage à les exécuter de manière à ne pas entraver le fonctionnement de l'association.

La Ville n'est pas tenue des grosses réparations si leur estimation est hors de proportion avec la valeur du bien.

L'association doit signaler immédiatement à la Ville les dégâts dont la charge incombe au propriétaire.

Les grosses réparations dues au défaut de réparations, d'entretien par l'association sont également à la charge de celle-ci.

L'association s'engage :

- à gérer en bon père de famille les biens visés aux articles 1^{er} et 2^{ème} et à les entretenir en parfait état (y compris la tonte régulière du terrain de football et de ses abords) et à procéder à ses frais, à toutes réparations utiles
- à équiper les locaux d'extincteurs adaptés, à faire effectuer le contrôle et la maintenance de ceux-ci par une entreprise agréée et à procéder à leur remplacement ou à leur remise en état conformément aux recommandations de cette entreprise.

ARTICLE 19 – Fermeture

L'association ne pourra faire valoir aucun droit à dédommagement en cas de fermeture temporaire ou définitive des biens concédés, que cette fermeture résulte de l'exécution de travaux ou de toute autre cause.

ARTICLE 20 - Incessibilité - Droits d'occupation

L'association n'est pas autorisée à céder, en tout ou en partie, la gestion des infrastructures. Dans les limites et dans le respect des droits consentis en vertu de la présente convention, l'association pourra, moyennant accord écrit préalable du Collège communal, mettre à disposition les infrastructures données en gestion aux associations sans but lucratif ou clubs sportifs qui lui sont associés.

ARTICLE 21 - Droit des voisins

L'association s'oblige à prendre toute disposition utile pour que les activités exercées dans les infrastructures données en gestion ne perturbent pas la tranquillité des voisins. L'association s'engage tout particulièrement à respecter et à faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

ARTICLE 22 - Occupations exceptionnelles par la Ville

L'association s'engage à satisfaire aux demandes d'occupation gratuite des infrastructures introduites ponctuellement par la Ville.

En cas d'occupation par la Ville, l'association veillera à ne pas programmer des activités poursuivies dans le même environnement qui perturberaient la réalisation des activités et des obligations de la Ville (élections par exemple).

Durant cette occupation par la Ville, l'association ne pourra accéder aux locaux.

En cas de nécessité, le responsable de l'association prendra les informations nécessaires auprès de la Ville avant l'occupation et en vue de la programmation.

ARTICLE 23 - Résiliation - Dissolution de l'association

La présente convention est résiliée de plein droit dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement de l'association à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts.
- en cas de dissolution de l'association
- en cas de radiation de l'association par l'Union royale belge des sociétés de football.

ARTICLE 24 - Enregistrement

Les frais d'enregistrement de la convention sont à charge de l'association qui supportera seule tous droits et amendes auxquels la présente convention donnerait ouverture.

ARTICLE 25 - Respect des lois et conventions internationales en vigueur

L'association sera seule responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur, notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

ARTICLE 26 - Abrogation des conventions antérieures

La présente convention abroge et remplace toutes les conventions antérieures conclues entre les parties portant sur le même objet.

ARTICLE 27 - Litige

La présente convention est régie par le droit belge.

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à Tournai en trois exemplaires, le".

16. Tournai, rue de la Prévoyance. Convention de mise à disposition d'une parcelle communale au profit d'un particulier. Approbation.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai est propriétaire de la parcelle sise à Tournai, rue de la Prévoyance, cadastrée ou l'ayant été 3^{ème} division, section K n° 118 a 2 (16 a 2 ca) pour l'avoir acquise aux termes d'un acte authentique des 25 et 26 novembre 2013.

Pour mémoire, lors de votre séance du 16 septembre 2013, il a été, en effet, décidé :

- d'acquérir, pour cause d'utilité publique, la parcelle sise à Tournai, rue de la Prévoyance, cadastrée ou l'ayant été section K, n° 118 a 2 (16 a 2 ca) moyennant la somme de 111.000,00 € toutes indemnités et imprévus compris;
- du principe de procéder à l'expropriation, pour cause d'utilité publique, de la parcelle non bâtie sise à Tournai, rue de la Prévoyance, cadastrée ou l'ayant été section K, n° 117 d 2 (2 a 66 ca) selon la procédure ordinaire prévue par la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Un particulier (ancien coïndivisaire de la parcelle que la Ville de Tournai vient d'acquérir) a sollicité de l'administration communale l'autorisation de continuer à occuper ce terrain durant le laps de temps où la Ville de Tournai n'y effectuerait pas de travaux afin de pouvoir continuer à cultiver son potager et y laisser son poulailler.

Lors de notre séance du 24 avril 2014, nous avons marqué notre accord de principe, sous réserve de votre approbation, sur la demande d'occupation ainsi que sur le projet de convention dont les principales modalités suivent :

- à titre strictement précaire et gratuit
- chacune des parties pourra y mettre fin à tout moment sans avoir à justifier d'un motif quelconque moyennant préavis d'un mois donné par lettre recommandée prenant cours le premier jour du mois suivant
- toute taxe, impôt, précompte frappant le bien mis disposition sont à charge de l'occupant
- le bien est mis à disposition du particulier à l'usage exclusif de potager et de jardin d'agrément.

Dès lors, dans l'attente de l'aboutissement du dossier d'expropriation portant sur la parcelle cadastrée ou l'ayant été section K n° 117 d 2 et de la mise en œuvre du schéma directeur, nous vous invitons à approuver les termes de la convention de mise à disposition à titre strictement précaire, au profit d'un

particulier, portant sur la parcelle sise à Tournai, rue de la Prévoyance, cadastrée ou l'ayant été 3^{ème} division, section K n° 118 a 2.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire de la parcelle sise à Tournai, rue de la Prévoyance, cadastrée ou l'ayant été 3^{ème} division, section K, n° 118 a 2, d'une contenance de 16 a 2 ca pour l'avoir acquise aux termes de l'acte authentique des 25 et 26 novembre 2013;

Considérant que cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur de la Plaine des Manœuvres et, plus précisément, de la création d'un accès correct et praticable permettant de liaisonner le cœur de la Plaine des Manœuvres à toute sa partie située à l'ouest, notamment pour les modes doux, les impétrants et les services techniques et/ou de secours;

Considérant, pour mémoire, sa décision du 16 septembre 2013 :

- d'acquérir, pour cause d'utilité publique, la parcelle sise à Tournai, rue de la Prévoyance, cadastrée ou l'ayant été section K, n° 118 a 2 (16 a 2 ca) moyennant la somme de 111.000,00 € toutes indemnités et imprévus compris;
- du principe de procéder à l'expropriation, pour cause d'utilité publique, de la parcelle non bâtie sise à Tournai, rue de la Prévoyance, cadastrée ou l'ayant été section K, n° 117 d 2 (2 a 66 ca) selon la procédure ordinaire prévue par la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Considérant que la clause IV "Occupation – propriété – jouissance – impôts" de cet acte précise que :

- cette parcelle est libre d'occupation
- la Ville de Tournai en a la propriété et la jouissance à dater de la signature de l'acte authentique;

Considérant la correspondance d'un particulier aux termes de laquelle il sollicite de l'administration communale l'autorisation de continuer à occuper le terrain cadastré ou l'ayant été section K, n° 118 a 2 durant le laps de temps où la Ville de Tournai n'y effectuerait aucuns travaux;

Considérant, en effet, que le demandeur, ancien coïndivisaire de la parcelle que la Ville de Tournai vient d'acquérir, occupait la parcelle (poules) et y cultivait un potager;

Considérant que, dans l'attente de l'aboutissement du dossier d'expropriation portant sur la parcelle cadastrée ou l'ayant été section K, n° 117 d 2 et de la mise en œuvre du schéma directeur, une convention de mise à disposition précaire pourrait être conclue avec le demandeur sur la parcelle cadastrée ou l'ayant été section K, n° 118 a 2 de façon à éviter que celle-ci ne tombe en friche;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 24 avril 2014, a marqué son accord de principe sur la demande d'occupation de l'intéressé ainsi que sur le projet de convention;

Considérant que ce projet a été envoyé à l'intéressé pour accord ou remarques éventuelles, lequel a marqué son accord sur les termes de cette convention;

Considérant l'extrait du plan cadastral relatif à ce périmètre;

Vu les articles L1132-3 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur la convention de mise à disposition au profit d'un particulier portant sur la parcelle communale sise à Tournai, rue de la Prévoyance, cadastrée ou l'ayant été section K, n° 118 a 2 (16 a 2 ca) dont les termes suivent :

"Entre les soussignés :

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, en exécution d'une délibération du Conseil communal en date du 22 septembre 2014, ci-après dénommée «la Ville»,

Et :

M. Nathan BROUILLARD, domicilié à 7503 Froyennes, chaussée de Courtrai, 46. ci-après dénommé «l'occupant»,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Préambule

Par acte authentique daté des 25 et 26 novembre 2013, la Ville de Tournai a acquis de l'indivision VANGYSEGHEM, DUMORTIER et BROUILLARD la parcelle sise à Tournai, rue de la Prévoyance, cadastrée ou l'ayant été section k, n° 118 a 2, d'une contenance cadastrale totale de 16 a 2 ca.

Cette parcelle était occupée par M. Nathan BROUILLARD, lequel y cultivait un potager et y avait implanté un poulailler.

Ce dernier a sollicité l'autorisation de l'administration communale de pouvoir continuer à occuper cette surface.

L'objet de la présente convention est de définir les modalités contractuelles de la mise à disposition de la parcelle communale.

Article 1^{er} : objet de la convention

Description du bien mis à disposition :

La Ville met à disposition de l'occupant le bien suivant : la parcelle d'une contenance cadastrale de 16 a 2 ca sise à Tournai, rue de la Prévoyance telle que reprise sous liseré vert à l'extrait du plan cadastral ci-joint.

Ce bien est parfaitement connu de l'occupant et est reconnu par lui en parfait état d'entretien.

Des photos jointes en annexe pour faire partie intégrante du présent contrat révèlent l'état du bien et l'absence de toute construction à l'exception d'un poulailler. Celles-ci tiennent lieu d'état des lieux contradictoire entre les parties.

Article 2 : destination du bien immobilier mis à disposition

Le bien immobilier est mis à disposition de l'occupant à l'usage exclusif de potager et de jardin d'agrément.

Toute autre destination est proscrite. Toute construction ou tout aménagement de nature durable (exemple : macadam) quels qu'ils soient, y sont formellement interdits.

Le poulailler aménagé sur la parcelle par l'occupant avant que la Ville n'en devienne propriétaire pourra y être maintenu à condition que l'occupant dispose de toutes les autorisations requises.

A cet égard, l'attention de l'occupant est attirée sur les dispositions de l'article 263 § 1^{er}, 6° du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie³.

Article 3 : durée de la convention - résiliation

L'occupation est consentie à titre strictement précaire prenant cours au 1^{er} janvier 2014. Chacune des parties pourra y mettre fin à tout moment et sans avoir à justifier d'un motif quelconque, moyennant préavis d'un mois donné par lettre recommandée prenant cours le premier jour du mois suivant.

L'occupant a été informé que :

- le schéma directeur de la Plaine des Manœuvres sera prochainement mis en œuvre
- dans le cadre de cette mise en œuvre, la Ville procédera à la résiliation de la convention (dans le respect du délai et des formes prévus à l'alinéa 1^{er} du présent article).

L'occupant s'engage à libérer le bien à la première demande que la Ville en fera dans les formes et délais précités et ce, sans réclamer une indemnité quelconque du fait de la mise en culture dudit bien (potager ou jardin) ou d'une amélioration apportée au bien.

Tout manquement de l'occupant à l'une des obligations résultant pour lui de la présente convention entraînera la résolution de la convention de plein droit et sans sommation, ce sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts.

³ [Article 263 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie](#)

§ 1^{er}. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à des dispositions légales, décrétales ou réglementaires et qu'ils ne nécessitent pas d'actes et travaux préparatoires soumis au permis d'urbanisme, ne requièrent pas de permis d'urbanisme et requièrent une déclaration urbanistique préalable les actes et travaux qui suivent :

...

6° dans les cours et jardins, les actes et travaux qui suivent :

a) les abris pour un ou des animaux, pour autant :

- par propriété, que la superficie maximale soit de 15,00 m² et de 25,00 m² pour les colombiers;
- qu'ils soient érigés à 3,00 m au moins des limites mitoyennes;
- qu'ils soient érigés à 20,00 m au moins de toute habitation voisine;
- que la hauteur ne dépasse pas 2,50 m à la corniche et 3,50 m au faite, calculée par rapport au niveau naturel du sol;
- que le matériau de parement des élévations soit le bois ou le grillage soit similaire aux matériaux du bâtiment principal existant;

Le présent contrat présente un caractère «intuitu personae» dans le chef de l'occupant, de sorte qu'il prendra fin de plein droit au décès de ce dernier sans qu'il puisse créer quelque droit que ce soit dans le chef de ses héritiers.

A l'expiration du présent contrat pour quelque cause que ce soit, l'occupant devra :

- * restituer le bien dans son pristin état et libre de toute culture
- * procéder à l'enlèvement du poulailler.

Article 4 : gratuité

La présente convention est consentie à titre gratuit.

Article 5 : entretien et réparations

L'occupant s'engage à occuper le bien mis à sa disposition en bon père de famille et à le tenir en bon état d'entretien et en parfait état de propreté.

A cet effet, l'occupant se chargera du petit entretien et de l'entretien courant (par exemple : la taille des arbustes, la tonte, le désherbage,...).

Toute intervention qui serait de nature à modifier le milieu végétal de la parcelle mise à disposition devra être préalablement autorisée par le Collège communal sur avis du service des espaces verts (M. Gauthier FONTAINE).

Les travaux lourds d'entretien des arbres (par exemple, l'élagage, l'abattage, le broyage) seront à charge de la Ville.

L'occupant s'interdit formellement :

- de pratiquer des fouilles ou déplacements ou enlèvements de terre de nature à modifier le niveau naturel du sol ou à nuire à la stabilité des conduites qui y sont ou seraient posées.
- d'une manière générale, de faire quoi que ce soit qui puisse nuire, de quelque façon que ce soit, aux canalisations qui sont ou seraient installées en sous-sol, ainsi qu'à leur stabilité.

De plus, l'occupant autorisera la Ville de Tournai, ou tout autre organisme compétent, à accéder, en tout temps, et pour cause d'utilité publique, à la parcelle mise à disposition (par exemple : entretien et réparation de conduites et canalisations, taille des grands arbres,...).

Article 6 : responsabilité

Pendant la période d'occupation, le bien mis à disposition de l'occupant est utilisé sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls.

Il serait rendu responsable des dégradations éventuelles occasionnées au bien mis à disposition.

L'occupant décharge la Ville de toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque du fait de l'occupation.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien du bien occupé, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait se produire soit dans le chef de l'occupant soit dans le chef de tiers.

L'occupant déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle de ce chef, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou de ses préposés dans le dommage ou accident serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Article 7 : assurances

L'occupant assurera sa responsabilité résultant de ce qui est prévu à l'article 6. Il s'engage à justifier du paiement des primes à toute demande de la Ville.

Article 8 : droits des voisins

L'occupant veillera particulièrement à prendre toutes mesures utiles afin que l'occupation ne génère pas de trouble pour le voisinage.

Article 9 : cession et sous-location

L'occupant n'est pas autorisé à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ou octroyer tout droit quelconque portant sur tout ou partie du bien.

Article 10 : précompte – taxe

Toute taxe, impôt, précompte frappant le bien mis à sa disposition en vertu de l'article 1^{er} sont à charge de l'occupant.

L'occupant s'engage à rembourser à la première demande de la Ville le précompte immobilier frappant le bien.

Article 11 : droit d'enregistrement

Les droits d'enregistrement et autres éventuels frais résultant du présent acte sont à charge de l'occupant.

Article 12 : litige

La présente convention est régie par le droit belge.

Tout litige relatif à la validité, à l'interprétation, à l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – section Tournai."

17. Gaurain-Ramecroix, lieu-dit Gros Fidèle. Vente au profit de la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) d'une parcelle communale (pie) et demande d'occupation temporaire de deux autres parcelles communales (pie). Convention. Approbation.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En notre séance du 27 juin 2014, nous avons marqué notre accord de principe, sous réserve de votre décision, sur la vente à l'amiable d'un are à prendre dans une parcelle communale sise à Gaurain-Ramecroix, au lieu-dit "Gros Fidèle", cadastrée ou l'ayant été 16^{ème} division, section D numéro 465 E d'une contenance totale de 11 a 97 ca, et sur l'occupation temporaire (pendant la durée des travaux, soit maximum un an) de 3 a 46 ca à prendre dans la parcelle communale précitée et sur l'occupation temporaire (pendant la durée des travaux, soit maximum un an) de 5 a 16 ca à prendre dans la parcelle communale sise à Gaurain-Ramecroix, au lieu-dit "Gros Fidèle", cadastrée ou l'ayant été 16^{ème} division, section D numéro 465 D d'une contenance totale de 18 a 24 ca et ce, au profit de la Société publique de gestion de l'eau moyennant le montant total de 7.750,00 €.

Les fonds à provenir de cette vente seront répartis comme suit :

* pour l'acquisition d'une partie de la parcelle communale : 7.300,00 € à l'article 124/761-56 du budget extraordinaire 2014;

* pour les deux occupations temporaires : 450,00 € à l'article 124/161-48 du budget ordinaire 2014.

Nous vous invitons à approuver les termes de l'acte émanant du Comité d'acquisition d'immeubles de Mons au profit de la Société publique de gestion de l'eau que nous avons approuvé en séance du 27 juin 2014."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en séance du 28 février 2014, le Collège communal a pris connaissance que :

- 1) le Comité d'acquisition d'immeubles de Mons a été chargé par la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) et par l'intercommunale de propreté publique (IPALLE) de :
 - * l'acquisition en pleine propriété d'un are à prendre dans une parcelle communale sise à Gaurain-Ramecroix, au lieu-dit "Gros Fidèle", cadastrée ou l'ayant été 16^{ème} division, section D numéro 465 E d'une contenance totale de 11 a 97 ca. Cette acquisition a lieu pour cause d'utilité publique en vue de la réalisation du collecteur d'évacuation des eaux usées de Gaurain-Ramecroix;
 - * l'occupation temporaire (pendant la durée des travaux soit maximum un an) de 3 a 46 ca à prendre dans la parcelle communale précitée;
 - * l'occupation temporaire (pendant la durée des travaux soit maximum un an) de 5 a 16 ca à prendre dans la parcelle communale sise à Gaurain-Ramecroix, au lieu-dit "Gros Fidèle", cadastrée ou l'ayant été 16^{ème} division, section D numéro 465D d'une contenance totale de 18 a 24 ca;
- 2) le Comité d'acquisition d'immeubles de Mons sollicite la communication de la liste des occupants des parcelles cadastrées ou l'ayant été 16^{ème} division, section D numéro 465 E et 465 D et précise qu'il reviendra ultérieurement vers la Ville de Tournai en temps opportun;

Considérant qu'en date du 27 juin 2014, le Collège communal a pris connaissance de la correspondance du 18 février 2014 émanant du Comité d'acquisition d'immeubles de Mons par laquelle celui-ci communique à la Ville de Tournai :

- 1) le plan n° 2M9-IPA-GR2/E6 indice B du six septembre deux mille treize établi par le bureau d'études R. HEINEN, avenue de Coghen, numéro 197 à 1180 Bruxelles
- 2) le rapport d'expertise établi par le Comité d'acquisition d'immeubles de Mons fixant à 7.300,00 € la valeur des emprises en ce compris les indemnités pour frais de remploi et intérêts d'attente et de 450,00 € pour leur occupation temporaire. Soit un total de 7.750,00 €.
- 3) le projet d'acte;

Considérant que dans les dispositions finales, le projet d'acte précise que le conservateur des hypothèques est dispensé de prendre inscription d'office lors de la transcription de l'acte et que le paiement sera effectué dans un délai de trois mois à dater de la signature de l'acte;

Considérant qu'en même séance, le Collège communal a décidé :

- 1) de marquer son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur la vente à l'amiable et sur les occupations temporaires précitées au profit de la Société publique de gestion de l'eau moyennant le montant total de 7.750,00 €;

- 2) de marquer son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur le projet d'acte, rédigé par le Comité d'acquisition d'immeubles de Mons et modifié par le Service patrimoine, occupation du domaine public et stationnement (modifications apparaissant en rouge et gras sur le projet joint au présent dossier);
- 3) d'affecter les fonds à provenir de cette vente, soit 7.750,00 €, à répartir comme suit :
 - * pour l'acquisition d'une partie de la parcelle communale : 7.300,00 € à l'article 124/761-56 du budget extraordinaire 2014;
 - * pour les deux occupations temporaires : 450,00 € à l'article 124/161-48 du budget ordinaire 2014;
- 4) d'attirer l'attention du Comité d'acquisition d'immeubles de Mons sur la répartition des fonds précitée par le versement d'une part, des 7.300,00 € sur le compte n° BE04091000407631 et le versement d'autre part, des 450,00 € sur le compte n° BE41091000405510;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Vu les articles L1122-30 et L 1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver le projet d'acte portant sur la vente à l'amiable d'un are à prendre dans une parcelle communale sise à Gaurain-Ramecroix, au lieu-dit "Gros Fidèle", cadastrée ou l'ayant été 16^{ème} division, section D, numéro 465 E, d'une contenance totale de 11 a 97 ca, sur l'occupation temporaire (pendant la durée des travaux soit maximum un an) de 3 a 46 ca à prendre dans la parcelle communale précitée et sur l'occupation temporaire (pendant la durée des travaux soit maximum un an) de 5 a 16 ca à prendre dans la parcelle communale sise à Gaurain-Ramecroix, au lieu-dit "Gros Fidèle", cadastrée ou l'ayant été 16^{ème} division, section D numéro 465D d'une contenance totale de 18 a 24 ca et ce, au profit de la Société publique de gestion de l'eau moyennant le montant total de 7.750,00 € dont les termes sont les suivants :

" L'an deux mille quatorze, le

Nous, Christian FOUCART, Directeur a.i. au comité d'acquisition d'immeubles de Mons, actons la convention suivante intervenue entre :

D'UNE PART,

Comparaissant devant nous :

La **VILLE DE TOURNAI**, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 61 § 1 de la loi-programme du six juillet mil neuf cent quatre-vingt-neuf et en vertu de l'article 6, 7° de l'arrêté royal organique des services opérationnels du Service public fédéral Finances du trois décembre deux mille neuf, et en exécution d'une délibération du Conseil communal en date du 22 septembre 2014, délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé.

Ci-après dénommée «le comparant»

ET D'AUTRE PART,

La **Société publique de gestion de l'eau** (en abrégé "SPGE"), société anonyme de droit public, inscrite au registre du commerce de Verviers sous le numéro 71.517, immatriculée à la T.V.A. sous le numéro 420.651.980, reprise à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0420.651.980 et dont le siège social est établi à 4800 Verviers, rue de la Concorde, 41, primitivement constituée sous la forme d'une société anonyme portant la dénomination "Société de gestion et d'exploitation des ressources naturelles de la Région wallonne" (en abrégé "RENAT S.A.") aux termes d'un acte reçu par Maître Henri LOGE, notaire à Namur, en date du seize juillet mil neuf cent quatre-vingts, publié aux annexes du Moniteur belge le cinq août suivant sous le numéro 1573-1, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises, notamment par acte reçu par Maître Philippe DE VILLE, notaire de résidence à Liège, en date du vingt et un juin mil neuf cent nonante-neuf, publié aux annexes du Moniteur belge le cinq août suivant sous le numéro 990805-2, conformément au décret du Conseil régional wallon du quinze avril mil neuf cent nonante-neuf relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau (Moniteur belge du vingt-deux juin mil neuf cent nonante-neuf), et dont la dernière modification des statuts est intervenue lors de l'assemblée générale extraordinaire du dix-huit juin deux mille douze, approuvée par le Gouvernement wallon par arrêté ministériel du vingt-quatre janvier deux mille treize, publié au Moniteur belge le sept février deux mille treize sous le numéro 2013/200602.

Représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de la loi du dix-huit décembre mil neuf cent quatre-vingt-six habilitant l'administration de la TVA, de l'enregistrement et des domaines, à présent l'administration générale de la documentation patrimoniale en vertu de l'article 6, 7° de l'arrêté royal organique des services opérationnels du service public fédéral Finances du trois décembre deux mille neuf, à réaliser certaines opérations patrimoniales pour le compte des institutions communautaires et régionales et du décret du Conseil régional wallon du vingt-trois juillet mil neuf cent quatre-vingt-sept habilitant l'administration de la TVA, de l'enregistrement et des domaines à réaliser certaines opérations patrimoniales pour le compte de la Région wallonne et des institutions qui en dépendent.

Ci-après dénommée «**le Pouvoir public**».

MAITRISE D'OUVRAGE

La SPGE a désigné l'intercommunale «I.P.A.L.L.E» ayant son siège social et son siège administratif à 7503 Tournai (ex Froyennes), chemin de l'Eau vive, numéro 1, comme opérateur de l'eau, chargé de la maîtrise d'ouvrage et de la réalisation des travaux de pose de collecteurs d'évacuation des eaux usées.

I.- ACQUISITION.

Le comparant cède au Pouvoir public, qui accepte, l'immeuble désigné ci-dessous, aux conditions indiquées dans le présent acte.

DESIGNATION DU BIEN

TOURNAI division 16 (anciennement GAURAIN-RAMECROIX - INS 57033 – MC 00325)

Emprise numéro 57 : un are (1 a 0 ca) en pleine propriété dans une parcelle sise au lieu-dit «Gros Fidèle», cadastrée ou l'ayant été comme terre vaine et vague, section D numéro 465 E pour une contenance totale de onze ares nonante-sept centiares (11 a 97 ca).

Ci-après dénommée «**le bien**».

L'emprise en pleine propriété constitue l'emplacement d'une station de pompage.

PLAN

Ce bien figure sous lot 57 au plan numéro 2M9-IPA-GR2/E6 indice b, dressé le six septembre deux mille treize par le bureau d'études R.HEINEN, avenue Coghen, 197 à 1180 Bruxelles, plan dont le comparant déclare avoir pris connaissance.

Ledit plan a été enregistré dans la base de données des plans de délimitation de l'administration générale de la documentation patrimoniale sous le numéro de référence 57033/10129.

ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien dans lequel l'emprise est effectuée appartient à la Ville de Tournai depuis plus de trente ans.

BUT DE L'ACQUISITION

Le bien doit être acquis pour cause d'utilité publique en vue de la pose de collecteurs d'évacuation des eaux usées de Gaurain-Ramecroix.

II.- OCCUPATION TEMPORAIRE

Le comparant déclare autoriser le Pouvoir public à occuper temporairement, pendant une période de maximum un an à compter de la date de début des travaux, une bande de terrain de :

- trois ares quarante-six centiares (3 a 46 ca) sur l'immeuble faisant l'objet de l'emprise numéro 57
- cinq ares seize centiares (5 a 16 ca) dans une parcelle sise au lieu-dit «Gros Fidèle», cadastrée ou l'ayant été comme verger hautes tiges (h.t), section D numéro 465 D pour une contenance totale de dix-huit ares vingt-quatre centiares (18 a 24 ca) faisant l'objet de l'emprise numéro 58 et figurant au plan précité.

III.- CONDITIONS

1. GARANTIE - SITUATION HYPOTHECAIRE.

Le comparant garantit le Pouvoir public de tous troubles, évictions ou autres empêchements quelconques.

Le bien est vendu pour quitte et libre de toutes hypothèques et charges quelconques.

Si le bien était grevé de pareilles charges, le Pouvoir public aurait la faculté de se libérer en versant le prix à la Caisse des dépôts et consignations, sans offre préalable ni mise en demeure. Il en serait de même en cas d'opposition au paiement. Les frais de retrait seraient à charge du comparant.

2. SERVITUDES.

Le bien est vendu avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, mais sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits que ceux fondés sur titres réguliers ou sur la loi.

3. ETAT DU BIEN - CONTENANCE - BORNAGE.

Le bien est vendu dans l'état où il se trouve.

Aucune réclamation ne peut être élevée du chef d'erreur de désignation ou de contenance, la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, faisant profit ou perte pour le Pouvoir public.

S'il y a lieu, l'abornement du bien vendu, le long des propriétés restant appartenir au comparant, se fera aux frais du Pouvoir public. Ce dernier procédera, également à ses frais, à l'abornement du tracé de la canalisation. L'expert désigné fera connaître aux parties, par lettre recommandée, le jour et l'heure où il procédera aux opérations de bornage et dressera procès-verbal de ces opérations. Un double de ce procès-verbal sera remis à chacune des parties.

4. RESERVE.

Tous les compteurs et canalisations qui se trouveraient actuellement dans le bien et qui n'appartiendraient pas au comparant ne font pas partie de la vente et sont réservés à qui de droit.

IV.- PRESCRIPTIONS URBANISTIQUES

Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

a) Information circonstanciée

Le comparant déclare que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, par le schéma de structure communal est la suivante : zone d'habitat
- le bien ne fait l'objet d'aucun permis de lotir ou d'urbanisation, de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1^{er} janvier 1977 ni d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans.

b) Absence d'engagement du comparant

Le comparant déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84 § 1^{er} et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84 § 2, alinéa premier dudit Code.

Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

c) Information générale

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84 § 1^{er} et 2 dudit Code ne peut être effectué sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le comparant déclare que le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement. En conséquence il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

GESTION DES SOLS

Les parties déclarent avoir été informées de la modification de l'article 85 du C.W.A.T.U.P.E. opérée par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, dont il résulte que doivent désormais être mentionnées, dans tout acte de cession immobilière visé par l'article 85, les «*données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols*» ainsi que certaines obligations en matière d'investigation et d'assainissement, notamment en cas de cessation d'une exploitation autorisée. L'article 85 § 1^{er}, alinéa 1, 3° du C.W.A.T.U.P.E., quoique entré en vigueur le 18 mai 2009, ne pourrait toutefois recevoir ici d'application effective dans la mesure où la banque de données de l'état des sols précitée n'est, au jour de la passation du présent acte, ni créée ni - a fortiori - opérationnelle. Sous le bénéfice de cette précision et de son approbation par le Ministre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement, les parties requièrent le fonctionnaire instrumentant de recevoir néanmoins le présent acte.

Le comparant déclare :

1. ne pas avoir exercé sur le bien d'activités pouvant engendrer une pollution du sol ou ne pas avoir abandonné de déchets sur ce bien pouvant engendrer telle pollution;
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit décret sols en vigueur en Région wallonne;
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit décret sols n'a été effectuée sur le bien et que par conséquent aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et à son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le comparant est exonéré vis-à-vis du Pouvoir public de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien.

V.- OCCUPATION - ENTREE EN JOUISSANCE - IMPOTS

Le comparant déclare que le bien est libre d'occupation.

Le Pouvoir public aura la propriété du bien vendu à dater de ce jour. Il en aura la jouissance à compter de la date de début des travaux dont question ci-après.

Le précompte immobilier et les autres impositions quelconques afférents au bien vendu en pleine propriété seront à charge du Pouvoir public à partir du premier janvier prochain.

VI.- MENTIONS LEGALES

Le fonctionnaire instrumentant soussigné a donné lecture des articles 62 paragraphe 2 et 73 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée concernant le recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 62, paragraphe 2 :

"Tout assujetti ou membre d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4 § 2, propriétaire ou titulaire d'un droit réel sur un bien susceptible d'une hypothèque, est tenu de faire connaître sa qualité d'assujetti ou membre d'une unité T.V.A, au notaire qui est chargé de dresser l'acte ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire de ce bien, suite à la demande que celui-ci lui adresse. Le Ministre des finances règle les modalités d'application du présent paragraphe."

Article 73 :

"Sans préjudice des amendes fiscales, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250,00 à 12.500,00 euros ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contreviendra aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution."

Sur notre interpellation, le comparant déclare avoir la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée et déposer les déclarations y relatives au contrôle de Tournai sous le numéro 207.354.920.

VII.- PRIX

La vente est consentie et acceptée moyennant le prix de **sept mille sept cent cinquante euros (7.750,00 €)**.

Ce prix comprend toutes les indemnités quelconques pouvant revenir au comparant, y compris notamment :

- a) celles résultant de l'occupation temporaire;
- b) le cas échéant, celles résultant de la perte des arbres, arbustes et plantations dont il est question ci-après, au chapitre traitant des obligations spéciales relatives aux travaux.

Le prix est payable, après l'enregistrement et la transcription du présent acte, dans les trois mois à compter de ce jour. A partir de l'expiration de ce délai, le montant de la somme due sera productif d'un intérêt égal au taux de l'intérêt légal dont il suivra, de plein droit, les modifications.

Le paiement sera valablement effectué par virement au crédit du compte numéro BE04091000407631 pour les 7.300,00 € relatifs à l'acquisition et 450,00 € au crédit du compte numéro BE41091000405510 pour les deux occupations temporaires, comptes ouverts au nom du comparant.

VIII.- OBLIGATIONS SPECIALES

RELATIVES AUX TRAVAUX.

Le bien prédécrit fera l'objet d'états des lieux contradictoires avant et après travaux, établis en plusieurs exemplaires, l'un d'eux demeurant en possession du comparant.

Vingt jours au moins avant le début des travaux, le Pouvoir public ou son entrepreneur avertira le comparant, par lettre recommandée à la Poste, de la date fixée pour l'état des lieux et le début des travaux.

Après l'exécution des travaux, le Pouvoir public s'engage à remettre en état le fonds supérieur du bien ayant fait l'objet de l'occupation temporaire pendant la période nécessaire à la réalisation des travaux. Cette remise en état comporte l'enlèvement des terres excédentaires, le nivellement, le damage, l'épandage de terre de qualité identique à celle de la couche supérieure enlevée. Elle comprend également la reconstitution des zones engazonnées ou des pâtures ainsi que le remplacement des clôtures ou leur remplacement si celles-ci ont été endommagées.

La perte des arbres, arbustes et plantations, appartenant au comparant, qui pourraient être endommagés ou abattus n'est pas visée dans la remise en état. Ce préjudice fait l'objet d'un règlement compris dans le prix fixé ci-avant.

Si nécessaire, le Pouvoir public s'engage à installer des clôtures provisoires en bordure des zones de travaux.

IX.- DISPOSITIONS FINALES

1. FRAIS.

Tous les frais des présentes sont à charge du Pouvoir public.

2. DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE.

Le comparant déclare dispenser le Conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office lors de la transcription du présent acte.

3. ELECTION DE DOMICILE.

Pour l'exécution des présentes, le Pouvoir public fait élection de domicile en ses bureaux, à 5000 Namur, avenue de Stassart, 14-16 et le comparant en son domicile.

4. DECLARATIONS.

Le comparant déclare :

- qu'il n'est pourvu ni d'un administrateur provisoire ni d'un conseil judiciaire ou d'un curateur;
- qu'il n'a pas déposé de requête en concordat judiciaire ou en réorganisation judiciaire;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour;
- et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de tout ou partie de l'administration de ses biens.

5. AUTRES DECLARATIONS

Le comparant déclare en outre que le bien ne fait pas l'objet de mesures de restriction au droit de libre disposition, notamment clause de réméré, droit d'option, droit de préférence ou de préemption, remembrement, mandat hypothécaire, etc.

DONT ACTE.

Passé à et signé par le comparant et le fonctionnaire instrumentant, après lecture."

Monsieur le Conseiller communal **D. SMETTE** rentre en séance.

18. Tournai, chemin du Four l'Estienne, 10 et 12. Vente de gré à gré sur base d'appel d'offres. Modalités de mise en vente. Acte de vente. Approbation.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 18 août 2011, nous avons décidé du principe, sous réserve de votre approbation, de vendre, selon la procédure de vente de gré à gré sur base d'appel d'offres, les biens sis à Tournai, chemin du Four

l'Estienne, 10 et 12 ainsi qu'une partie de la parcelle située à l'arrière de ces bâtiments qui constitue le jardin.

En séance du 9 mai 2014, nous avons marqué notre accord de principe, sous réserve de votre approbation, sur les termes du projet d'acte authentique émanant de Maître Albert LOIX, notaire instrumentant dans le cadre de cette vente, ainsi que sur les modalités de mise en vente à savoir :

- le prix de vente minimum est fixé à 32.000,00 € hors frais et le montant minimum des enchères à 2.000,00 €.
- autres conditions :
 - . les candidats acquéreurs signent une offre irrévocable d'achat valable 4 semaines.
 - . l'offre est directement soumise à l'examen du Collège communal. Le cas échéant, le Collège communal accepte l'offre sous réserve d'une offre supérieure notifiée dans un délai de deux semaines à compter de la décision du Collège. Les candidats acquéreurs sont informés par lettre recommandée envoyée par le notaire conformément à la décision du Collège communal. La lettre recommandée peut être remplacée par lettre simple moyennant accusé de réception.
 - . en cas de notification d'une offre supérieure, le candidat qui a fait une offre sera informé par le notaire et disposera, à compter de cette information, d'un délai de 8 jours calendrier pour déposer une nouvelle offre. A défaut de l'avoir fait dans ledit délai, il devra être considéré comme ayant renoncé à son acquisition. S'il fait une offre supérieure, l'autre candidat acquéreur sera informé et disposera à son tour de la possibilité de déposer une nouvelle offre supérieure dans les conditions ci-dessus définies.
 - . dès que la vente est définitive :
 - * un acompte de 10 % est versé dans les 8 jours sur l'un des comptes du notaire;
 - * pas de compromis, la vente étant parfaite par l'acceptation de l'offre par le Collège communal;
 - * l'acte authentique est signé dans les 4 mois de l'acceptation de l'offre par le Collège communal, tous frais à charge de l'acquéreur.
 - . les honoraires de négociation de 2 % du prix de vente qui sera obtenu, sont pris en charge par la Ville, outre le remboursement des frais de publicité.
 - . la publicité portant sur la vente de l'immeuble est faite :
 - * par des affiches de vente de gré à gré apposées sur le bien
 - * par une photo et un descriptif apposés sur un panneau à l'intérieur de l'étude du notaire
 - * par l'inscription de ce bien sur le site internet des immeubles à vendre, tenu par la Compagnie des notaires du Hainaut
 - * par voie d'insertions dans les journaux et toutes-boîtes ci-après :
 - la Gazette notariale du Passe-Partout
 - le Courrier de l'Escaut
 - le Cahier notarial.

Etant donné l'état de vétusté des biens susmentionnés, il s'agit d'une opération positive pour la Ville de Tournai.

Nous vous invitons à approuver l'aliénation du périmètre décrit ci-dessus par le biais d'une vente de gré à gré sur base d'appel d'offres moyennant le prix minimum de 32.000,00 € hors frais et à marquer votre accord sur les termes de l'acte qui en découlera à l'intervention de l'étude de Maître Albert LOIX, notaire associé de résidence à Tournai.

Les fonds à provenir de cette vente seront affectés à l'article 124/762-56 du budget extraordinaire 2014."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, est invitée à s'exprimer sur ce point :

" Pouvez-vous m'expliquer qu'il ait fallu près de 3 ans entre la décision de vendre le bien (août 2011) et l'accord de principe sur les termes du projet d'acte authentique que nous votons aujourd'hui ?
De plus, on nous présente le bien comme un lot de 2 maisons à l'état de ruine et appartenant à la Ville depuis des temps immémoriaux. Comment ce bien a-t-il pu tomber en ruine ? Est-ce de nouveau un exemple malheureux de la gestion du patrimoine immobilier de la Ville ?
Or, lors de la rénovation du quartier d'Allain, Ecolo avait déjà demandé à la Ville que ces deux maisons soient intégrées au projet du Logis tournaisien. Deux logements auraient pu être créés pour des familles dans le besoin. Aujourd'hui on vend ce bien pour la modique somme de 32.000,00 €.
Nous nous opposons à la vente de gré à gré et nous demandons que le Logis tournaisien soit prioritaire dans la vente du bien."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, précise que le Logis tournaisien s'y est intéressé mais y a renoncé vu l'ampleur des travaux à y réaliser. Il suggère par ailleurs de majorer le prix de vente pour le porter à 40.000,00 €.

Le **Président** de séance précise, au sujet du prix de vente, qu'il s'agit d'un prix minimum.
Rien n'interdit par ailleurs au Logis tournaisien de formuler une offre d'achat.

La Conseillère communale PS, **S. LIETAR**, présidente du Logis tournaisien, rappelle que le Logis tournaisien n'a pas été autorisé par son organe de tutelle, la Société wallonne du logement, à acheter ces maisons.

Le Directeur général adjoint, **T. LESPLINGART**, rappelle les vicissitudes qu'a connues ce dossier, à sa connaissance.

Par 32 voix pour, 3 voix contre et 2 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire des biens sis à Tournai, chemin du Four l'Estienne 10 et 12, cadastrés ou l'ayant été 2^{ème} division, section B 220 F et B 220 G, d'une contenance respective de 1 a 15 ca et 73 ca;

Considérant que l'ensemble des biens en état de délabrement est composé de deux corps de logis, de deux dépendances externes faisant fonction de remise et de deux toilettes externes (l'une à front de pignon de l'habitation n° 10 et l'autre à front de pignon de l'habitation voisine n° 14, propriété d'un particulier);

Considérant que ces biens gérés par la régie foncière ont fait l'objet, en date du 26 août 2005, d'un rapport d'insalubrité et d'inhabitabilité et que, depuis 2007, ils ne sont ni habités ni entretenus;

Considérant que différents amateurs se sont manifestés dans le but d'acquérir ces biens et que le Collège communal a décidé, en séance du 18 août 2011, d'opter pour une procédure de vente de gré à gré sur base d'appel d'offres de ces biens ainsi que d'une partie de la parcelle communale (cadastrée ou l'ayant été 2^{ème} division, section B n° 214 C2) située à l'arrière des bâtiments et constituant le jardin, soit une contenance totale de 3 a 79 ca (vente en un lot), en lieu et place d'une vente de gré à gré sans publicité à une personne déterminée et ce, dans l'intérêt financier de la Ville;

Considérant qu'en même séance, il a été décidé :

- de fixer le prix minimum à 40.000,00 € (rapport d'expertise dressé en date du 8 octobre 2010 par Monsieur l'inspecteur principal de l'enregistrement fixant à 30.000,00 € la valeur de ces biens) et le montant des surenchères, en fonction du montant du prix minimum, par tranche de 2.000,00 €;
- de désigner Maître Albert LOIX, notaire de résidence à Tournai, comme notaire instrumentant dans le cadre de cette vente;
- de procéder à l'enquête commodo et incommodo relative à cette vente;
- d'approuver le plan de division et de mesurage levé et dressé par Monsieur le géomètre communal, en date du 20 juillet 2011;

Considérant que le plan de division et de mesurage approuvé par le Collège communal du 18 août 2011 présentait des incohérences (servitudes) et qu'un nouveau plan a été dressé par Monsieur le géomètre communal en date du 1^{er} octobre 2013 et approuvé par le Collège communal le 8 novembre 2013;

Considérant qu'en même séance, il a été décidé de solliciter une réactualisation du rapport d'expertise auprès de l'administration de l'enregistrement de Tournai, afin de respecter le principe de la circulaire du 20 juillet 2005 relative aux ventes ou acquisitions d'immeubles par les communes, les provinces et les centres publics d'action sociale (CPAS), ainsi qu'à l'octroi de droit d'emphytéose ou de droit de superficie selon laquelle l'estimation d'un bien doit dater de moins d'un an;

Considérant que, suite à la réactualisation du rapport d'expertise (13 février 2014) fixant à 32.000,00 € la valeur totale de ces biens, le Collège communal a décidé, en séance du 28 février 2014, de modifier le prix de base et de fixer celui-ci à 32.000,00 € en lieu et place de la somme initiale de 40.000,00 € (le montant des surenchères restant inchangé);

Considérant qu'en même séance, le Collège communal a arrêté, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, les modalités de la vente;

Considérant le projet d'acte relatif à cette vente (27 mars 2014) émanant de Maître LOIX et approuvé par le Collège communal en séance du 9 mai 2014;

Considérant que les fonds à provenir de cette vente seront affectés à l'article 124/762-56 du budget extraordinaire 2014;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices;

Considérant que les enquêtes commodo et incommodo, tenues du 14 septembre au 4 octobre 2011 et du 4 au 17 juin 2014, n'ont donné lieu à aucune observation;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 32 voix pour, 3 voix contre et 2 abstentions;

DECIDE :

1. de procéder à la vente de gré à gré sur base d'appel d'offres des biens sis à Tournai, chemin du Four l'Estienne 10 et 12, cadastrés ou l'ayant été 2^{ème} division, section B 220 F et B 220 G, ainsi que d'une partie de la parcelle communale (cadastrée ou l'ayant été 2^{ème} division, section B n°214 C2) située à l'arrière des bâtiments et qui constitue le jardin, soit une contenance totale de 3 a 79 ca moyennant le prix minimum de 32.000,00 € hors frais à l'intervention de Maître Albert LOIX;
2. de marquer son accord sur les modalités de mise en vente de gré à gré suivantes :
 - le prix de vente minimum est fixé à 32.000,00 € hors frais et le montant minimum des enchères à 2.000,00 €.
 - autres conditions :
 - . les candidats acquéreurs signent une offre irrévocable d'achat valable 4 semaines.
 - . l'offre est directement soumise à l'examen du Collège communal. Le cas échéant, le Collège communal accepte l'offre sous réserve d'une offre supérieure notifiée dans un délai de deux semaines à compter de la décision du Collège. Les candidats acquéreurs sont informés par lettre recommandée envoyée par le notaire conformément à la décision du Collège communal. La lettre recommandée peut être remplacée par lettre simple moyennant accusé de réception.
 - . en cas de notification d'une offre supérieure, le candidat qui a fait une offre sera informé par le notaire et disposera, à compter de cette information, d'un délai de 8 jours calendrier pour déposer une nouvelle offre. A défaut de l'avoir fait dans ledit délai, il devra être considéré comme ayant renoncé à son acquisition. S'il fait une offre supérieure, l'autre candidat acquéreur sera informé et disposera à son tour de la possibilité de déposer une nouvelle offre supérieure dans les conditions ci-dessus définies.
 - . dès que la vente est définitive :
 - * un acompte de 10 % est versé dans les 8 jours sur l'un des comptes du notaire;
 - * pas de compromis, la vente étant parfaite par l'acceptation de l'offre par le Collège communal;
 - * l'acte authentique est signé dans les 4 mois de l'acceptation de l'offre par le Collège communal, tous frais à charge de l'acquéreur.
 - . les honoraires de négociation de 2 % du prix de vente qui sera obtenu sont pris en charge par la Ville, outre le remboursement des frais de publicité.
 - . la publicité portant sur la vente de l'immeuble est faite :
 - * par des affiches de vente de gré à gré apposées sur le bien
 - * par une photo et un descriptif apposés sur un panneau à l'intérieur de l'étude du notaire
 - * par l'inscription de ce bien sur le site internet des immeubles à vendre, tenu par la Compagnie des notaires du Hainaut
 - * par voie d'insertions dans les journaux et toutes-boîtes ci-après :
 - la Gazette notariale du Passe-Partout
 - le Courrier de l'Escaut

- le Cahier notarial;

3. de marquer son accord sur le projet d'acte authentique de vente portant sur lesdits biens dont les termes suivent :

" L'AN DEUX MILLE, le

Par-devant nous, Maître Albert LOIX, notaire associé à la résidence de Tournai.

ONT COMPARU :

D'une part :

LA **VILLE DE TOURNAI**, ayant ses bureaux en l'Hôtel de Ville de et à Tournai, rue Saint-Martin, 52,

Ici représentée par :

- M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, demeurant à Tournai, Chaussée de Bruxelles, 125/1

- M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, demeurant à Tournai, rue du Nord, 42,
Agissant conformément aux articles L-1132-3, L1123/5 et L1124-17 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation et en exécution d'une délibération du Conseil communal en date du 22 septembre 2014, dont un extrait restera ci-annexé.

Ladite délibération a été notifiée à l'autorité de tutelle en date du, laquelle n'a pas émis d'objection à la présente vente,

Ci-après dénommée «**la partie venderesse**»,

Laquelle comparante a, par les présentes, déclaré vendre sous toutes les garanties ordinaires de fait et de droit et, notamment, pour quitte et libre de toutes dettes et charges privilégiées ou hypothécaires généralement quelconques, ainsi que de toutes inscriptions et transcriptions,

Au profit de

Ci-après dénommé(s) «**la partie acquéreuse**»,

Ici présents, comparissant et déclarant accepter le bien dont suit la désignation :

DESIGNATION DU BIEN

Ville de Tournai - deuxième division

Lot de deux maisons à l'état de ruine avec terrain sis chemin du Four l'Estienne 10 et 12, cadastrées d'après titre et d'après extrait cadastral récent section B numéros 220/F et 220/G et partie du numéro 214/C2 pour une contenance de trois ares septante-neuf centiares (379 m²).

PLAN

Tel que le dit bien est repris au plan de mesurage dressé par Monsieur le géomètre communal en date du premier octobre deux mille treize et approuvé par le Collège communal du, qui demeurera annexé au présent acte après avoir été signé «Ne varietur» par les parties et le notaire soussigné.

ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien appartient à la Ville de Tournai depuis des temps immémoriaux.

La partie acquéreuse déclare se contenter de l'origine de propriété telle que reprise ci-dessus, sans pouvoir exiger d'autre titre qu'une expédition des présentes.

CONDITIONS GENERALES DE LA VENTE

1. Propriété – Jouissance - Occupation

La partie acquéreuse aura la propriété du bien prédécrit à partir de ce jour.

Elle en aura la jouissance à partir de ce jour, par la prise de possession réelle, la partie venderesse déclarant que le bien est libre d'occupation.

2. Charges financières et situation hypothécaire

Le bien est vendu pour quitte et libre de toutes charges privilégiées et hypothécaires quelconques.

La partie venderesse déclare ne pas avoir conféré de mandat autorisant un tiers à prendre hypothèque sur le bien vendu, ou si tel en était le cas, avoir obtenu l'accord préalable et écrit du créancier bénéficiaire de ce mandat.

3. Etat du bien - Garanties - Contenance - Servitudes

Le bien est vendu dans l'état où il se trouve ce jour, bien connu de la partie acquéreuse qui reconnaît l'avoir visité avec attention :

- sans garantie, notamment du chef de vétusté, mauvais état des bâtiments, nature du sol ou du sous-sol, vices de construction, vices cachés et tous autres généralement quelconques. La partie acquéreuse prendra donc le bien tel qu'il se comporte et la partie venderesse échappera à toutes garanties et responsabilités. La partie venderesse déclare cependant qu'elle n'a pas connaissance de vice caché;
- sans aucune garantie quant à la contenance indiquée, la différence entre celle-ci et la contenance réelle, fût-elle supérieure à un vingtième, devant faire profit ou perte à la partie acquéreuse sans recours contre la partie venderesse;
- sans garantie des énonciations cadastrales, ni de celles relatives à la mitoyenneté des murs et clôtures. A ce propos, la partie acquéreuse devra s'entendre directement avec les propriétaires voisins au sujet du règlement de toute mitoyenneté sans intervention de la partie venderesse et sans recours contre elle;
- sans aucune garantie de la partie venderesse ni recours contre elle quant aux servitudes légales d'utilité publique, servitudes urbanistiques, servitudes d'alignement, zones de recul, distances à observer vis-à-vis des voisins, expropriations pour cause d'utilité publique, qui pourraient affecter le bien vendu.

Le bien est vendu avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, dont il pourrait être avantagé ou grevé, sauf à la partie acquéreuse à faire valoir les unes et à se défendre des autres, le tout à ses frais, risques et périls, sans intervention de la partie venderesse, ni recours contre elle.

La partie acquéreuse devra se conformer à toutes les servitudes et conditions spéciales que l'examen des anciens titres de propriété pourrait révéler et sera de ce chef subrogée d'une manière générale

dans tous les droits et obligations de la partie venderesse pour autant qu'elles soient encore d'application.

Conditions spéciales

La partie venderesse signale qu'une cave et une chambre mansardée de la maison portant le numéro 12 du chemin du Four l'Estienne pénètrent dans la maison voisine portant le numéro 14.

Cette situation sera maintenue.

La partie acquéreuse fera son affaire personnelle de cette situation sans intervention de la partie venderesse ni recours contre elle.

La partie venderesse déclare que, compte tenu du caractère enclavé des parcelles, les servitudes suivantes s'appliquent :

- les parcelles vendues cadastrées deuxième division, section B numéros 220/F, 220/G et 214/C2 partie 2 ainsi que la parcelle voisine cadastrée deuxième division section B numéro 220/K bénéficient d'un droit de passage au sens des articles 682 à 685 du Code civil et aux conditions prévues à ces articles.

Ce droit de passage s'exerce sur la bande de terrain en tarmac comprise dans la parcelle cadastrée deuxième division section B numéro 214/C2 figurant sous teinte **verte** sur le plan dressé par Monsieur le géomètre communal en date du premier octobre deux mille treize dont question ci-avant.

- un droit de passage au sens des articles 682 à 685 du Code civil et aux conditions prévues à ces articles est constitué au profit de la parcelle cadastrée section B numéro 220/K sur la bande de terrain en tarmac comprise dans la parcelle cadastrée section B numéros 214/C2, 220/F et 220/G figurant sous teinte **bleue** sur ledit plan dressé par Monsieur le géomètre communal.
- Les droits de passage sont consentis à titre gratuit pour permettre l'utilisation normale des parcelles cadastrées deuxième division section B numéros 220/F, 220/G, 214/C2 partie 2 et 220/K d'après leur destination d'immeubles d'habitation.

Ils peuvent s'exercer comme actuellement à pied ou avec tout véhicule.

Conformément à l'article 684 du Code civil, les droits de passage cesseront s'ils ne sont plus nécessaires au sens de l'article 682 du Code civil ou s'ils peuvent être fixés à un endroit moins dommageable que l'assiette actuellement fixée.

- La partie acquéreuse, ses héritiers, ayants-droit et successeurs à tous titres seront purement et simplement subrogés dans tous les droits et obligations résultant de ces stipulations. Ils feront leur affaire personnelle desdites stipulations. En cas de cession des biens vendus, la partie acquéreuse s'oblige à imposer ces obligations et interdictions aux nouveaux propriétaires à peine de tous dommages et intérêts.

Est ici intervenu M., le propriétaire de l'immeuble cadastré section B numéro 220/K, situé à 7500 Tournai, chemin du Four l'Estienne, 14 et domicilié à cette adresse.

M. accepte les droits de passage aux conditions précisées ci-avant.

4. Transfert des risques et assurances

Les parties conviennent que les risques afférents au bien vendu sont transférés à la partie acquéreuse en même temps que le transfert de propriété et de jouissance et la partie venderesse déclare que l'immeuble vendu n'est plus assuré contre les risques d'incendie et autres.

La partie acquéreur a donc intérêt à s'assurer à partir de ce jour.

5. Impôts et charges

La partie acquéreuse supportera au prorata de sa jouissance le précompte immobilier et tous autres impôts, taxes, contributions et impositions qui pourraient frapper le bien vendu. La partie venderesse déclare avoir reçu ce jour de la partie acquéreuse la somme de euros, étant sa quote-part dans le précompte immobilier de l'année en cours, dont quittance.

6. Eau – Gaz – Electricité – Télédistribution

A l'heure actuelle, il n'existe plus d'abonnement et location relatifs à l'eau, au gaz et à l'électricité. Les canalisations, conduites, compteurs et autres installations ou appareils généralement quelconques que des tiers justifieraient leur appartenir ne font pas l'objet de la présente vente. La partie acquéreur se chargera d'avertir les services compétents.

7. Statut administratif et urbanistique

A. Mentions et déclarations prévues en cas d'aliénation immobilière.

- 1) Conformément à l'article 85 § 1^{er} du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie tel que modifié par le décret du dix-sept juillet deux mille huit, la partie venderesse déclare que le bien en cause :
 - *est situé dans le schéma de développement de l'espace régional;*
 - *est affecté au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz approuvé par arrêté royal du 24 juillet 1981 et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité, "zone d'habitat", laquelle est régie par l'article 26 du nouveau Code wallon;*
 - *n'est pas situé dans un projet de révision du susdit plan de secteur approuvé par arrêté;*
 - *n'est pas situé dans le périmètre d'un plan communal d'aménagement approuvé;*
 - *est situé dans le projet de schéma de structure communal adopté provisoirement par le Conseil communal du 28 avril 2008 avec, sur la carte de structure spatiale, une affectation de "zone résidentielle villageoise en zone d'habitat dans un périmètre d'intérêt culturel, historique ou esthétique";*
 - *n'est pas situé sur le territoire ou la partie de territoire communal où un règlement régional est applicable;*
 - *est situé sur le territoire communal où un avant-projet de règlement communal d'urbanisme au sens de l'article 78 est à l'étude tout étant qu'à ce jour les dispositions du règlement général de police sur les bâtisses du 15 mai 1946 sont maintenues (cfr article 244 du règlement général de police du 1^{er} juillet 2002), uniquement pour l'ancien territoire de la Ville de Tournai dès lors que ce règlement a été adopté bien avant les fusions;*
 - *n'est pas situé dans un projet de rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 dudit Code wallon;*
 - *n'est pas situé dans un site à réaménager au sens de l'article 169 du Code (site d'activité économique désaffecté);*
 - *n'est pas situé dans un périmètre de revitalisation urbaine au sens de l'article 172 dudit Code;*
 - *n'est pas situé dans un périmètre de rénovation urbaine au sens de l'article 173 dudit Code;*
 - *n'est pas situé dans le périmètre tel que visé par l'article 136 bis (à savoir par arrêté du Gouvernement wallon) traitant des périmètres des zones vulnérables établies autour des établissements présentant un risque majeur au sens du décret sur l'environnement;*
 - *n'est pas à notre connaissance soumis au droit de préemption à savoir que le Gouvernement n'a pas arrêté un périmètre d'application de ce droit pour le susdit bien comme dit à l'article 176 § 3 dudit Code;*
 - *n'est pas repris dans les limites d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté;*

- *n'a pas fait l'objet de classement comme monument, comme site ou ensemble architectural;*
- *n'a pas fait l'objet d'une inscription sur une liste de sauvegarde visée à l'article 193 dudit Code;*
- *n'est pas inclus dans une zone de protection par arrêté (zone de protection autour d'un monument ou site classé) au sens de l'article 209 dudit Code wallon;*
- *est situé aux termes du Plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH) approuvé par arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2005, en zone d'assainissement collectif;*
- *n'est pas situé dans le périmètre d'un lotissement non périmé;*
- *n'a pas fait l'objet d'un certificat d'urbanisme de moins de deux ans;*
- *n'a pas fait l'objet d'un permis de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1^{er} janvier 1977;*
- *se situe à proximité de la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) des Bastions, laquelle a fait l'objet d'un rapport urbanistique et environnemental (RUE) approuvé par arrêté ministériel du 9 septembre 2010. Ce RUE préconise le maintien de la zone boisée existante et une zone d'espaces verts pour les parcelles dites «potagers d'Allain» situées à l'arrière du bien;*
- *est soumis aux dispositions du plan d'alignement n° 138 par arrêté royal du 22 mars 1905 (pour son côté rue du Four l'Estienne) qui ne doit pas concerner le site en cause dès lors que l'accès à ces maisons était propriété d'un exploitant carrier;*
- *est repris dans une zone de contrainte karstique considérée comme faible sur la carte géologique établie en janvier 2004 par la faculté polytechnique de Mons (FPMs) à la demande de la Région wallonne;*
- ***a fait l'objet d'un arrêté le déclarant inhabitable en date du 26 août 2005 et la situation n'a guère évolué depuis.»;***

- 2) Le notaire instrumentant réitère cette information, au vu de la seule lettre reçue de la Ville de Tournai, en date du quatre mars deux mille quatorze, soit moins de quarante jours après l'envoi de la demande de renseignements notariaux adressée par nos soins en date du Cette lettre stipule la déclaration de la partie venderesse qui précède littéralement reproduite.
- 3) Outre les renseignements ci-dessus repris imposés par l'article 85 dudit Code, la Ville de Tournai a par le même courrier transmis d'autres informations concernant le bien. La partie acquéreur reconnaît expressément avoir reçu une copie de cette lettre et dispense de les reproduire entièrement aux présentes, dont décharge.
- 4) La partie venderesse confirme que le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement, anciennement permis d'exploiter, de sorte qu'il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du Règlement général sur la protection de l'environnement (RGPE).

B. Absence d'engagement de la partie venderesse

La partie venderesse ou son mandataire déclare qu'elle ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84 § 1^{er} et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84 § 2, alinéa 1^{er}.

La partie venderesse déclare qu'elle n'a fait exécuter aucuns travaux de construction ou de transformation sans avoir obtenu les autorisations préalables nécessaires et pour autant que de besoin, qu'à sa connaissance, aucune révision de revenu cadastral n'est en cours.

C. Information générale

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84 § 1^{er} et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84 § 2, alinéa 1^{er} ne peut être accompli sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

La partie acquéreuse reconnaît avoir reçu une copie de l'article 84 du CWATUPE et dispense le notaire de le reprendre intégralement aux présentes.

8. Installations électriques

Après avoir eu connaissance de l'article 3, alinéa 4 de l'arrêté royal du dix mars mil neuf cent quatre-vingt-un rendant obligatoire le règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, modifié par l'arrêté royal du premier avril deux mille six, entré en vigueur le premier juillet deux mille huit, et aux articles 276 à 279 du règlement général sur les installations électriques, les parties se sont accordées sur le fait de ne pas faire exécuter une visite de contrôle au sens de l'article 276bis du règlement général sur les installations électriques du dix mars mil neuf cent quatre-vingt-un étant donné qu'en tout état de cause, la partie acquéreuse va rénover complètement l'installation électrique du bien vendu.

A ce sujet, la partie acquéreuse reconnaît savoir qu'elle devra en informer par écrit le Service public fédéral économie, Petites et moyennes entreprises (P.M.E.), classes moyennes et énergie, direction générale énergie, division infrastructure, boulevard du Roi Albert II, 16 à 1000 Bruxelles.

Elle déclare savoir également :

- qu'une fois terminée, la nouvelle installation électrique ne pourra être mise en service qu'après un rapport de contrôle positif établi par un organisme agréé
- qu'elle devra transmettre ce rapport au Service public fédéral économie, P.M.E., classes moyennes et énergie, direction générale énergie, division infrastructure.

La partie acquéreuse décharge expressément la partie venderesse de toute responsabilité à ce sujet et reconnaît avoir été informée des sanctions prévues dans le règlement général en cas de non-respect des prescriptions prévues audit règlement.

9. Réservoir à mazout

Pour satisfaire à la législation de la Région wallonne en la matière, dans le cas où il y a dans le bien vendu un réservoir à mazout d'une contenance de trois mille litres ou plus, il y a lieu de faire vérifier l'étanchéité de ce réservoir qui doit être équipé d'un système antidébordement avant le premier janvier deux mille cinq. Lors d'un test d'étanchéité, une plaquette de contrôle verte sera scellée au réservoir et une attestation de conformité sera délivrée.

La partie venderesse déclare que le bien vendu n'est pas équipé d'un réservoir à mazout d'une contenance égale ou supérieure à trois mille litres, à mettre en conformité avec les normes actuellement en vigueur en Région wallonne.

10. Gestion et assainissement du sol

A. Les parties reconnaissent que leur attention a été appelée sur le fait que :

1. La présence de terres polluées dans le sol, quelle que soit l'origine ou la date de la pollution, peut être constitutive de déchets. A ce titre, le détenteur de déchets, soit en résumé celui qui les possède ou en assure la maîtrise effective, est tenu d'un ensemble d'obligations, allant notamment d'une obligation de gestion (collecte, transport, valorisation ou élimination) à une obligation d'assainissement voire de réhabilitation, lourdes financièrement et passibles de sanctions administratives, civiles et pénales.
2. Parallèlement, en vertu de l'article 18 du décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols, tout propriétaire peut être identifié comme titulaire de l'obligation d'assainissement ou encore n'être tenu d'adopter que des mesures de sécurité et, le cas échéant, de suivi selon qu'il s'agit d'une pollution nouvelle ou historique (antérieure ou postérieure au trente avril deux mille sept) et dans ce dernier cas, qu'elle constitue ou non une menace grave, sauf cause de dispense;
3. Pour autant, en l'état du droit :
 - en vertu de l'article 85 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (C.W.A.T.U.P.), amendé par le décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols, la partie venderesse est tenue de mentionner à la partie acquéreuse les données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret. A ce jour, cette banque de données est en voie de constitution, de sorte que la partie venderesse est dans l'impossibilité de produire un extrait de celle-ci;
 - il n'existe pas de norme (décret, arrêté,...) qui prescrive à charge du cédant des obligations d'investigation, d'assainissement ou de sécurité, en cas de mutation de sol;
 - de même, est discutée la question de savoir si l'exigence classique de «bonne foi» oblige la partie venderesse non professionnelle à mener d'initiative de telles démarches d'investigation sur son propre sol, avant toute mutation.

B. Dans ce contexte, la partie venderesse déclare qu'à sa connaissance, - après des années de jouissance paisible (sans trouble) et utile (sans vice), - sans pour autant que la partie acquéreuse exige d'elle des investigations complémentaires dans le terrain (analyse de sol par un bureau agréé,...) -, rien ne s'oppose, selon elle, à ce que le bien vendu soit destiné, au regard de cette seule question d'état de sol, à l'accueil d'une habitation privée et qu'en conséquence, elle n'a exercé ou laissé s'exercer sur le bien vendu ni acte, ni activité qui soit de nature à générer une pollution antérieure aux présentes qui soit incompatible avec la destination future du bien. Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, la partie venderesse sera exonérée vis-à-vis de la partie acquéreuse de toute charge relative à une éventuelle pollution du sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement ou autres qui pourraient en résulter, sauf cependant dans le cas où la partie venderesse serait désignée comme débiteur de ces obligations au sens de l'article 22 dudit décret.

11. Chantiers temporaires ou mobiles

Les parties reconnaissent que le notaire instrumentant a attiré leur attention sur l'existence d'obligations mises à leur charge par l'arrêté royal du vingt-cinq janvier deux mille un, en matière de coordination sur les chantiers.

La partie acquéreuse reconnaît que le notaire instrumentant a attiré son attention sur le fait qu'elle a l'obligation de conserver tout dossier d'intervention ultérieure, actuel ou futur, pour le remettre, en cas de transmission du bien pour quelque cause que ce soit.

Interrogée par le notaire instrumentant sur l'existence d'un dossier d'intervention ultérieure afférent au bien décrit ci-dessus, la partie venderesse a répondu de manière négative et a confirmé que, depuis le premier mai deux mille un, aucuns travaux, pour lesquels un dossier d'intervention ultérieure devait être rédigé, n'ont été effectués par un ou plusieurs entrepreneurs.

12. Inondation – Zone à risques

En application de l'article 68-7 § 4 de la loi sur le contrat d'assurance terrestre visant la couverture des catastrophes naturelles en ce qui concerne les risques simples, et après consultation sur internet de la cartographie de l'aléa d'inondation adoptée par le Gouvernement wallon, la partie venderesse déclare que le bien prédécrit n'est pas situé dans une zone à risque d'inondation.

La partie acquéreuse a pu vérifier cette information en consultant sur internet la cartographie des aléas d'inondation <http://cartographie.wallonie.be/NewPortailCarto/index.jsp>).

13. Servitude d'utilité publique liée à la présence d'une canalisation de gaz naturel de Fluxys.

En date du dix-huit novembre deux mille huit, la société FLUXYS a adressé aux notaires chargés de transactions immobilières un courrier leur imposant de vérifier si des canalisations de FLUXYS passent à proximité du bien vendu.

En date du, le notaire instrumentant a consulté le site du Point de contact fédéral Informations câbles et conduites (CICC). En réponse à la demande d'informations concernant le bien, objet des présentes, le CICC a répondu : «gestionnaires concernés : ».

La partie acquéreur reconnaît avoir reçu antérieurement à ce jour, une copie de la lettre du, et de ses annexes, émanant de

14. Certificat de performance énergétique

Le bien vendu étant à l'état de ruine, il ne peut être certifié. Aucun certificat de performance énergétique ne sera donc remis à la partie acquéreuse.

PRIX – FRAIS – BLANCHIMENT

Lecture donnée par le notaire instrumentant de l'article 203, premier alinéa, du Code des droits d'enregistrement, les parties ont déclaré la présente vente consentie et acceptée moyennant le prix de EUROS (... euros), sur lequel prix la somme de euros (... euros) a été payée antérieurement aux présentes, et dont le solde, soit la somme de euros (... euros), a été payé par virement sur le compte numéro 091-0004076-31.

Quittance :

Est ici intervenu, M. Eddy MOULIN, Directeur financier de la Ville de Tournai, lequel déclare que l'entière du prix susmentionné a été payée sur le compte numéro 091-0004076-31 du bureau des recettes de la Ville de Tournai, et donner quittance entière et définitive.

Conformément à la décision du Conseil communal, M. Eddy Moulin et la Ville de Tournai dûment représentée requièrent la dispense d'inscription d'office comme dit ci-après.

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Monsieur le conservateur des hypothèques est expressément dispensé de prendre inscription d'office en vertu des présentes pour quelque motif que ce soit.

TUTELLE

La présente convention ainsi que la délibération du Conseil communal de la Ville de Tournai autorisant la vente ont été adressées le, au Gouvernement de la Région wallonne dans le cadre de la tutelle d'annulation prévue par le décret du premier avril mille neuf cent nonante-neuf organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne.

La présente vente peut être définitivement conclue en l'absence d'annulation dans le mois de sa notification, par le Gouvernement de la Région wallonne, de la délibération du Conseil communal autorisant la présente vente.

DECLARATIONS FISCALES

1. Répression des dissimulations

Les parties reconnaissent que le notaire instrumentant leur a donné lecture des dispositions de l'article deux cent trois, premier alinéa du Code des droits d'enregistrement sur la répression des dissimulations, libellé comme suit :

«En cas de dissimulation au sujet du prix et des charges ou de la valeur conventionnelle, il est dû individuellement par chacune des parties contractantes une amende égale au droit éludé. Celui-ci est dû indivisiblement par toutes les parties.»

2. Plus-values

Le notaire instrumentant a informé les parties de la législation relative aux plus-values réalisées à l'occasion d'une cession à titre onéreux d'immeuble bâti dans les cinq ans de la date d'acquisition.

3. Taxe sur la valeur ajoutée

Lecture a été faite par le notaire instrumentant des articles soixante-deux, paragraphe deux, et septante-trois du Code de la taxe sur la valeur ajoutée. Suite aux questions posées par ledit notaire sur sa qualité d'assujettie, la partie venderesse a déclaré expressément ne pas être assujettie à ladite taxe.

4. Réduction des droits d'enregistrement

- (§) La partie acquéreuse déclare ne pas se trouver dans les conditions requises pour bénéficier de la réduction des droits d'enregistrement prévue par les articles cinquante-trois et suivants du Code des droits d'enregistrement.
- (§) Afin d'obtenir la réduction des droits d'enregistrement, comme déterminé à l'article 53 du Code des droits d'enregistrement, chacun des acquéreurs déclare en ce qui le concerne :
- 1° que ni lui, ni son conjoint, ni son cohabitant légal ne possède la totalité ou une part indivise d'un droit réel sur un ou plusieurs immeubles dont le revenu cadastral, pour la totalité ou pour la part indivise, forme, avec celui de l'immeuble acquis, un total supérieur au maximum fixé par l'article 53bis, abstraction faite :
- * des immeubles possédés seulement en nue-propriété et acquis dans la succession de leurs ascendants respectifs;
 - * des immeubles dont l'acquéreur / son époux/épouse/cohabitant légal cédera réellement le droit réel lui appartenant au plus tard dans l'année du présent acte. Il s'agit des immeubles suivants :
 - ... (lieu précis de la situation et de la nature du droit réel)
 - des immeubles que l'acquéreur/son époux/épouse/cohabitant légal n'occupe pas personnellement en raison d'entraves légales ou contractuelles qui rendent impossible l'occupation de l'immeuble par cette personne elle-même à ce jour.
- 2° que ni lui, ni son conjoint, ni son cohabitant légal ne possède la totalité ou une part indivise d'un droit réel sur un autre immeuble affecté totalement ou partiellement à l'habitation, situé en Belgique ou à l'étranger, abstraction faite :
- * des immeubles possédés seulement en nue-propriété et acquis dans la succession de leurs ascendants respectifs;
 - * des immeubles dont l'acquéreur/son époux/épouse/cohabitant légal cédera réellement le droit réel lui appartenant au plus tard dans l'année du présent acte; il s'agit des immeubles suivants :
 - ... (lieu précis de la situation et de la nature du droit réel)
 - des immeubles que l'acquéreur/son époux/épouse/cohabitant légal n'occupe pas personnellement en raison d'entraves légales ou contractuelles qui rendent impossible l'occupation de l'immeuble par cette personne elle-même à ce jour.
- 3° que lui ou, le cas échéant, son conjoint ou cohabitant légal sera inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers à l'adresse du bien acquis pendant une durée ininterrompue de trois ans au moins, et ce dans les trois ans à compter de ce jour.
- 4° que l'acquisition ne donne pas lieu à l'octroi d'un crédit "social" tel que prévu à l'article 53, alinéa 4, 1° dudit code (tarif réduit de 5 %) et que l'immeuble acquis est situé **en dehors des zones de pression immobilière**, visées à l'article 1^{er}, 12° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie et dont la liste a été publiée l'année précédant celle de la convention de vente de l'immeuble acquis - tarif réduit de 6 % jusque 150.000,00 euros.
- En outre, les acquéreurs reconnaissent être informés qu'en cas de perte de la réduction pour défaut d'inscription dans le délai ou pendant la durée prévue à l'article soixante alinéa 2, il est dû par l'acquéreur outre le droit complémentaire, un accroissement égal à ce montant.

IDENTITE – CERTIFICAT D'ETAT CIVIL – REGISTRE NATIONAL

Conformément à la loi organique sur le notariat, le notaire soussigné déclare connaître les parties et/ou avoir établi et contrôlé leur identité sur base de leur carte d'identité et/ou autres documents d'identité probants.

Conformément à la loi hypothécaire, le notaire soussigné certifie relativement aux parties à l'acte :

- pour les personnes physiques : les noms, prénoms, lieu et date de naissance et domicile sur base de la carte d'identité, du registre national des personnes physiques, et/ou du carnet de mariage.
- pour les personnes morales : la dénomination, la forme juridique, le siège, la date de constitution et le numéro de taxe sur la valeur ajoutée ou d'identification national.

Le notaire soussigné certifie avoir vérifié l'état civil des parties au vu des documents d'identification requis par la loi.

Les parties déclarent marquer expressément leur accord de faire figurer dans le présent acte la mention de leur numéro de registre national.

CAPACITE ET DECLARATIONS DIVERSES

La partie venderesse nous déclare :

- ne pas être ou avoir été faillié et ne pas être dans une situation de cessation de paiement persistante et d'ébranlement du crédit.
- ne pas avoir concédé ou conclu sur le bien prédécrit une option d'achat, un droit de préemption, un droit de réméré ou tout autre droit de préférence à un tiers.
- qu'elle n'a pas reçu d'aide au logement ou de prime pour des travaux effectués au bien objet des présentes susceptibles par la présente vente de devoir faire l'objet d'un remboursement.

La partie acquéreuse nous déclare ne pas réaliser la présente acquisition au moyen de sommes ou valeurs résultant d'une condamnation, liquidation ou collocation pour laquelle une somme resterait exigible à titre de droit d'enregistrement ou amende du fait de cette condamnation, liquidation ou collocation.

Les parties nous déclarent :

- ne pas avoir introduit de requête en règlement collectif de dettes conformément à la loi du cinq juillet mil neuf cent nonante-huit et qu'elles n'ont pas l'intention d'en introduire une.
- ne pas être ou avoir été frappées d'une mesure d'incapacité (interdiction, minorité prolongée, tutelle, administration provisoire, etc.).

LOI ORGANIQUE DU NOTARIAT – CONSENTEMENT

Le notaire a informé les parties des obligations de conseil impartial imposées au notaire par les lois organiques du notariat. Ces dispositions exigent du notaire, lorsqu'il constate l'existence d'intérêts contradictoires ou non proportionnés, d'attirer l'attention des parties sur le droit au libre choix d'un conseil, tant en ce qui concerne le choix du notaire que d'autre conseiller juridique. Le notaire est tenu d'informer les parties de leurs droits et obligations en toute impartialité. Les parties affirment que le notaire instrumentant les a éclairées de manière adéquate au sujet des droits, obligations et charges découlant du présent acte, et qu'il leur a donné un conseil de manière impartiale. Elles déclarent trouver équilibré le présent acte ainsi que tous les droits et obligations qui s'y rapportent et déclarent les accepter expressément.

Les parties déclarent en outre que dans le cas où les clauses et conditions s'écarteraient de celles contenues dans toute convention qui pourrait être intervenue antérieurement, ayant le même objet, le présent acte, qui est le reflet exact de la volonté des parties, prévaudra.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à l'un des collaborateurs du notaire LOIX instrumentant à l'effet de signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes pour mettre ceux-ci en concordance avec les documents hypothécaires et cadastraux et ceux de l'état civil, de rectifier ou de préciser, s'il y a lieu, la désignation du bien et l'origine de propriété ou de faire toute déclaration en matière fiscale.

PROJET

Les parties reconnaissent avoir reçu copie du projet du présent acte par courrier du notaire soussigné en date du soit au moins cinq jours ouvrables avant la date des présentes et déclarent en avoir pris connaissance.

DROIT FISCAL D'ECRITURE

Droit d'écriture de cinquante euros, payé sur déclaration du notaire soussigné, en vertu de l'article 6, 3°, de l'arrêté royal du vingt et un décembre deux mille six, portant exécution de la loi du dix-neuf décembre deux mille six.

DONT ACTE

Fait et passé à Tournai, à l'Hôtel de Ville de Tournai, rue Saint-Martin, numéro 52.

Date que dessus.

Et après lecture commentée, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi, et partiellement des autres dispositions, les parties ont signé, ainsi que nous, notaire."

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Se sont abstenus : Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE

19. Musée des Beaux-Arts. Marché de services. Etude et suivi des travaux de rénovation et d'extension. Désignation d'une équipe d'auteurs de projet. Composition du jury chargé de l'analyse des offres et fixation de l'indemnité.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 24 février 2014, vous avez décidé de passer, par procédure négociée avec publicité européenne, conformément aux dispositions de l'article 26 § 2, 3° de la loi du 15 juin 2006, un marché de services ayant pour objet la désignation d'une équipe d'auteurs de projet en vue de l'étude et du suivi de l'exécution des travaux pour la rénovation et l'extension du musée des Beaux-Arts.

En séance du 16 mai 2014, nous avons décidé d'approuver la composition du jury telle que proposée par la Fédération Wallonie-Bruxelles et approuvée par l'Institut du patrimoine wallon, à savoir :

Membres avec voix délibérative :

- 4 représentants de la Ville de Tournai
- 1 représentant de l'Institut du patrimoine wallon
- 2 représentants de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- 5 experts extérieurs

Commission technique avec voix consultative :

- 3 représentants de la Ville de Tournai
- 1 représentant de l'Institut du patrimoine wallon
- 1 représentant de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- 1 représentant du Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle 4 (DG04) – direction de la restauration du patrimoine.

En séance du 27 juin 2014, nous avons décidé, vu le nombre impressionnant (47) et la complexité des dossiers de candidature reçus, de marquer notre accord pour porter à 600,00 € (au lieu des 300,00 € initialement prévus) augmentés des frais de déplacement, l'indemnité forfaitaire allouée aux 5 experts extérieurs lors de la première réunion et à 300,00 € lors de la seconde.

Il est de votre compétence d'approuver la composition du jury et le montant de l'indemnité à lui allouer.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget ordinaire 2014 sous l'article 771/122-48."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu sa décision du 24 février 2014 de passer, par procédure négociée avec publicité européenne, conformément aux dispositions de l'article 26 § 2, 3° de la loi du 15 juin 2006, un marché de services ayant pour objet la désignation d'une équipe d'auteurs de projet en vue de l'étude et du suivi de l'exécution des travaux pour la rénovation et l'extension du musée des Beaux-Arts;

Vu la décision du Collège communal prise en séance du 16 mai 2014, d'approuver la composition du jury telle que proposée par la Fédération Wallonie-Bruxelles et approuvée par l'Institut du patrimoine wallon, à savoir :

Membres avec voix délibérative :

- 4 représentants de la Ville de Tournai
- 1 représentant de l'Institut du patrimoine wallon
- 2 représentants de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- 5 experts extérieurs

Commission technique avec voix consultative :

- 3 représentants de la Ville de Tournai
- 1 représentant de l'Institut du patrimoine wallon
- 1 représentant de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- 1 représentant du Service public de Wallonie Direction générale opérationnelle (DGO) 4 – direction de la restauration du patrimoine;

Considérant la décision du Collège communal prise en séance du 27 juin 2014 qui, vu le nombre impressionnant (47) et la complexité des dossiers de candidature reçus, a marqué son accord pour porter à 600,00 € (au lieu des 300,00 € initialement prévus) augmentés des frais de déplacement, l'indemnité forfaitaire allouée aux 5 experts extérieurs lors de la première réunion et à 300,00 € lors de la seconde;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget ordinaire 2014 sous l'article 771/122-48;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver, dans le cadre du marché de services ayant pour objet la désignation d'une équipe d'auteurs de projet en vue de l'étude et du suivi de l'exécution des travaux pour la rénovation et l'extension du musée des Beaux-Arts :

* La composition du jury comme suit :

Membres avec voix délibérative :

- 4 représentants de la Ville de Tournai
- 1 représentant de l'Institut du patrimoine wallon
- 2 représentants de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- 5 experts extérieurs

Commission technique avec voix consultative :

- 3 représentants de la Ville de Tournai
- 1 représentant de l'Institut du patrimoine wallon
- 1 représentant de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- 1 représentant du Service public de Wallonie DG0 4 (direction générale opérationnelle 4) – direction de la restauration du patrimoine.

* L'indemnité forfaitaire, pour les experts extérieurs, fixée à 600,00 € majorée des frais de déplacement pour la première réunion et à 300,00 € majorée des frais de déplacement pour la seconde réunion, à imputer sous l'article 771/122-48 du budget ordinaire 2014.

20. Halle-aux-draps. Mise en conformité de la cabine haute tension. Mission d'auteur de projet ingénieur en techniques spéciales et travaux assimilés. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Halle-aux-Draps étant dotée d'une cabine haute tension intérieure équipée d'un transformateur Askarel, il y a lieu de mettre en conformité celle-ci, attendu que ce type d'équipement est interdit depuis de nombreuses années car représentant un risque d'explosion élevé et contenant des éléments toxiques.

Précédant les travaux de mise en conformité, et vu la haute technicité requise dans le cadre de l'élaboration des clauses techniques du cahier spécial des charges, il y a lieu de consulter des prestataires de services dont les compétences techniques permettront de mener à bien l'exécution des travaux et d'offrir un résultat adéquat à l'avantage de la Ville de Tournai.

Le coût des études et du suivi des travaux est estimé à 11.495,00 € TVA comprise.

Ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Des crédits de l'ordre de 12.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire du présent exercice par voie de modification budgétaire sous l'article 773/733-60.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que la Halle-aux-Draps est dotée d'une cabine haute tension intérieure équipée d'un transformateur Askarel et qu'il y a lieu de mettre en conformité celle-ci, attendu que ce type d'équipement est interdit depuis de nombreuses années car représentant un risque d'explosion élevé et contenant des éléments toxiques;

Considérant que, précédant les travaux de mise en conformité et vu la haute technicité requise dans le cadre de l'élaboration des clauses techniques du cahier spécial des charges, il y a lieu de consulter des prestataires de services dont les compétences techniques permettront de mener à bien l'exécution des travaux et d'offrir un résultat adéquat à l'avantage de la Ville de Tournai;

Considérant que le coût des études et du suivi des travaux est estimé à 11.495,00 € TVA comprise;

Considérant que ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Considérant que crédits de l'ordre de 12.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 773/733-60.

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de services ayant pour objet une mission d'ingénieur en techniques spéciales et travaux assimilés destinée à la mise en conformité et à la relocalisation de la cabine haute tension de la Halle-aux-Draps dont le coût est estimé à 9.500,00 € hors TVA, soit 11.495,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi d'une part par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 12.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 773/733-60.

21. Ascenseurs communaux. Marché de services. Analyse des risques portant sur la sécurité. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'arrêt royal du 9 mars 2003 relatif à la sécurité des ascenseurs, modifié dernièrement par l'arrêté royal du 10 décembre 2012, prévoit notamment :

- la réalisation d'une analyse de risques des ascenseurs par un service externe pour les contrôles techniques des ascenseurs (SECT), une première fois, au plus tard 15 ans après la première mise en service et ensuite, endéans des périodes intermédiaires de maximum 15 ans;

- sur base du rapport d'analyse des risques effectuée par le SECT, la modernisation des installations (travaux de modernisation à effectuer dans les 3 ans de l'analyse);
- après des travaux de modernisation ou de transformation, leur contrôle par le même SECT que celui qui a effectué l'analyse de risques à l'origine;
- les échéances suivantes pour la réalisation des travaux de modernisation, en fonction de la date de mise en service :

Date de mise en service	Délai pour les travaux de modernisation
à partir du 1 ^{er} avril 1984	au plus tard le 31 décembre 2014
entre le 1 ^{er} janvier 1958 et le 31 mars 1984	au plus tard le 31 décembre 2016
avant le 1 ^{er} janvier 1958	au plus tard le 31 décembre 2022

Nous vous proposons de passer un marché de services ayant pour objet l'analyse des risques portant sur la sécurité des ascenseurs appartenant à la Ville de Tournai et de recourir à la procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits seront inscrits au budget extraordinaire en modification budgétaire sous l'article 124/733-60.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Considérant l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1^{er}, 4° et 110 alinéa 2;

Considérant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant l'arrêté royal du 9 mars 2003 relatif à la sécurité des ascenseurs, modifié dernièrement par l'arrêté royal du 10 décembre 2012, qui prévoit notamment :

- la réalisation d'une analyse de risques des ascenseurs par un service externe pour les contrôles techniques des ascenseurs (SECT), une première fois, au plus tard 15 ans après la première mise en service et ensuite, endéans des périodes intermédiaires de maximum 15 ans;
- sur base du rapport d'analyse des risques effectuée par le SECT, la modernisation des installations (travaux de modernisation à effectuer dans les 3 ans de l'analyse);
- après des travaux de modernisation ou de transformation, leur contrôle par le même SECT que celui qui a effectué l'analyse de risques à l'origine;
- les échéances suivantes pour la réalisation des travaux de modernisation, en fonction de la date de mise en service :

Date de mise en service	Délai pour les travaux de modernisation
à partir du 1 ^{er} avril 1984	au plus tard le 31 décembre 2014
entre le 1 ^{er} janvier 1958 et le 31 mars 1984	au plus tard le 31 décembre 2016
avant le 1 ^{er} janvier 1958	au plus tard le 31 décembre 2022

Considérant la liste des ascenseurs et installations de levage dont la commune est propriétaire, ainsi que leur année de mise en service :

Bâtiment	Type d'ascenseur	Année de mise en service
Hôtel de Ville	ascenseur	2010
Hôtel de Ville	ascensiège/monte-escalier	2012
Hôtel de Ville	plateforme pour PMR	2012
Hôtel de Ville	plateforme pour PMR	2012
Hôtel de Ville (service Comptabilité)	monte-charges	hors service
Archives de l'Etat (Site Casterman)	ascenseur	2009
Archives de l'Etat (Site Casterman)	plateforme pour PMR	2009
Caserne incendie	ascenseur	2007
Entrepôt des douanes	ascenseur/monte-charges	1965
Ecole communale du Château	ascenseur	1986
Hall des sports CET	ascenseur	2000
Hall des sports de Kain	ascenseur	2013
Musée de la tapisserie	ascenseur	1997
Maison de la culture (accueil)	ascenseur	1985
Maison de la culture (scène)	ascenseur	1978
Maison de la culture (bar)	monte-charges	hors service
Maison de la culture (cuisine)	monte-charges	hors service
Maison de la culture (bibliothèque)	monte-charges	1985
Conservatoire	ascenseur	1985
Conservatoire	ascenseur	hors service
Piscine	ascenseur	1995
Piscine	fond mobile	1995
Ilôt des Primetiers	ascenseur	1982
Clos des Poussins	ascenseur/monte-charges	2006
Office du tourisme	ascenseur	2013
Auberge de jeunesse	ascenseur	1989
Auberge de jeunesse	ascenseur/monte-charges	hors service
Bureau de police	ascenseur	2005
Bureau de police	ascenseur	2005
No Télé	ascenseur	1997
Gazenbois	pont mobile	2007
Ascenseur Parking de la rue Perdue	ascenseur	2008
Déambulateur site De Bongnie	plateforme pour PMR	2012

Considérant la nécessité de passer un marché de services ayant pour objet une analyse des risques portant sur la sécurité des ascenseurs appartenant à la Ville de Tournai qui entrent dans le champ d'application de l'arrêté royal du 9 mars 2003 relatif à la sécurité des ascenseurs;

Considérant que le fond mobile de la piscine de l'Orient et le pont mobile de Gazenbois font l'objet de marchés spécifiques en raison de la technicité des installations;

Considérant l'article 2 de l'arrêté royal du 9 mars 2003 relatif à la sécurité des ascenseurs qui exclut du champ d'application, notamment les monte-escaliers et les ascenseurs dont la vitesse n'excède pas 0,15 m/s;

Considérant que les 2 plateformes pour personnes à mobilité réduite situées à l'Hôtel de Ville, et celles situées aux Archives de l'Etat et sur le site De Bongnie ont une vitesse inférieure à 0,15 m/s;

Considérant que les 5 ascenseurs/monte-charges hors service (au conservatoire, à l'Auberge de jeunesse, à l'Hôtel de Ville et à la Maison de la culture) sont définitivement inutilisables;

Considérant que l'ascenseur situé à l'Ilot des Primetiers est géré par la Régie foncière et que le coût de l'analyse est de son ressort;

Considérant qu'il serait judicieux d'inclure dans ce marché les installations les plus récentes afin de faire coïncider les futurs marchés relatifs aux analyses de risques et de mise en conformité;

Considérant que l'ascenseur du hall de sports de Kain a été mis en service l'année dernière et peut donc être dispensé de l'analyse de risques;

Considérant que les 20 ascenseurs qui feront l'objet de cette analyse sont les suivants :

Bâtiment	Type d'ascenseur	Année de mise en service
Hôtel de Ville	ascenseur	2010
Archives de l'Etat (Site Casterman)	ascenseur	2009
Caserne incendie	ascenseur	2007
Entrepôt des douanes	ascenseur/monte-charges	1965
Ecole communale du Château	ascenseur	1986
Hall de sports CET	ascenseur	2000
Musée de la tapisserie	ascenseur	1997
Maison de la culture (accueil)	ascenseur	1985
Maison de la culture (scène)	ascenseur	1978
Maison de la culture (bibliothèque)	monte-charges	1985
Conservatoire	ascenseur	1985
Piscine	ascenseur	1995
Ilot des Primetiers	ascenseur	1982
Clos des Poussins	ascenseur/monte-charges	2006
Office du tourisme	ascenseur	2013
Auberge de jeunesse	ascenseur	1989

Bureau de police	ascenseur	2005
Bureau de police	ascenseur	2005
No Télé	ascenseur	1997
Ascenseur parking de la rue Perdue	ascenseur	2008

Considérant que ce marché de services peut être estimé à 5.000,00 € hors TVA (250,00 € hors TVA par analyse de risques) et peut donc être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que ce marché débouchera sur les 3 marchés suivants :

- Marché relatif aux travaux de modernisation,
- Marché relatif à l'inspection préventive par un SECT (2 fois par an),
- Marché relatif à l'entretien préventif (2 ou 4 fois par an selon qu'il est effectué par une entreprise certifiée ISO 9001 ou non);

Considérant que les crédits nécessaires doivent être prévus au budget extraordinaire en modification budgétaire;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de services ayant pour objet l'analyse des risques portant sur la sécurité des ascenseurs appartenant à la Ville de Tournai.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché sera conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations, conformément à l'article 110, 2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : Les crédits seront inscrits au budget extraordinaire en modification budgétaire sous l'article 124/733-60;

DECIDE :

que les frais de l'analyse des risques relative à l'ascenseur de l'Ilot des Primetiers seront imputés sur les crédits de la Régie foncière.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** rentre en séance.

22. Objectif Convergence. Revitalisation intégrée du cœur de Ville. Embellissement des perspectives urbaines. Rénovation d'un ensemble de façades dans le quartier cathédral. Mode et conditions de passation du marché.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Une demande de cofinancement complémentaire pour les volets 2 (valorisation touristique du quartier Cathédral) et 3 (embellissement des perspectives urbaines) du portefeuille Objectif Convergence de revitalisation intégrée du cœur de ville a été introduite auprès du Gouvernement wallon.

Des moyens budgétaires ont été octroyés à la Ville pour l'embellissement des perspectives urbaines à concurrence d'un portefeuille total de 4.141.153,48 €.

Dans ce cadre, les moyens complémentaires permettront de rénover un plus grand nombre de façades.

Ce programme complémentaire de rénovation renforce l'effet de masse souhaité dans le quartier Cathédral et entraîne une meilleure visibilité de la revitalisation, maximalisant l'effet de levier.

Le bureau d'architecture ANMA/Agence de Nicolas MICHELIN et Associés de Paris, a établi le projet définitif relatif à la rénovation des façades suivantes:

- rue des Puits l'Eau Basse 17, 19, 19/2, 21, 25, 31, 33 et 35
- rue Gallait, 3 et 7
- rue du Puits Wagnon, 5, 7, 9 et 12
- rue des Chapeliers, 2/4, 6, 8, 13-1, 32, 46, 48, 50
- rue de l'Hôpital Notre-Dame, 18 et 20
- rue du Bas Quartier, 1A et 2A
- rue de la Triperie, 11, 13 et 15
- rue des Cheong Clotiers, 17
- rue de la Lanterne (façade arrière de l'Académie des Beaux-Arts);
- immeuble Moreau, formant angle place Paul-Emile Janson et rue de l'Hôpital Notre-Dame
- rue de la Tête d'Or – Vierge Noire.

Le devis estimatif de ces travaux s'élève à 1.599.936,92 € hors TVA, soit 1.935.923,67 € TVA comprise.

Les crédits de l'ordre de 2.500.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 9302/724-60."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant la demande de cofinancement complémentaire pour les volets 2 (valorisation touristique du quartier cathédral) et 3 (embellissement des perspectives urbaines) du portefeuille Objectif Convergence de revitalisation intégrée du cœur de ville introduite auprès du Gouvernement wallon;

Considérant que des moyens budgétaires ont été octroyés à la Ville pour l'embellissement des perspectives urbaines à concurrence d'un portefeuille total de 4.141.153,48 €;

Considérant que, dans ce cadre, les moyens complémentaires permettront de rénover un plus grand nombre de façades;

Considérant, de plus, que ce programme complémentaire de rénovation renforce l'effet de masse souhaité dans le quartier cathédral et entraîne une meilleure visibilité de la revitalisation;

Considérant que le bureau d'architecture ANMA/Agence Nicolas MICHELIN et associés de Paris a établi le projet définitif relatif à la rénovation des façades suivantes :

- rue des Puits l'Eau Basse 17, 19, 19/2, 21, 25, 31, 33 et 35
- rue Gallait, 3 et 7
- rue du Puits Wagnon, 5, 7, 9 et 12
- rue des Chapeliers, 2/4, 6, 8, 13-1, 32, 46, 48, 50
- rue de l'Hôpital Notre-Dame, 18 et 20
- rue du Bas Quartier, 1A et 2A
- rue de la Triperie, 11, 13 et 15
- rue des Cheonq Clotiers, 17
- rue de la Lanterne (façade arrière de l'académie des beaux-arts);
- immeuble Moreau, formant angle place Paul-Emile Janson et rue de l'Hôpital Notre-Dame
- rue de la Tête d'Or – Vierge Noire;

Considérant que le devis estimatif de ces travaux s'élève à 1.599.936,92 € hors TVA, soit 1.935.923,67 € TVA comprise;

Considérant que les crédits de l'ordre de 2.500.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 9302/724-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet la rénovation d'un ensemble de façades dans le quartier Cathédral dans le cadre de l'Objectif Convergence dont le coût est estimé à 1.599.936,92 € hors TVA, soit 1.935.923,67 € TVA comprise.
Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par adjudication ouverte conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les critères de sélection consisteront en la fourniture des documents suivants :

- par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés par les articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011;
- un certificat d'agrément en catégorie D – classe 5 ou sous-catégorie D5 – classe 5 ou sous-catégorie D21 - classe 5, classe basée sur l'estimation du marché.

Article 4 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution des marchés publics (Arrêté royal du 14 janvier 2013) et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché.

Article 5 : les crédits de l'ordre de 2.500.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 9302/724-60.

Article 6 : conformément au portefeuille de projets Objectif Convergence – revitalisation intégrée du cœur de ville, approuvé par le Gouvernement wallon, en séance du 15 novembre 2012, ces travaux sont subventionnés à concurrence de 40 % par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et de 50 % par la Région wallonne – Commissariat général au Tourisme (C.G.T.), le solde non subsidié étant cofinancé par les propriétaires concernés par la restauration.

Article 7 : la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

23. Revitalisation de la Rive droite. Travaux d'aménagement de la voirie. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Lors de votre séance du 19 septembre 2011, vous avez approuvé la convention relative à la subvention octroyée par la Région wallonne pour l'exécution de l'opération de revitalisation urbaine dite «Rive droite».

L'arrêté de subvention d'un montant de 1.250.000,00 € relatif à la susdite opération de revitalisation a été transmis par les services publics de Wallonie en date du 17 janvier 2012.

Par son courrier du 13 décembre 2013, la société publique de gestion de l'eau a marqué son accord sur la prise en charge des travaux relatifs à l'égouttage du quartier Becquerelle à Tournai au montant de 461.304,27 €, dont 7.608,60 € pour le forfait voirie suivant les modalités du contrat d'égouttage.

Le bureau JNC, auteur de projet dans le cadre de ce dossier, a établi le projet définitif relatif à ces travaux.

Les travaux comprennent notamment :

- démontage / démolition;
- terrassements;
- assainissement léger;
- revêtements (pavage en pierre naturelle récupérée, neuve, pierre bleue,...);
- restauration et remise en fonction du monument d'Adolphe Leray et de sa fontaine;
- remise en état des couvre-murs des quais et de la rambarde à tête de lion;
- travaux horticoles comprenant des plantations et des abattages;
- travaux d'éclairage et travaux préparatoires;
- mobilier.

Le devis estimatif des travaux s'élève à :

- Division 1 : Ville de Tournai : 1.623.290,19 € hors TVA soit 1.964.181,13 € TVA comprise;
 - Division 2 : Société publique de gestion de l'eau (SPGE) : 454.814,61 € hors TVA;
- Soit un total de : 2.078.104,80 € hors TVA, soit 2.418.995,74 € TVA comprise.

Les crédits nécessaires relatifs à la Division 1 - Ville de Tournai sont prévus au budget extraordinaire 2014 à concurrence de 1.100.000,00 € sous l'article 930/731-60 (financement : 1.100.000,00 € par subside). La différence est à prévoir en modification budgétaire extraordinaire 2014.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, intervient comme suit :

" Il est prévu des travaux d'égouttage aux quais Dumon, Saint-Brice et square Becquerelle. Pourriez-vous me dire pourquoi le quai Andreï Sakharov n'est pas prévu dans le chantier ? En effet, les caves des maisons de ce quai sont très régulièrement inondées et il semble aussi y avoir un problème d'égouttage à cet endroit. Nous demandons un aménagement global de tous les quais du centre-ville. Pourriez-vous me dire à ce sujet, s'il existe un schéma global de l'aménagement des quais ? Si tel est le cas, pourrions-nous en avoir connaissance ?

De plus, il est essentiel d'avoir un cahier des charges strict concernant l'assise des revêtements en pierre mais aussi leur qualité, pour que le tout puisse encore être en place dans 30 ans.

Enfin, je profite du point pour demander s'il ne serait pas possible d'interdire le passage des gros camions avec conteneurs qui passent à toute allure sur le quai Sakharov et endommagent considérablement la route pavée ? Ces camions démarrent dès 6 heures du matin, occasionnant également de réelles nuisances sonores pour les riverains."

Le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, regrette que le projet n'ait pas été présenté en commission. "Nous sommes presque obligés de nous abstenir vu le peu d'informations dont nous disposons", dit-il.

Le **Président** de séance précise qu'une réunion de commission pourra être organisée lors d'une phase ultérieure.

Monsieur l'Echevin des travaux, **A. BOITE**, rappelle qu'il s'agit d'un projet de revitalisation urbaine, dont le périmètre a été clairement défini. Il concède que le quai Andreï Sakharov devra également être aménagé. C'était d'ailleurs prévu dans le cadre de l'élargissement du Pont des Trous. En ce qui concerne le trafic des poids lourds, il rappelle que le centre-ville est en principe interdit aux véhicules d'un tonnage excédant 7,5 tonnes.

Le cdH s'abstient sur ce point, vu le manque d'informations.

Par 31 voix pour et 7 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23, 24 et 38;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant qu'en séance du 19 septembre 2011, a été approuvée la convention relative à la subvention octroyée par la Région wallonne pour l'exécution de l'opération de revitalisation urbaine dite «Rive droite»;

Considérant que l'arrêté de subvention d'un montant de 1.250.000,00 € relatif à la susdite opération de revitalisation a été transmis par les services publics de Wallonie en date du 17 janvier 2012;

Considérant que, par courrier du 13 décembre 2013, la Société publique de gestion de l'eau a marqué son accord sur la prise en charge des travaux relatifs à l'égouttage du quartier Becquerelle à Tournai au montant de 461.304,27 €, dont 7.608,60 € pour le forfait voirie suivant les modalités du contrat d'égouttage;

Considérant que le bureau JNC, auteur de projet dans le cadre de ce dossier, a établi le projet définitif relatif à ces travaux;

Considérant que les travaux comprennent notamment :

- Démontage / démolition;
- Terrassements;
- Assainissement léger;
- Revêtements (pavage en pierre naturelle récupérée, neuve, pierre bleue,...);
- Restauration et remise en fonction du monument d'Adolphe Leray et de sa fontaine;
- Remise en état des couvre-murs des quais et de la rambarde à tête de lion;
- Travaux horticoles comprenant des plantations et des abattages;
- Travaux d'éclairage et travaux préparatoires;
- Mobilier;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à :

- Division 1 : Ville de Tournai : 1.623.290,19 € hors TVA soit 1.964.181,13 € TVA comprise;
- Division 2 : Société publique de gestion de l'eau (SPGE) : 454.814,61 € hors TVA, soit un total de : 2.078.104,80 € hors TVA, soit 2.418.995,74 € TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires relatifs à la Division 1 - Ville de Tournai - sont prévus au budget extraordinaire 2014 à concurrence de 1.100.000,00 € sous l'article 930/731-60 (financement : 1.100.000,00 € par subside);

Considérant que la différence est à prévoir en modification budgétaire extraordinaire 2014;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 7 abstentions;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché conjoint [Ville de Tournai – Société publique de gestion de l’eau (SPGE)] ayant pour objet les travaux de revitalisation urbaine du cœur de ville «Projet Rive droite», l’aménagement des espaces publics : quais Dumon et Saint-Brice et square du Becquerelle à Tournai, estimés à :
- Division 1 : Ville de Tournai : 1.623.290,19 € hors TVA soit 1.964.181,13 € TVA comprise;
- Division 2 : SPGE : 454.814,61 € hors TVA,
soit un total de : 2.078.104,80 € hors TVA, soit 2.418.995,74 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23, 25 et 38 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir :
- un certificat d'agrément en catégorie C – classe 6;
- une déclaration sur l’honneur du soumissionnaire attestant qu’il ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires relatifs à la Division 1 - Ville de Tournai - sont prévus au budget extraordinaire 2014 à concurrence de 1.100.000,00 € sous l’article 930/731-60 (financement : 1.100.000,00 € par subside).

La différence est à prévoir en modification budgétaire extraordinaire 2014.

Article 6 : de transmettre la présente délibération à la tutelle générale d’annulation lors de la désignation de la firme adjudicatrice et au ministère subsidiant – Direction générale opérationnelle (DGO) 4.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE

24. Tournai. Travaux de réfection du revêtement du plateau de la gare. Convention entre la Société régionale wallonne du transport (SRWT) et la Ville. Approbation. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) La Ville de Tournai et la Société régionale wallonne du transport (SRWT) projettent, dans le cadre d'un marché conjoint, de réaliser les travaux de réfection du revêtement du parvis de la gare de Tournai.

Les aménagements envisagés et leur répartition figurent au plan de convention V1224-C01 annexé au présent dossier.

Le projet de convention qui vous est présenté a pour objet de fixer le rôle ainsi que les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de l'étude et de l'exécution des travaux précités.

Aux termes dudit projet, il est notamment prévu ce qui suit :

- la Ville assumera la qualité de pouvoir adjudicateur et, à ce titre, assurera la direction technique et administrative, ainsi que la surveillance des travaux précités.
- chacune des parties prendra financièrement à sa charge les travaux qui la concernent suivant le plan annexé à la convention.

Nous vous invitons à approuver les termes de la convention de travaux, dont question ci-avant.

- 2) Considérant que le marché de travaux de réfection de revêtement du parvis de la gare de Tournai est un marché conjoint, vous allez approuver, en cette même séance, la convention liant la Ville de Tournai et la Société régionale wallonne du transport (SRWT), conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006.

Le bureau d'études communal a établi le projet définitif de ces travaux.

Les travaux comprennent notamment :

- La démolition sélective de revêtement en pavés de pierre;
- Le démontage de revêtement en pavés de pierre et sa réutilisation sur chantier;
- Le fraisage de revêtements hydrocarbonés;
- Les déblais localisés;
- La réalisation de fondation en empierrement type IIA;
- La fourniture et la pose de revêtements hydrocarbonés;
- La mise à niveau d'éléments localisés;

Le devis estimatif des travaux s'élève à :

- Division 1 : Ville de Tournai : 121.381,50 € hors TVA soit 146.871,62 € TVA comprise;
 - Division 2 : SRWT : 57.715,00 € hors TVA;
- Soit un total de : 179.096,50 € hors TVA, soit 204.586,62 € TVA comprise.

Des crédits de l'ordre de 225.000,00 € sont inscrits sous l'article 42110/731-60 de la modification budgétaire extraordinaire 2014.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, intervient comme suit :

" Beaucoup de questions restent pendantes sur le futur de cet endroit qui devrait être restructuré pour mettre en sécurité les usagers faibles (piétons, cyclistes) et assurer une meilleure visibilité des déplacements autorisés pour tous les usagers. Pour les usagers de cet endroit, c'est un véritable casse-tête actuellement et une vitrine très négative de Tournai pour ceux qui arrivent en train. La réfection devrait s'inscrire dans un projet global d'aménagement des abords de la gare."

Elle s'étonne par ailleurs que des travaux aussi coûteux soient réalisés de manière provisoire.

Pour le **Président** de séance, il est urgent d'intervenir. Si pas, les bus ne pourront plus accéder au parvis de la gare cet hiver. Il rappelle qu'un dossier d'aménagement global a été élaboré en vue d'un financement européen. Il est actuellement soumis à la Task Force, sans aucune garantie pour le moment.

"Va-t-on penser à tracer plus de signalisation pour les piétons et les cyclistes ?" interroge la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**.

"Les marquages au sol seront importants au même titre que le fleurissement. Nous aurons intérêt à donner une petite touche colorée à cet espace hydrocarboné" lui répond le **Président** de séance.

Par 35 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Ville de Tournai et la Société régionale wallonne du transport (SRWT) projettent, dans le cadre d'un marché conjoint, la réalisation des travaux de réfection du revêtement du parvis de la gare de Tournai;

Considérant que les aménagements envisagés et leur répartition figurent au plan de convention V1224-C01 annexé au présent dossier;

Considérant que le projet de convention présenté a pour objet de fixer le rôle ainsi que les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de l'étude et de l'exécution des travaux précités;

Considérant qu'aux termes dudit projet, il est notamment prévu ce qui suit :

- la Ville assumera la qualité de pouvoir adjudicateur et, à ce titre, assurera la direction technique et administrative ainsi que la surveillance des travaux précités.

- chacune des parties prendra financièrement à sa charge les travaux qui la concernent suivant le plan annexé à la convention;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 35 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE :

d'approuver les termes du projet de **convention à conclure entre la Société régionale wallonne du transport (SRWT) et la Ville**, ayant pour objet l'étude et l'exécution des travaux de réfection du revêtement du parvis de la gare de Tournai :

" Entre :

La **Ville de Tournai**, dont le siège est situé rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, ici représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint,
ci-après dénommée «**la Ville**».

Et

La Société régionale wallonne du transport (SRWT), dont le siège est situé à 5100 Namur, avenue Gouverneur Bovesse, 96, ici représentée par M. Jean-Marc VANDENBROUCKE, administrateur général,
ci-après dénommée «**la S.R.W.T.**»

Tous deux dénommés sous le vocable «partenaire»,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er}. Objet de la convention

La présente convention a pour objet les travaux de réfection du revêtement du parvis de la gare de Tournai. Les aménagements envisagés et leur répartition figurent au plan de convention n° V1224-C01 ci-annexé.

La Ville prendra à sa charge les travaux de voirie repris sous liseré jaune au plan de convention n° V1224-C01.

La SRWT prendra, quant à elle, à sa charge l'aménagement de voirie repris sous liseré rouge.

Article 2. Etude et documents

La Ville se chargera de l'étude du projet relatif à l'ensemble des aménagements de voirie et de trottoirs comprenant, entre autres, la partie à charge de la SRWT.

La Ville établira le projet d'exécution, le métré et les spécifications techniques relatifs aux travaux de voirie comprenant, entre autres, la partie à charge de la SRWT (cfr plan de répartition de prise en charge n° V1224-C01) en vue de l'établissement du cahier spécial des charges.

La Ville, chargée de l'étude de la partie relative à la SRWT, fera approuver par celle-ci l'ensemble des documents (cahier spécial des charges, métré, plans) AVANT la mise en adjudication. Par son approbation des études précitées, la SRWT assume la qualité d'auteur de projet pour la partie des études qui la concerne.

Les travaux seront repris dans des métrés séparés pour chaque partenaire et feront l'objet d'états d'avancement séparés, à dresser par l'entrepreneur.

Article 3. Mission de la Ville

En exécution de l'article 38 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, la SRWT désigne la Ville qui accepte, en qualité de pouvoir adjudicateur dans le cadre du marché visé par les présentes. Cette dernière assume, en conséquence, la direction technique et administrative ainsi que la surveillance des travaux relatifs à l'objet de la convention.

Conformément au projet approuvé par l'ensemble des parties, la Ville sollicitera toutes les autorisations nécessaires relatives aux aménagements repris au plan de convention n° V1224-C01.

Sur base de ces autorisations, elle établira à titre gratuit les plans techniques de l'ensemble des aménagements, le métré présentant 2 divisions (l'une à charge de la SRWT, la seconde à charge de la Ville) ainsi que les spécifications techniques utiles pour la rédaction du cahier des charges.

Sur base des documents techniques établis par elle conformément à l'article 2 ci-avant, la Ville réalise le cahier spécial des charges qui sera approuvé par la SRWT.

Sur base du cahier des charges approuvé par toutes les parties, la Ville procédera à la mise en adjudication des travaux.

La SRWT confère notamment à la Ville le droit :

- de désigner l'adjudicataire des travaux et le cas échéant, de recommencer la procédure d'attribution du marché et ce, dans le respect de la législation sur les marchés publics. A cet effet, la Ville examinera les offres et établira le rapport d'adjudication et ce, en collaboration avec la SRWT. La Ville transmettra pour accord à la SRWT le projet de décision d'attribution motivée accompagnée de toute pièce utile. Dès l'émission de son accord, chaque partenaire engagera sur son budget le montant correspondant à la partie du marché qui le concerne. Tout refus d'accord sur le projet de décision d'attribution devra être dûment motivé et le partenaire qui l'a émis en assumera la responsabilité;
- de notifier au soumissionnaire la décision d'attribution du marché;
- de délivrer les ordres d'exécuter les travaux;
- d'ordonner toutes suppressions, adjonctions et/ou modifications généralement quelconques aux travaux commandés à l'entrepreneur, ainsi qu'aux travaux déjà exécutés et d'en fixer toutes les conditions, y compris celles d'ordre financier.

1. Au cas où des modifications aux dispositions originelles du cahier des charges et/ou aux plans s'avéreraient nécessaires pendant l'exécution des travaux, la Ville établira un décompte en moins et/ou en plus et l'enverra pour acceptation à l'entrepreneur sous réserve d'approbation par la SRWT pour la partie des travaux qui la concerne. La Ville enverra le décompte accepté ou non par l'entrepreneur, accompagné d'un rapport circonstancié concernant la nécessité, le coût et la prolongation de délai, pour approbation à la SRWT pour la partie des travaux qui la concerne. La Ville ne donnera pas d'ordre d'entamer les travaux faisant l'objet du décompte avant que la SRWT ne lui ait signifié son approbation pour la partie des travaux qui la concerne. La Ville mentionnera dans son rapport le délai imparti à la SRWT pour prendre une décision en l'espèce.
2. La procédure prévue au point 1 ci-avant n'est pas applicable en cas d'urgence et pour autant que le montant estimé cumulé des travaux supplémentaires à charge du partenaire concerné n'excède pas 5 % du montant de la soumission de sa quote-part, hors TVA. Dans ce cas, la Ville demandera au délégué de la SRWT l'assentiment préalable de la SRWT sur les modifications proposées et qui la concernent. La Ville fera une déclaration relative à la nature et à la nécessité des modifications et à l'influence de celles-ci sur le coût et le déroulement des travaux. La SRWT prendra sa décision dans les 24 heures de la formulation de la demande et avertira le fonctionnaire dirigeant de la Ville par fax, faute de quoi, la Ville décidera de manière autonome de l'exécution des modifications. La Ville s'engage à établir dès que possible un décompte relatif aux modifications ainsi apportées. La SRWT s'engage à ne pas contester le principe des décomptes établis conformément au présent paragraphe.
3. En cas de dépassement des quantités présumées, la Ville s'engage à transmettre dans les meilleurs délais à la SRWT, pour les travaux qui la concernent, un état estimatif y relatif. Dès que les quantités exactement exécutées seront connues, la Ville établira les états de régularisation des quantités présumées et les enverra à la SRWT.

La SRWT s'engage à prendre toute disposition nécessaire pour que la Ville soit en mesure de respecter les délais imposés par le cahier spécial des charges (clauses administratives).

Les conséquences financières qui pourraient résulter d'un retard dans la notification d'accord ou de remarques éventuelles sont supportées par la partie responsable.

Article 4. Mission de coordination en matière de sécurité et de santé

Conformément à la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et à l'arrêté royal du 25 janvier 2001 relatif à la coordination de sécurité et de santé des chantiers temporaires ou mobiles, la mission de coordination sécurité et santé sera prise en charge et assumée par le coordinateur de la Ville pour l'ensemble des travaux.

Article 5. Contrôle des travaux et réceptions

Le fonctionnaire dirigeant sera désigné par la Ville et assumera la conduite, le contrôle, la surveillance et la coordination des travaux et ce, sans préjudice de la responsabilité d'auteur de projet assumée par la SRWT conformément à ce qui est dit à l'article 2.

La SRWT désignera et notifiera à la Ville le nom de son propre délégué.

Celui-ci aura accès permanent au chantier. Ce délégué assistera le fonctionnaire dirigeant. Il assistera aux réunions périodiques de chantier et vérifiera l'état d'avancement des travaux, leur exécution en conformité avec les clauses administratives et techniques du cahier spécial des charges précité, les offres et plans relatifs au marché.

Il participera à la réception technique préalable des matériaux et éléments de construction et contrôlera la mise en œuvre conforme de ceux-ci.

Toute observation relative aux missions mentionnées ci-avant sera communiquée par le délégué par écrit au fonctionnaire dirigeant et fera l'objet d'une inscription au journal des travaux.

Le fonctionnaire dirigeant prendra les mesures qui s'imposent.

La Ville assistée de la SRWT réceptionnera les travaux et dressera les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ou de refus et notifiera ceux-ci à l'entrepreneur.

Article 6. Mise à disposition des constructions

A partir de la réception provisoire, les constructions édifiées dans le cadre de la présente convention seront mises à disposition pour partie de la Ville de Tournai et pour l'autre de la SRWT, chacune pour la partie qui la concerne conformément au plan visé à l'article 1^{er}.

La SRWT en informera le TEC Hainaut, exploitant et utilisateur de la zone prise en charge financièrement par la SRWT.

Article 7. Interventions financières

La Ville et la SRWT s'engagent à intervenir dans le coût des travaux.

Conformément au cahier spécial des charges établi par la Ville et approuvé par la SRWT ainsi que ses annexes, les travaux sont pris en charge par la SRWT et la Ville selon la répartition figurant au plan n° V1224-C01 annexé à la présente ainsi que selon les différentes parties du métré. Les travaux seront réalisés simultanément.

Le coût réel des travaux sera déterminé au plus tard soixante jours calendrier après la réception provisoire. Le décompte final fixera les quotes-parts respectives de la Ville et de la SRWT conformément au métré joint au cahier spécial des charges et au plan visé à l'article 1^{er}.

Article 8. Paiements

Chaque partenaire paye l'adjudicataire pour la partie des travaux qui le concerne.

Ces paiements seront effectués sur production d'une déclaration de créance établie par l'adjudicataire.

L'entrepreneur établit donc une déclaration de créance et une facture, par partenaire pour chaque état d'avancement. **Pour ce qui concerne la SRWT**, les montants doivent être indiqués **hors TVA**. Celle-ci est à acquitter par le cocontractant en vertu de l'arrêté royal n° 1, article 20 du 29 décembre 1992.

Cette déclaration de créance est signée et appuyée d'un état détaillé des travaux justifiant le paiement demandé ainsi que des documents justificatifs complets permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier les travaux exécutés à des prix unitaires proposés par l'entrepreneur et non encore acceptés par celui-ci ou les postes réservés à des sommes à justifier (SAJ).

Les factures seront établies pour la SRWT et la Ville sous le régime du contractant.

Chaque partenaire est tenu d'assumer les éventuels intérêts de retard et dommages et intérêts occasionnés par un retard dont elle est à l'origine.

Article 9. Premier établissement – Renouvellement

Est à charge de la SRWT :

1. toute modification que la SRWT déciderait d'apporter aux installations en concertation avec la Ville.

Sont à charge de la Ville :

1. toute modification que la Ville déciderait d'apporter aux installations en concertation avec la SRWT;
2. l'entretien courant des aménagements de voirie, des arrêts pour autobus, de la signalisation et du mobilier urbain nouvellement créés.

Article 10. Modification des ouvrages

Aucune modification des ouvrages cofinancés par la SRWT ne pourra être réalisée sans l'accord des parties concernées.

Article 11. Enregistrement

La présente convention est considérée comme étant d'intérêt public. Les frais d'enregistrement seront supportés par la partie qui jugera opportun d'enregistrer la présente convention.

Article 12. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, chacune des parties fait élection de domicile en ses bureaux.

En cas de litige, seuls les tribunaux de l'arrondissement judiciaire dont Tournai dépend sont compétents.

Fait (en deux exemplaires) à Namur, le

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23, 24 et 38 ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que le marché de travaux de réfection de revêtement du parvis de la gare de Tournai est un marché conjoint, est approuvée, en même séance, la convention liant la Ville de Tournai et la Société régionale wallonne du transport (SRWT), conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif de ces travaux;

Considérant que les travaux comprennent, notamment :

- La démolition sélective de revêtement en pavés de pierre;
- Le démontage de revêtement en pavés de pierre et sa réutilisation sur chantier;
- Le fraisage de revêtements hydrocarbonés;
- Les déblais localisés;
- La réalisation de fondations en empierrement type IIA;
- La fourniture et la pose de revêtements hydrocarbonés;
- La mise à niveau d'éléments localisés;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à :

- Division 1 : Ville de Tournai : 121.381,50 € hors TVA soit 146.871,62 € TVA comprise;
 - Division 2 : SRWT : 57.715,00 € hors TVA,
- soit un total de : 179.096,50 € hors TVA, soit 204.586,62 € TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 225.000,00 € sont inscrits sous l'article 42110/731-60 de la modification budgétaire extraordinaire 2014;

Sur proposition du Collège communal;

Par 35 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un **marché conjoint [Ville de Tournai – Société régionale wallonne du transport (SRWT)]** ayant pour objet les travaux de réfection de revêtement du parvis de la gare, estimés à :

- Division 1 : Ville de Tournai : 121.381,50 € hors TVA soit 146.871,62 € TVA comprise;
 - Division 2 : SRWT : 57.715,00 € hors TVA;
- soit un total de : 179.096,50 € hors TVA, soit 204.586,62 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23, 25 et 38 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et les plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir :

- un certificat d'agrément en catégorie C – classe 2;
- une déclaration sur l'honneur du soumissionnaire attestant qu'il ne se trouve dans aucun des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics.

Article 5 : les crédits nécessaires relatifs à la Division 1 - Ville de Tournai, sont prévus en modification budgétaire extraordinaire 2014 à concurrence de 225.000,00 € sous l'article 42110/731-60 (financement : 225.000,00 € par emprunt).

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

25. Eclairage public. Réparation de points lumineux dans l'entité de Tournai. Froyennes, rue du Moulin. Remplacement des luminaires vétustes et irréparables. Extension du réseau. Section Gaurain-Ramecroix. Rue André Moulin. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) Par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) a été désignée en tant que gestionnaire de réseaux de distribution sur le territoire de Tournai.

L'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics précise que la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie

en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne".

L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 indique une obligation de service public à charge des gestionnaires de réseaux de distribution en ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public.

En date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets est née de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonne de distribution d'énergie en ce compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH).

Certains poteaux d'éclairage sont défectueux rue de la Terre à Briques à Orcq, rue du Canon à Vaulx, rue de la Borgnette, rue de Maire à Froyennes et rue du Chambge à Tournai.

Des devis de réparation ont été établis par ORES Assets pour un montant total de 13.053,63 € TVA comprise et sur lesquels nos services techniques ont émis un avis favorable.

Des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60.

Il vous appartient d'approuver l'exécution de ces travaux de réparation.

- 2) Vous avez décidé, en séance du 25 avril 2012, de faire élaborer le projet relatif au remplacement de l'éclairage public à la rue du Moulin à Froyennes estimé à ± 3.500,00 € TVA comprise (fourniture et travaux).

L'ensemble des prestations de services liées à l'élaboration et à la bonne exécution de ce projet ont été confiées à l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) devenue le 31 décembre 2013 ORES Assets, née de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie.

Le 21 février 2013, ORES a exécuté sans l'accord de l'administration le remplacement des luminaires vétustes et irrécupérables à la rue du Moulin à Froyennes pour un montant s'élevant à 2.483,13 € hors TVA (taxe à acquitter par le cocontractant – arrêté royal n° 1 article 20).

Ces travaux ne constituaient pas un projet d'amélioration de l'éclairage public au sens de la circulaire Furlan, mais portaient sur une simple réparation au sens de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public à charge des gestionnaires de réseaux de distribution.

Les crédits inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60 permettent de supporter la dépense.

Il vous appartient d'approuver l'exécution de ces travaux.

- 3) Par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) a été désignée en tant que gestionnaire de réseaux de distribution sur le territoire de Tournai. L'IEH est

ensuite devenue, le 31 décembre 2013, ORES Assets née de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonne de distribution d'énergie.

L'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics précise que la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne".

L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 stipule qu'une obligation de service public est à charge des gestionnaires de réseaux de distribution en ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public.

Le devis relatif à l'extension du réseau d'éclairage public à la rue André Moulin à Gaurain-Ramecroix a été établi par ORES Assets pour un montant total de 4.972,04 € hors TVA soit 6.016,17 € TVA comprise. Nos services techniques ont émis un avis favorable sur ce devis.

Des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60.

Il vous appartient d'approuver l'exécution de ces travaux d'extension de réseau."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que par arrêté du Gouvernement Wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) a été désignée en tant que gestionnaire de réseaux de distribution sur le territoire de Tournai;

Vu l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public à charge des gestionnaires de réseaux de distribution en ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets est née de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie en ce compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH);

Considérant que certains poteaux d'éclairage sont défectueux rue de la Terre à Briques à Orcq, rue du Canon à Vaulx, rue de la Borgnette et rue de Maire à Froyennes et rue du Chambge à Tournai;

Considérant que des devis de réparation ont été établis par ORES Assets pour un montant total de 13.053,63 € TVA comprise et sur lesquels nos services techniques ont émis un avis favorable;

Considérant que des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, 10 rue de la Lys à 7500 Tournai, la **remise en état des points lumineux** suivants :

Adresse	Référence	Montant (TVA comprise)
Rue de la Terre à Briques à Orcq	Poteau géolum n° 255/13514	2.533,21 €
Rue du Canon à Vaulx	Poteau géolum n° 255/09176	2.526,43 €
Rue de la Borgnette à Froyennes	Poteau géolum n° 255/13011	2.848,12 €
Rue de Maire à Froyennes	Poteau géolum n° 255/13014	2.602,96 €
Rue du Chambge à Tournai	Poteau géolum n° 255/09998	2.542,91 €

Ces interventions représentent un montant total de 13.053,63 € TVA comprise.

Article 2 : d'imputer les dépenses résultant de l'exécution de cette remise en état sous l'article 426/735-60 du budget extraordinaire 2014. Ces crédits sont financés par emprunt.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu sa décision prise en séance du 25 avril 2012 de faire élaborer le projet relatif au remplacement de l'éclairage public à la rue du Moulin à Froyennes estimé à ± 3.500,00 € TVA comprise (fourniture et travaux);

Considérant que l'ensemble des prestations de services liées à l'élaboration et à la bonne exécution de ce projet ont été confiées à l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) devenue le 31 décembre 2013 l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets, née de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie;

Considérant qu'en date du 21 février 2013, ORES a exécuté sans l'accord de l'administration le remplacement des luminaires vétustes et irréparables à la rue du Moulin à Froyennes pour un montant s'élevant à 2.483,13 € hors TVA (taxe à acquitter par le cocontractant –arrêté royal n° 1 article 20);

Considérant que ces travaux ne constituaient pas un projet d'amélioration d'éclairage public au sens de la circulaire Furlan, mais portaient sur une simple réparation au sens de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public à charge des gestionnaires de réseaux de distribution;

Considérant que les crédits inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60 permettent de supporter la dépense;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver les travaux de **remplacement des luminaires vétustes et irréparables** exécutés par ORES rue du Moulin à Froyennes, en vertu de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public.

Ces travaux s'élèvent à 2.483,13 € hors TVA (taxe à acquitter par le cocontractant – arrêté royal n° 1 article 20).

La TVA d'un montant de 521,46 € sera payée auprès du Service public fédéral finances.

La dépense sera imputée sous l'article 426/735-60 du budget extraordinaire 2014 (financé par emprunt).

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que, par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) a été désignée en tant que gestionnaire de réseaux de distribution sur le territoire de Tournai et que l'IEH est ensuite devenue, le 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets née de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie;

Considérant que l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics précise que la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Considérant que l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 stipule qu'une obligation de service public est à charge des gestionnaires de réseaux de distribution en ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Considérant que le devis relatif à l'extension du réseau d'éclairage public à la rue André Moulin à Gaurain-Ramecroix a été établi par ORES Assets pour un montant total de 4.972,04 € hors TVA soit 6.016,17 € TVA comprise;

Considérant que les services techniques ont émis un avis favorable sur ce devis;

Considérant que des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, 10 rue de la Lys à 7500 Tournai, l'**extension du réseau d'éclairage public** à la rue André Moulin à Gaurain-Ramecroix.

Les travaux s'élèvent à 4.972,04 € hors TVA soit 6.016,17 € TVA comprise (la TVA sera payée auprès du Service public fédéral finances en vertu de l'article 20 de l'arrêté royal n° 1).

Article 2 : d'imputer la dépense résultant de l'exécution de cette extension du réseau sous l'article 426/735-60 du budget extraordinaire 2014. Ces crédits sont financés par emprunt.

26. Travaux d'égouttage. Gaurain-Ramecroix, rue Béthomée. Tournai, rue Hautem et des Trois Coins, rues Madame et des Carliers, quartier cathédral et avenue des Etats-Unis. Warchin, cité Carette. Décompte final. Souscription de parts communales au capital de l'Intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE). Approbation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) Vous avez décidé en séance du 24 novembre 2003 d'approuver le contrat d'égouttage et, plus particulièrement, la souscription au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement), du montant de la quote-part financière de la Ville.

La société publique de gestion de l'eau (SPGE) a réalisé les travaux de pose du réseau d'égouttage situé rue Béthomée à Gaurain-Ramecroix (dossier n° 57081/08/G006 au plan triennal).

La délégation de maîtrise d'ouvrage a été accordée par la SPGE à l'intercommunale IPALLE, qui a présenté le décompte final des susdits travaux au montant de 74.090,38 € hors TVA.

Le montant de la part communale représente 42 % de cette somme, soit 31.117,96 € à souscrire au capital d'IPALLE.

Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année.

Il vous appartient d'approuver le décompte final des travaux et d'autoriser la souscription de parts auprès de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE).

- 2) Vous avez décidé en séance du 24 novembre 2003 d'approuver le contrat d'égouttage n° 57081/24-57081 et, plus particulièrement, la souscription au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement), du montant de la quote-part financière de la Ville.

La société publique de gestion de l'eau (SPGE) a réalisé les travaux de pose du réseau d'égouttage situé rues Hautem et des Trois Coins à Tournai (dossier n° 57081/24/G001 au plan triennal).

Ces travaux d'égouttage sont repris dans l'avenant n° 4 au contrat d'égouttage n° 57081/24-57081.

La délégation de maîtrise d'ouvrage a été accordée par la SPGE à l'intercommunale IPALLE, qui a présenté le décompte final des susdits travaux au montant de 1.618.105,99 € hors TVA.

Le montant de la part communale représente 42 % de cette somme, soit 679.604,52 € à souscrire au capital d'IPALLE.

Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année.

Il vous appartient d'approuver le décompte final des travaux et d'autoriser la souscription de parts auprès de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE).

- 3) Vous avez approuvé en séance du 24 novembre 2003 le contrat d'égouttage et, plus particulièrement, la souscription au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement), du montant de la quote-part financière de la Ville.

La société publique de gestion de l'eau (SPGE) a réalisé les travaux de pose du réseau d'égouttage dans les rues Madame et des Carliers à Tournai (dossier n° 57081/24/G023 au plan triennal).

La délégation de maîtrise d'ouvrage a été accordée par la SPGE à l'intercommunale IPALLE, qui a présenté le décompte final des susdits travaux au montant de 302.235,98 € hors TVA.

Le montant de la part communale représente 21 % lorsque l'investissement concerne des travaux de réhabilitation d'égouts existants et 42 % lorsque l'investissement concerne des travaux de construction de nouveaux égouts.

Pour les rues Madame et des Carliers à Tournai, le total s'élève à 109.917,71 € à souscrire au capital d'IPALLE.

Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année.

Il vous appartient d'approuver le décompte final des travaux et d'autoriser la souscription de parts auprès de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE).

- 4) Vous avez approuvé en séance du 24 novembre 2003 le contrat d'égouttage n° 57081/24-57081 et, plus particulièrement, la souscription au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement), du montant de la quote-part financière de la Ville.

La société publique de gestion de l'eau (SPGE) a réalisé les travaux de pose du réseau d'égouttage dans le quartier cathédral (phase 1) à Tournai (dossier n° 57081/24/G008 au plan triennal).

Ces travaux d'égouttage sont repris dans l'avenant n° 4 au contrat d'égouttage n° 57081/24-57081.

La délégation de maîtrise d'ouvrage a été accordée par la SPGE à l'intercommunale IPALLE qui a présenté le décompte final des susdits travaux au montant de 855.692,30 € hors TVA (endoscopie comprise).

Le montant de la part communale représente 21 % lorsque l'investissement concerne des travaux de réhabilitation d'égouts existants et 42 % lorsque l'investissement concerne des travaux de construction de nouveaux égouts.

Pour le quartier cathédral (phase 1) à Tournai, le total s'élève à 273.172,60 € à souscrire au capital d'IPALLE.

Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année.

Il vous appartient d'approuver le décompte final des travaux et d'autoriser la souscription de parts auprès de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE).

- 5) Vous avez décidé en séance du 24 novembre 2003 d'approuver le contrat d'égouttage n° 57081/24-57081 et, plus particulièrement, la souscription au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) du montant de la quote-part financière de la Ville.

La société publique de gestion de l'eau (SPGE) a réalisé les travaux de pose du réseau d'égouttage à l'avenue des Etats-Unis à Tournai (dossier n° 57081/24/G015 au plan triennal).

Ces travaux d'égouttage sont repris dans l'avenant n° 6 au contrat d'égouttage n° 57081/24-57081.

La délégation de maîtrise d'ouvrage a été accordée par la SPGE à l'intercommunale IPALLE, qui a présenté le décompte final des susdits travaux au montant de 469.354,67 € hors TVA (endoscopie comprise).

Le montant de la part communale représente 42 % de cette somme, soit 197.128,96 € à souscrire au capital d'IPALLE.

Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année.

Il vous appartient d'approuver le décompte final des travaux et d'autoriser la souscription de parts auprès de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE).

- 6) Vous avez décidé en séance du 24 novembre 2003 d'approuver le contrat d'égouttage n° 57081/04 et, plus particulièrement, la souscription au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) du montant de la quote-part financière de la Ville.

La société publique de gestion de l'eau (SPGE) a réalisé les travaux de pose du réseau d'égouttage à la cité Carette à Warchin (dossier n° 57081/07/G001 au plan triennal).

Ces travaux d'égouttage sont repris dans l'avenant n° 3 au contrat d'égouttage n° 57081/07/G001.

La délégation de maîtrise d'ouvrage a été accordée par la SPGE à l'intercommunale IPALLE, qui a présenté le décompte final des susdits travaux au montant de 2.080.178,64 € hors TVA (endoscopie comprise).

Le montant de la part communale représente 42 % de cette somme, soit 873.675,03 € à souscrire au capital d'IPALLE.

Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année.

Il vous appartient d'approuver le décompte final des travaux et d'autoriser la souscription de parts auprès de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE)."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu sa décision prise en séance du 24 novembre 2003 d'approuver le contrat d'égouttage et, plus particulièrement, la souscription au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement), du montant de la quote-part financière de la Ville;

Considérant que la société publique de gestion de l'eau (S.P.G.E.) a réalisé les travaux de pose du réseau d'égouttage situé rue Béthomée à Gaurain-Ramecroix (dossier n° 57081/08/G006 au plan triennal);

Considérant que la délégation de maîtrise d'ouvrage a été accordée par la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) à l'intercommunale IPALLE qui a présenté le décompte final des susdits travaux au montant de 74.090,38 € hors TVA;

Considérant que le montant de la part communale représente 42 % de cette somme, soit 31.117,96 € à souscrire au capital d'IPALLE;

Considérant que le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- d'approuver le décompte final relatif aux travaux d'égouttage à **la rue Béthomée à Gaurain-Ramecroix** au montant de 74.090,38 € hors TVA;
- de souscrire au capital F de l'intercommunale IPALLE un montant de 31.117,96 € correspondant à la quote-part financière de la Ville (42 %). Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, tel que repris dans le tableau ci-dessous et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année:

	Montant du décompte final	Pourcentage financement communal	Part communale	Libellé du projet
1.	74.090,38 €	42 %	31.117,96 €	Travaux d'égouttage rue Béthomée
	Annuités	Cumul des annuités		

2015	1.555,90 €	1.555,90 €
2016	1.555,90 €	3.111,80 €
2017	1.555,90 €	4.667,70 €
2018	1.555,90 €	6.223,60 €
2019	1.555,90 €	7.779,50 €
2020	1.555,90 €	9.335,40 €
2021	1.555,90 €	10.891,30 €
2022	1.555,90 €	12.447,20 €
2023	1.555,90 €	14.003,10 €
2024	1.555,90 €	15.559,00 €
2025	1.555,90 €	17.114,90 €
2026	1.555,90 €	18.670,80 €
2027	1.555,90 €	20.226,70 €
2028	1.555,90 €	21.782,60 €
2029	1.555,90 €	23.338,50 €
2030	1.555,90 €	24.894,40 €
2031	1.555,90 €	26.450,30 €
2032	1.555,90 €	28.006,20 €
2033	1.555,90 €	29.562,10 €
2034	1.555,86 €	31.117,96 €

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu sa décision prise en séance du 24 novembre 2003 d'approuver le contrat d'égouttage n° 57081/24-57081 et, plus particulièrement, la souscription au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement), du montant de la quote-part financière de la Ville;

Considérant que la société publique de gestion de l'eau (S.P.G.E.) a réalisé les travaux de pose du réseau d'égouttage situé rues Hautem et des Trois Coins à Tournai (dossier n° 57081/24/G001 au plan triennal);

Considérant que ces travaux d'égouttage sont repris dans l'avenant n° 4 au contrat d'égouttage n° 57081/24-57081;

Considérant que la délégation de maîtrise d'ouvrage a été accordée par la SPGE à l'intercommunale IPALLE, qui a présenté le décompte final des susdits travaux au montant de 1.618.105,99 € hors TVA;

Considérant que le montant de la part communale représente 42 % de cette somme, soit 679.604,52 € à souscrire au capital d'IPALLE;

Considérant que le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- d'approuver le décompte final relatif aux travaux d'égouttage aux **rues Hautem et des Trois Coins** au montant de 1.618.105,99 € hors TVA;
- de souscrire au capital F de l'intercommunale IPALLE un montant de 679.604,52 € correspondant à la quote-part financière de la Ville (42 %). Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, tel que repris dans le tableau ci-dessous et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année :

	Montant du décompte final	Pourcentage financement communal	Part Communale	Libellé du projet
1.	1.618.105,99 €	42 %	679.604,52 €	Travaux d'égouttage rues Hautem et des 3 Coins
	Annuités	Cumul des annuités		
2014	33.980,23 €	33.980,23 €		
2015	33.980,23 €	67.960,46 €		
2016	33.980,23 €	101.940,69 €		
2017	33.980,23 €	135.920,92 €		
2018	33.980,23 €	169.901,15 €		
2019	33.980,23 €	203.881,38 €		
2020	33.980,23 €	237.861,61 €		
2021	33.980,23 €	271.841,84 €		
2022	33.980,23 €	305.822,07 €		
2023	33.980,23 €	339.802,30 €		
2024	33.980,23 €	373.782,53 €		
2025	33.980,23 €	407.762,76 €		
2026	33.980,23 €	441.742,99 €		
2027	33.980,23 €	475.723,22 €		
2028	33.980,23 €	509.703,45 €		
2029	33.980,23 €	543.683,68 €		
2030	33.980,23 €	577.663,91 €		

2031	33.980,23 €	611.644,14 €
2032	33.980,23 €	645.624,37 €
2033	33.980,15 €	679.604,52 €

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu sa décision prise en séance du 24 novembre 2003 d'approuver le contrat d'égouttage et, plus particulièrement, la souscription au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) du montant de la quote-part financière de la Ville;

Considérant que la société publique de gestion de l'eau (SPGE) a réalisé les travaux de pose du réseau d'égouttage dans les rues Madame et des Carliers à Tournai (dossier n° 57081/24/G023 au plan triennal);

Considérant que la délégation de maîtrise d'ouvrage a été accordée par la SPGE à l'intercommunale IPALLE qui a présenté le décompte final des susdits travaux au montant de 302.235,98 € hors TVA;

Considérant que le montant de la part communale représente 21 % lorsque l'investissement concerne des travaux de réhabilitation d'égouts existants et 42 % lorsque l'investissement concerne des travaux de construction de nouveaux égouts;

Considérant que pour les rues Madame et des Carliers à Tournai, le total s'élève à 109.917,71 € à souscrire au capital d'IPALLE;

Considérant que le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- d'approuver le décompte final relatif aux travaux d'égouttage dans les **rues Madame et des Carliers à Tournai** au montant de 302.235,98 € hors TVA;
- de souscrire au capital F de l'intercommunale IPALLE un montant de 109.917,71 € correspondant à la quote-part financière de la Ville (21 % pour les travaux de réhabilitation des égouts existants et 42 % pour les travaux de construction de nouveaux égouts). Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, tel que repris dans le tableau ci-dessous et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année :

	Montant du décompte final	Pourcentage financement communal	Part Communale	Libellé du projet
1.	302.235,98 €	21 % / 42 %	109.917,71 €	Travaux d'égouttage rues Madame et des Carliers
	Annuités	Cumul des annuités		
2014	5.495,89 €	5.495,89 €		
2015	5.495,89 €	10.991,78 €		
2016	5.495,89 €	16.487,67 €		
2017	5.495,89 €	21.983,56 €		
2018	5.495,89 €	27.479,45 €		
2019	5.495,89 €	32.975,34 €		
2020	5.495,89 €	38.471,23 €		
2021	5.495,89 €	43.967,12 €		
2022	5.495,89 €	49.463,01 €		
2023	5.495,89 €	54.958,90 €		
2024	5.495,89 €	60.454,79 €		
2025	5.495,89 €	65.950,68 €		
2026	5.495,89 €	71.446,57 €		
2027	5.495,89 €	76.942,46 €		
2028	5.495,89 €	82.438,35 €		
2029	5.495,89 €	87.934,24 €		
2030	5.495,89 €	93.430,13 €		
2031	5.495,89 €	98.926,02 €		
2032	5.495,89 €	104.421,91 €		
2033	5.495,80 €	109.917,71 €		

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu sa décision prise en séance du 24 novembre 2003 d'approuver le contrat d'égouttage n° 57081/24-57081 et, plus particulièrement, la souscription au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement), du montant de la quote-part financière de la Ville;

Considérant que la société publique de gestion de l'eau (SPGE) a réalisé les travaux de pose du réseau d'égouttage dans le quartier cathédral (phase 1) à Tournai (dossier n° 57081/24/G008 au plan triennal);

Considérant que ces travaux d'égouttage sont repris dans l'avenant n° 4 au contrat d'égouttage n° 57081/24-57081;

Considérant que la délégation de maîtrise d'ouvrage a été accordée par la SPGE à

l'intercommunale IPALLE, qui a présenté le décompte final des susdits travaux au montant de 855.692,30 € hors TVA (endoscopie comprise);

Considérant que le montant de la part communale représente 21 % pour les travaux de réhabilitation d'égouts existants et 42 % pour les travaux de construction de nouveaux égouts;

Considérant que pour le quartier cathédral (phase 1) à Tournai, le total s'élève à 273.172,60 € à souscrire au capital d'IPALLE;

Considérant que le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- d'approuver le décompte final relatif aux travaux d'égouttage dans **le quartier cathédral (phase 1) à Tournai** au montant de 855.692,30 € hors TVA (endoscopie comprise);
- de souscrire au capital F de l'intercommunale IPALLE un montant de 273.172,60 € correspondant à la quote-part financière de la Ville (21 % pour les travaux de réhabilitation des égouts existants et 42 % pour les travaux de construction de nouveaux égouts). Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, tel que repris dans le tableau ci-dessous et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année :

	Montant du décompte final	Pourcentage financement communal	Part communale	Libellé du projet
1.	855.692,30 €	21 % et 42 %	273.172,60 €	Travaux d'égouttage quartier cathédral phase 1
	Annuités	Cumul des annuités		
2014	13.658,63 €	13.658,63 €		
2015	13.658,63 €	27.317,26 €		
2016	13.658,63 €	40.375,89 €		
2017	13.658,63 €	54.634,52 €		
2018	13.658,63 €	68.293,15 €		
2019	13.658,63 €	81.951,78 €		
2020	13.658,63 €	95.610,41 €		

2021	13.658,63 €	109.269,04 €
2022	13.658,63 €	122.927,67 €
2023	13.658,63 €	136.586,30 €
2024	13.658,63 €	150.244,93 €
2025	13.658,63 €	163.903,56 €
2026	13.658,63 €	177.562,19 €
2027	13.658,63 €	191.220,82 €
2028	13.658,63 €	204.879,45 €
2029	13.658,63 €	218.538,08 €
2030	13.658,63 €	232.196,71 €
2031	13.658,63 €	245.855,34 €
2032	13.658,63 €	259.513,97 €
2033	13.658,63 €	273.172,60 €

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu sa décision prise en séance du 24 novembre 2003 d'approuver le contrat d'égouttage n° 57081/24-57081 et, plus particulièrement, la souscription au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) du montant de la quote-part financière de la Ville;

Considérant que la société publique de gestion de l'eau (SPGE) a réalisé les travaux de pose du réseau d'égouttage à l'avenue des Etats-Unis à Tournai (dossier n° 57081/24/G015 au plan triennal);

Considérant que ces travaux d'égouttage sont repris dans l'avenant n° 6 au contrat d'égouttage n° 57081/24-57081;

Considérant que la délégation de maîtrise d'ouvrage a été accordée par la SPGE à l'intercommunale IPALLE, qui a présenté le décompte final des susdits travaux au montant de 469.354,67 € hors TVA (endoscopie comprise);

Considérant que le montant de la part communale représente 42 % de cette somme, soit 197.128,96 € à souscrire au capital d'IPALLE;

Considérant que le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- d'approuver le décompte final relatif aux travaux d'égouttage à l'**avenue des Etats-Unis à Tournai** au montant de 469.354,67 € hors TVA (endoscopie comprise);
- de souscrire au capital F de l'intercommunale IPALLE un montant de 197.128,96 € correspondant à la quote-part financière de la Ville (42 %). Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, tel que repris dans le tableau ci-dessous et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année :

	Montant du décompte final	Pourcentage financement communal	Part communale	Libellé du projet
1.	469.354,67 €	42 %	197.128,96 €	Travaux d'égouttage Avenue des Etats-Unis
	Annuités	Cumul des annuités		
2014	9.856,45 €	9.856,45 €		
2015	9.856,45 €	19.712,90 €		
2016	9.856,45 €	29.569,35 €		
2017	9.856,45 €	39.425,80 €		
2018	9.856,45 €	49.282,25 €		
2019	9.856,45 €	59.138,70 €		
2020	9.856,45 €	68.995,15 €		
2021	9.856,45 €	78.851,60 €		
2022	9.856,45 €	88.708,05 €		
2023	9.856,45 €	98.564,50 €		
2024	9.856,45 €	108.420,95 €		
2025	9.856,45 €	118.277,40 €		
2026	9.856,45 €	128.133,85 €		
2027	9.856,45 €	137.990,30 €		
2028	9.856,45 €	147.846,75 €		
2029	9.856,45 €	157.703,20 €		
2030	9.856,45 €	167.559,65 €		
2031	9.856,45 €	177.416,10 €		
2032	9.856,45 €	187.272,55 €		
2033	9.856,41 €	197.128,96 €		

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu sa décision prise en séance du 24 novembre 2003 d'approuver le contrat d'égouttage n° 57081/04 et, plus particulièrement, la souscription au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (Intercommunale de Propreté Publique), du montant de la quote-part financière de la Ville;

Considérant que la société publique de gestion de l'eau (SPGE) a réalisé les travaux de pose du réseau d'égouttage à la cité Carette à Warchin (dossier n° 57081/07/G001 au plan triennal);

Considérant que ces travaux d'égouttage sont repris dans l'avenant n° 3 au contrat d'égouttage n° 57081/07/G001;

Considérant que la délégation de maîtrise d'ouvrage a été accordée par la SPGE à l'intercommunale IPALLE, qui a présenté le décompte final des susdits travaux au montant de 2.080.178,64 € hors TVA (endoscopie comprise);

Considérant que le montant de la part communale représente 42 % de cette somme, soit 873.675,03 € à souscrire au capital d'IPALLE;

Considérant que le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- d'approuver le décompte final relatif aux travaux d'égouttage à la **cité Carette à Warchin** au montant de 2.080.178,64 € hors TVA;
- de souscrire au capital F de l'intercommunale IPALLE un montant de 873.675,03 € correspondant à la quote-part financière de la Ville (42 %). Le montant souscrit sera libéré annuellement à concurrence d'au minimum 1/20^{ème} de cette souscription jusqu'à la libération totale des fonds, tel que repris dans le tableau ci-dessous et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année :

	Montant du décompte final	Pourcentage financement communal	Part Communale	Libellé du projet
1.	2.080.178,64 €	42 %	873.675,03 €	Travaux d'égouttage cité Carette
	Annuités	Cumul des annuités		
2015	43.683,75 €	43.683,75 €		
2016	43.683,75 €	87.367,50 €		
2017	43.683,75 €	131.051,25 €		
2018	43.683,75 €	174.735,00 €		
2019	43.683,75 €	218.418,75 €		
2020	43.683,75 €	262.102,50 €		
2021	43.683,75 €	305.786,25 €		
2022	43.683,75 €	349.470,00 €		
2023	43.683,75 €	393.153,75 €		
2024	43.683,75 €	436.837,50 €		
2025	43.683,75 €	480.521,25 €		
2026	43.683,75 €	524.205,00 €		
2027	43.683,75 €	567.888,75 €		
2028	43.683,75 €	611.572,50 €		
2029	43.683,75 €	655.256,25 €		
2030	43.683,75 €	698.980,00 €		
2031	43.683,75 €	742.623,75 €		
2032	43.683,75 €	786.307,50 €		
2033	43.683,75 €	829.991,25 €		
2034	43.683,78 €	873.675,03 €		

27. Tournai. Travaux de sécurisation aux abords des écoles (2014). Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les services techniques communaux ont rédigé les documents relatifs aux travaux de sécurisation aux abords d'écoles en 2014 : rues Saint-Eleuthère et d'Amour et boulevard Eisenhower à Tournai.

Ces travaux comprennent notamment :

- la fourniture et la pose de poteaux d'entrée d'école "OCTOPUS"
- la fourniture et la pose de poteaux de trottoir "OCTOPUS"

- la fourniture et la pose de barrières de protection "OCTOPUS"
- la réalisation d'une signalisation horizontale.

Ces travaux sont estimés à 40.748,00 € hors TVA, soit 49.305,08 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs entrepreneurs.

Un crédit global de 50.000,00 € est inscrit sous l'article 4216/731-60 du budget extraordinaire 2014.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que les services techniques communaux ont rédigé les documents relatifs aux travaux de sécurisation aux abords d'écoles en 2014 : rues Saint-Eleuthère et d'Amour et boulevard Eisenhower à Tournai;

Considérant que ces travaux comprennent notamment :

- la fourniture et la pose de poteaux d'entrée d'école "OCTOPUS"
- la fourniture et la pose de poteaux de trottoir "OCTOPUS"
- la fourniture et la pose de barrières de protection "OCTOPUS"
- la réalisation d'une signalisation horizontale;

Considérant que ces travaux sont estimés à 40.748,00 € hors TVA, soit 49.305,08 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs entrepreneurs;

Considérant qu'un crédit global de 50.000,00 € est inscrit sous l'article 4216/731-60 du budget extraordinaire 2014;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux de sécurisation aux abords d'écoles en 2014, rues Saint-Eleuthère et d'Amour et boulevard Eisenhower à Tournai, estimés à 40.748,00 € hors TVA, soit 49.305,08 € TVA comprise. Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi d'une part par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2014 à concurrence de 50.000,00 € (par boni) sous l'article 4216/731-60.

Monsieur le Conseiller communal **X. DECALUWE** sort de séance.

28. Tournai. Travaux hydrauliques dans l'entité (2014). Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les services techniques communaux ont rédigé les documents relatifs aux travaux hydrauliques 2014 – étang de Froyennes à Froyennes, Sentier 27 à Froidmont, Sentier 42 à Havinnes, route de Blandain à Hertain, rue Professeur Delcampe/Bois de la Haye à Barry.

Ces travaux comprennent notamment :

- la démolition d'ouvrages d'art
- les terrassements particuliers
- la construction de têtes de pont
- la protection de berges par clayonnage.

Le devis estimatif des travaux s'élève à 40.788,00€ hors TVA, montant ayant valeur d'indication sans plus.

Il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs entrepreneurs.

Un crédit de 50.000,00 € est inscrit à l'article 8771/735-60 du budget extraordinaire 2014.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation du marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Attendu que les services techniques communaux ont rédigé les documents relatifs aux travaux hydrauliques 2014 – étang de Froyennes à Froyennes, Sentier 27 à Froidmont, Sentier 42 à Havinnes, route de Blandain à Hertain, rue Professeur Delcampe/Bois de la Haye à Barry;

Considérant que ces travaux comprennent notamment :

- la démolition d'ouvrages d'art
- les terrassements particuliers
- la construction de têtes de pont
- la protection de berges par clayonnage;

Vu le devis estimatif des travaux s'élevant à 40.788,00 € hors TVA, montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs entrepreneurs;

Attendu qu'un crédit de 50.000,00 € est inscrit à l'article 8771/735-60 du budget extraordinaire 2014;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet les travaux hydrauliques 2014 – étang de Froyennes à Froyennes, Sentier 27 à Froidmont, Sentier 42 à Havinnes, route de Blandain à Hertain, rue Professeur Delcampe/Bois de la Haye à Barry estimé à 40.788,00 € hors TVA. Le montant repris ci-dessus ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs entrepreneurs conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1°a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi d'une part par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 50.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article 8771/735-60.

Monsieur le Conseiller communal **X. DECALUWE** rentre en séance.

29. Tournai. Commune pilote «Wallonie cyclable». Mise en œuvre du plan communal cyclable. Programme de travail 2012-2013. Fourniture et pose d'arceaux et d'abris pour vélos. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le 2 décembre 2011, le Gouvernement wallon sélectionnait la commune de Tournai comme «Commune pilote Wallonie cyclable» sur base de son plan communal cyclable que vous aviez approuvé le 19 septembre 2011.

Cette sélection permet à la Ville de bénéficier d'une subvention régionale totale de 1.897.432,00 € répartie sur 5 ans pour mettre en œuvre son plan communal cyclable.

En 2013, un montant de 474.358,00 € a été octroyé à la Ville de Tournai pour la mise en œuvre de son plan communal cyclable conformément au programme de travail 2013 qui a été présenté et validé par le comité d'accompagnement régional.

Différents aménagements repris dans ce programme de travail vous ont déjà été présentés en séance du 30 juin 2014, à savoir :

- la mise en zone 30 km/heure du centre-ville (matérialisation réglementaire)
- l'aménagement du quai des Vicinaux
- la liaison cyclable carrefour du Viaduc, boulevard Eisenhower et chaussée d'Audenarde
- l'aménagement d'une rue cyclable sur la voie latérale de l'avenue de Maire.

Le bureau d'études communal a établi le projet définitif ayant pour objet la fourniture et la pose d'arceaux et d'abris vélos, dans le cadre du programme de travail 2012/2013 du plan commune pilote Wallonie cyclable , boulevard des Frères Rimbaut, place de Lille, rue Dorez, rue Perdue, Grand Place, Vieux marché aux Poteries, rue des Chapeliers, rue de la Wallonie, rue de l'Enclos Saint-Martin, rue Royale, rue des Campeaux, place Crombez, jardin de la Reine.

Le devis estimatif des travaux s'élève à 24.250,00 € hors TVA, soit 29.342,50 € TVA comprise.

Les crédits nécessaires sont prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire 2014 à concurrence de 30.000,00 € sous l'article 421/741-52.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, intervient comme suit :

" Depuis quelque temps, on voit passer des petits projets autour de Tournai comme pilote Wallonie cyclable. Il y a une grosse enveloppe qui est prévue dans les subsides.
Je voulais savoir s'il existe un plan général, une réflexion globale pour utiliser ces subsides et que Tournai devienne une vraie commune cyclable ?"

L'Echevin MR de la mobilité, **A. BOITE**, lui répond comme suit :

" Je pense que votre collègue, Madame la Conseillère communale M.-C. LEFEBVRE, siège à la commission vélo. Elle a donc l'occasion de voir les projets. Habituellement les représentants du GRACQ – Les cyclistes Quotidiens Asbl, y siègent aussi. Ils émettent des avis généralement constructifs. Ce plan cyclable devrait être achevé dans les 2 ans. Les dossiers de 2014 sont pratiquement achevés. L'année prochaine, de nouveaux projets seront proposés pour favoriser la circulation cycliste à Tournai."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que le 2 décembre 2011, le Gouvernement wallon sélectionnait la commune de Tournai comme «Commune pilote Wallonie cyclable» sur base de son plan communal cyclable qui avait été approuvé le 19 septembre 2011;

Considérant que cette sélection permet à la Ville de bénéficier d'une subvention régionale totale de 1.897.432,00 € répartie sur 5 ans pour mettre en œuvre son plan communal cyclable;

Considérant qu'en 2013, un montant de 474.358,00 € est octroyé à la Commune de Tournai pour la mise en œuvre de son plan communal cyclable conformément au programme de travail 2013 qui a été présenté et validé par le comité d'accompagnement régional;

Considérant que différents aménagements repris dans ce programme de travail ont déjà été présentés lors du Conseil communal du 30 juin 2014, à savoir :

- La mise en zone 30 km/heure du centre-ville (matérialisation réglementaire)
- L'aménagement du quai des Vicinaux
- La liaison cyclable carrefour du Viaduc, boulevard Eisenhower et chaussée d'Audenarde
- L'aménagement d'une rue cyclable sur la latérale de l'avenue de Maire;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif ayant pour objet la fourniture et la pose d'arceaux et d'abris-vélos dans le cadre du programme de travail 2012/2013 du plan commune pilote Wallonie cyclable , boulevard des Frères Rimbaut, place de Lille, rue Dorez, rue Perdue, Grand Place, Vieux marché aux Poteries, rue des Chapeliers, rue de la Wallonie, rue de l'Enclos Saint-Martin, rue Royale, rue des Campeaux, place Crombez, jardin de la Reine;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 24.250,00 € hors TVA, soit 29.342,50 € TVA comprise ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire 2014 à concurrence de 30.000,00 € sous l'article 421/741-52;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché ayant pour objet la fourniture et la pose d'arceaux et d'abris vélos, dans le cadre du programme de travail 2012/2013 du plan commune pilote Wallonie cyclable, boulevard des Frères Rimbaut, place de Lille, rue Dorez, rue Perdue, Grand Place, Vieux marché aux Poteries, rue des Chapeliers, rue de la Wallonie, rue de l'Enclos Saint-Martin, rue Royale, rue des Campeaux, place Crombez, jardin de la Reine, estimés à 24.250,00 € hors TVA, soit 29.342,50 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application.

Article 4 : les crédits nécessaires sont prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire 2014 à concurrence de 30.000,00 € sous l'article 421/741-52.

Article 5 : la présente délibération sera transmise au ministère subsidiant.

30. Tournai, Grand Place. Travaux de maintenance des piquets. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les services techniques communaux ont rédigé les documents relatifs aux travaux de maintenance des piquets de la Grand Place de Tournai.

Ces travaux comprennent notamment :

- le démontage de fourreaux galvanisés
- le démontage et la repose de pavés en pierre
- la fourniture et la pose de fourreaux galvanisés
- la pose de fourreaux polymères.

Le devis estimatif des travaux s'élève à 12.336,00 € hors TVA, montant ayant valeur d'indication sans plus.

Il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs entrepreneurs.

Un crédit de 15.000,00 € est inscrit à l'article 4213/735-60 du budget extraordinaire 2014.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation du marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Attendu que les services techniques communaux ont rédigé les documents relatifs aux travaux de maintenance des piquets de la Grand Place de Tournai;

Considérant que ces travaux comprennent notamment :

- le démontage de fourreaux galvanisés
- le démontage et la repose de pavés en pierre
- la fourniture et la pose de fourreaux galvanisés
- la pose de fourreaux polymères;

Vu le devis estimatif des travaux s'élevant à 12.336,00 € hors TVA, montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs entrepreneurs;

Attendu qu'un crédit de 15.000,00 € est inscrit à l'article 4213/735-60 du budget extraordinaire 2014;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet les travaux de maintenance des piquets de la Grand Place de Tournai estimé à 12.336,00 € hors TVA, le montant repris ci-dessus ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs entrepreneurs conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi d'une part par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 15.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article 4213/735-60.

31. Esplanade de l'Europe. Remplacement de la toile du chapiteau. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La toile du chapiteau de l'Esplanade de l'Europe date de plus de 15 ans. La matière de la toile devient cassante et elle a déjà été réparée à de multiples reprises.

Il s'avère donc nécessaire de passer un marché de fourniture afin de procéder à son remplacement.

Ce marché de fournitures est estimé à 25.000,00 € TVA comprise.

Nous vous proposons de passer ce marché par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits nécessaires sont prévus à l'article 424/749-98 du budget extraordinaire 2014 (modification budgétaire n° 1).

Il vous appartient d'approuver les modes et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que la toile du chapiteau situé sur l'Esplanade de l'Europe date de plus de 15 ans;

Considérant que la matière de la toile devient cassante et qu'elle a déjà été réparée à de multiples reprises;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au remplacement de la toile du chapiteau situé sur l'Esplanade de l'Europe;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à 20.661,15 € hors TVA soit 25.000,00 € TVA comprise;

Considérant l'avis favorable du Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'une toile pour le chapiteau de l'Esplanade de l'Europe, estimé à 20.661,15 € hors TVA soit 25.000,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi d'une part par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 (modification budgétaire n° 1) sous l'article 424/749-98 à concurrence de 25.000,00 €.

Ce montant sera financé par fonds de réserve.

32. Gaurain-Ramecroix. Installations de la Royale union sportive Tournai athlétisme (RUSTA), rue Gros Fidèle. Rénovation et extension du hall des sports. Nouveau marché. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 14 octobre 2013, vous avez décidé de passer un marché de travaux ayant pour objet la démolition de la buvette et des vestiaires ainsi que la rénovation et l'extension du hall des sports de la Royale union sportive Tournai Athlétisme situé rue Gros Fidèle à Gaurain-Ramecroix.

En date du 9 mai 2014, Monsieur le Ministre André ANTOINE nous a notifié son accord sur ce projet avec intervention financière du département des infrastructures subsidiées s'élevant à 1.000.000,00 d'euros.

Approuvé lui aussi en séance du 14 octobre 2013, le second dossier relatif à la construction d'une structure d'accueil avec tour de chronométrage et délocalisation de la buvette se trouvant dans le hall des sports vers cette structure d'accueil n'a pas rencontré l'assentiment du pouvoir subsidiant.

Un nouveau projet a donc été établi, qui prévoit le reconditionnement du hall des sports (mise en conformité aux normes techniques et «énergétiques») avec la construction de vestiaires, sanitaires et autres espaces nécessaires à son bon fonctionnement, avec le maintien de la buvette existante et, en option, si les offres s'inscrivent dans la prévision budgétaire, une extension du hall des sports afin de pouvoir s'y entraîner et organiser des championnats «indoor» suivant les prescrits de la fédération d'athlétisme.

Etabli suivant les recommandations du département des infrastructures subsidiées, ce nouveau dossier devrait être accepté rapidement.

Nous vous proposons d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché, pour lequel les crédits sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 7641/723-60, à concurrence de 1.650.000,00 euros."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant qu'en séance du 14 octobre 2013, il a été décidé de passer un marché de travaux ayant pour objet la démolition de la buvette et des vestiaires ainsi que la rénovation et l'extension du hall des sports de la Royale union sportive Tournai Athlétisme (RUSTA) à Gaurain-Ramecroix;

Considérant qu'en date du 9 mai 2014, Monsieur le Ministre André ANTOINE a notifié son accord sur ce projet avec une intervention financière du département des infrastructures subsidiées s'élevant à 1.000.000,00 €;

Considérant qu'approuvé lui aussi en séance du 14 octobre 2013, le second dossier relatif à la construction d'une structure d'accueil avec tour de chronométrage et délocalisation de la buvette se trouvant dans le hall des sports vers cette structure d'accueil n'a pas rencontré l'assentiment du pouvoir subsidiant;

Considérant qu'un nouveau projet a donc été établi, qui prévoit le reconditionnement du hall des sports (mise en conformité aux normes techniques et «énergétiques») avec la construction de vestiaires, sanitaires et autres espaces nécessaires à son bon fonctionnement, avec le maintien de la buvette existante et, en option, si les offres s'inscrivent dans l'inscription budgétaire, une extension du hall des sports afin de pouvoir s'y entraîner et organiser des championnats «indoor» suivant les prescrits de la fédération d'athlétisme;

Considérant qu'établi suivant les recommandations du département des infrastructures subsidiées, ce nouveau dossier devrait être accepté rapidement;

Considérant que le coût de ce marché de travaux s'élève à 1.362.154,62 € hors TVA, soit 1.648.207,09 € TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 1.650.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 7641/723-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet la rénovation et l'extension du hall des sports de la Royale union sportive Tournai Athlétisme (RUSTA) situé rue Gros Fidèle à Gaurain-Ramecroix, estimé à 1.362.154,62 € hors TVA, soit 1.648.207,09 € TVA comprise.
Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par adjudication ouverte conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les critères de sélection consisteront en la fourniture des documents suivants :

- une déclaration sur l'honneur du soumissionnaire de ne pas se trouver dans l'un des cas visés par les articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011;
- un certificat d'agrégation en catégorie D – classe 5, classe basée sur l'estimation du marché.

Article 4 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution des marchés publics (arrêté royal du 14 janvier 2013) et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché.

Article 5 : les crédits de l'ordre de 1.650.000, 00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 7641/723-60.

Article 6 : la promesse ferme de subsides, à concurrence de 1.000.000,00 €, a été reçue le 14 mai 2014.

33. Kain, rue Pennequin. Entrepôt du Service des fêtes. Remplacement de la corniche en zinc. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Il est nécessaire de remplacer la corniche en zinc de l'entrepôt communal du service des fêtes situé rue Pennequin à Kain. Celle-ci présente des fuites à plusieurs endroits, ce qui entraîne des infiltrations d'eau dans le bâtiment privé jouxtant l'entrepôt.

Nous vous proposons de passer un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de la corniche en zinc de l'entrepôt communal du service des fêtes à Kain et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Le montant de ce marché est estimé à ± 8.800,00 € TVA comprise.

Un crédit de 10.000,00 € a été prévu au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 763/724-60. Ce montant sera financé par fonds de réserve.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant qu'il est nécessaire de remplacer la corniche en zinc de l'entrepôt communal du Service des fêtes situé rue Pennequin à Kain, qui présente des fuites à plusieurs endroits, ce qui entraîne des infiltrations d'eau dans le bâtiment privé jouxtant l'entrepôt;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de la corniche en zinc de l'entrepôt communal du Service des fêtes de Kain et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que le montant de ce marché est estimé à ± 8.800,00 € TVA comprise;

Considérant qu'un crédit de 10.000,00 € a été prévu au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 763/724-60 et que ce montant sera financé par fonds de réserve;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de la corniche en zinc de l'entrepôt du service des fêtes situé rue Pennequin à Kain. Les travaux sont estimés à ± 8.800,00 € TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110-2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché sera conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : un crédit de 10.000,00 € a été prévu au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 763/724-60. Ce montant sera financé par fonds de réserve.

34. Tournai Expo. Réfection d'une partie de la toiture du bâtiment. Mode et conditions de passation du

marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Des infiltrations récurrentes à divers endroits de la toiture des locaux qui abritent No Télé provoquent des dégâts à l'intérieur du bâtiment. De plus, la seule descente d'eau pluviale est sous-dimensionnée et ne permet pas d'évacuer toutes les eaux. Il s'avère nécessaire de passer un marché de travaux afin de procéder à la réfection de la toiture.

Ce marché de travaux est estimé à 36.504,43 € TVA comprise.

Nous vous proposons de passer ce marché par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits nécessaires ont été prévus par voie de modification budgétaire sous l'article 521/724-60 du budget extraordinaire 2014. Ce montant sera financé par fonds de réserve.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation du marché."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, signale qu'il y a des fuites à la toiture du hall principal. Il souhaite qu'elles soient également colmatées.

Pour Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, le problème est plus vaste : "le site est occupé à prendre l'eau d'un peu partout. Je voudrais qu'on s'active pour trouver des solutions à d'autres situations difficiles" dit-il.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que des infiltrations récurrentes à divers endroits de la toiture provoquent des dégâts à l'intérieur des locaux qui abritent No Télé et que, sous-dimensionnée, la seule descente d'eau pluviale ne permet pas d'évacuer toutes les eaux;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de passer un marché de travaux afin de procéder à la réfection de la toiture;

Considérant que ce marché est estimé à 30.168,95 € hors TVA soit 36.504,43 € TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée et que les crédits permettant la dépense ont été prévus par voie de modification budgétaire sous l'article 521/724-60 du budget extraordinaire 2014;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet la réfection d'une partie de la toiture du bâtiment de Tournai Expo (locaux No Télé), estimé à 30.168,95 € hors TVA soit 36.504,43 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits nécessaires ont été prévus par voie de modification budgétaire sous l'article 521/724-60 du budget extraordinaire 2014. Ce montant sera financé par fonds de réserve.

35. Tournai. Garage communal des Mouettes. Nettoyage suite à incendie. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Suite aux dégâts d'incendie au garage communal des Mouettes, il s'avère indispensable d'effectuer le nettoyage du bâtiment afin de permettre aux ouvriers du service garage de poursuivre leurs travaux d'entretien et de réparation qui sont impossibles depuis l'incendie vu l'état du sol, des fosses, des murs et du plafond.

Il sera passé un marché de services ayant pour objet le nettoyage du garage communal des Mouettes dont le coût est estimé à 6.200,00 € hors TVA, soit 7.502,00 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Les crédits permettant de supporter cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire par voie de modification budgétaire (boni) sous l'article 124/724-60.

Un dossier est actuellement en cours d'élaboration par le service contentieux en vue de récupérer le préjudice auprès de la compagnie d'assurances.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que suite aux dégâts d'incendie au garage communal des Mouettes, il s'avère indispensable d'effectuer le nettoyage du bâtiment afin de permettre aux ouvriers du service garage de poursuivre leurs travaux d'entretien et de réparation qui sont impossibles depuis l'incendie vu l'état du sol, des fosses, des murs et du plafond;

Considérant qu'il sera passé un marché de services ayant pour objet le nettoyage du garage communal des Mouettes dont le coût est estimé à 6.200,00 € hors TVA, soit 7.502,00 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Considérant que les crédits permettant de supporter cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire par voie de modification budgétaire (boni) sous l'article 124/724-60;

Considérant qu'un dossier est actuellement en cours d'élaboration par le service contentieux en vue de récupérer le préjudice auprès de la compagnie d'assurances;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de services ayant pour objet le nettoyage du garage communal des Mouettes dont le coût est estimé 6.200,00 € hors TVA, soit 7.502,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application (Disposition facultative mais conseillée).

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire par voie de modification budgétaire (boni) sous l'article 124/724-60.

Madame la Conseillère communale **C. LADAVI**D sort de séance.

36. Froidmont. Domaine des Eaux sauvages. Remplacement d'une porte de secours. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Afin de respecter les normes de sécurité, il convient d'installer une porte de secours dans la salle de sport du domaine des Eaux sauvages à Froidmont.

Nous vous proposons de passer un marché de fourniture ayant pour objet le remplacement d'une porte de secours estimé à ± 3.000,00 € TVA comprise, ce montant avait valeur d'indication sans plus et de

recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 3.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 7645/724-60. Ce montant sera financé par boni.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant qu'afin de respecter les normes de sécurités, il convient d'installer une porte de secours dans la salle de sport du domaine des Eaux sauvages à Froidmont;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de fournitures ayant pour objet le remplacement d'une porte de secours estimé à ± 3.000,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus et de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 3.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 7645/724-60; que ce montant sera financé par boni;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet le remplacement d'une porte de secours au domaine des Eaux sauvages à Froidmont pour un montant estimé à ± 3.000,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110-2^e de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché sera conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : un crédit de 3.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 7645/724-60. Ce montant sera financé par boni.

37. Service bus. Remplacement de l'embrayage du bus IRIS immatriculé 1-ATV-037. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'auteur de projet a établi un rapport, dont les termes suivent :

" Objet : remplacement de l'embrayage du bus IRIS immatriculé 1-ATV-037.

L'embrayage du bus IRIS a cédé en date du 25 juin 2014. Il est urgent de pouvoir le faire remplacer avant la rentrée scolaire, car celui-ci est souvent sollicité pour le transport scolaire.

Pour ce faire, contact a été pris avec le seul garage capable de répondre immédiatement à l'urgence et l'impérieuse nécessité de réparer le véhicule. La firme consultée, MAN TRUCK & BUS SA, concessionnaire de la marque dans la région (Grand Route, 644 à 7534 Barry), a remis un prix pour les réparations. Il s'élève à 5.712,52 € TVA comprise.

Aussi, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, nous proposons de lui confier le marché, conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en son article L1222-3, alinéa 3 et à la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics notamment son article 26 § 2 1^{er} alinéa a et c. Le paiement se fera sur base de l'offre et sur présentation de la facture dûment détaillée. "

Un crédit de 8.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article 722/745-98.

Il appartient à votre assemblée de prendre acte de notre décision prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, le 1^{er} août 2014 et d'accepter la dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a et c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu le rapport de l'auteur de projet, dont les termes suivent :

" Objet : remplacement de l'embrayage du bus IRIS immatriculé 1-ATV-037.

L'embrayage du bus IRIS a cédé en date du 25 juin 2014, il est urgent de pouvoir le faire remplacer avant la rentrée scolaire car celui-ci est souvent sollicité pour le transport scolaire.

Pour ce faire, contact a été pris avec le seul garage capable de répondre immédiatement à l'urgence et l'impérieuse nécessité de réparer le véhicule. La firme consultée, Man Truck & Bus SA concessionnaire de la marque dans la région (Grand Route, 644 à 7534 Barry), a remis un prix pour les réparations qui s'élève à 5.712,52 € TVA comprise.

Aussi, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, nous proposons de lui confier le marché, conformément au code de la démocratie locale et de la décentralisation, en son article L1222-3, alinéa 3 et la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics notamment son article 26 § 2, 1^{er} alinéa a et c. Le paiement se fera sur base de l'offre et sur présentation de la facture dûment détaillée.";

Considérant qu'un crédit de 8.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article 722/745-98;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE :

de la décision prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, par le Collège communal en séance du 1^{er} août 2014 :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de services ayant pour objet le remplacement de l'embrayage du bus scolaire IRIS immatriculé 1-ATV 097 pour un montant estimé à 5.712,52 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a et c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, auprès de la firme Man Truck & Bus SA, Grand Route, 644 à 7534 Barry, au montant de son devis ainsi qu'en régie pour les réparations non prévisibles avant démontage complet.

Article 3 : le marché sera régi par les dispositions de l'article 105 § 1^{er}, 4° (marché inférieur au seuil des 8.500,00 € hors TVA).

Article 4 : en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, connaissance de cette décision, prise vu l'urgence résultant d'événements imprévisibles, sera donnée sans délai au Conseil communal qui en prendra acte.

Article 5 : les crédits disponibles sous l'article 722/745-98 de l'ordre de 8.000,00 € sont suffisants pour couvrir la dépense résultant de ce marché;

ADMET :

la dépense.

Madame la Conseillère communale **C. GUISET-LEMOINE** sort de séance.

38. Projet européen LICl. Tournai, Place Verte. Réalisation d'un mobilier de stockage de livres et de jeux. Structure métallique et aménagement intérieur. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le programme INTERREG IVB, projet européen LICl (Lively Cities), projet de réappropriation citoyenne d'espaces publics par la création d'ULP (Urban Lifestyle Points), prévoit une étude pour la réalisation d'un mobilier de stockage à la place Verte faisant l'objet d'un cofinancement par le Fonds européen de développement régional (FEDER) (50 %) et la Wallonie (50 %).

La Ville de Tournai est un des opérateurs du projet aux côtés de l'A.M.C.V. (Association Management Centre-Ville), initiatrice du concept de gestion centre-ville en Belgique, chef de file du projet B, et de La Louvière centre-ville centre de vie (Belgique), de la ville de Lille (France), de la ville d'Eindhoven et de la Hogeschool Van Hall Larenstein (Pays-Bas), des villes d'Aberdeen et de Brighton & Hove (Royaume Uni).

La Ville de Tournai concentre son intervention de réappropriation d'espaces publics sur deux sites :

- Place Verte, sur la rive droite de l'Escaut
- Vieux marché aux Poteries, sur la rive gauche de l'Escaut.

La réappropriation de la place Verte se fait en concertation avec les riverains, les organismes publics ou privés qui y ont leur siège.

Un des volets de la réappropriation de la place Verte consiste en la mise à disposition de livres et de jeux à l'attention des communautés et des individus qui fréquentent cet espace public. A cette fin, il est nécessaire de prévoir sur cet espace un mobilier amovible permettant leur stockage et leur gestion au quotidien soit par les stewards de l'ASBL Tournai Centre Ville, soit par les riverains eux-mêmes.

En date du 24 février 2014, vous avez décidé de passer un marché de services ayant pour objet l'étude préalable à la réalisation d'un mobilier de stockage à la place Verte.

En séance du 28 mai 2014, en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, nous avons décidé de désigner MARIE G. DESIGN STUDIO, MARIE GOBERT, rue Piquet, 12 à 7500 TOURNAI pour l'étude préalable à la réalisation d'un mobilier de stockage à la place Verte, étude inscrite dans le cadre du projet européen LICI (Lively Cities), sur base de son projet « Open Door » au montant de 3.200,00 € TVA comprise.

Seules les dépenses, tant pour l'étude que pour la réalisation de ce mobilier de stockage, réalisées avant le 31 décembre 2014 pourront bénéficier de ce cofinancement par le F.E.D.E.R (50 %) et la Wallonie (50 %).

En séance du 29 août 2014, nous avons approuvé l'avant-projet réalisé par Mme Marie GOBERT, dont la réalisation nécessite de passer deux marchés de fournitures, ventilés comme suit :

- Lot 1 : structure métallique, estimé à 7.000,00 € TVA comprise
- Lot 2 : aménagement intérieur, estimé à 3.000,00 € TVA comprise.

Ces marchés seront passés par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits de l'ordre de 10.000,00 €, utiles pour couvrir la dépense, sont prévus au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 930/741-52 et sont intégralement subsidiés.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ces marchés."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1311-5 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que le programme INTERREG IVB, projet européen LICI (Lively Cities), projet de réappropriation citoyenne d'espaces publics par la création d'ULP (Urban Lifestyle Points), prévoit une étude pour la réalisation d'un mobilier de stockage à la place Verte faisant l'objet d'un cofinancement par le F.E.D.E.R (50 %) et la Wallonie (50 %);

Considérant que la Ville de Tournai est un des opérateurs du projet aux côtés de l'A.M.C.V. (Association Management Centre Ville), initiatrice du concept de gestion centre-ville en Belgique, chef de file du projet B, et de La Louvière centre-ville centre de vie (Belgique), de la ville de Lille (France), de la ville d'Eindhoven et de la Hogeschool Van Hall Larenstein (Pays-Bas), des villes d'Aberdeen et de Brighton & Hove (Royaume Uni);

Considérant que la Ville de Tournai concentre son intervention de réappropriation d'espaces publics sur deux sites :

- Place Verte, sur la rive droite de l'Escaut
- Vieux marché aux Poteries, sur la rive gauche de l'Escaut;

Considérant que la réappropriation de la place Verte se fait en concertation avec les riverains et les organismes publics ou privés qui y ont leur siège;

Considérant que l'un des volets de la réappropriation de la place Verte consiste en la mise à disposition de livres et de jeux à l'attention des communautés et des individus qui fréquentent cet espace public;

Considérant qu'à cette fin, il est nécessaire de prévoir sur cet espace un mobilier amovible permettant leur stockage et leur gestion au quotidien soit par les stewards de l'ASBL Tournai Centre-Ville, soit par les riverains eux-mêmes;

Vu sa décision du 24 février 2014, de passer un marché de services ayant pour objet l'étude préalable à la réalisation d'un mobilier de stockage à la place Verte;

Vu la décision du Collège communal du 28 mai 2014, en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de désigner Marie G. DESIGN STUDIO, Marie GOBERT, rue Piquet, 12 à 7500 Tournai pour l'étude préalable à la réalisation d'un mobilier de stockage à la place Verte, étude inscrite dans le cadre du projet européen LICI (Lively Cities), sur base de son projet «Open Door» au montant de 3.200,00 € TVA comprise;

Considérant que seules les dépenses, tant pour l'étude que pour la réalisation de ce mobilier de stockage, réalisées avant le 31 décembre 2014 pourront bénéficier de ce cofinancement par le Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R) (50 %) et la Wallonie (50 %);

Vu la décision du Collège communal du 29 août 2014, approuvant l'avant-projet réalisé par Mme Marie GOBERT, dont la réalisation nécessite de passer deux marchés de fournitures, ventilés comme suit :

- Lot 1 : structure métallique, estimé à 7.000,00 € TVA comprise
- Lot 2 : aménagement intérieur, estimé à 3.000,00 € TVA comprise;

Considérant que ces marchés seront passés par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que les crédits de l'ordre de 10.000,00 €, utiles pour couvrir la dépense, sont prévus au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 930/741-52 et sont intégralement subsidiés;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé deux marchés de fournitures ayant pour objet la réalisation d'un mobilier de stockage de livres et de jeux à la place Verte, dans le cadre du projet européen LICI pour un montant total estimé à 10.000,00 € TVA comprise, ventilés comme suit :

- Lot 1 : structure métallique, estimé à 7.000,00 € TVA comprise
- Lot 2 : aménagement intérieur, estimé à 3.000,00 € TVA comprise.

Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : les marchés dont il est question à l'article 1^{er} seront passés par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les marchés seront constatés, d'une part par la signature d'une convention par les parties et d'autre part sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : les crédits utiles pour couvrir la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 930/741-52 et sont intégralement subsidiés.

39. Crèche communale Clos des Poussins. Assainissement et évacuation des deux cuves à mazout.
Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Depuis l'installation du chauffage au gaz, les anciennes cuves à mazout de la crèche communale le Clos des Poussins n'ont plus lieu d'être.

Il convient, par conséquent, de faire procéder à leur assainissement et à leur évacuation par une entreprise agréée.

Selon l'article 42 de l'arrêté du gouvernement wallon du 17 juillet 2003, section "mise hors service définitive", le réservoir est vidé, dégazé, nettoyé et enlevé.

L'article 45 stipule, lui, que l'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance tout document attestant de la mise hors service d'un réservoir, à savoir :

- 1) le certificat de dégazage
- 2) le certificat d'évacuation des résidus de nettoyage
- 3) le certificat d'évacuation des réservoirs ou le certificat d'inertage comportant le type de matériaux utilisés et la quantité mise en œuvre.

Nous vous proposons de passer un marché de travaux par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Le montant de ce marché est estimé à ± 7.500,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Un crédit de 7.500,00 € a été prévu au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 8441/724-60. Ce montant sera financé par fonds de réserve.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4 ;

Considérant que, depuis l'installation du chauffage au gaz, les anciennes cuves à mazout (10.000 litres) de la crèche communale Clos des Poussins n'ont plus lieu d'être et qu'il convient de faire procéder à l'assainissement et à leur évacuation par une entreprise agréée;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de travaux par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que le montant de ce marché est estimé à ± 7.500,00 € TVA comprise et qu'il a valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 7.500,00 € a été prévu au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 8441/724-60 et que ce montant sera financé par fonds de réserve;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet l'assainissement et l'évacuation des deux cuves à mazout de la crèche communale Clos des Poussins pour un montant estimé à ± 7.500, 00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110-2^e de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché sera conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : un crédit de 7.500,00 € a été prévu au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 8441/724-60. Ce montant sera financé par fonds de réserve.

40. Ecoles communales. Travaux de maintenance. Acquisition de matériaux.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Des travaux d'entretien sont indispensables dans certaines écoles (écoles du Château, de Vaulx, de la Justice, de Warchin, du Beau Séjour, de Barry, de Templeuve et de Blandain) afin de les remettre en état et de les sécuriser. Il s'agit de remplacement de sanitaires, remise en état de salle de psychomotricité et de gymnastique, remplacement de revêtement de sol et du bardage en bois, pose de clôture de sécurité et automatisation de grille d'entrée, pose de vannes thermostatiques, remise en état et sécurisation d'un préau et remise en couleur. Il s'avère nécessaire de passer un marché de fournitures afin de permettre aux ouvriers communaux de procéder à ces travaux d'entretien.

Ce marché de fournitures est estimé à 64.270,43 € TVA comprise.

Nous vous proposons de passer ce marché par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits nécessaires sont prévus à l'article 7227/724-60 du budget extraordinaire 2014 (modification budgétaire n° 1). Ce montant sera financé par fonds de réserve.

Il vous appartient d'approuver les modes et conditions de passation du marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant qu'afin de remettre en état et de sécuriser certaines écoles communales, il s'avère nécessaire de procéder à l'acquisition de divers matériaux;

Considérant que selon les écoles, les besoins diffèrent, à savoir :

- Ecoles du Château et de Vaulx : remplacement des sanitaires,
- Ecoles de la Justice et de Warchin : remise en état de la salle de psychomotricité et de gymnastique,
- Ecole du Beau séjour : remplacement de revêtements de sol et du bardage en bois,
- Ecoles de Warchin, du Beau séjour, de Barry et de Templeuve : pose de clôture sécurisée et automatisée de grille d'entrée,
- Ecole de Templeuve : pose de vannes thermostatiques sur les chauffages,
- Ecole de Blandain (maternelle) : remise en état et sécurisation d'un préau,
- Ecoles de Vaulx et de Warchin : remise en couleur;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de passer un marché de fournitures afin de procéder à la réfection des susdits bâtiments;

Considérant que ce marché sera divisé en lots et réparti comme suit :

- lot 1 : acquisition de matériaux de construction,
- lot 2 : acquisition de matériel sanitaire,
- lot 3 : acquisition de matériel de chauffage,
- lot 4 : acquisition de matériel de couverture,
- lot 5 : acquisition de matériel de menuiserie,
- lot 6 : acquisition de matériaux ferreux,
- lot 7 : acquisition de matériel électrique,
- lot 8 : acquisition de peinture;

Considérant que ce marché à lots est estimé à 53.116,06 € hors TVA soit 64.270,43 € TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire de 2014 (modification budgétaire 1) sous l'article 7227/724-60;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché à lots de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériaux divers pour la maintenance des écoles, estimé à 53.116,06 € hors TVA soit 64.270,43 € TVA comprise et réparti comme suit :

- Lot 1 : acquisition de matériaux de construction estimé à 10.714,55 € TVA comprise,
- Lot 2 : acquisition de matériel sanitaire estimé à 6.826,21 € TVA comprise,
- Lot 3 : acquisition de matériel de chauffage estimé à 15.648,93 TVA comprise,
- Lot 4 : acquisition de matériel de couverture estimé à 13.215,81 € TVA comprise,
- Lot 5 : acquisition de matériel de menuiserie estimé à 5.271,67 € TVA comprise,
- Lot 6 : acquisition de matériaux ferreux estimé à 6.174,21 € TVA comprise,
- Lot 7 : acquisition de matériel électrique estimé à 1.028,50 € TVA comprise,
- Lot 8 : acquisition de peintures estimé à 5.390,55 €.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 (modification budgétaire 1) sous l'article 7227/724-60.

Ce marché sera financé par fonds de réserve.

41. Ecole Saint-Lazare. Travaux de chauffage. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le système de chauffage de l'école Saint-Lazare fonctionne sans régulation, ce qui engendre des problèmes de gestion du chauffage. Une seule chaudière fonctionne sur les deux suite à un dépannage et à un raccordement provisoire. Le gainage de la cheminée devra être effectué afin de pouvoir utiliser correctement les nouvelles installations. Il s'avère donc nécessaire de passer un marché de travaux à lots afin de procéder aux susdits travaux, répartis comme suit :

- Lot 1 : travaux de gainage de la cheminée,
- Lot 2 : remplacement du système de régulation de chauffage.

Ce marché de travaux à lots est estimé à 11.549,45 € TVA comprise.

Nous vous proposons de passer ce marché par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits nécessaires sont prévus à l'article 7227/724-60 du budget extraordinaire 2014. Ce montant sera financé par emprunts.

Il vous appartient d'approuver les modes et conditions de passation du marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que le système de chauffage de l'école Saint-Lazare fonctionne sans régulation, ce qui engendre des problèmes de gestion du chauffage;

Considérant qu'une seule chaudière fonctionne sur les deux suite à un dépannage et à un raccordement électrique provisoire;

Considérant qu'afin de pouvoir utiliser correctement les nouvelles installations de chauffage, il faut procéder au gainage de la cheminée;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de passer un marché de travaux afin de procéder à la réparation du système de chauffage de l'école Saint-Lazare;

Considérant que ces travaux auront également pour but de limiter les coûts énergétiques;

Considérant que ce marché sera divisé en lots et réparti comme suit :

- Lot 1 : travaux de gainage de la cheminée,
- Lot 2 : remplacement d'un système de régulation de chauffage;

Considérant que ce marché à lots est estimé à 9.545,00 € hors TVA soit 11.549,45 € TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 7227/724-60;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché ayant pour objet les travaux de chauffage à l'école Saint-Lazare, estimés à 9.545,00 € hors TVA soit 11.549,45 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 7227/724-60.
Ce marché sera financé par emprunts.

42. Ecoles de Warchin et de Vezon. Travaux de toiture. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les toitures de certaines écoles sont mal isolées et ne sont plus étanches. Leur régénération est donc indispensable. Par le biais de la technique de projection de mousse rigide de polyuréthane, les problèmes d'étanchéité et d'isolation seront résolus. Cette année, ce sont les écoles de Warchin et de Vezon qui seront bénéficiaires des susdits travaux. Il s'avère donc nécessaire de passer un marché de travaux afin d'y procéder.

Ce marché de travaux est estimé à 77.300,25 € TVA comprise.

Nous vous proposons de passer ce marché par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits nécessaires sont prévus à l'article 7227/724-60 du budget extraordinaire 2014 (modification budgétaire n° 1). Le montant relatif à l'école de Vezon sera financé par fonds de réserve et celui relatif à l'école de Warchin sera financé par emprunt.

Il vous appartient d'approuver les modes et conditions de passation du marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que la régénération de certaines toitures d'écoles est indispensable car celles-ci ne sont plus étanches ni correctement isolées;

Considérant que par le biais de la technique souhaitée, à savoir la projection de mousse rigide de polyuréthane, les problèmes d'étanchéité et d'isolation seront résolus;

Considérant que cette année ce sont les écoles de Warchin et de Vezon qui seront bénéficiaires des susdits travaux;

Considérant que ce marché sera ventilé comme suit :

- Subdivision 1 : Ecole de Warchin,
- Subdivision 2 : Ecole de Vezon;

Considérant que ce marché est estimé à 63.884,50 € hors TVA soit 77.300,25 € TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 7227/724-60;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet la régénération des toitures des écoles de Warchin et de Vezon, estimé à 63.884,50 € hors TVA soit 77.300,25 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 (modification budgétaire n° 1) sous l'article 7227/724-60.

Le montant relatif à l'école de Vezon sera financé par fonds de réserve et celui relatif à l'école de Warchin sera financé par emprunts.

43. Tournai, parc communal. Kiosque. Acquisition de matériel électrique et raccordement basse tension. Mode et conditions de passation des marchés.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

De plus en plus de festivités sont organisées sur le kiosque du parc communal.

A défaut d'alimentation électrique, des rallonges et coffrets électriques doivent être installés et démontés avant et après chaque festivité.

Pour éviter ces opérations répétitives et provisoires, la solution est de faire procéder à un raccordement électrique définitif par l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) en sa qualité de gestionnaire du réseau de distribution et de faire installer le matériel électrique par notre service électricité.

Pour ce faire, nous vous proposons de passer deux marchés ventilés comme suit :

- Marché 1 : acquisition de matériel électrique pour un montant estimé à ± 3.133,00 € TVA comprise;
- Marché 2 : un raccordement électrique basse tension par ORES pour un montant de ± 1.150,00 € TVA comprise;

Ces montants ont valeur d'indication sans plus.

Le marché concernant l'acquisition de matériel électrique sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultations de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Ces marchés seront constatés par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Un crédit de 5.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 124/725-60. Le montant des deux marchés sera financé par boni."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que de plus en plus de festivités sont organisées au niveau du kiosque du parc communal;

Considérant qu'à défaut d'alimentation électrique, des rallonges et coffrets électriques doivent être installés et démontés avant et après chaque festivité;

Considérant que pour éviter ces opérations répétitives et provisoires, la solution est de faire procéder à un raccordement électrique définitif par l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) en sa qualité de gestionnaire du réseau de distribution et de faire installer le matériel électrique par le service communal d'électricité;

Considérant que pour ce faire, il est proposé de passer deux marchés ventilés comme suit :

- Marché 1 : acquisition de matériel électrique pour un montant estimé à ± 3.133,00 € TVA comprise;
- Marché 2 : un raccordement électrique basse tension par l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) pour un montant de ± 1.150,00 € TVA comprise;

Considérant que le marché concernant l'acquisition de matériel électrique sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultations de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que ces marchés seront constatés par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011;

Considérant qu'un crédit de 5.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 124/725-60; que le montant des deux marchés sera financé par boni;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé deux marchés destinés au kiosque du parc communal ventilés comme suit :

- Marché 1 : acquisition de matériel électrique pour un montant estimé à ± 3.133,00 € TVA comprise;
- Marché 2 : un nouveau raccordement électrique basse tension par ORES pour un montant de ± 1.150,00 € TVA comprise.

Ces montants ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché relatif à l'acquisition sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : il sera confié à ORES le raccordement basse tension au montant de son devis s'élevant à ± 1.150,00 € TVA comprise, en sa qualité de gestionnaire de réseau de distribution.

Article 4 : conformément à l'article 110-2^e de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché 1 sera conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 5 : ces marchés seront constatés par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 6 : un crédit de 5.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 124/725-60. Ce montant sera financé par boni.

44. Hall des sports de Kain. Installation d'un compteur et raccordement à l'eau potable. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'installation d'un compteur d'eau et le raccordement au réseau de la Société wallonne des eaux (SWDE) sont indispensables pour le bon fonctionnement du nouveau hall sportif de Kain.

Le devis de la SWDE s'élève pour ces travaux à 3.229,80 € TVA comprise.

Des crédits permettant de supporter cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 7643/724-60.

Il vous appartient d'approuver l'exécution de ces travaux par la Société wallonne des eaux."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que l'installation d'un compteur d'eau et le raccordement au réseau de la Société wallonne des eaux (SWDE) sont indispensables pour le bon fonctionnement du nouveau hall sportif de Kain;

Considérant que le devis de la SWDE s'élève pour ces travaux à 3.229,80 € TVA comprise;

Considérant que des crédits permettant de supporter ces dépenses sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 7643/724-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver l'exécution par la Société wallonne des eaux des travaux de raccordement du nouveau hall sportif de Kain au réseau d'eau pour un montant de 3.229,80 € TVA comprise (6 %).

45. Cimetière de Kain. Appel à projets «funérailles et sépultures». Travaux d'entretien et de mise en valeur des monuments mémoriels et des sépultures des acteurs des guerres 14/18 et 40/45.

Aménagement du carré d'honneur. Mode et conditions de passation des marchés.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le cimetière de Kain comporte un carré d'honneur réservé aux victimes des deux guerres mondiales : militaires, résistants, déportés, hommes et femmes.

Ce cimetière a la particularité que le sol est marqué, selon les zones, de trois sortes de gravier aux couleurs du drapeau belge, ce qui n'existe dans aucune des 32 autres nécropoles de la Ville de Tournai.

L'aménagement de cet espace s'inscrit dans le cadre d'un appel à projet "Funérailles et Sépultures" 2012-2013, travaux d'entretien et de mise en valeur des monuments mémoriels et des sépultures des acteurs des guerres 14/18 et 40/45, lancé par le Ministre des Pouvoirs locaux et du tourisme.

Les subsides ont été octroyés en date du 7 janvier 2014 par le Service public de Wallonie dans le cadre de cette opération.

Afin d'aménager ce carré, trois marchés doivent être passés, à savoir :

- un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un panneau de type pupitre dont le coût est estimé à 2.000,00 € hors TVA, soit 2.420,00 € TVA comprise;
- un marché de services ayant pour objet la conception graphique du panneau dont le coût est estimé à 800,00 € hors TVA, soit 968,00 € TVA comprise;
- un marché de travaux ayant pour objet la restauration du carré d'honneur dont le coût est estimé à 13.475,00 € hors TVA, soit 16.304,75 € TVA comprise.

Les montants ne dépassent pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Des crédits de l'ordre de 15.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire sous l'article 878/749-98, un crédit complémentaire de 5.000,00 € sera inscrit lors d'une prochaine modification budgétaire.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ces marchés."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que le cimetière de Kain comporte un carré d'honneur réservé aux victimes des deux guerres mondiales : militaires, résistants, déportés, hommes et femmes;

Considérant que ce cimetière a la particularité que son sol est marqué, selon les zones, de trois sortes de gravier aux couleurs du drapeau belge, ce qui n'existe dans aucune des 32 autres nécropoles de la Ville de Tournai;

Considérant que l'aménagement de cet espace s'inscrit dans le cadre d'un appel à projet "Funérailles et Sépultures" 2012-2013, travaux d'entretien et de mise en valeur des monuments mémoriels et des sépultures des acteurs des guerres 14/18 et 40/45, lancé par le Ministre des Pouvoirs locaux et du tourisme;

Considérant que les subsides ont été octroyés en date du 7 janvier 2014 par le Service public de Wallonie dans le cadre de cette opération;

Considérant qu'afin d'aménager ce carré, trois marchés doivent être passés, à savoir :

- un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un panneau de type pupitre dont le coût est estimé à 2.000,00 € hors TVA, soit 2.420,00 € TVA comprise;
- un marché de services ayant pour objet la conception graphique du panneau dont le coût est estimé à 800,00 € hors TVA, soit 968,00 € TVA comprise;
- un marché de travaux ayant pour objet la restauration du carré d'honneur dont le coût est estimé à 13.475,00 € hors TVA, soit 16.304,75 € TVA comprise;

Considérant que les montants ne dépassent pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Considérant que les crédits sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 878/749-98 à concurrence de 15.000,00 €;

Considérant qu'un crédit complémentaire de 5.000,00 € sera inscrit lors d'une prochaine modification budgétaire;

Considérant l'avis favorable du Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé trois marchés ayant pour objet la restauration du carré d'honneur du cimetière de Kain, estimés et ventilés comme suit :

- l'acquisition d'un panneau de type pupitre dont le coût est estimé à 2.000,00 € hors TVA, soit 2.420,00 € TVA comprise
 - la conception graphique d'un panneau pupitre dont le coût est estimé à 800,00 € hors TVA, soit 968,00 € TVA comprise
 - un marché de travaux ayant pour objet la restauration du carré d'honneur dont le coût est estimé à 13.475,00 € hors TVA, soit 16.304,75 € TVA comprise,
- dans le cadre de l'appel à projets "Funérailles et Sépultures" - Travaux d'entretien et de mise en valeur des monuments mémoriels et des sépultures des acteurs des guerres 14/18 et 40/45).

Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : les marchés dont il est question à l'article 1^{er} seront passés par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : pour les marchés de services et de fournitures, les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application (disposition facultative mais conseillée).

Le marché de travaux sera régi d'une part par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 15.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire sous l'article 878/749-98, un crédit complémentaire de 5.000,00 € sera inscrit lors d'une prochaine modification budgétaire.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** sort de séance et Madame la Conseillère communale **C. LADAVID** rentre en séance.

46. Cimetière de Blandain. Réfection de la clôture du mur d'enceinte. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les plaques de béton formant le mur d'enceinte du cimetière de Blandain sont désagrégées, des fers à béton sortent des plaques à plusieurs endroits et présentent un danger pour les visiteurs.

Le béton tombe en morceaux et plusieurs plaques sont déjà manquantes.

Une partie de l'enceinte (côté gauche) a d'ailleurs déjà été démontée par le personnel communal pour des raisons de sécurité.

Il convient de passer un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de la clôture du mur d'enceinte (côté gauche et en façade) du cimetière de Blandain dont le coût est estimé à 28.730,00 € hors TVA, soit 34.763,30 € TVA comprise.

Ce montant ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Des crédits de l'ordre de 35.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire par voie de modification budgétaire sous l'article 878/725-60.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, suggère que le talus situé sous la clôture soit replanté de manière à garantir sa stabilité.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que les plaques de béton formant le mur d'enceinte du cimetière de Blandain sont désagrégées; que des fers à béton dépassent des plaques à plusieurs endroits et présentent un danger pour les visiteurs;

Considérant que le béton tombe en morceaux et que plusieurs plaques sont déjà manquantes;

Considérant qu'une partie de l'enceinte (côté gauche) a d'ailleurs déjà été démontée par le personnel communal pour des raisons de sécurité;

Considérant qu'il convient de passer un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de la clôture du mur d'enceinte (côté gauche et en façade) du cimetière de Blandain dont le coût est estimé à 28.730,00 € hors TVA, soit 34.763,30 € TVA comprise;

Considérant que ce montant ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits de l'ordre de 35.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire par voie de modification budgétaire sous l'article 878/725-60;

Considérant l'avis favorable du directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de la clôture du mur d'enceinte du cimetière de Blandain estimé à ± 28.730,00 € hors TVA soit 34.763,30 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi d'une part par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 35.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire par voie de modification budgétaire sous l'article 878/725-60.

47. Cimetière de Froyennes. Construction d'une nouvelle structure d'accueil. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les deux pavillons d'entrée du cimetière de Froyennes ont été démolis en raison de leur vétusté et de problèmes de stabilité.

La construction d'une nouvelle structure d'accueil paysagère et végétalisée est envisagée.

Il sera passé un marché de travaux ayant pour objet la construction d'une nouvelle structure d'accueil à l'entrée du cimetière de Froyennes. Le coût est estimé à 82.640,93 € hors TVA, soit 99.995,53 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Des crédits de l'ordre de 100.000,00 € ont été inscrits au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire n° 1, sous l'article 8782/722-60.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, intervient comme suit :

" C'est un bâtiment communal qu'on a laissé se dégrader alors que la population froyennoise s'en est indignée à de nombreuses reprises. Aujourd'hui, on a dû démolir pour des raisons de sécurité et on doit construire une nouvelle structure."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que les deux pavillons d'entrée du cimetière de Froyennes ont été démolis en raison de leur vétusté et de problèmes de stabilité;

Considérant que la construction d'une nouvelle structure d'accueil paysagère et végétalisée est envisagée;

Considérant qu'il sera passé un marché de travaux ayant pour objet la construction d'une nouvelle structure d'accueil à l'entrée du cimetière de Froyennes, dont le coût est estimé à 82.640,93 € hors TVA, soit 99.995,53 € TVA comprise, somme qui ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits de l'ordre de 100.000,00 € ont été inscrits au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire n° 1, sous l'article 8782/722-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège Communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet la construction d'une nouvelle structure d'accueil à l'entrée du cimetière de Froyennes, estimé à ± 82.640,93 € hors TVA soit 99.995,53 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 100.000,00 € ont été prévus au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire n° 1, sous l'article 8782/722-60.

48. Cimetière du Nord. Installation d'une œuvre d'art sur une structure portante définitive. Acquisition de matériaux. Mode et condition de passation des marchés.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Pour procéder à la pose définitive sur structure portante de l'œuvre d'Emile Desmedt au cimetière du Nord, les ouvriers communaux ont besoin de matériaux ferreux et d'accessoires.

Nous vous proposons de passer deux marchés de fournitures ayant pour objet la pose de l'œuvre d'Emile Desmedt estimés et ventilés comme suit :

- marché 1 : acquisition de profilés métalliques estimés à ± 3.850,00 € TVA comprise
- marché 2 : acquisition d'accessoires de montage estimés à ± 2.560,00 € TVA comprise.

Ces montants ont valeur d'indication sans plus.

Nous vous proposons également de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 6.500,00 € a été prévu au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 878/749-98. Ce montant sera financé par fonds de réserve.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que pour procéder à la pose définitive sur une structure portante de l'œuvre d'Emile Desmedt au cimetière du Nord, les ouvriers communaux ont besoin de matériaux ferreux et d'accessoires;

Considérant qu'il est proposé de passer deux marchés de fournitures estimés et ventilés comme suit :

- marché 1 : acquisition de profilés métalliques estimés à ± 3.850,00 € TVA comprise
- marché 2 : acquisition d'accessoires de montage estimés à ± 2.560,00 € TVA comprise.

Ces montants ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'il est proposé également de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 6.500,00 € a été prévu au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 878/749-98 et que ce montant sera financé par fonds de réserve;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé deux marchés de fournitures ayant pour objet la pose définitive de l'œuvre d'Emile Desmedt sur une structure portante au cimetière du Nord, estimés et ventilés comme suit :

Marché 1 : acquisition de profilés métalliques estimés à ± 3.850,00 € TVA comprise

Marché 2 : acquisition d'accessoires de montage estimés à ± 2.560,00 € TVA comprise.

Ces montants ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ces marchés seront passés par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110-2^e de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, les marchés seront conclus par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : un crédit de 6.500,00 € a été prévu au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 878/749-98. Ce montant sera financé par fonds de réserve.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** et Madame la Conseillère communale **C. GUISET-LEMOINE** rentrent en séance. Monsieur le Conseiller communal **J.-L. CLAUX** sort de séance.

49. Thimougies. Moulin à vent. Travaux de reconstruction. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Présent sur les hauteurs du village de Thimougies depuis au moins le XVI^{ème} siècle, le moulin à vent reconstruit à neuf en 1789 s'est effondré en 2008 suite à de fortes intempéries et atteint aussi par l'âge.

La fondation pour la sauvegarde du moulin a pu récupérer un certain nombre de pièces aujourd'hui entreposées dans trois fermes situées à proximité du site. Inventoriées, elles seront, dans la mesure du possible, réemployées lors de la reconstruction.

En date du 9 juillet 2012, vous avez approuvé le projet d'acte de cession du moulin à vent de Thimougies par la fondation «Moulin de Thimougies» au profit de la Ville de Tournai, à titre gratuit tant des pièces que de la surface nécessaire à la reconstruction du moulin.

En date du 29 avril 2013, vous avez approuvé le principe de reconstruction du moulin à vent, sa valorisation touristique et l'engagement du maintien de l'affectation touristique pendant un délai de 15 ans, condition d'octroi d'une subvention par le Commissariat général au tourisme.

L'inventaire des pièces ainsi que votre délibération du 29 avril 2013 ont été transmis au ministère subsidiant le 8 mai 2013. Un accusé de réception daté du 26 juin 2013 a indiqué le caractère complet du dossier transmis.

La promesse ferme de subsides datée des 22 janvier et 6 juin 2014 émanant du Commissariat général au tourisme relative à la construction, à l'assemblage du moulin de Thimougies, à ses finitions et à sa mise en tourisme s'élève à 240.052,00 € (phase 1 : construction et assemblage du moulin) et 153.057,00 € (phase 2 : finition et mise en tourisme du site), soit un montant total de 393.109,00 € (taux de subvention 80 % du coût des travaux et des fournitures éligibles).

Il est proposé de passer un marché de fournitures estimé à 495.000,00 € hors TVA soit 598.950,00 € TVA comprise, ayant pour objet l'acquisition et la pose d'un moulin à vent sur pivot en lieu et place de l'ancien moulin situé sur la butte du lieu-dit "Couture du Moulin" à Thimougies.

Les crédits seront prévus au budget extraordinaire 2015.

La Ville de Tournai assurera le suivi du chantier de pose et les demandes d'autorisation.

Il est proposé de passer ce marché par appel d'offres ouvert avec publicité européenne conformément aux dispositions de les articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006 et des articles 32 et suivants de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Un débat a lieu au sujet du réemploi éventuel des éléments du moulin effondré et du surcoût éventuel que cela pourrait impliquer.

Madame la Conseillère communale MR, **C. GUISET-LEMOINE**, suggère d'indiquer dans le cahier des charges la mention suivante : "réutilisation des matériaux existants sur base d'un inventaire". Elle précise par ailleurs que la mise en œuvre de matériaux existants ne permettra pas de diminuer les coûts.

Le **Président** de séance informe l'assemblée que les écoles de menuiserie et d'ébénisterie seront invitées à visiter le chantier.

L'amendement proposé en séance par Madame la Conseillère communale C. GUISET-LEMOINE est adopté à l'unanimité par le Conseil communal.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 23 et 25;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Considérant que, présent sur les hauteurs du village de Thimougies depuis au moins le XVI^{ème} siècle, le moulin à vent reconstruit à neuf en 1789 s'est effondré en 2008 suite à de fortes intempéries et atteint aussi par l'âge;

Considérant que la fondation créée pour la reconstruction du moulin a pu récupérer un certain nombre de pièces qui seront, dans la mesure du possible, réutilisées lors de cette reconstruction;

Vu sa décision du 9 juillet 2012 d'approuver le projet d'acte de cession sans stipulation de prix par la fondation "Moulin de Thimougies" au profit de la Ville de Tournai, à titre gratuit tant des pièces que de la surface nécessaire à la reconstruction du moulin;

Considérant sa décision prise en séance du 29 avril 2013 d'approuver le principe de reconstruction du moulin à vent, de sa valorisation touristique et de l'engagement du maintien de l'affectation touristique pendant un délai de 15 ans, condition d'octroi d'une subvention par le Commissariat général au tourisme;

Considérant que l'inventaire des pièces ainsi que la délibération du 29 avril 2013 ont été transmis au ministère subsidiant qui a déclaré le dossier complet en date du 26 juin 2013;

Vu la promesse ferme de subsides datée des 22 janvier et 6 juin 2014 émanant du Commissariat général au Tourisme, relative à la construction, à l'assemblage du moulin de Thimougies, à ses finitions et à sa mise en tourisme, s'élevant à 240.052,00 € (phase 1 : construction et assemblage du moulin) et 153.057,00 € (phase 2 : finitions et mise en tourisme), soit un montant total de 393.109,00 € pour un taux de subvention de 80 % du coût des travaux et des fournitures éligibles;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par appel d'offres ouvert avec publicité européenne conformément aux dispositions de les articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006 et des articles 32 et suivants de l'arrêté royal du 15 juillet 2011;

Considérant que les crédits seront prévus au budget extraordinaire 2015;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché ayant pour objet la fourniture et la pose d'un moulin à vent sur pivot en lieu et place de l'ancien moulin de Thimougies sur une butte sise au lieu-dit "Couture du Moulin" à Thimougies. Ce marché est estimé à 495.000,00 € hors TVA soit 598.950,00 € TVA comprise. Le montant repris à l'alinéa précédent a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par appel d'offres ouvert avec publicité européenne et ce, conformément aux dispositions des articles 23 et 25 de la loi du 15 juin 2006 et des articles 32 et suivants de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi d'une part par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et, d'autre part, par les dispositions du cahier des charges établi à cet effet.

Article 4 : Les critères de sélection sont arrêtés comme suit :

- déclaration sur l'honneur de ne pas se trouver dans l'un des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 et à l'article 20 § 1/1 de la loi du 15 juin 2006;
- déclaration bancaire appropriée;
- un relevé reprenant les techniciens ou les organismes techniques qui appartiennent ou non à l'entreprise;
- liste des principales livraisons (réalisation et fourniture de moulins à vent fonctionnels) effectuées au cours des trois dernières années avec mention du montant et de la date ainsi que des destinataires publics ou privés. Les livraisons sont prouvées par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente, ou, lorsque le destinataire était un acheteur privé, par une attestation de l'acheteur ou à défaut par une simple déclaration du fournisseur.

Article 5 : les critères d'attribution sont ventilés et pondérés comme suit :

1. le coût **60 %**

2. qualité de la description du projet proposé **25 %**

Le soumissionnaire établit une esquisse jointe à l'offre comportant des vues graphiques de la proposition. Cette esquisse doit permettre :

- d'apprécier le parti architectural proposé, la qualité des matériaux mis en œuvre, la valeur fonctionnelle de l'étude et l'importance des volumes;

- de comprendre la démarche et de disposer, s'il échet, des éléments permettant de choisir entre les différentes options ou orientations proposées

3. le délai de garantie **15 %**

Article 6 : les crédits permettant de faire face à la dépense seront inscrits au budget extraordinaire 2015 à concurrence de 393.109,00 € (taux de subvention 80 % du coût des travaux et fournitures éligibles) et par emprunt pour le solde.

Article 7 : de transmettre la présente délibération au Commissariat général au tourisme.

50. Service incendie. Remplacement du moteur de l'ambulance immatriculée 4966S. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation. Réparation de la pompe haut débit du camion motopompe. Acquisition de matériel de désincarcération. Acquisition d'une ambulance. Mode et conditions de passation des marchés.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) L'ambulance immatriculée 4966 S est tombée en panne. Après vérification par nos services techniques, il s'est avéré que son moteur était hors d'usage (bielle coulée) et irréparable.

Il était impératif que ce véhicule à usage d'ambulance soit remis en état de marche rapidement afin de pouvoir effectuer les missions qui lui incombent.

Nous avons décidé, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, en vertu des dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer un marché de fournitures par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° c de la loi du 15 juin 2006, avec l'entreprise TURBO HOET PARTS N.V., au montant de son offre jugée la plus intéressante s'élevant à 5.207,75 € hors TVA soit 6.301,38 € TVA comprise.

Aucun crédit inscrit au budget extraordinaire 2014 ne permettait de supporter cette dépense. La régularisation a été effectuée lors de la première modification budgétaire présentée en séance du 30 juin 2014.

Il vous appartient de prendre acte de cette décision et d'admettre ou non la dépense.

- 2) Le service incendie dispose d'un camion moto pompe sur châssis datant de 1983.

La pompe haut débit de ce camion, qui a déjà fait l'objet d'une réparation il y a dix ans, est à nouveau tombée en panne et il est nécessaire de la réparer.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 4.600,00 € hors TVA, soit 5.566,00 € TVA comprise, et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Les crédits nécessaires ont été prévus au budget extraordinaire par voie de modification budgétaire sous l'article 351/745-98.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché.

- 3) Le service incendie dispose d'un matériel de désincarcération soumis à un contrôle annuel et décennal effectué par la société qui a fourni ce matériel.

Ce contrôle a révélé que certains tuyaux qui relient la pince au groupe hydraulique n'étaient plus conformes et qu'il était nécessaire de les remplacer.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 7.338,00 € hors TVA soit 8.878,98 € TVA comprise et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Les crédits ont été prévus au budget extraordinaire par voie de modification budgétaire sous l'article 3511/744-51.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché.

- 4) Toute réparation ou remplacement d'ambulances du service régional d'incendie est à charge de la commune.

Le montant des factures relatives aux transports de patients est versé à la recette communale.

Il convient d'acquérir une nouvelle ambulance afin d'assurer la pérennité de ce service public. Le prix de celle-ci est estimé à 135.000,00 € TVA comprise, montant ayant valeur d'indication sans plus.

Au vu de l'estimation et de la spécificité du marché, il est proposé de recourir à l'appel d'offres ouvert. Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue du pouvoir adjudicateur, tenant compte des critères d'attribution, conformément à l'article 25 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Des crédits de l'ordre de 135.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2014, par voie de modification budgétaire, sous l'article 351/743-98.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 6 § 2, 2° et 26 § 1^{er}, 1° c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1^{er}, 4° et 110 alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que l'ambulance immatriculée 4966 S est tombée en panne et qu'après vérification par nos services techniques, son moteur est hors d'usage (bielle coulée) et irréparable;

Considérant qu'il était impératif que ce véhicule ambulance soit remis en état de marche rapidement afin de pouvoir effectuer les missions qui lui incombent;

Considérant la décision prise par le Collège communal en séance du 20 juin 2014, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, en vertu des dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer un marché de fournitures par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° c de la loi du 15 juin 2006, avec l'entreprise TURBO HOET PARTS N.V., au montant de son offre jugée la plus intéressante s'élevant à 5.207,75 € hors TVA soit 6.301,38 € TVA comprise;

Considérant qu'aucun crédit inscrit au budget extraordinaire 2014 ne permettait de supporter ces dépenses et que la régularisation a été effectuée lors de la première modification budgétaire présentée en séance du 30 juin 2014;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE :

de la décision du Collège communal prise en séance du 20 juin 2014 vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, conformément aux dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1^{er} : il est passé un marché de fournitures par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1^{er}, 1° c de la loi du 15 juin 2006, ayant pour objet la **fourniture d'un moteur en**

échange standard destiné à l'ambulance immatriculée 4966 S, avec l'entreprise TURBO HOET PARTS NV, Zwaaiikomstraat 29, 8800 Roeselare au montant de son offre s'élevant à 5.207,75 € hors TVA, soit 6.301,38 € TVA comprise (commande est passée immédiatement).

Le marché repris à l'alinéa précédent est constaté conformément aux dispositions de l'article 105 § 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, vu l'estimation inférieure à 8.500,00 € hors TVA.

Article 2 : en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, connaissance de cette décision prise vu l'urgence résultant d'évènements imprévisibles sera donnée au Conseil communal qui en prendra acte.

Article 3 : en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense résultant de l'exécution de ce marché et de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense. La régularisation des crédits a été effectuée lors de la première modification budgétaire extraordinaire;

ADMET :

la dépense.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que le service incendie dispose d'un camion motopompe sur châssis datant de 1983;

Considérant que la pompe haut débit de ce camion a déjà fait l'objet d'une réparation il y a 10 ans, qu'elle est à nouveau tombée en panne et qu'il est nécessaire de la réparer;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 4.600,00 € hors TVA soit 5.566,00 € TVA comprise et qu'il ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet la **réparation de la pompe haut débit du camion motopompe du service incendie**, estimé à ± 4.600,00 € hors TVA soit 5.566,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application (disposition facultative mais conseillée).

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire par voie de modification budgétaire sous l'article 351/745-98.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que le service incendie dispose d'un matériel de désincarcération soumis à un contrôle annuel et décennal effectué par la société qui a fourni ce matériel;

Considérant que ce contrôle a révélé que certains tuyaux qui relient la pince au groupe hydraulique n'étaient plus conformes et qu'il était nécessaire de les remplacer;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 7.338,00 € hors TVA, soit 8.878,98 € TVA comprise, et qu'il ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'**acquisition de matériel de désincarcération destiné au service incendie** et estimé à ± 7.338,00 € hors TVA, soit 8.878,98 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application (disposition facultative mais conseillée).

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire par voie de modification budgétaire sous l'article 3511/744-51.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Considérant que toute réparation ou remplacement d'ambulance du service régional d'incendie est à charge de la commune;

Considérant que le montant des factures relatives aux transports de patients est versé à la recette communale;

Considérant qu'il convient d'acquérir une nouvelle ambulance afin d'assurer la pérennité de ce service public; que le prix de celle-ci est estimé à 135.000,00 € TVA comprise, montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'au vu de l'estimation et de la spécificité du marché, il est proposé de recourir à l'appel d'offres ouvert; que le marché sera attribué au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue du pouvoir adjudicateur, tenant compte des critères d'attribution, conformément à l'article 25 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que des crédits de l'ordre de 135.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2014, par voie de modification budgétaire, sous l'article 351/743-98;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'**acquisition d'une ambulance destinée au service incendie** estimée à 111.570,25 € hors TVA soit 135.000,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par appel d'offres ouvert et ce, conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les critères de sélection qualitative consistent en la fourniture des documents suivants :

A : Les exclusions

1) Etat de faillite

Le soumissionnaire fournira une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve dans aucune des situations visées par les clauses d'exclusions prévues aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

2) O.N.S.S.

Le soumissionnaire fournira une attestation de l'Office national de sécurité sociale dont il résulte qu'il est en règle en matière de paiement de ses cotisations de sécurité sociale (article 62 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011).

B : La capacité financière et économique

Elle peut être apportée par des déclarations bancaires appropriées.

Si pour une raison justifiée, le fournisseur n'est pas en mesure de fournir les références demandées, il est admis à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

C : La capacité technique

Elle doit être apportée par la liste des principales livraisons effectuées pendant les trois dernières années, leurs montants, leurs dates et leurs destinataires publics ou privés, pour du matériel similaire.

Article 4 : les critères d'attribution sont les suivants, par ordre décroissant :

- En cas d'immobilisation minimale du véhicule :
 - a- Le délai d'approvisionnement en pièces de rechange 10 %
 - b- L'entretien 10 %
 - c- Le délai de dépannage de l'équipement 10 %, soit un total de **30 %**;
- Le prix : **25 %**;
- La durée et l'étendue des garanties proposées pour le véhicule (anticorrosion, cinématique,...) : **15%**;
- Tout élément, inclus dans l'offre, supérieur aux spécifications minimales exigées par le cahier spécial des charges en matière technique, de sécurité et d'utilisation quotidienne plus confortable. En d'autres termes, mettant l'accent sur certains éléments qui présentent une valeur ajoutée pour la sécurité et le confort des utilisateurs : **10 %**;
- Le délai de livraison de l'ambulance : **10%**;
- La durée de l'étendue des garanties proposées pour les accessoires : **10 %**.

Article 5 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au susdit marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, et ce sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché.

Article 6 : de compléter et envoyer le formulaire standard de publication au Bulletin des adjudications.

Article 7 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 351/743-98.

51. Service mobilité. Fourniture et pose de la signalisation et du balisage des itinéraires cyclables. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le 2 décembre 2011, le Gouvernement wallon sélectionnait la Ville de Tournai comme «Commune pilote Wallonie cyclable» sur base du plan communal cyclable que vous aviez approuvé le 19 septembre 2011.

Cette sélection permet à la Ville de bénéficier d'une subvention régionale totale de 1.897.432,00 € répartie sur 5 ans pour mettre en œuvre son plan communal cyclable.

En 2013, un montant de 474.358,00 € a été octroyé à la Ville de Tournai pour la mise en œuvre de son plan communal cyclable conformément au programme de travail 2013 qui a été présenté et validé par le Comité d'accompagnement régional.

Différents aménagements repris dans ce programme de travail ont déjà été présentés au Conseil communal du 30 juin 2014, à savoir :

- La mise en zone 30 km/heure du Centre-ville (matérialisation réglementaire)
- L'aménagement du quai des Vicinaux
- La liaison cyclable des carrefours du Viaduc, du boulevard Eisenhower et de la chaussée d'Audenarde
- L'aménagement d'une rue cyclable sur la latérale de l'avenue de Maire.

Le bureau d'études communal a établi le projet définitif ayant pour objet la fourniture et la pose d'une signalisation directionnelle des itinéraires cyclables, dans le cadre du programme de travail 2012/2013 du plan commune pilote Wallonie cyclable.

Le devis estimatif des travaux s'élève à 15.000,00 € TVA comprise.

Les crédits nécessaires sont prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire 2014 à concurrence de 15.000,00 € sous l'article 421/741-52.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que le 2 décembre 2011, le Gouvernement wallon sélectionnait la Ville de Tournai comme «Commune pilote Wallonie cyclable» sur base de son plan communal cyclable approuvé le 19 septembre 2011;

Considérant que cette sélection permet à la Ville de bénéficier d'une subvention régionale totale de 1.897.432,00 € répartie sur 5 ans pour mettre en œuvre son plan communal cyclable;

Considérant qu'en 2013, un montant de 474.358,00 € a été octroyé à la Ville de Tournai pour la mise en œuvre de son Plan communal cyclable conformément au programme de travail 2013 qui a été présenté et validé par le Comité d'accompagnement régional;

Considérant que différents aménagements repris dans ce programme de travail lui ont déjà été présentés le 30 juin 2014, à savoir :

- La mise en zone 30 km/heure du Centre-ville (matérialisation réglementaire)
- L'aménagement du quai des Vicinaux
- La liaison cyclable des carrefours du Viaduc, boulevard Eisenhower et chaussée d'Audenarde
- L'aménagement d'une rue cyclable sur la latérale de l'avenue de Maire;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif ayant pour objet la fourniture et la pose d'une signalisation directionnelle des itinéraires cyclables, dans le cadre du programme de travail 2012/2013 du plan Commune Pilote Wallonie Cyclable;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 15.000,00 € TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire 2014 à concurrence de 15.000,00 € sous l'article 421/741-52;

Considérant l'avis favorable du Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché ayant pour objet la fourniture et la pose d'une signalisation directionnelle des itinéraires cyclables, dans le cadre du programme de travail 2012/2013 du plan commune pilote Wallonie cyclable estimé à 15.000,00 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application.

Article 4 : les crédits nécessaires sont prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire 2014 à concurrence de 15.000,00 € sous l'article 421/741-52.

Article 5 : la présente délibération sera transmise au Ministère subsidiant.

52. Tournai. Maintenance de la signalisation touristique piétonne. Marché de fournitures. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La signalisation touristique piétonne existante doit être entretenue. Il convient de prévoir le remplacement de certaines pièces constituant les mâts de signalisation telles que, par exemple, les lamelles directionnelles qui sont soit abîmées, soit manquantes sur certains mâts.

En outre, quatre mâts stockés au hangar communal sont en attente de placement sur certains sites. Il est nécessaire de renouveler certaines de leurs lamelles directionnelles, les anciennes pièces n'étant pas réutilisables. D'autres pièces de finition telles que les sphères en bois massif exotique ou les barres centrales en aluminium devront également être remplacées.

Le marché, d'un montant total de 9.970,40 € TVA comprise, porte donc sur l'acquisition de lamelles directionnelles et autres pièces (en bois ou en aluminium) constituant les mâts de signalisation touristique piétonne.

Il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Les crédits nécessaires ont été inscrits par voie de modification budgétaire au budget extraordinaire 2014 sous l'article 561/741-52 et sont financés par prélèvement sur le fonds de réserve.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 110;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des

marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que la signalisation touristique piétonne existante doit être entretenue;

Considérant qu'il convient de prévoir le remplacement de certaines pièces constituant les mâts de signalisation telles que, par exemple, les lamelles directionnelles qui sont soit abîmées, soit manquantes sur certains mâts;

Considérant, en outre, que quatre mâts stockés au hangar communal sont en attente de placement sur certains sites et qu'il est nécessaire de renouveler certaines de leurs lamelles directionnelles, les anciennes pièces n'étant pas réutilisables;

Considérant que d'autres pièces de finition telles que les sphères en bois massif exotique ou les barres centrales en aluminium devront également être remplacées;

Considérant que le marché, d'un montant total de 9.970,40 € TVA comprise, porte donc sur l'acquisition de lamelles directionnelles et autres pièces (en bois ou en aluminium) constituant les mâts de signalisation touristique piétonne;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits par voie de modification budgétaire au budget extraordinaire 2014 sous l'article 561/741-52 et sont financés par prélèvement sur le fond de réserve;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet, dans le cadre de la maintenance de la signalisation directionnelle touristique piétonne de la Ville de Tournai, l'acquisition de matériel estimé à 8.240,00 € hors TVA soit 9.970,40 € TVA 21 % comprise.
Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché sera constaté conformément aux dispositions de l'article 105 § 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

Article 4 : des crédits ont été prévus par voie de modification budgétaire au budget extraordinaire 2014 sous l'article 561/741-52 et sont financés par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

53. Service informatique. Acquisition de logiciels de gestion des services techniques, de gestion des organes délibérants et de gestion du programme stratégique transversal. Convention cadre de service entre la Ville de Tournai et l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO). Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le programme stratégique transversal prévoit d'optimiser l'outil informatique et de l'inscrire dans une optique intercommunalisée ainsi que de mettre en place une E-Administration et un E-Collège (objectif opérationnel 7.3, actions 3 et 4).

Par ailleurs, le schéma directeur informatique de la Ville de Tournai prévoit l'acquisition de plusieurs logiciels dont, notamment, des logiciels relatifs à la gestion informatisée des délibérations du Collège et du Conseil communal, à la gestion de travaux et à la gestion du programme stratégique transversal.

Ces logiciels peuvent être fournis par l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO), à laquelle la Ville adhère suite à votre délibération prise en séance du 30 juin 2014 (décision approuvée par la tutelle en date du 5 septembre 2014).

L'acquisition de ces logiciels peut dès lors se faire via la conclusion d'une convention, dans le cadre d'une relation «in house» avec l'intercommunale IMIO.

Les coûts d'acquisition et de maintenance des logiciels précités sont les suivants :

- 14.912,26 € pour le logiciel Plonemeeting (gestion des délibérations du Collège et du Conseil communal) dont 7.172,91€ pour l'acquisition et l'installation et 7.739,35 € pour la maintenance;
- 50.732,38 € pour le logiciel ATAL (gestion des services techniques) dont 37.489,15 € pour l'acquisition et l'installation et 13.243,23 € pour la maintenance;
- 3.769,21 € pour l'application de gestion du programme stratégique transversal.

Les crédits nécessaires ont été prévus par voie de modification budgétaire."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que le programme stratégique transversal prévoit d'optimiser l'outil informatique et de l'inscrire dans une optique intercommunalisée ainsi que de mettre en place une E-Administration et un E-Collège (objectif opérationnel 7.3, actions 3 et 4);

Considérant que le schéma directeur informatique de la Ville de Tournai prévoit l'acquisition de plusieurs logiciels dont, notamment, des logiciels relatifs à la gestion informatisée des délibérations du Collège et du Conseil communal, à la gestion de travaux et à la gestion du programme stratégique transversal;

Considérant que ces logiciels sont fournis par l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO);

Considérant sa décision du 30 juin 2014 d'adhérer à l'intercommunale IMIO, approuvée par la tutelle le 5 septembre 2014;

Considérant que l'acquisition de ces logiciels peut se faire via la conclusion d'une convention, dans le cadre d'une relation «in house» avec l'intercommunale IMIO;

Considérant les coûts d'acquisition et de maintenance des logiciels précités, à savoir :

- 14.912,26 € pour le logiciel Plonemeeting (gestion des délibérations du Collège et du Conseil communal) dont 7.172,91 € pour l'acquisition et l'installation et 7.739,35 € pour la maintenance;
- 50.732,38 € pour le logiciel ATAL (gestion des services techniques) dont 37.489,15 € pour l'acquisition et l'installation et 13.243,23 € pour la maintenance;
- 3.769,21 € pour l'application de gestion du programme stratégique transversal;

Considérant que les crédits nécessaires ont été prévus par voie de modification budgétaire;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver les termes de la convention cadre de service entre la Ville de Tournai et l'intercommunale IMIO ainsi que ses dispositions particulières relatives à l'acquisition, l'installation et la maintenance des logiciels de gestion des organes délibérants, de gestion des services techniques et du module de gestion du programme stratégique transversal, dont les termes suivent :

La mutualisation au service des pouvoirs locaux.

Intercommunale de Mutualisation Informatique et Organisationnelle.

**Convention cadre de service
IMIO/VILLE TOURNAI/2014-01.**



ENTRE :

L'Intercommunale de Mutualisation en matière Informatique et Organisationnelle, IMIO scrl, ayant son siège social à 7000 Mons, avenue Thomas Edison n° 2, représentée par M. Marc BARVAIS, en sa qualité de Président, et M. Benoît DISPA, en sa qualité de Vice-président,
Ci-après dénommée «IMIO»,

ET

L'Administration Communale de Tournai, rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par M. Thierry LESPLINGART, en sa qualité de Directeur général adjoint, et M. Paul-Olivier DELANNOIS, en sa qualité d'Echevin délégué à la fonction maïorale,
Ci-après dénommée «Le membre adhérent»,

Le membre adhérent et IMIO sont ci-après désignées ensemble ou séparément "Partie(s)".

PREAMBULE :

L'Intercommunale de **M**utualisation Informatique et **O**rganisationnelle a pour objectifs de **promouvoir** et de **coordonner** la **mutualisation** de solutions métiers, de produits et services pour les pouvoirs locaux et est articulée autour de trois activités principales :

- produire des logiciels Open source répondant aux besoins des pouvoirs locaux. Le modèle Open source permet à IMIO d'avoir la maîtrise des outils et d'avoir le choix du prestataire pour la réalisation de développements. Une partie des développements peut aussi être assurée en interne, ce qui garantit une plus grande autonomie d'action;
- acheter des solutions propriétaires en centrale d'achat pour permettre aux communes de bénéficier de solutions du marché à moindre coût et d'offrir un service d'accompagnement à leur utilisation et à leur évolution;
- formaliser les processus de travail des pouvoirs locaux (organisationnel).

La création d'IMIO représente l'aboutissement d'une démarche initiée il y a plusieurs années par des communes wallonnes. Le leitmotiv de cette démarche est "mutualisons les coûts liés aux développements, formalisons les processus, échangeons nos bonnes pratiques, nos ressources immatérielles". L'objectif est de disposer de produits performants et pérennes, de faciliter le transfert de connaissance lié à leur utilisation, et de les faire évoluer en fonction des besoins rapportés par les utilisateurs.

IMIO opérera à la fois comme concepteur de logiciels pouvant être utilisés par tous les pouvoirs locaux et comme centrale d'achat. Aux termes de son objectif de mutualisation, IMIO poursuivra le développement de logiciels pour des applications horizontales, spécifiques aux besoins des pouvoirs locaux, que les sociétés de services en ingénierie informatique (SSII) privées ne proposent pas en raison d'une rentabilité jugée insuffisante. Exemple : des solutions de gestion des délibérations, des mandats, des permis d'urbanisme, des travaux, de développement de sites Internet ou de guichets en ligne... La mission de mutualisation touchera également le partage des bonnes pratiques en matière d'optimisation et d'automatisation des processus administratifs.

Lorsque les besoins justifieront le recours à des concepteurs tiers, IMIO œuvrera pour l'ensemble des pouvoirs locaux membres, en émettant les nécessaires appels d'offre.

Notre rôle n'a pas pour objectif de supplanter le secteur privé mais bien de renforcer le poids des pouvoirs locaux. En effet, en privilégiant un rapprochement des pouvoirs locaux, la relation de dépendance entre le public et le privé est renversée. Les pouvoirs locaux bénéficient d'un levier important sur le marché informatique communal, à même de tisser de nombreux partenariats innovants avec le secteur privé, dans une relation équilibrée.

Par ailleurs, la philosophie proposée reste celle de la mutualisation dans la logique «bottom-up» et efforts partagés pour réduire les coûts pour les membres, tout en produisant des solutions mieux adaptées aux réalités des pouvoirs locaux puisque ce sont eux qui les produisent ou les font produire. En ce sens, les produits développés n'entrent pas en concurrence avec les outils proposés par la Région (e-comptes, e-tutelle,...).

In fine, IMIO constitue un interlocuteur clé, tant pour le secteur privé que pour les niveaux de pouvoirs supérieurs, renforçant le dialogue et favorisant les coopérations.

En date du 30 juin 2014, le membre adhérent a décidé par délibération de prendre part à l'Intercommunale IMIO et est devenu membre.

Le membre adhérent a décidé de souscrire 100 parts A au capital de l'intercommunale IMIO par la réalisation d'un apport en numéraire de 1.855,00 euros (une part A = 18,55 euros).

La délibération d'adhésion a été soumise et approuvée par les autorités de tutelle.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er}. Dispositions générales

Les articles repris ci-après s'appliquent à tous les services proposés par IMIO, notamment aux contrats en matière :

1. de mise à disposition d'outils informatiques mutualisés et interopérables avec la Wallonie :
 - soit par le biais de la centrale de marchés ou d'achats qui acquerra via marchés publics des applications informatiques "métiers" de qualité et à un prix globalement plus avantageux pour les pouvoirs locaux que s'ils avaient acheté isolément les mêmes applications;
 - soit par le développement, en interne, d'applications informatiques génériques et paramétrables, créées en mutualisation sous licence libre. Dans ce cadre, la structure gèrera un patrimoine de logiciels libres cohérents et robustes, appartenant aux pouvoirs publics, dont elle garantira la maîtrise technique en interne, l'évolution, la pérennité et la diffusion dans le respect de la licence libre;
2. de conseil en organisation et simplification administrative, d'accompagnement et support information and communications technology (ICT).

Les conditions particulières propres à chaque produit/mission sont établies expressément et de commun accord. Elles sont reprises aux annexes des présentes.

Article 2. Exécution

1. Pour la bonne exécution de ses missions, les Collaborateurs d'IMIO effectueront leurs prestations dans les locaux d'IMIO ou des membres adhérents. Ceux-ci mettront à disposition des Collaborateurs l'infrastructure, l'encadrement et la sécurité nécessaires à la bonne réalisation de la mission.
2. Les Collaborateurs accompliront leurs missions en toute indépendance et autonomie et ils ne seront guidés dans leur exécution que par les instructions qu'ils recevront de la direction d'IMIO, ou de son représentant. Ils veilleront à coordonner leurs activités de façon optimale avec le membre adhérent.
3. Les Collaborateurs seront disponibles pour rendre les services contractuels, sauf force majeure, à raison d'une durée moyenne hebdomadaire de 38 heures par semaine. Ils devront toutefois le faire dans le cadre de semaines normales de travail, du lundi au vendredi, et entre 8 et 18 heures, à raison de 5 jours par semaine.
4. Les périodes de vacances des Collaborateurs seront fixées autant que possible en concertation avec le membre adhérent et ce au moins quatre semaines à l'avance.
5. D'autre part, IMIO avertira le membre adhérent dans les plus brefs délais de toute absence pour cause d'accident, de maladie ou de circonstances imprévues. Aucune indemnité ne pourra être exigée d'IMIO.
6. IMIO ne pourra être tenu responsable de retard dans l'exécution du contrat s'il est dû à des conflits sociaux externes ou à d'autres événements indépendants de sa volonté; le contrat sera dans ce cas considéré comme presté de façon usuelle.
7. Pour les missions d'assistance technique, IMIO établira mensuellement un rapport de ses prestations, en durée et en contenu, sur un document type lequel sera soumis pour validation au Représentant du membre adhérent.

Article 3. Force Majeure

1. En cas de force majeure, l'exécution des prestations pourra être suspendue.
2. Par cas de force majeure, on entend : le décès ou la maladie du Collaborateur, ainsi que tout fait ou événement empêchant sérieusement IMIO d'exécuter le contrat tel les grèves, les embarras de circulation empêchant de rejoindre le lieu d'exécution des travaux, les interdictions ou ordres émanant des autorités, les grèves prolongées dans l'entreprise du pouvoir local,...
3. Dans la mesure du possible, chacune des parties prendra toutes les mesures nécessaires pour remédier à la situation et rendre à nouveau possible l'exécution des prestations.

Article 4. Facturation et paiement du prix

1. Le membre adhérent paiera à IMIO les honoraires et frais convenus tels que décrits aux “Conditions particulières” des présentes.
2. Tous les prix s’entendent hors TVA et à l’exclusion des redevances, taxes et autres impôts.
3. Les factures devront être honorées dans les trente jours suivant la date de facturation. Si le membre adhérent ne paie pas les montants dus dans le délai convenu, le membre adhérent sera immédiatement et dès le jour de l’échéance redevable d’un intérêt de retard de 1,5 % par mois appliqué sur le montant non crédité.
4. Si, pendant le cours d’exécution du contrat, le Collaborateur est envoyé par le membre adhérent en un lieu éloigné du lieu normal de prestation ou à l’étranger, les frais encourus par ce dernier seront remboursés par le membre adhérent dans les conditions prévues aux “Conditions particulières” des présentes ou à défaut dans un avenant signé de commun accord par les deux parties. Ils seront en règle générale remboursés intégralement sur base réelle et sur présentation des justificatifs. Il pourrait également être prévu que ces frais soient avancés par IMIO et refacturés par la suite au membre adhérent selon les modalités convenues.
5. Nos prix pourront être revus d’un commun accord. Ils seront toutefois au minimum rattachés à l’index salarial sectoriel, l’indice de référence étant celui en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Les prix seront au minimum indexés selon la formule classique d’indexation :

$$Pa = Pi * (Ib/Ia)$$

Avec :

Pa : prix ajusté

Pi : prix initial du marché

Ia : Valeur de l’indice du mois de référence de la liste de prix en vigueur à la remise des offres.

Ib : Valeur de l’indice connue au premier janvier de l’année de révision.

L’indice de référence étant l’indice “IPC complet” tel que publié par le Moniteur Belge.

6. Si le membre adhérent demande aux Collaborateurs de prester des heures supplémentaires, sauf majoration supérieure imposée à IMIO, les tarifs seront augmentés de 50 % pour les travaux exécutés la nuit à partir de 20 heures et le samedi, et de 100 % pour les travaux exécutés le dimanche et les jours fériés.

Article 5. Durée et Résiliation

La présente convention est conclue pour une durée initiale de 2 ans. En l’absence de résiliation par une des parties, notifiée par écrit à l’autre au moins trois mois avant l’échéance, elle sera automatiquement reconduite pour une période de même durée.

Article 6. Confidentialité

IMIO gardera strictement confidentielle tant pendant le cours du présent contrat qu'après son expiration, pour quelque cause que ce soit, l'ensemble des données et informations dont elle aura eu connaissance dans l'exécution du présent contrat.

Cette obligation vaut également dans le chef du membre adhérent.

La partie qui reçoit ou possède des données et informations de son cocontractant s'engage à :

- prendre toutes les mesures adéquates pour les conserver et les utiliser en toute sécurité;
- ne pas les utiliser à une autre fin que celle pour laquelle elles sont fournies;
- ne pas les conserver plus longtemps que nécessaire pour l'accomplissement des obligations objets du présent contrat.

IMIO veillera tout particulièrement à la mise au courant de son ou ses collaborateurs et/ou de ses éventuels sous-traitants, des obligations susmentionnées. A cet effet, IMIO invitera la ou les personnes concernées par l'exécution dudit contrat à signer une déclaration de confidentialité, dont les termes seront convenus entre parties.

Article 7. Responsabilité

1. IMIO ne pourra être tenue pour responsable de dégâts causés au matériel appartenant au membre adhérent et transporté par le Collaborateur pour le compte de cette dernière.
2. Dans tous les cas où il sera question du non-fonctionnement des programmes, et pour autant que de tels programmes fassent partie intégrante de la mission (produit à délivrer), le membre adhérent disposera uniquement du droit de demander une correction des erreurs. Ce n'est que dans le cas où, après plusieurs tentatives, IMIO ne parviendrait pas à faire fonctionner les programmes, que le membre adhérent disposera du droit d'exiger une indemnisation pour les dommages qu'elle aura effectivement subis et qu'il pourra démontrer, dans les limites cependant des dispositions reprises ci-après.
3. La même limite est prévue pour toute demande d'indemnisation basée sur l'exécution ou la non-exécution du contrat ou de ses annexes ainsi que pour n'importe quelle autre réclamation en ce compris celles qui seraient basées sur la responsabilité extracontractuelle.
4. Quelle que soit la forme, l'objet ou la cause de toute réclamation basée sur la responsabilité contractuelle ou extracontractuelle d'IMIO, sauf en cas de dol, l'indemnisation sera limitée au remboursement des sommes payées pour la programmation restée défectueuse, majorée d'un montant qui ne pourra excéder plus de 10 % du total de ces sommes.
5. Ne pourront donner lieu à une quelconque indemnisation :
 - les dommages consécutifs au non-fonctionnement d'un programme durant les périodes d'essai;
 - les dommages indirects, c'est-à-dire les pertes financières et commerciales qui ne sont pas la conséquence directe et immédiate d'une faute d'IMIO, notamment l'augmentation des frais généraux, la perturbation du calendrier, la perte de gains, de clients ou d'économies espérées;

- Aucune indemnité ne sera payée pour tout retard, pour tout dommage consécutif à une perte de données, à un dépassement du délai de livraison, s'il est dû à un défaut dans l'assistance, dans les informations ou les équipements fournis par le membre adhérent.

6. Le membre adhérent s'oblige à dégager IMIO de toute responsabilité et à la tenir indemne de tout dommage, condamnation ou sanction qu'elle pourrait devoir supporter à la suite de réclamations de tiers qui seraient en rapport avec les services fournis par IMIO, en ce compris :

- les réclamations de tiers, y compris des collaborateurs du membre adhérent, ayant encouru un dommage à la suite d'une faute commise par le Collaborateur effectuant des prestations pour le membre adhérent sous sa surveillance ou suivant ses instructions;
- les réclamations de tiers, y compris de collaborateurs d'IMIO qui, dans le cadre de l'exécution du contrat, ont subi un dommage consécutif à une manipulation ou à une négligence du membre adhérent ou à des situations dangereuses dans ses établissements ou de son fait;
- les réclamations de tiers ayant subi un dommage consécutif à un défaut dans des produits ou services fournis par IMIO ayant été utilisés, modifiés ou livrés par le membre adhérent en complément ou en association avec les propres produits, programmes ou services du membre adhérent, à moins que celle-ci ne prouve que le défaut n'est pas consécutif à l'usage, à la modification ou à la livraison comme précisé ci-avant.

Article 8. Reprise de personnel

1. Sauf accord contraire et écrit, les parties s'engagent à ne mettre en oeuvre, directement ou indirectement, aucun moyen pour engager du personnel employé par l'autre partie, et ce durant toute la période séparant la signature des présentes et le terme de l'année qui suivra la fin du contrat.
2. Cette interdiction vaut également pour tout accord conclu avec une société avec laquelle le Collaborateur serait en lien contractuel ou non.
3. En cas de non-respect de cette interdiction, la partie en faute paiera à l'autre partie une indemnité forfaitaire égale à une fois la rémunération payée au Collaborateur durant les six derniers mois prestés pour l'autre partie; dans l'hypothèse d'une durée de prestations inférieure à six mois, l'indemnité à payer sera de l'entièreté de la rémunération payée au Collaborateur par l'autre partie.

Article 9. Clause résolutoire

S'il advenait que l'une des parties se désengage dans l'exécution de ses obligations et provoque de ce fait la résiliation unilatérale du présent contrat, celle-ci devra renoncer aux investissements qu'elle a financés, ainsi qu'au remboursement des frais de fonctionnement engagés.

Article 10. Droit Applicable et Compétence

En cas de litige entre parties survenant dans l'application de ces dispositions, les parties s'engagent à régler le différend de façon amiable au sein du Comité de gestion.

En cas d'échec, les parties reconnaissent que seul le droit belge est applicable et que les Tribunaux du siège social de l'Intercommunale seront seuls compétents.

Article 11. Dispositions finales.

1. Le présent contrat cadre complété de ses annexes forment la loi des parties.
2. Il ne peut être modifié que par écrit.
3. Il annule et remplace tout autre document, convention ou accord antérieur.

Fait à Mons, le

En deux exemplaires, chacun reconnaissant avoir reçu le sien.

Annexes.

DISPOSITIONS PARTICULIERES 1 – LOGICIEL DE GESTION DES SERVICES TECHNIQUES ATAL & e-ATAL

Ces dispositions particulières sont applicables au contrat n° IMIO/VILLE TOURNAI/2014-01 conclu le ... entre l'Administration communale de Tournai et IMIO.

1. Description de la mission / Services confiés par le membre adhérent à IMIO :

L'objet de cette convention est de fixer les modalités de mise à disposition de la solution de gestion des services techniques ATAL et e-ATAL au membre adhérent et les conditions spécifiques de participation au projet de mutualisation. La solution est mise à disposition avec les fonctionnalités actuellement disponibles.

Les services IMIO associés sont les suivants :

- * L'audit organisationnel des services techniques.
- * L'acquisition et l'implémentation de la solution (une étude spécifique et personnalisée des besoins).
- * La configuration de la solution sur site et documentations.
- * La formation :
 - Un accompagnement individualisé.
 - Un guide d'utilisation pour chaque outil.
 - Un support téléphonique et par e-mail à l'administrateur (pas de helpdesk aux utilisateurs finaux).
 - Des séances de formation.
- * Le suivi du projet :
 - Un comité de pilotage, composé des ressources humaines affectées au projet par le pouvoir local et IMIO, se réunit régulièrement.
 - Une organisation périodique d'atelier d'utilisateurs permet des échanges et des remontées d'informations pour des bonnes pratiques, voire des évolutions du produit.

Prestations relatives à l'accompagnement de mise en œuvre (frais uniques) :

IMIO accompagne le membre adhérent afin de :

- donner la formation qui permettra aux porteurs de projet du membre adhérent de démarrer le projet;
- collecter et analyser des informations nécessaires à la mise en œuvre;
- configurer et implémenter le produit.

Cet accompagnement est évalué à 20 jours maximum non cumulables. Toutes demandes de prestations complémentaires feront l'objet d'un devis émis par IMIO sur base d'un tarif homme/jour de 600,00 € hors TVA. Sont également à prendre en considération au titre de prestations complémentaires toutes demandes spécifiques du membre adhérent qui ne peuvent faire l'objet d'une mutualisation (par exemple création d'une interface avec un autre logiciel, fonctionnalités propres au membre,...). Dans ce cas, un avenant précisant l'objet de la demande, le montant estimé, les modalités de la mise en œuvre et les délais sera établi.

Prestations relatives à la mise à disposition de la solution (frais annuels) :

Accompagnement projet :

IMIO accompagne le membre adhérent afin de :

- réaliser régulièrement un suivi du projet et faciliter l'utilisation de la solution;
- fournir une maintenance du site.

Prestations de maintenance :

Ce service couvre les interventions techniques requises pour assurer un bon fonctionnement des outils, la mise à jour et les interventions techniques requises pour installer une nouvelle version de la solution.

2. Nom des représentants d'IMIO :

Responsable IMIO : M. Frédéric RASIC

Chef de projet : M. Régis LHEUREUX

3. Nom des représentants de membre adhérent :

Chef de projet : M. Nicolas DESABLIN

Correspondant informatique : M. Sébastien CASTIAUX

4. Durée de la mission :

Le projet débute à la signature de la présente convention. Le planning détaillé de mise en œuvre sera fixé d'un commun accord entre le membre adhérent et IMIO.

5. Prix :

Le membre adhérent s'engage à verser le montant de sa participation au projet de mutualisation de la façon suivante :

Prestations de mise en œuvre (frais uniques) :	37.489,15 € hors TVA
Montant annuel couvrant les services de mise à disposition de la solution :	13.243,23 € hors TVA
Supplément annuel si installation locale :	2.390,97 € hors TVA
Prestations complémentaires :	Toutes demandes de prestations non reprises dans la description de la mission feront l'objet d'un devis émis par IMIO sur base d'un tarif homme/jour de 600,00 € hors TVA. Sont également à prendre en considération au titre de prestations complémentaires toutes demandes spécifiques du membre adhérent qui ne peuvent faire l'objet d'une mutualisation. Dans ce cas, un avenant précisant l'objet de la demande, le montant estimé, les modalités de la mise en œuvre et les délais sera établi.

Le remboursement par le membre adhérent des frais encourus par IMIO en rapport avec ladite mission se fera selon les modalités suivantes : demande écrite approuvée par les deux parties.

Sauf avis contraire de l'administration de la TVA, la TVA n'est pas applicable aux montants dus à IMIO.

6. Mode de révision des prix :

Voir article 4 de la convention cadre ou description.
IPC de référence : 122,84

7. Facturation :

La facturation sera effectuée à la commande et annuellement durant le premier trimestre de chaque nouvelle année.

8. Conditions spécifiques :

Néant.

Fait à Mons, le

En deux exemplaires, chacun reconnaissant avoir reçu le sien.

DISPOSITIONS PARTICULIERES 2 - ANNEXE LOGICIEL LIBRE «GESTION DES ORGANES DELIBERANTS»

Ces dispositions particulières sont applicables au contrat n° IMIO/VILLE TOURNAI/2014-01 conclu le entre l'Administration communale de Tournai et IMIO.

9. Description de la mission / Services confiés par le membre adhérent à IMIO :

L'objet de cette convention est de fixer les modalités de mise à disposition du logiciel de gestion des organes délibérants au membre adhérent et les conditions spécifiques de participation au projet de mutualisation. La solution est mise à disposition avec les fonctionnalités actuellement disponibles.

Les services IMIO associés sont les suivants :

- Accompagnement du membre adhérent à la mise en œuvre;
- Suivi du projet et accompagnement individualisé;
- Fourniture et l'implémentation du logiciel;
- Etude spécifique et personnalisée des besoins;
- Documentation technique de la configuration;
- Formation;
- Guide d'utilisation pour chaque outil;
- Support téléphonique et par e-mail à l'administrateur (pas de help-desk aux utilisateurs finaux);
- Séances de formation (accès aux ateliers, users group,...);
- Hébergement de la solution en mode SaaS (Software as a Service).

Prestations relatives à l'accompagnement de mise en œuvre (frais uniques) :

IMIO accompagne le membre adhérent afin de :

- Donner la formation qui permettra aux porteurs de projet du membre adhérent de démarrer le projet;
- Collecter et analyser des informations nécessaires à la mise en œuvre;
- Configurer et implémenter le produit.

Les services couverts sont :

Installation locale sur l'infrastructure d'hébergement d'IMIO :	Cette procédure générique, commune aux produits basés sur le CMS Plone, est décrite ci-après.
Aide au paramétrage «standard» de l'application :	<p>Avant de passer en production, il est nécessaire de configurer l'application en fonction des données propres du service. Il s'agit principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Des modèles de documents bureautiques (Openoffice ou MS Word). Les modèles de documents requis (procès-verbal, ordre du jour, délibération,...) seront réalisés par IMIO en fonction des besoins du client. * Des paramètres liés à la gestion des instances. Le comportement et contenu de chaque type de séance peut être modifié via l'interface web. Il s'agit : <ul style="list-style-type: none"> - de la gestion des groupes et des rôles. - de la configuration des applications externes (outil bureautique, web service, messagerie, OCR...) * des fonctionnalités : tâches, votes, interface utilisateur,... * de l'adaptation des workflows en fonction de l'organisation du pouvoir local.
Formation des agents «administrateurs» :	Cette formation a pour objectif de conférer à un agent l'autonomie d'administration de l'application via l'interface web (éléments abordés dans la rubrique «aide au paramétrage standard», gestion des utilisateurs, rôles,...).
Accompagnement sur place :	Formation des utilisateurs. Elle couvre les aspects fonctionnels et l'aide au démarrage de l'utilisation en production.

Cet accompagnement est évalué à 12 jours maximum non cumulables. Toutes demandes de prestations complémentaires feront l'objet d'un devis émis par IMIO sur base d'un tarif homme/jour de 600,00 € hors TVA. Sont également à prendre en considération au titre de prestations complémentaires toutes demandes spécifiques du membre adhérent qui ne peuvent faire l'objet d'une mutualisation (par exemple création d'une interface avec un autre logiciel, fonctionnalités propres au membre,...). Dans ce cas, un avenant précisant l'objet de la demande, le montant estimé, les modalités de la mise en œuvre et les délais sera établi.

Prestations relatives à la mise à disposition de la solution (frais annuels) :

Accompagnement projet :

IMIO accompagne le membre adhérent afin de :

- Réaliser régulièrement un suivi du projet et faciliter l'utilisation de la solution;
- Fournir une maintenance du site.

Prestations de maintenance :

La maintenance et la mise à jour :	La maintenance couvre les interventions techniques requises pour assurer un bon fonctionnement des outils. La mise à jour couvre les interventions techniques requises pour installer une nouvelle version des outils.
Une aide à l'utilisation :	Accès aux ateliers qui se déroulent deux fois par mois dans nos locaux. Un guide d'utilisation pour chaque outil. Un support téléphonique et par e-mail à l'administrateur (pas de helpdesk aux utilisateurs finaux). Des séances de formation.
La gestion de l'infrastructure d'hébergement (mode «Software as a Service») est réalisée par IMIO :	Les serveurs IMIO utilisés dans le cadre de l'hébergement des applications «IMIO» font l'objet d'un contrat entre l'intercommunale et un sous-traitant. Ce contrat charge le sous-traitant des missions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Hébergement du serveur et sa connexion au réseau internet.- Gestion de la sécurité du serveur au niveau du software et du système d'exploitation.- Tâches quotidiennes d'administration, d'audit du système, de backup.
Taille maximale de l'espace disque alloué en GB :	5 GB En cas de besoin d'espace complémentaire un devis sera fourni par IMIO.

10. Nom des représentants d'IMIO :

Responsable IMIO : M. Frédéric RASIC

Chef de projet : M. Joël LAMBILLOTTE

11. Nom des représentants de membre adhérent :

Chef de projet : M. Nicolas DESABLIN

Correspondant informatique : M. Patrick PIO

12. Durée de la mission :

Le projet débute à la signature de la présente convention. Le planning détaillé de mise en œuvre sera fixé d'un commun accord entre le membre adhérent et IMIO.

13. Prix :

Le membre adhérent s'engage à verser le montant de sa participation au projet de mutualisation de la façon suivante :

Prestations de mise en œuvre (frais uniques) - Collège :	7.172,91 € hors TVA
Montant annuel couvrant les services de mise à disposition de la solution :	7.739,35 € hors TVA
Prestations complémentaires :	Toutes demandes de prestations non reprises dans la description de la mission feront l'objet d'un devis émis par IMIO sur base d'un tarif homme/jour de 600,00 € hors TVA. Sont également à prendre en considération au titre de prestations complémentaires toutes demandes spécifiques du membre adhérent qui ne peuvent faire l'objet d'une mutualisation. Dans ce cas, un avenant précisant l'objet de la demande, le montant estimé, les modalités de la mise en œuvre et les délais sera établi.

Le remboursement par Le membre adhérent des frais encourus par IMIO en rapport avec ladite mission se fera selon les modalités suivantes : demande écrite approuvée par les deux parties.

Sauf avis contraire de l'administration de la TVA, la TVA n'est pas applicable aux montants dus à IMIO.

14. Mode de révision des prix :

Voir article 4 de la convention cadre.

IPC de référence : 122,84

15. Facturation :

La facturation sera effectuée à la commande et annuellement durant le premier trimestre de chaque nouvelle année.

16. Conditions spécifiques :

Néant.

Fait à Mons, le

En deux exemplaires, chacun reconnaissant avoir reçu le sien.

DISPOSITIONS PARTICULIERES 07 - ANNEXE LOGICIEL LIBRE «MODULE DE GESTION DU PROGRAMME
STRATEGIQUE TRANSVERSAL (PST)»

Ces dispositions particulières sont applicables au contrat n° IMIO/VILLE TOURNAI/2014-01 conclu le 17 mars 2014 entre l'Administration communale de Tournai et IMIO.

17. Description de la mission / Services confiés par le membre adhérent à IMIO :

L'objet de cette convention est de fixer les modalités de mise à disposition du logiciel de gestion du Programme Stratégique Transversal (PST) au membre adhérent et les conditions spécifiques de participation au projet de mutualisation. La solution est mise à disposition avec les fonctionnalités actuellement disponibles.

Les services IMIO associés sont les suivants :

- Accompagnement du membre adhérent à la mise en œuvre;
- Suivi du projet et accompagnement individualisé;
- Fourniture et implémentation du logiciel;
- Etude spécifique et personnalisée des besoins;
- Documentation technique de la configuration;
- Formation;
- Guide d'utilisation pour chaque outil;
- Support téléphonique et par e-mail à l'administrateur (pas de help-desk aux utilisateurs finaux);
- Séances de formation (accès aux ateliers, users group,...);
- Hébergement de la solution en mode SaaS (Software as a Service).

Prestations relatives à l'accompagnement de mise en œuvre :

IMIO accompagne le membre adhérent afin de :

- Donner la formation qui permettra aux porteurs de projet du membre adhérent de démarrer le projet;
- Collecter et analyser des informations nécessaires à la mise en œuvre;
- Configurer et implémenter le produit.

Les services couverts sont :

Installation sur l'infrastructure d'hébergement d'IMIO :	
Aide au paramétrage «standard» de l'application :	Avant de passer en production, il est nécessaire de configurer l'application en fonction des données propres

	du service. Il s'agit principalement : - Des modèles de documents bureautiques (Openoffice ou MS Word). - Des paramètres liés au module de gestion du PST.
Formation des agents «administrateurs» :	Cette formation a pour objectif de conférer à un agent l'autonomie d'administration de l'application via l'interface web (éléments abordés dans la rubrique «aide au paramétrage standard», gestion des utilisateurs, rôles,...).
Accompagnement sur place :	Formation des utilisateurs. Elle couvre les aspects fonctionnels et l'aide au démarrage de l'utilisation en production.

Cet accompagnement est évalué à 1 jour maximum. Toutes demandes de prestations complémentaires feront l'objet d'un devis émis par IMIO sur base d'un tarif homme/jour de 600,00 € hors TVA. Sont également à prendre en considération au titre de prestations complémentaires toutes demandes spécifiques du membre adhérent qui ne peuvent faire l'objet d'une mutualisation (par exemple création d'une interface avec un autre logiciel, fonctionnalités propres au membre,...). Dans ce cas, un avenant précisant l'objet de la demande, le montant estimé, les modalités de la mise en œuvre et les délais sera établi.

Prestations relatives à la mise à disposition de la solution (frais annuels) :

Accompagnement projet :

IMIO accompagne le membre adhérent afin de :

- Réaliser régulièrement un suivi du projet et faciliter l'utilisation de la solution;
- Fournir une maintenance du site.

Prestations de maintenance :

La maintenance et la mise à jour :	La maintenance couvre les interventions techniques requises pour assurer un bon fonctionnement des outils. La mise à jour couvre les interventions techniques requises pour installer une nouvelle version des outils.
Une aide à l'utilisation :	Accès aux ateliers qui se déroulent deux fois par mois dans nos locaux. Un guide d'utilisation pour chaque outil. Un support téléphonique et par e-mail à l'administrateur (pas de helpdesk aux utilisateurs finaux). Des séances de formation.
La gestion de l'infrastructure d'hébergement (mode «Software as a Service») est	Les serveurs IMIO utilisés dans le cadre de l'hébergement des applications «IMIO» font l'objet d'un contrat entre l'intercommunale et un sous-traitant.

réalisée par IMIO :	Ce contrat charge le sous-traitant des missions suivantes: - Hébergement du serveur et sa connexion au réseau internet. - Gestion de la sécurité du serveur au niveau du software et du système d'exploitation. - Tâches quotidiennes d'administration, d'audit du système, de backup.
Taille maximale de l'espace disque alloué en GB :	5 GB En cas de besoin d'espace complémentaire un devis sera fourni par IMIO.

18. Nom des représentants d'IMIO :

Responsable IMIO : M. Frédéric RASIC

Chef de projet : M. Joël LAMBILLOTTE

19. Nom des représentants de membre adhérent :

Chef de projet : Mme Carol TARGE

Correspondant informatique : M. Amaury SENELLE

20. Durée de la mission :

Le projet débute à la signature de la présente convention. Le planning détaillé de mise en œuvre sera fixé d'un commun accord entre le membre adhérent et IMIO.

21. Prix :

Le membre adhérent s'engage à verser le montant de sa participation au projet de mutualisation de la façon suivante :

Montant annuel couvrant les services de mise à disposition de la solution :	3.769,21 € hors TVA
Prestations complémentaires :	Toutes demandes de prestations non reprises dans la description de la mission feront l'objet d'un devis émis par IMIO sur base d'un tarif homme/jour de 600,00 € hors TVA. Sont également à prendre en considération au titre de prestations complémentaires toutes demandes spécifiques du membre adhérent qui ne peuvent faire l'objet d'une mutualisation. Dans ce cas, un avenant précisant l'objet de la demande, le montant estimé, les modalités de la mise en œuvre et les délais sera établi.

Le remboursement par le membre adhérent des frais encourus par IMIO en rapport avec ladite mission se fera selon les modalités suivantes : demande écrite approuvée par les deux parties.

Sauf avis contraire de l'administration de la TVA, la TVA n'est pas applicable aux montants dus à IMIO.

22. Mode de révision des prix :

Voir article 4 de la convention cadre.

IPC de référence : 122,84

23. Facturation :

La facturation sera effectuée à la commande et annuellement durant le premier trimestre de chaque nouvelle année.

24. Conditions spécifiques :

Néant.

Fait à Mons, le

En deux exemplaires, chacun reconnaissant avoir reçu le sien.

Messieurs les Conseillers communaux **D. SMETTE** et **B. LAVALLEE** sortent de séance.

54. Service informatique. Acquisition d'un logiciel de prise de contrôle à distance. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Pour prendre le contrôle à distance de tous les PC des agents communaux, les informaticiens utilisaient jusqu'à présent un logiciel qui s'est bloqué à plusieurs reprises ces derniers temps.

Le directeur du service informatique préconise donc l'achat d'une licence «Corporate» TeamViewer permettant la prise de contrôle à distance de tout le parc informatique de la Ville de Tournai pour un montant de 2.499,00 € TVA comprise auprès du seul fournisseur possible pour ce type de licence : TeamViewer GmbH.

Il est proposé de passer ce marché de fournitures par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° f de la loi du 15 juin 2006.

Les crédits nécessaires ont été inscrits par voie de modification budgétaire au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/742-53 et sont financés par emprunt.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures, de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 110;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que pour prendre le contrôle à distance de tous les PC des agents communaux, les informaticiens utilisent un logiciel qui s'est bloqué à plusieurs reprises ces derniers temps;

Considérant que le directeur du service informatique préconise donc l'achat d'une licence «Corporate» TeamViewer permettant la prise de contrôle à distance de tout le parc informatique de la Ville de Tournai pour un montant de 2.499,00 € TVA comprise auprès du seul fournisseur possible pour ce type de licence : TeamViewer GmbH;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché de fournitures par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° f de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits par voie de modification budgétaire au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/742-53 et sont financés par emprunt;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un logiciel de prise de contrôle à distance des PC des agents communaux estimé à 2.065,29 € hors TVA soit 2.499,00 € TVA 21 % comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services auprès du seul fournisseur du logiciel.

Article 3 : le marché sera constaté conformément aux dispositions de l'article 105 § 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

Article 4 : des crédits sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/742-53 et financés par emprunt.

Monsieur le Conseiller communal **B. LAVALLEE** rentre en séance.

55. Service informatique. Acquisition de logiciels informatiques. Régularisation. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'Administration communale de Tournai utilise des contacts "Open" actifs fournis par la firme MICROSOFT pour le fonctionnement de l'informatique. Par courrier reçu le 22 octobre 2013, MICROSOFT a sollicité une étude SAM Baseline.

Cette demande s'inscrit dans le cadre du contrat portant sur l'acquisition de licences Microsoft et, plus particulièrement, de son paragraphe "Verifying Compliance" stipulant : "Microsoft se réserve le droit de conduire un audit interne de tous ses produits en service dans l'organisation du client, comparant le nombre de produits en service au nombre de produits efficaces tenus par le client."

Le non-respect des droits de MICROSOFT en matière de licences peut conduire à l'application d'amendes dans le chef de la Ville.

Suite à cette étude, MICROSOFT a proposé, en date du 17 juin 2014, de régulariser pour fin septembre 2014 au plus tard les produits Office. Cette régularisation est estimée à 68.000,00 € toutes taxes comprises et relève du budget extraordinaire.

Aucune séance du Conseil communal n'étant prévue avant le 22 septembre 2014, nous avons décidé en date du 11 juillet 2014, en vertu des dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ("En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège des

bourgmestre et échevins peut d'initiative exercer les pouvoirs du conseil visés à l'alinéa 1^{er}. Sa décision est communiquée au conseil communal qui en prend acte, lors de sa prochaine séance."), de passer un marché de fournitures par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006, ayant pour objet, dans le cadre de la régularisation des produits Microsoft, l'acquisition de logiciels informatiques destinés à l'Administration communale de Tournai estimé à 58.198,35 € hors TVA, soit 68.000,00 € TVA 21 % comprise.

Des crédits inscrits au budget extraordinaire 2014, initialement prévus pour d'autres acquisitions, permettent de supporter ces dépenses."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1^{er}, 2^o et 110, 2^o;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que l'administration communale de Tournai utilise des contacts "Open" actifs fournis par la firme MICROSOFT pour le fonctionnement de l'informatique;

Considérant le courrier reçu le 22 octobre 2013 par lequel MICROSOFT sollicite une étude SAM Baseline;

Considérant que cette demande s'inscrit dans le cadre du contrat portant sur l'acquisition de licences Microsoft et, plus particulièrement, de son paragraphe "Verifying Compliance" stipulant : "Microsoft se réserve le droit de conduire un audit interne de tous ses produits en service dans l'organisation du client, comparant le nombre de produits en service au nombre de produits efficaces tenus par le client.";

Considérant que le non-respect des droits de MICROSOFT en matière de licences peut conduire à l'application d'amendes dans le chef de la Ville;

Considérant que, suite à cette étude, MICROSOFT a proposé, en date du 17 juin 2014, de régulariser pour fin septembre 2014 au plus tard les produits Office;

Considérant que cette régularisation est estimée à 68.000,00 € toutes taxes comprises et qu'elle relève du budget extraordinaire;

Considérant qu'aucune séance du Conseil communal n'étant prévue avant le 22 septembre 2014, le Collège communal a décidé en date du 11 juillet 2014, en vertu des dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ("En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège des bourgmestre et échevins peut d'initiative exercer les pouvoirs du conseil visés à l'alinéa 1^{er}. Sa décision est communiquée au conseil communal qui en prend acte, lors de sa prochaine séance."), de passer un marché de fournitures par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006, ayant pour objet, dans le cadre de la régularisation des produits Microsoft, l'acquisition de logiciels informatiques destinés à l'administration communale de Tournai estimés à 58.198,35 € hors TVA, soit 68.000,00 € TVA 21 % comprise;

Considérant que des crédits inscrits au budget extraordinaire 2014, prévus initialement pour d'autres acquisitions, permettent de supporter ces dépenses;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE :

de la décision prise par le Collège communal du 11 juillet 2014, en vertu des dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1^{er} : il est passé un marché de fournitures par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006, ayant pour objet, dans le cadre de la régularisation des produits Microsoft, l'acquisition de logiciels informatiques destinés à l'Administration communale de Tournai estimé à 58.198,35 € hors TVA soit 68.000,00 € TVA 21 % comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : le marché sera régi par les règles générales d'exécution (arrêté royal du 14 janvier 2013) et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établi à cet effet.

Article 4 : le présent marché sera constaté par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre conformément aux dispositions de l'article 110, 2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits permettant de supporter ces dépenses sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/742-53 (financement par emprunt).

Article 6 : en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, connaissance de cette décision, prise vu l'urgence résultant d'évènements imprévisibles, sera donnée au Conseil communal qui en prendra acte.

Monsieur le Conseiller communal **J.-L. CLAUX** rentre en séance.

56. Service informatique. Marché conjoint Ville-Centre public d'action sociale (CPAS). Acquisition et maintenance d'une solution logicielle pour la comptabilité et la gestion des ressources humaines. Convention. Approbation. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) L'informatique de la Ville de Tournai et celle du Centre public d'action sociale (CPAS) sont à un moment crucial de leur évolution au niveau interne (renouvellement de l'infrastructure technique, mise en place de nouvelles applications, modernisation des échanges au sein de l'administration et vers les partenaires externes,...).

La solution informatique de calcul des rémunérations tourne depuis plus de 20 ans sur des technologies devenues obsolètes (Cobol sur machine 3270 d'IBM, technologies datant de la fin des années 70).

La Ville de Tournai et le CPAS doivent envisager, suite aux modifications internes du service informatique, de faire appel à des logiciels produits par des firmes extérieures pour répondre à certains besoins de base de l'administration : gestion du personnel et calcul des traitements.

Le lancement de ce marché conjoint répond aux diverses directives émanant de la Région wallonne et du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) appelant à renforcer les synergies Ville-CPAS.

Ce marché devrait être passé par appel d'offres ouvert avec publicité européenne.

Dans ce contexte, les services juridiques du CPAS et de la Ville de Tournai ont rédigé un projet de convention dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- Le CPAS désigne la Ville de Tournai comme pouvoir adjudicateur et délègue ses compétences dans le cadre de la procédure d'attribution des marchés publics conjoints relatifs à la fourniture de logiciels destinés à la gestion des ressources humaines et au calcul des rémunérations;
- Les obligations réciproques des parties visant le bon déroulement de la procédure sont fixées;
- La convention est conclue à titre gratuit et pour une durée déterminée d'un an à compter de sa signature. Elle est résiliable moyennant un préavis de 3 mois notifié à l'autre partie.

Nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, de marquer votre accord sur les termes de la convention précitée.

- 2) La solution informatique de calcul des rémunérations tourne depuis plus de 20 ans sur des technologies devenues obsolètes (Cobol sur machine 3270 d'IBM, technologie datant de la fin des années 70).

Cette solution ne permet plus d'évoluer vers des fonctionnalités plus modernes et plus intégrées.

L'analyse de la possibilité de développer en interne une nouvelle solution a montré que cette option n'était pas envisageable par rapport aux ressources disponibles en développement informatique (application très complexe).

La gestion du personnel gère actuellement les ressources humaines sans solution informatique dédiée à cette tâche.

L'objectif est de mettre en place une solution intégrée, tant à la Ville de Tournai qu'au Centre public d'action sociale, permettant :

- le calcul des rémunérations et la gestion des ressources humaines
- une intégration avec la solution de comptabilité
- une intégration avec solution eCollège/eConseil de l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO)
- de tirer profit des dernières évolutions informatiques
- d'améliorer l'efficacité des processus internes en supprimant notamment les encodages multiples.

Le montant du marché est estimé à 268.000,00 € hors TVA, soit 324.280,00 € TVA comprise (part ville: 170.610,00 € - part CPAS: 153.670,00 €).

Au vu de l'estimation du marché, une publication au niveau européen s'avère nécessaire.

Les crédits sont prévus au budget extraordinaire et par voie de modification budgétaire sous l'article 104/742-53 pour la partie acquisition et d'autre part seront prévus aux budgets ordinaires 2016 et 2017 pour la partie maintenance.

En même séance, est présentée la convention entre la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale ayant pour objet de fixer le rôle ainsi que les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de l'étude et de l'exécution de l'acquisition de logiciels.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, intervient d'emblée :

" Nous nous interrogeons sur le coût de ces programmes. Ne serait-il pas possible de nous regrouper avec d'autres communes ou l'Union des villes et communes afin de réduire la dépense liée à l'achat de ces programmes ?"

Le **Président** de séance lui répond comme suit :

" Il s'agit ici de logiciels taillés sur mesure. La raison pour laquelle ils ont ce coût, c'est qu'ils sont destinés à la Ville et au CPAS. Il faut tenir compte d'un certain nombre d'applications qui existent, qu'il faut intégrer dans un modèle systémique, ce qui est assez complexe. Ceci explique le coût du projet. Là où nous gagnons de l'argent par rapport au passé, c'est que nous parvenons à répartir le coût entre nos deux entités. Nous procédons à des économies d'échelle. Le premier marché, par exemple, coûte 304.000,00 €. 170.000,00 € sont pris en charge par la Ville, 153.000,00 € par le CPAS. Si nous avions travaillé chacun de notre côté, les coûts auraient été plus importants. Il y a déjà une mutualisation. Elle apparaît dans les programmes IMIO dont nous parlions tout à l'heure. Ici, il s'agit de programmes qui répondent aux besoins spécifiques de nos deux entités qui ont lancé un marché conjoint. Ceci n'exclut pas à terme une collaboration avec d'autres communes."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que l'informatique de la Ville de Tournai et celle du Centre public d'action sociale (CPAS) sont à un moment crucial de leur évolution au niveau interne (renouvellement de l'infrastructure technique, mise en place de nouvelles applications, modernisation des échanges au sein de l'administration et vers les partenaires externes,...);

Considérant que la solution informatique de calcul des rémunérations tourne depuis plus de 20 ans sur des technologies devenues obsolètes (Cobol sur machine 3270 d'IBM, technologies datant de la fin des années 70);

Considérant que la Ville de Tournai et le CPAS doivent envisager, suite aux modifications internes du service informatique, de faire appel à des logiciels produits par des firmes extérieures pour répondre à certains besoins de base de l'administration tels que la gestion du personnel et le calcul des traitements;

Considérant que le lancement de ce marché conjoint répond aux diverses directives émanant de la Région wallonne et du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) appelant à renforcer les synergies Ville-CPAS;

Considérant que ce marché devrait être passé par appel d'offres ouvert avec publicité européenne;

Considérant que dans ce contexte, les services juridiques du CPAS et de la Ville de Tournai ont rédigé un projet de convention dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- Le CPAS désigne la Ville de Tournai comme pouvoir adjudicateur et délègue ses compétences dans le cadre de la procédure d'attribution des marchés publics conjoints relatifs à la fourniture de logiciels destinés à la gestion des ressources humaines et au calcul des rémunérations;
- Les obligations réciproques des parties visant le bon déroulement de la procédure sont fixés;
- La convention est conclue à titre gratuit et pour une durée déterminée d'un an à compter de sa signature. Elle est résiliable moyennant un préavis de 3 mois notifié à l'autre partie;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur la **convention visant la passation d'un marché conjoint pour la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale, en vue de la fourniture de logiciels relatifs à la gestion des ressources humaines et au calcul des rémunérations** :

" Entre d'une part :

L'Administration communale de Tournai, rue Saint Martin, 52 à 7500 Tournai représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, ci-après dénommée la Ville de TOURNAI;
Agissant en vertu d'une décision du Conseil communal du 22 septembre 2014.

Et d'autre part :

Le Centre public d'action sociale Tournai, boulevard Lalaing, 41 à 7500 Tournai, représenté par M., *TITRE*, et M., *TITRE*, ci-après dénommé le CPAS de TOURNAI
Agissant en vertu d'une décision du Conseil de l'action sociale/du Bureau permanent du

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIVIT :

La Ville et le CPAS de Tournai concluent régulièrement des marchés de fournitures et/ou de services nécessaires au bon fonctionnement de leurs institutions respectives.

La Ville et le CPAS de Tournai souhaitent, dans le cadre des marchés de fournitures et/ou de services identiques, procéder à des marchés conjoints pour certains marchés bien déterminés.

L'informatique de la Ville de Tournai et celle du CPAS sont à un moment crucial de leur évolution au niveau interne (renouvellement de l'infrastructure technique, mise en place de nouvelles applications, modernisation des échanges au sein de l'administration et vers les partenaires externes,...)

La Ville de Tournai et le CPAS doivent envisager, suite aux modifications internes du service informatique, de faire appel à des logiciels produits par des firmes extérieures pour répondre à certains besoins de base de l'administration : comptabilité et budget, gestion du personnel et calcul des traitements.

Le lancement de ces marchés conjoints répond aux diverses directives émanant de la Région wallonne et du CRAC appelant à renforcer les synergies Ville-CPAS.

Ces marchés devraient être passés par appel d'offre ouvert.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1

Conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006, le CPAS de Tournai désigne la Ville de Tournai comme pouvoir adjudicateur et délègue ses compétences dans le cadre de la procédure d'attribution des marchés publics conjoints de fourniture concernant des logiciels relatifs à la gestion des ressources humaines et au calcul des rémunérations.

Description du marché :

Fourniture, mise en production et maintenance (2 ans) d'une solution logicielle permettant le calcul des rémunérations des agents et la gestion des ressources humaines couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS de Tournai.

Article 2 : Obligation des parties

- 1) La Ville et le CPAS de Tournai s'engagent à se fournir mutuellement dans le respect d'un planning joint en annexe l'ensemble des renseignements nécessaires pour déterminer les besoins dans le cadre du marché public conjoint repris à l'article 1.
- 2) La Ville et le CPAS de Tournai s'engagent à prévoir annuellement les crédits budgétaires nécessaires et relatifs au marché public conjoint repris à l'article 1 de la présente convention.
- 3) Les conditions de marché prévoient une facturation et un paiement séparé pour chacun des participants au marché, étant entendu que chacune des parties garantira l'autre contre les conséquences liées à un retard de paiement.
- 4) Dans l'hypothèse d'un prélèvement sur le cautionnement pour cause de non-exécution du marché, le montant prélevé sera équitablement réparti entre la Ville et le CPAS, et ce proportionnellement au préjudice subi en suite de l'inexécution fautive.

Article 3

La Ville et le CPAS de Tournai se tiendront mutuellement informés tout au long de la procédure et se communiqueront dans le respect des modalités prévus par le planning joint en annexe les extraits au

registre des délibérations, une copie des clauses administratives du cahier spécial des charges et la fiche technique du marché repris dans la présente convention."

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23, 24 et 38;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 61 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant la convention présentée en même séance, entre la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale (CPAS), ayant pour objet de fixer le rôle ainsi que les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de l'étude et de l'exécution de l'acquisition de logiciels;

Considérant que la solution informatique de calcul des rémunérations tourne depuis plus de 20 ans sur des technologies devenues obsolètes (Cobol sur machine 3270 d'IBM, technologies datant de la fin des années 70);

Considérant que cette solution ne permet plus d'évoluer vers des fonctionnalités plus modernes et plus intégrées;

Considérant que l'analyse de la possibilité de développer en interne une nouvelle solution a montré que cette option n'était pas envisageable par rapport aux ressources disponibles en développement informatique et à la complexité de l'opération;

Considérant que l'objectif est de mettre en place une solution intégrée, tant à la Ville de Tournai qu'au centre public d'action sociale, permettant :

- le calcul des rémunérations et la gestion des ressources humaines
- une intégration de la solution de comptabilité
- une intégration avec les solutions eCollège/eConseil et ATAL d'IMIO
- de tirer profit des dernières évolutions informatiques
- d'améliorer l'efficacité des processus internes en supprimant notamment les encodages multiples;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché conjoint Ville-CPAS portant sur la fourniture et la maintenance (2 ans) d'une solution logicielle permettant le calcul des rémunérations des agents et la gestion des ressources humaines couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai

et du CPAS dont le coût est estimé à 268.000,00 € hors TVA, soit 324.280,00 € TVA comprise (part Ville : 170.610,00 € - part CPAS : 153.670,00 €);

Considérant qu'au vu de l'estimation du marché, une publication au niveau européen s'avère nécessaire;

Considérant que les crédits sont prévus au budget extraordinaire et par voie de modification budgétaire sous l'article 104/742-53 pour la partie acquisition et d'autre part seront prévus aux budgets ordinaires 2016 et 2017 pour la partie maintenance;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un **marché conjoint Ville-CPAS de fournitures ayant pour objet l'acquisition et la maintenance d'une solution logicielle permettant le calcul des rémunérations des agents et la gestion des ressources humaines couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS** dont le coût est estimé à 268.000,00 € hors TVA, soit 324.280,00 € TVA comprise (part ville : 170.610,00 € - part CPAS : 153.670,00 €).

Le montant du marché repris à l'alinéa précédent a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par appel d'offres ouvert avec publicité européenne conformément aux dispositions des articles 23, 24 et 38 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : le marché sera régi par les règles générales d'exécution (arrêté royal du 14 janvier 2013) et ce, sous réserve des dispositions contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront en la fourniture des documents suivants:

- * une déclaration sur l'honneur de ne pas se trouver dans un des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 et à l'article 20 § 1/1 de la loi du 15 juin 2006;
- * une attestation ONSS dont il résulte que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement de ses cotisations de sécurité sociale ou une attestation équivalente pour le soumissionnaire relevant d'un autre état membre;
- * une déclaration bancaire appropriée;
- * une déclaration relative au chiffre d'affaires réalisé pendant les trois derniers exercices. Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours de ces trois derniers exercices un chiffre d'affaires annuel relatif aux activités directement liées aux services de mise à disposition et de mise en production de solutions informatiques, égal ou supérieur à **10.000.000,00 euros**;
- * la liste des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise, en particulier de ceux qui sont responsables de la qualité;
- * une note de présentation relative à deux références pertinentes d'un montant minimum de **25.000,00 euros hors TVA**, ayant eu lieu au cours des trois dernières années, des services de mise à disposition et de mise en production d'une solution applicative de calcul des traitements et de gestion des ressources

humaines **complètement implémentée au jour de la remise des offres.**

La note relative aux références pertinentes doit comporter la description :

- de la solution applicative financière reprise comme référence installée et une description complète des fonctionnalités développées;
- de toutes les interfaces mises en place avec d'autres logiciels;
- de l'identité des personnes de contact avec numéro de téléphone et adresse.

Les références sont prouvées par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente ou, lorsque le destinataire a été un acheteur privé par une attestation de l'acheteur ou à défaut simplement par une déclaration du fournisseur.

Article 5: d'arrêter les critères d'attribution comme suit :

1) La qualité de la solution et interopérabilité : 50 points

Elle sera évaluée par l'analyse et la cotation d'une note méthodologique (maximum 30 pages, police Arial 10 pt) décrivant l'architecture logicielle, les technologies mises en œuvre, les possibilités d'accès (lecture) à la base de données à des fins de reporting, les formats disponibles d'import/exports des données, le layout et design des écrans, des exemples de processus d'encodage (nombres d'écrans, nombre de « clics »...) ainsi que les modules d'interopérabilité déjà développés avec d'autres applications (Active Directory, logiciel de comptabilité, logiciel de gestion des décisions Collège/Conseil...) : 20 points
La meilleure note se verra attribuer une cote de 20 points, la seconde une cote de 10 points, la troisième une cote de 5 points, la quatrième et les suivantes une cote de 2,5 points.

La démonstration du scénario (voir 4.2.) permettant de juger que la solution supporte les processus internes de la Ville et du CPAS sera prépondérante : 30 points

La démonstration la plus convaincante se verra attribuer une cote de 30 points, la seconde une note de 15 points, la troisième une cote de 10 points, la quatrième et les suivantes une cote de 5 points.

2) le prix : 40 points

Le prix sera évalué suivant le prix total des fournitures et services demandés :

Règle de 3 :

$$\text{Cote} = \left(\frac{P_{\min}}{P_0} \right) * 40$$

Où

P_{min} = prix de l'offre la plus basse

P₀ = prix de l'offre

3) le service après vente et évolution : 10 points

Il sera évalué suivant la convention de service proposée (voir C.5.4) ainsi que les évolutions planifiées de la solution et le processus lié à ces évolutions.

Pour ce faire, le soumissionnaire fournira une convention de service ainsi qu'une note comprenant :

- un tableau contenant la liste des fonctionnalités à venir avec une description complète (permettant au pouvoir adjudicateur de juger de l'intérêt de la fonctionnalité) et une date de mise à disposition;

- une description des processus permettant de traiter les demandes de modifications avec 3 exemples de demandes de modifications majeures avec les délais de réalisation au cours des trois dernières années. Le soumissionnaire indiquera également clairement s'il est propriétaire ou non de la solution proposée. La meilleure proposition sur ce critère se verra attribuer une cote de 10 points, la seconde une cote de 7,5 points, la troisième une cote de 5 points, la quatrième et les suivantes une cote de 2,5 points.

Article 6 : les crédits sont prévus au budget extraordinaire et par voie de modification budgétaire sous l'article 104/742-53 pour la partie acquisition et d'autre part seront prévus aux budgets ordinaires 2016 et 2017 pour la partie maintenance.

57. Service informatique. Marché conjoint Ville-Centre public d'action sociale (CPAS). Acquisition et maintenance d'une solution logicielle permettant la gestion de la comptabilité et des taxes. Convention. Approbation. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) L'informatique de la Ville de Tournai et celle du Centre public d'action sociale (CPAS) sont à un moment crucial de leur évolution au niveau interne (renouvellement de l'infrastructure technique, mise en place de nouvelles applications, modernisation des échanges au sein de l'administration et vers les partenaires externes,...).

La solution informatique de comptabilité et de gestion de taxes tourne depuis plus de 20 ans sur des technologies devenues obsolètes (Cobol sur machine 3270 d'IBM, technologies datant de la fin des années 70).

La Ville de Tournai et le CPAS doivent envisager, suite aux modifications internes du service informatique, de faire appel à des logiciels produits par des firmes extérieures pour répondre à certains besoins de base de l'administration tels que la gestion de la comptabilité et des taxes communales.

Le lancement de ce marché conjoint répond aux diverses directives émanant de la Région wallonne et du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) appelant à renforcer les synergies Ville-CPAS.

Ce marché devrait être passé par appel d'offres ouvert avec publicité européenne.

Dans ce contexte, les services juridiques du CPAS et de la Ville de Tournai ont rédigé un projet de convention dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- Le CPAS désigne la Ville de Tournai comme pouvoir adjudicateur et délègue ses compétences dans le cadre de la procédure d'attribution des marchés publics conjoints de fourniture concernant des logiciels relatifs à la comptabilité et au budget.
- Les obligations réciproques des parties visant le bon déroulement de la procédure sont fixées.

- La convention est conclue à titre gratuit et pour une durée déterminée d'un an à compter de sa signature. Elle est résiliable moyennant un préavis de 3 mois notifié à l'autre partie.

Nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, de marquer votre accord sur les termes de la convention précitée.

- 2) La solution informatique de comptabilité et de gestion de taxes tourne depuis plus de 20 ans sur des technologies devenues obsolètes (Cobol sur machine 3270 d'IBM, technologie datant de la fin des années 70).

Cette solution ne permet plus d'évoluer vers des fonctionnalités plus modernes et plus intégrées.

L'analyse de la possibilité de développer en interne une nouvelle solution a montré que cette option n'était pas envisageable par rapport aux ressources disponibles en développement informatique (application très complexe).

L'objectif est de mettre en place une solution intégrée, tant à la Ville de Tournai qu'au Centre public d'action sociale, permettant:

- la gestion de la comptabilité de la Ville et du CPAS et des taxes communales
- une intégration avec la solution de calcul des traitements
- une intégration avec les solutions eCollège/eConseil et ATAL de l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO)
- de tirer profit des dernières évolutions informatiques
- d'améliorer l'efficacité des processus internes en supprimant notamment les encodages multiples.

Il est proposé de passer un marché conjoint Ville-CPAS portant sur la fourniture et la maintenance (2 ans) d'une solution logicielle de gestion de la comptabilité et des taxes communales couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS dont le coût est estimé à 285.000,00 € hors TVA, soit 344.850,00 € TVA comprise (part ville : 230.505,00 € - part Centre public d'action sociale : 114.345,00 €).

Au vu de l'estimation du marché, une publication au niveau européen s'avère nécessaire.

Les crédits sont prévus au budget extraordinaire et par voie de modification budgétaire sous l'article 104/742-53 pour la partie acquisition et d'autre part seront prévus aux budgets ordinaires 2016 et 2017 pour la partie maintenance.

En même séance, est présentée la convention entre la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale ayant pour objet de fixer le rôle ainsi que les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de l'étude et de l'exécution de l'acquisition de logiciels.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que l'informatique de la Ville de Tournai et celle du Centre public d'action sociale (CPAS) sont à un moment crucial de leur évolution au niveau interne (renouvellement de l'infrastructure technique, mise en place de nouvelles applications, modernisation des échanges au sein de l'administration et vers les partenaires externes,...);

Considérant que la solution informatique de comptabilité et de gestion de taxes tourne depuis plus de 20 ans sur des technologies devenues obsolètes (Cobol sur machine 3270 d'IBM, technologies datant de la fin des années 70);

Considérant que la Ville de Tournai et le CPAS doivent envisager, suite aux modifications internes du service informatique, de faire appel à des logiciels produits par des firmes extérieures pour répondre à certains besoins de base de l'administration : gestion de la comptabilité et des taxes communales;

Considérant que le lancement de ce marché conjoint répond aux diverses directives émanant de la Région wallonne et du CRAC appelant à renforcer les synergies Ville-CPAS;

Considérant que ce marché devrait être passé par appel d'offres ouvert avec publicité européenne;

Considérant que dans ce contexte, les services juridiques du CPAS et de la Ville de Tournai ont rédigé un projet de convention dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- Le CPAS désigne la Ville de Tournai comme pouvoir adjudicateur et délègue ses compétences dans le cadre de la procédure d'attribution des marchés publics conjoints relatifs à la fourniture de logiciels relatifs à la comptabilité et au budget.
- Les obligations réciproques des parties visant le bon déroulement de la procédure sont fixées.
- La convention est conclue à titre gratuit et pour une durée déterminée d'un an à compter de sa signature. Elle est résiliable moyennant un préavis de 3 mois notifié à l'autre partie;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur la **convention visant la passation d'un marché conjoint pour la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale, en vue de la fourniture de logiciels relatifs à la gestion de la comptabilité et des taxes communales :**

"_Entre d'une part :

L'Administration communale de Tournai, rue Saint Martin, 52 à 7500 Tournai représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, ci-après dénommée "la Ville de Tournai",
agissant en vertu d'une décision du Conseil communal du 22 septembre 2014,

Et d'autre part :

Le Centre public d'action sociale Tournai, boulevard Lalaing, 41 à 7500 Tournai, représenté par M., *TITRE*, et M., *TITRE*, ci-après dénommé "le CPAS de Tournai",
agissant en vertu d'une décision du Conseil de l'action sociale/du Bureau permanent du

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

La Ville et le CPAS de Tournai concluent régulièrement des marchés de fournitures et/ou de services nécessaires au bon fonctionnement de leurs institutions respectives.

La Ville et le CPAS de Tournai souhaitent dans le cadre des marchés de fournitures et/ou de services identiques procéder à des marchés conjoints pour certains marchés bien déterminés.

L'informatique de la Ville de Tournai et du CPAS est à un moment crucial de son évolution au niveau interne (renouvellement de l'infrastructure technique, mise en place de nouvelles applications, modernisation des échanges au sein de l'administration et vers les partenaires externes,...)

La Ville de Tournai et le CPAS doivent envisager, suite aux modifications internes du service informatique, de faire appel à des logiciels produits par des firmes extérieures pour répondre à certains besoins de base de l'administration : comptabilité et budget, gestion du personnel et calcul des traitements.

Le lancement de ces marchés conjoints répond aux diverses directives émanant de la Région wallonne et du CRAC appelant à renforcer les synergies Ville-CPAS.

Ces marchés devraient être passés par appel d'offre ouvert.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1^{er}

Conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006, le CPAS de Tournai désigne la Ville de TOURNAI comme pouvoir adjudicateur et délègue ses compétences dans le cadre de la procédure d'attribution des marchés publics conjoints de fourniture concernant des logiciels relatifs à la comptabilité et au budget.

Description du marché :

Fourniture, mise en production et maintenance (2 ans) d'une solution logicielle permettant la gestion de la comptabilité et la gestion des taxes communales couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS de Tournai.

Article 2 : Obligation des parties

- 1) La Ville et le CPAS de Tournai s'engagent à se fournir mutuellement dans le respect d'un planning joint en annexe l'ensemble des renseignements nécessaires pour déterminer les besoins dans le cadre du marché public conjoint repris à l'article 1^{er}.
- 2) La Ville et le CPAS de Tournai s'engagent à prévoir annuellement les crédits budgétaires nécessaires et relatifs au marché public conjoint repris à l'article 1^{er} de la présente convention.
- 3) Les conditions de marché prévoiront une facturation et un paiement séparé pour chacun des participants au marché, étant entendu que chacune des parties garantira l'autre contre les conséquences liées à un retard de paiement.
- 4) Dans l'hypothèse d'un prélèvement sur le cautionnement pour cause de non-exécution du marché, le montant prélevé sera équitablement réparti entre la Ville et le CPAS, et ce proportionnellement au préjudice subi en suite de l'inexécution fautive.

Article 3

La Ville et le CPAS de Tournai se tiendront mutuellement informés tout au long de la procédure et se communiqueront dans le respect des modalités prévues par le planning joint en annexe les extraits au registre des délibérations, une copie des clauses administratives du cahier spécial des charges et la fiche technique du marché repris dans la présente convention."

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23, 24 et 38;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 61 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant la convention présentée en même séance, entre la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale, ayant pour objet de fixer le rôle ainsi que les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de l'étude et de l'exécution de l'acquisition de logiciels;

Considérant que la solution informatique de comptabilité et de gestion de taxes tourne depuis plus de 20 ans sur des technologies devenues obsolètes (Cobol sur machine 3270 d'IBM, technologies datant de la fin des années 70);

Considérant que cette solution ne permet plus d'évoluer vers des fonctionnalités plus modernes et plus intégrées;

Considérant que l'analyse de la possibilité de développer en interne une nouvelle solution a montré que cette option n'était pas envisageable par rapport aux ressources disponibles en développement informatique et à la complexité de l'opération;

Considérant que l'objectif est de mettre en place une solution intégrée, tant à la Ville de Tournai qu'au centre public d'action sociale, permettant :

- la gestion de la comptabilité de la Ville et du CPAS et des taxes communales
- une intégration avec la solution de calcul des traitements
- une intégration avec les solutions eCollège/eConseil et ATAL de l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle
- de tirer profit des dernières évolutions informatiques
- d'améliorer l'efficacité des processus internes en supprimant notamment les encodages multiples;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché conjoint Ville-CPAS portant sur la fourniture et la maintenance (2 ans) d'une solution logicielle de gestion de la comptabilité et des taxes communales couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS dont le coût est estimé à 285.000,00 € hors TVA, soit 344.850,00 € TVA comprise (part ville : 230.505,00 € - part CPAS : 114.345,00 €);

Considérant qu'au vu de l'estimation du marché, une publication au niveau européen s'avère nécessaire;

Considérant que les crédits sont prévus au budget extraordinaire et par voie de modification budgétaire sous l'article 104/742-53 pour la partie acquisition et d'autre part seront prévus aux budgets ordinaires 2016 et 2017 pour la partie maintenance;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un **marché conjoint Ville-CPAS de fournitures ayant pour objet l'acquisition et la maintenance d'une solution logicielle de gestion de la comptabilité et des taxes communales couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS** dont le coût est estimé à 285.000,00 € hors TVA, soit 344.850,00 € TVA comprise (part ville : 230.505,00 € - part CPAS : 114.345,00 €).

Le montant du marché repris à l'alinéa précédent a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par appel d'offres ouvert avec publicité européenne conformément aux dispositions des articles 23, 24 et 38 de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : le marché sera régi par les règles générales d'exécution (arrêté royal du 14 janvier 2013) et ce, sous réserve des dispositions contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront en la fourniture des documents suivants :

- * une déclaration sur l'honneur de ne pas se trouver dans un des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 et à l'article 20 § 1/1 de la loi du 15 juin 2006;
- * une attestation ONSS dont il résulte que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement de ses cotisations de sécurité sociale ou une attestation équivalente pour le soumissionnaire relevant d'un autre état membre;
- * une déclaration bancaire appropriée;
- * une déclaration relative au chiffre d'affaires réalisé pendant les trois derniers exercices. Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours de ces trois derniers exercices un chiffre d'affaires annuel relatif aux activités directement liées aux services de mise à disposition et de mise en production de solutions informatiques, égal ou supérieur à **10.000.000,00 euros**.
- * la liste des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise, en particulier de ceux qui sont responsables de la qualité;
- * une note de présentation relative à deux références pertinentes d'un montant minimum de **25.000,00 euros hors TVA**, ayant eu lieu au cours des trois dernières années, des services de mise à disposition et de mise en production d'une solution applicative financière **complètement implémentée au jour de la remise des offres**.

La note relative aux références pertinentes doit comporter la description :

- de la solution applicative financière reprise comme référence installée et une description complète des fonctionnalités développées;
- de toutes les interfaces mises en place avec d'autres logiciels;
- de l'identité des personnes de contact avec numéro de téléphone et adresse.

Les références sont prouvées par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente ou, lorsque le destinataire a été un acheteur privé par une attestation de l'acheteur ou à défaut simplement par une déclaration du fournisseur.

Article 5 : d'arrêter les critères d'attribution comme suit :

1) La qualité de la solution et interopérabilité : 50 points

Elle sera évaluée par l'analyse d'une note méthodologique (maximum 30 pages, police Arial 10 pt) décrivant l'architecture logicielle, les technologies mises en œuvre, les possibilités d'accès (lecture) à la base de données à des fins de reporting, les formats disponibles d'import/exports des données, le layout et design des écrans, des exemples de processus d'encodage (nombres d'écrans, nombre de « clics »...)

ainsi que les modules d'interopérabilité **déjà développés** avec d'autres applications (Active Directory, logiciel de calcul des traitements, logiciel de gestion des décisions Collège/Conseil, logiciel ATAL...)

La meilleure note se verra attribuer une cote de 50 points, la seconde une cote de 30 points, la troisième une cote de 20 points, la quatrième et les suivantes une cote de 10 points.

2) le prix : 40 points

Le prix sera évalué suivant le prix total des fournitures et services demandés.

Règle de 3 :

$$\text{Cote} = \left(\frac{P_{\min}}{P_0} \right) * 40$$

Où

P_{\min} = prix de l'offre la plus basse

P_0 = prix de l'offre

3) le service après vente et évolution : 10 points

Il sera évalué suivant la convention de service proposée (voir C5.4) ainsi que les évolutions planifiées de la solution et le processus lié à ces évolutions.

Pour ce faire, le soumissionnaire fournira une convention de service ainsi qu'une note comprenant :

- un tableau contenant la liste des fonctionnalités à venir avec une description complète (permettant au pouvoir adjudicateur de juger de l'intérêt de la fonctionnalité) et une date de mise à disposition;
- une description des processus permettant de traiter les demandes de modifications avec 3 exemples de demandes de modifications majeures avec les délais de réalisation au cours des trois dernières années. Le soumissionnaire indiquera également clairement s'il est propriétaire ou non de la solution proposée.

La meilleure proposition sur ce critère se verra attribuer une cote de 10 points, la deuxième une cote de 7,5 points, la troisième une cote de 5 points, la quatrième et les suivantes une cote de 2,5 points.

Article 6 : les crédits sont prévus au budget extraordinaire et par voie de modification budgétaire sous l'article 104/742-53 pour la partie acquisition et d'autre part seront prévus aux budgets ordinaires 2016 et 2017 pour la partie maintenance.

58. Service informatique. Mise en place d'une solution de téléphonie IP à l'Hôtel de Ville. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction majeure **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Il s'avère nécessaire de procéder au remplacement du central téléphonique de l'Hôtel de Ville de Tournai.

L'auditeur chargé de l'analyse de la téléphonie fixe, mobile, data et centraux vient d'établir le cahier spécial des charges et propose une solution de type téléphonie IP.

Ce marché de fournitures est estimé à 150.050,00 € hors TVA soit 181.560,50 € TVA comprise.

Ce marché peut être passé par procédure négociée avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 2, 1° d.

Les crédits sont prévus par modification budgétaire à concurrence de 250.000,00 €.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au remplacement du central téléphonique de l'Hôtel de Ville de Tournai;

Considérant que l'auditeur chargé de l'analyse de la téléphonie fixe, mobile, data et centraux vient d'établir le cahier spécial des charges et propose une solution de type téléphonie IP;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à 150.050,00 € hors TVA soit 181.560,50 € TVA comprise;

Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 2, 1° d;

Considérant que les crédits sont prévus par modification budgétaire à concurrence de 250.000,00 €;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet le remplacement du central téléphonique de l'Hôtel de Ville de Tournai par une solution de type téléphonie IP dont le coût est estimé à 150.050,00 € hors TVA soit 181.560,50 € TVA comprise.

Cette estimation a valeur d'indication, sans plus.

Article 2 : Ce marché sera passé par procédure négociée avec publicité après consultation de plusieurs prestataires de services et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 2, 1° d de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : le marché sera régi par les règles générales d'exécution (arrêté royal du 14 janvier 2013) et ce, sous réserve des dispositions contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront en la fourniture des documents suivants :

- une déclaration sur l'honneur de ne pas se trouver dans un des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011;
- une déclaration bancaire appropriée;
- par l'indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise, en particulier de ceux qui sont responsables de la qualité;
- une liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente ou, lorsque le destinataire a été un acheteur privé par une attestation de l'acheteur ou à défaut simplement par une déclaration du fournisseur.

Article 5 : d'arrêter les critères d'attribution comme suit :

1. Le prix Montant de l'offre pour la fourniture et les fonctionnalités demandées Coût d'installation et de configuration Montant des suppléments (licences, fonctionnalités additionnelles...) Coût de la maintenance annuelle	45
2. La qualité de la solution proposée d'un point de vue fonctionnel Proposition d'une solution globale Intégration dans l'environnement actuel et en fonction des projets à court terme Ergonomie, simplicité d'utilisation Possibilité d'évolution progressive Logiciels de gestion fournis	25
3. La qualité de la solution proposée d'un point de vue technique Maturité des produits, sécurité, robustesse de la solution Evolutivité Qualité de la maintenance, du support, délais d'intervention... Facilité de mise en place, autonomie d'adaptation aux futures évolutions	20
4. Mise en place : efforts / délai / adaptation... Temps / rapidité de mise en place de la solution Etapas et phases d'implémentation Qualité des formations proposée et support aux utilisateurs Aide, suivi, consultance possible apportée par la société	10

Niveaux techniques satisfaisants : pour être sélectionnées, les entreprises devront avoir obtenu au moins 15, 12 et 6 points pour les critères 2, 3 et 4 respectivement, et totaliser un minimum de 65 points pour l'ensemble des critères.

Article 6 : Les crédits permettant de faire face à la dépense sont inscrits par voie de modification budgétaire sous l'article 104/742-53 à concurrence de 250.000,00 € (financement par emprunt).

59. Académie des Beaux-Arts (cours du jour). Acquisition de matériel informatique. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **P. ROBERT** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Une tranche de 5.665,00 € a été versée dans le cadre de l'allocation d'équipement 2014 selon l'article 34 du décret du 9 mai 2008 renforçant la cohérence de l'enseignement supérieur et œuvrant à la simplification administrative dans l'enseignement supérieur universitaire et hors universités.

Cette allocation servira à l'équipement informatique du secrétariat et du staff administratif de l'académie des Beaux-Arts (cours du jour).

Il convient donc de procéder à l'achat de matériel informatique destiné à l'académie des Beaux-arts (cours du jour) pour un montant estimé à ± 6.000,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Nous vous proposons de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 6.000,00 € a été prévu au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 73471/742-53. Ce montant sera financé par fonds de réserve.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant qu'une tranche de 5.665,00 € a été versée dans le cadre de l'allocation d'équipement 2014 selon l'article 34 du décret du 9 mai 2008 renforçant la cohérence de l'enseignement supérieur et œuvrant à la simplification administrative dans l'enseignement supérieur universitaire et hors universités;

Considérant que cette allocation servira à l'équipement informatique du secrétariat et du staff administratif de l'académie des Beaux-Arts (cours du jour);

Considérant qu'il convient donc de procéder à l'achat de matériel informatique destiné à l'académie des Beaux-arts (cours du jour) pour un montant estimé à ± 6.000,00 € TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'il est proposé de recourir à la procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs firmes conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 6.000,00 € a été prévu au budget extraordinaire 2014 par voie de modification sous l'article 73471/742-53; que ce montant sera financé par fonds de réserve;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures de matériel informatique destiné à l'académie des Beaux-Arts, pour un montant estimé à ± 6.000,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110-2^e de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, le marché sera conclu par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : un crédit de 6.000,00 € a été prévu au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 73471/742-53. Ce montant sera financé par fonds de réserve.

60. ASBL Maison des sports. Bilan financier et comptes de l'exercice 2013. Approbation.

Le point 60 contient une erreur de chiffres. Il est retiré de l'ordre du jour.

61. Fabriques d'église. Saint-Hilaire à Thimougies et Saint-Urbain à Ramegnies-Chin. Modifications budgétaires 2014. Avis.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les Fabriques d'église Saint-Hilaire à Thimougies et Saint-Urbain à Ramegnies-Chin nous ont soumis leurs modifications budgétaires 2014.

La Fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies sollicite un subside communal extraordinaire supplémentaire de 40.000,00 € pour de grosses réparations à la tour de l'église (traitement des façades extérieures, vérification, remplacement et traitement de la charpente, zinguerie, restauration et peinture des cloches).

La modification budgétaire remise par la Fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin, consiste, quant à elle, en des ajustements internes.

Nous vous proposons d'émettre un avis favorable sur les modifications budgétaires 2014 des Fabriques d'église Saint-Hilaire à Thimougies et Saint-Urbain à Ramegnies-Chin."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant les modifications budgétaires 2014 n° 1 introduites par les Fabriques d'église Saint-Hilaire à Thimougies et Saint-Urbain à Ramegnies-Chin;

Considérant que la Fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies sollicite un subside communal extraordinaire supplémentaire de 40.000,00 € pour de grosses réparations à la tour de l'église (traitement des façades extérieures, vérification, remplacement et traitement de la charpente, zinguerie, restauration et peinture des cloches);

Considérant qu'un crédit de 40.000,00 € est disponible au budget extraordinaire 2014 de la Ville;

Considérant que la Fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin, qui ne sollicite aucun subside supplémentaire, a effectué des ajustements internes;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'émettre les avis suivants :

Fabriques d'église	N° de modification budgétaire	Date du Conseil de Fabrique	Demande de subside ordinaire	Demande de subside extraordinaire	Motif de la demande	Avis favorable/défavorable
Saint-Hilaire (Thimougies)	1	3 juin 2014	0,00 €	40.000,00 €	<u>Recettes</u> : remboursement de capitaux (+ 267,57 €) <u>Dépenses</u> : grosses réparations à la tour de l'église (+ 40.000,00 €), placement de capitaux (+ 267,57 €)	Avis favorable. La dépense est prévue au budget extraordinaire 2014 de la Ville.
Saint-Urbain (Ramegnies-Chin)	1	15 mai 2014	0,00 €	0,00 €	<u>Recettes</u> : vente de biens (+ 4.400,00 €) <u>Dépenses</u> : frais de procédure (+ 1.417,00 €), placement de capitaux (+ 2.983,00 €)	Avis favorable

Madame l'Echevine **L. DEDONDER** et Monsieur le Conseiller communal **R. DELVIGNE** sortent de séance.
Monsieur le Conseiller communal **D. SMETTE** rentre en séance.

62. Finances communales. Hall des sports de Kain. Etat final. Paiement de l'incontestablement dû. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 23 décembre 2009, nous avons décidé de désigner l'entreprise TRADECO BELGIUM SA comme promoteur du hall des sports de Kain, au montant de son offre s'élevant à 2.280.000,00 € TVA comprise.

En date du 18 juin 2012, vous avez décidé d'approuver dans le cadre du susdit dossier l'avenant financier n° 1 relatif à l'adaptation du projet suivant le résultat des études géotechniques sollicitées par le Service public de Wallonie et s'élevant à 304.698,80 € TVA comprise.

En date du 1^{er} juillet 2013, vous avez décidé d'approuver, dans le cadre du susdit dossier, l'avenant financier n° 2 relatif à l'adaptation du projet suivant les exigences du bureau de contrôle SECO et de la faculté polytechnique de Mons et s'élevant à 100.517,06 € TVA comprise.

L'entreprise TRADECO BELGIUM SA a introduit en date du 30 juin 2014 un état reprenant les travaux exécutés selon elle dans le cadre du marché de promotion portant sur la construction d'un hall des sports à Kain, s'élevant au montant total de 3.118.638,25 € TVA comprise.

Après vérification par les services techniques, le coût des travaux introduits se répartit comme suit :

- 1.880.563,53 € hors TVA de travaux principaux exécutés;
- 334.891,14 € hors TVA de travaux supplémentaires approuvés précédemment;
- 80.523,48 € hors TVA de travaux supplémentaires à approuver;
- 211.546,24 € de révisions;
- 85.576,02 € d'intérêts intercalaires;
- 526.580,12 € de TVA;

Soit 3.119.680,53 € TVA, révisions et intérêts intercalaires compris.

Il a été proposé, afin de prendre possession du bâtiment, de payer l'incontestablement dû à l'entreprise TRADECO BELGIUM SA. Cet incontestablement dû s'élève à 3.013.422,58 € TVA, révisions et intérêts intercalaires compris.

Nous avons décidé en date du 4 juillet 2014, en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'approuver et d'autoriser le paiement de l'état des travaux exécutés dans le cadre du marché de promotion portant sur la construction d'un hall des sports à Kain par l'entreprise TRADECO BELGIUM SA, à concurrence de l'incontestablement dû de 2.505.283,92 € hors TVA et intérêts intercalaires compris, soit 3.013.422,58 € TVA comprise.

Les crédits disponibles au budget extraordinaire (2.685.698,00 €) ne permettant pas de supporter la totalité des dépenses, une partie de celles-ci figure dans la première modification budgétaire et la régularisation totale des crédits sera effectuée par la voie d'une nouvelle modification budgétaire ou en exercice antérieur du budget extraordinaire 2015.

Il vous appartient de prendre connaissance de notre décision du 4 juillet 2014 et d'admettre ou non la dépense."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVI**D, intervient comme suit :

" A nouveau dans ce dossier, il y a eu de nombreux suppléments. Cela semble récurrent dans les dossiers de rénovation ou de construction. Est-ce qu'il n'y a pas lieu de mieux vérifier les devis au départ ou de tenter de faire respecter scrupuleusement les devis ? Est-ce que des sociétés ne remportent pas le marché parce qu'elles sous-estiment le devis pour ensuite facturer des suppléments ? Dans le dossier, nous voyons des intérêts intercalaires. Pourriez-vous nous expliquer ce que cela signifie ?"

Le **Président** de séance précise que ces suppléments sont dus essentiellement au renforcement des fondations du bâtiment, à l'évolution des techniques et des normes d'isolation et de chauffage, ainsi qu'au paiement des intérêts intercalaires dont il explique les modalités.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la décision du Collège communal du 23 décembre 2009 de désigner l'entreprise TRADECO BELGIUM SA comme promoteur du hall des sports de Kain, au montant de son offre s'élevant à 2.280.000,00 € TVA comprise;

Vu sa décision du 18 juin 2012 d'approuver dans le cadre du susdit dossier l'avenant financier n° 1 relatif à l'adaptation du projet suivant le résultat des études géotechniques sollicitées par le Service public de Wallonie et s'élevant à 304.698,80 € TVA comprise;

Vu sa décision du 1^{er} juillet 2013 d'approuver dans le cadre du susdit dossier l'avenant financier n° 2 relatif à l'adaptation du projet suivant les exigences du bureau de contrôle SECO et de la faculté polytechnique de Mons et s'élevant à 100.517,06 € TVA comprise;

Considérant que l'entreprise TRADECO BELGIUM SA a introduit en date du 30 juin 2014 un état reprenant les travaux exécutés, selon elle, dans le cadre du marché de promotion portant sur la construction d'un hall des sports à Kain s'élevant au montant total de 3.118.638,25 € TVA comprise;

Considérant, après vérification par les services techniques communaux, que le coût des travaux se répartit comme suit :

- 1.880.563,53 € hors TVA de travaux principaux exécutés;
 - 334.891,14 € hors TVA de travaux supplémentaires approuvés précédemment;
 - 80.523,48 € hors TVA de travaux supplémentaires à approuver;
 - 211.546,24 € de révisions;
 - 85.576,02 € d'intérêts intercalaires;
 - 526.580,12 € de TVA;
- soit 3.119.680,53 € TVA, révisions et intérêts intercalaires compris;

Considérant qu'il a été proposé, afin de pouvoir prendre possession du bâtiment, de payer l'incontestablement dû à l'entreprise TRADECO BELGIUM SA;

Considérant que cet incontestablement dû s'élève à 3.013.422,58 € TVA, révisions et intérêts intercalaires compris;

Considérant que le Collège communal a décidé en date du 4 juillet 2014, en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'approuver et d'autoriser le paiement de l'état des travaux exécutés dans le cadre du marché de promotion portant sur la construction d'un hall des sports à Kain par l'entreprise TRADECO BELGIUM SA, à concurrence de l'incontestablement dû de 2.505.283,92 € hors TVA et intérêts intercalaires compris, soit 3.013.422,58 € TVA comprise;

Considérant que les crédits disponibles au budget extraordinaire (2.685.698,00 €) ne permettaient pas de supporter la totalité des dépenses, qu'une partie de celles-ci figure dans la première modification budgétaire et que la régularisation totale des crédits sera effectuée par la voie d'une nouvelle modification budgétaire ou en exercice antérieur du budget extraordinaire 2015;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision prise par le Collège communal, en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'approuver et d'autoriser le paiement de l'état des travaux exécutés dans le cadre du marché de promotion portant sur la construction d'un hall des sports à Kain par l'entreprise TRADECO BELGIUM SA, à concurrence de l'incontestablement dû de 2.505.283,92 € hors TVA et intérêts intercalaires compris, soit 3.013.422,58 € TVA comprise;

ADMET :

la dépense. Une partie de celle-ci figure dans la première modification budgétaire. La régularisation totale des crédits sera effectuée par la voie d'une nouvelle modification budgétaire ou en exercice antérieur du budget extraordinaire 2015.

Monsieur le Conseiller communal **R. DELVIGNE** rentre en séance.

63. Finances communales. Contribution de la Province aux frais de fonctionnement du Service incendie. Décompte tarification 2011 (exercice 2010). Avis.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai dispose d'un service incendie de classe Y et bénéficie, à ce titre, d'une contribution provinciale pour financer son coût du fonctionnement.

Pour la tarification 2011, la Ville de Tournai a reçu quatre avances trimestrielles pour un montant de 2.552.908,29 €.

Suivant le décompte établi au montant de 2.717.768,46 €, un solde dû a été arrêté à la somme de 164.860,17 €.

En juin 2014, nous avons reçu un courrier du Gouverneur sollicitant votre avis conformément à son arrêté du 13 mai 2014.

Nous vous proposons, dès lors, d'émettre un avis favorable sur le décompte établi en vue de recevoir le montant de 164.860,17 € en date du 15 décembre 2014."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Ville de Tournai dispose d'un service incendie de classe Y et qu'elle bénéficie, à ce titre, d'une contribution provinciale pour financer son coût de fonctionnement;

Considérant que pour la tarification 2011 (exercice 2010), la Ville de Tournai a reçu des avances trimestrielles d'un montant total de 2.552.908,29 €;

Considérant que, suivant le décompte établi au montant de 2.717.768,46 €, un solde dû aux communes protégées a été arrêté à la somme de 164.860,17 €;

Vu le courrier du bureau de sécurité civile de la province de Hainaut invitant le Conseil communal, conformément à l'arrêté du Gouverneur du 13 mai 2014, à émettre un avis sur le décompte du solde de la redevance définitive pour la tarification 2011 (exercice 2010);

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'émettre un avis favorable sur le décompte établi par le bureau de sécurité civile de la province de Hainaut afin de pouvoir liquider le solde de la redevance définitive à la Ville de Tournai (contribution aux frais de fonctionnement de son service incendie) pour la tarification 2011 (exercice 2010), soit la somme de 164.860,17 €.

64. Finances communales. Services bancaires et d'investissements 2014. Répétition de services similaires. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Il convient d'assurer le financement des investissements prévus en 2014.

Pour cela, nous vous proposons de recourir à la procédure négociée pour passer le marché de services bancaires et d'investissements 2014 avec BELFIUS BANQUE SA (à qui le marché 2012 a été attribué par

appel d'offres général). Et cela, en application des dispositions contenues dans la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment son article 26 § 1^{er}, 2° b qui précise qu'il peut être traité par procédure négociée sans publicité dans le cas d'un marché public de services consistant dans la répétition de services similaires attribués à l'adjudicataire d'un premier marché par le même pouvoir adjudicateur, à condition que ces services soient conformes à ce projet de base et que ce projet ait fait l'objet d'un premier marché passé par appel d'offres et à condition que la possibilité de recourir à cette procédure ait été indiquée dès la mise en concurrence du premier marché.

Cette possibilité de recourir à la procédure négociée figurait dans le cahier des charges établi pour le marché bancaire 2012 et dans la délibération prise par votre assemblée du 26 mars 2012 qui fixait les mode et conditions de passation du marché bancaire 2012.

Ce marché de services bancaires concerne la Ville, ses régies et la zone de police.

Son coût est estimé à 2.277.500,00 € pour 8.500.000,00 € d'emprunts."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant la délibération du Conseil communal du 26 mars 2012 décidant de passer un marché pour le financement par emprunts des investissements 2012 et les services y relatifs, par appel d'offres général pour la Ville, ses régies, la zone de Police du Tournais et le Centre public d'action sociale (CPAS), et d'arrêter le cahier spécial des charges y afférent;

Considérant la délibération du Collège communal du 9 août 2012 attribuant ledit marché à BELFIUS BANQUE SA;

Considérant la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment son article 26 § 1^{er}, 2° b qui précise qu'il peut être traité par procédure négociée sans publicité dans le cas d'un marché public de services consistant dans la répétition de services similaires attribués à l'adjudicataire d'un premier marché par le même pouvoir adjudicateur, à condition que ces services soient conformes à ce projet de base et que ce projet ait fait l'objet d'un premier marché passé par appel d'offres et à condition que la possibilité de recourir à cette procédure ait été indiquée dès la mise en concurrence du premier marché;

Considérant que l'article 4 du cahier spécial des charges, approuvé par le Conseil communal le 26 mars 2012, prévoyait la possibilité de recourir à cette procédure;

Considérant l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 et suivants;

Considérant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant la circulaire du 3 décembre 1997 – Marchés publics - Services financiers visés dans la catégorie 6 de l'annexe 2 de la loi du 24 décembre 1993 – Services bancaires et d'investissement et services d'assurances;

Considérant que les crédits nécessaires au financement des dépenses sont prévus au service extraordinaire 2014 des budgets de la Ville, de ses régies, de la zone de police du Tournaisis et du CPAS;

Considérant que le coût du marché est estimé à 2.277.500,00 € pour 8.500.000,00 € d'emprunts;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

A l'unanimité;

DECIDE :

- de passer un marché ayant pour objet le financement des dépenses extraordinaires 2014 de la Ville et ses régies, de la zone de police du Tournaisis et du CPAS, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 2° b de la loi du 15 juin 2006, avec BELFIUS BANQUE SA;
- de solliciter BELFIUS BANQUE SA afin qu'il communique une nouvelle offre sur base des estimations d'emprunts reprises ci-après :

MONTANTS	DUREE
2.353.500,00 €	5 ans
757.500,00 €	10 ans
<u>5.389.000,00 €</u>	20 ans
Total 8.500.000,00 €	

65. Finances communales. Emprunt CRAC (Centre régional d'aide aux communes) pour le financement de l'aménagement de l'éclairage de la piste d'athlétisme de la Royale union sportive Tournai athlétisme (RUSTA) à Gaurain-Ramecroix. Convention. Approbation.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Nous vous proposons de marquer votre accord sur une convention établie en vue d'obtenir un prêt auprès du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) d'un montant de 169.740,00 €, pour ce qui concerne la part subsidiée, conclu dans le cadre du financement alternatif des infrastructures sportives et destiné au financement de l'aménagement de l'éclairage de la piste d'athlétisme de la Royale union sportive Tournai athlétisme (RUSTA) à Gaurain-Ramecroix."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que le Centre régional d'aide aux communes propose de passer une convention en vue d'un prêt d'investissements, pour ce qui concerne la partie subsidiée à hauteur de 169.740,00 €, dans le cadre du financement alternatif des infrastructures sportives, afin de financer l'aménagement de l'éclairage de la piste d'athlétisme de la Royale union sportive Tournai athlétisme (RUSTA) à Gaurain-Ramecroix;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur les termes de la convention établie par le Centre régional d'aide aux communes dont les termes suivent :

" Entre :

L'Administration communale de Tournai, rue Saint-Martin, 52 à Tournai, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint,
dénommée ci-après "l'Opérateur"

Et

La **Région wallonne** représentée par M. René COLLIN, Ministre de l'agriculture, de la nature, de la ruralité, du tourisme et des infrastructures sportives, et M. Christophe LACROIX, Ministre du budget, de la fonction publique et de la simplification administrative,
dénommée ci-après "la Région"

Et

Le **Centre régional d'aide aux communes** (CRAC) représenté par M. André MELIN, Premier directeur général adjoint, et M. Michel COLLINGE, Directeur,
ci-après dénommé "le Centre",

Et

BELFIUS BANQUE SA, boulevard Pachéco, 44 à 1000 Bruxelles, représenté par M. Jean-Marie BREBAN, Directeur Wallonie, et par M. Peter VANLOOCK, Directeur,
dénommée ci-après "la Banque"

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIVIT :

Vu la convention du 30 juillet 1992 entre la Région wallonne et le Crédit communal SA, relative à la gestion du compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées (en abrégé Compte CRAC), telle qu'amendée;

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création du Centre régional d'aide aux communes, notamment chargé de la gestion du CRAC tel qu'institué par la convention du 30 juillet 1992;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 25 février 1999, modifié le 17 novembre 2005 relatif à l'octroi de subventions à certains investissements en matière d'infrastructures sportives;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999, modifié le 29 juin 2006 relatif à l'octroi de subventions à certains investissements en matière d'infrastructures sportives;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 attribuant à DEXIA Banque le marché relatif au financement alternatif des infrastructures sportives et médico-sociales;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 20 avril 2006 arrêtant le programme d'investissement 2006 dans le cadre du financement alternatif des infrastructures sportives;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 19 octobre 2006 de dégager un complément d'enveloppe de 25.000.000,00 € pour le financement alternatif des infrastructures sportives;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 9 novembre 2007 de dégager un complément d'enveloppe de 25.000.000,00 € pour le financement alternatif des infrastructures sportives;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 14 mars 2008 de dégager un complément d'enveloppe de 50.000.000,00 € pour le financement alternatif des infrastructures sportives;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 21 novembre 2013 d'attribuer à l'Administration communale de Tournai, rue Saint-Martin, 52 à Tournai, une subvention maximale de 169.740.00 €;

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1^{er} – Octroi

La Banque octroie à l'Opérateur un crédit d'un montant de 169.740,00 € dans le cadre de l'exécution, mise à sa charge, de l'investissement suivant :

Aménagement de l'installation électrique à la piste d'athlétisme de la Royale union sportive Tournai athlétisme(RUSTA) à Gaurain-Ramecroix – Infrasport/2013/PIC.6634.

Pour autant que l'Opérateur ne dispose pas d'un compte courant ordinaire inscrit dans les livres de la Banque, celle-ci y ouvre, au nom de l'Opérateur, au minimum un compte courant destiné notamment à l'imputation des charges d'emprunt et au remboursement de celles-ci.

Toutes les modalités réglementaires requises en matière d'ouverture de comptes bancaires doivent être remplies.

Article 2 – Modalités de mise à disposition et de prélèvement des fonds.

La mise à disposition des fonds, sous forme d'ouverture(s) de crédit (dont le numéro de compte est communiqué lors de cette mise à disposition) au nom de l'Opérateur, intervient lors de la réception par la Banque d'un exemplaire de la présente convention dûment signé par toutes les parties et chaque fois que la Banque y est invitée par le Centre. La date de mise à disposition correspond au plus tard au deuxième jour ouvrable qui suit la date de réception de l'autorisation donnée par le Centre.

La période de prélèvement a une durée maximale de deux ans comptant à partir de la date de la première mise à disposition.

La Banque paie directement les créanciers de l'Opérateur (entrepreneurs, fournisseurs ou ayants droit), sur ordres de la (des) personne(s) dûment autorisée(s) par l'Opérateur, créés à leur profit et à imputer sur le compte "ouverture de crédit" susdit.

Article 3 – Conversion de l'ouverture de crédit en prêt amortissable

La période de prélèvement est clôturée et chaque ouverture de crédit est convertie en un prêt d'une durée de vingt ans au plus tard deux ans après la date d'ouverture de crédit. L'avance peut toutefois être consolidée avant son échéance, si les fonds mis à disposition ont été totalement prélevés et si la Banque dispose d'une demande dans ce sens de la part du Centre.

Un compte d'emprunt (tableau d'amortissement) est adressé à l'Opérateur et au Centre peu après chaque conversion.

Article 4 – Taux d'intérêt, intérêts et commissions de réservation

Le taux d'intérêt, tant des ouvertures de crédit que des prêts consolidés, est fixé conformément à la convention cadre signée entre la Région, le Centre et la Banque.

La périodicité de validité du taux (révision) est fixée par le Centre et peut être, soit triennale, soit quinquennale, soit décennale, soit fixée pour toute la durée des prêts.

Les intérêts dus sur les montants prélevés de chaque ouverture de crédit sont portés trimestriellement (aux 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre) par la Banque au débit d'un compte ordinaire de l'Opérateur ouvert auprès de la Banque. Ils sont calculés en fonction du nombre réel de jours courus et sur base d'une année de 360 jours.

Les intérêts de chaque prêt consolidé, calculés sur le solde restant dû en base "actual/actual", sont payables à la fin de chaque périodicité (trimestrielle, semestrielle ou annuelle, au choix du Centre), aux dates valeur suivantes : 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et/ou 1^{er} octobre. A chaque échéance, ils sont portés d'office au débit du compte courant ordinaire de l'Opérateur ouvert dans les livres de la Banque.

Durant la période pendant laquelle chaque crédit est ouvert, une commission de réservation est calculée par la Banque sur les fonds non prélevés. Cette commission est portée par la Banque au débit du compte ordinaire de l'Opérateur en même temps que les intérêts.

Article 5 – Amortissement du capital

Chaque prêt consolidé est remboursé en tranches progressives. Les tranches peuvent être (au choix du Centre) trimestrielles, semestrielles ou annuelles. Une tranche de capital est égale au calcul d'une part (intérêts + capital) constante diminuée de la part d'intérêts.

La première tranche de capital échoit au moins un trimestre, un semestre ou un an après la consolidation, soit au 1^{er} janvier, soit au 1^{er} avril, soit au 1^{er} juillet, soit au 1^{er} octobre; les autres se suivent à une période d'intervalle.

A chaque révision du taux, le plan de remboursement du capital est recalculé en fonction du nouveau taux.

Les tranches de capital sont portées, à leur échéance, au débit du compte ordinaire de l'Opérateur.

Article 6 – Remboursement des charges d'emprunt

Les charges dont question aux articles 4 et 5 de la présente convention sont remboursées intégralement à l'Opérateur, sous mêmes valeurs d'échéance, par le Centre.

Article 7 – Garanties

En application de l'avenant n° 21 à la convention du 30 juillet 1992 et conformément au dispositif du budget de la Région, des montants spécifiques sont versés par la Région au Centre en vue du financement de la présente opération, au même titre que d'autres et ce, jusqu'à apurement complet des dettes d'emprunts consentis par la Banque dans le cadre de la convention du 30 juillet 1992, telle qu'amendée.

Article 8 – Remboursements anticipés et indemnités

Tout remboursement anticipé doit faire l'objet d'une autorisation donnée à la Banque par le Centre.

De tels remboursements sont exécutés sans frais, s'ils ont lieu lors d'une révision du taux d'intérêt. Pour ce faire, la Banque doit être prévenue au moins un mois calendrier avant la date effective du remboursement ou de la révision du taux.

Dans une autre circonstance, toute modification du plan d'amortissement établi contractuellement est considérée comme une résiliation de la convention d'emprunt; dès lors, la Banque a droit à des indemnités correspondant à la perte financière réellement encourue.

Article 9 – Exclusion

Le Centre ou la Région peuvent exclure du bénéfice de la présente convention l'Opérateur qui ne respecterait pas/plus les obligations mises à sa charge. Dans ce cas, sur base d'une notification adressée à la Banque, celle-ci portera au débit du compte courant ordinaire de l'Opérateur, sans mise en demeure par voie juridique, l'intégralité du solde restant dû, y compris les intérêts et commission de réservation. En cas d'insuffisance, la Banque peut se retourner contre le Centre et au besoin contre la Région pour exiger le versement de tout découvert, le Centre et le cas échéant la Région prenant toute disposition pour récupérer à son tour auprès de l'Opérateur ou de son représentant toutes sommes dont il serait redevable à la suite du manquement constaté.

Article 10 – Cession

La Banque peut, à tout moment, et sans que l'accord de l'Opérateur, de la Région ou du Centre ne soit requis, céder tout ou partie de ses droits et obligations, à condition qu'il n'en résulte pas d'engagement supplémentaire pour eux.

Article 11 – Modalités

L'Opérateur déclare accepter les conditions définies dans la présente convention.

Le Centre, en collaboration avec l'Opérateur et la Banque, est chargé d'assurer le suivi de la présente convention.

Pour ce faire, l'Opérateur fournit au Centre et à la Région tous les renseignements nécessaires à la bonne exécution de la présente convention; de plus, il autorise la Banque à communiquer au Centre et à la Région toutes les informations que ceux-ci jugent utiles de recevoir au sujet de l'opération de crédit.

Article 12 - Exécution

La présente convention entre en vigueur à la date de la première mise à disposition de fonds et s'éteint à l'apurement du principal et des intérêts résultant de l'ensemble de l'opération.

Fait à, le en quatre exemplaires originaux
Chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien."

Madame l'Echevine **L. DEDONDER** rentre en séance.

66. Finances communales. Octroi de subsides aux associations locales pour l'exercice 2014. Approbation.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Dans le respect des dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (articles L3331-1 à L3331-8), nous vous proposons de prendre une troisième délibération d'octroi de subsides aux associations locales pour l'exercice 2014.

Pour rappel, au budget ordinaire 2014, la politique des subsides représente un montant global de 752.600,00 € ventilé comme suit :

DENOMINATION	MONTANT
Subsides nominatifs	507.350,00 €
Subsides repris dans des articles budgétaires généraux	226.800,00 €
Subsides et autres primes	18.450,00 €
TOTAL	752.600,00 €

Nous soumettons ainsi à votre accord l'octroi de subsides :

- aux associations de jeunesse,
- aux associations culturelles et de loisirs,
- pour fêtes et cérémonies,
- aux associations sportives,
- pour encouragement aux sportifs,
- aux associations d'aide sociale,
- aux associations de protection des animaux.

Nous vous proposons en effet d'accorder un subside aux associations ayant introduit une demande d'aide financière soit à titre de soutien au fonctionnement, soit pour l'organisation d'une manifestation ponctuelle.

A l'issue de la répartition, l'impact budgétaire est de 72.350,00 € et, par conséquent, le solde à répartir, de 57.105,00 € fera l'objet d'une décision ultérieure.

Article	Libellé	Crédit initial 2014	Solde avant répartition	Solde 2014 à répartir
161/332-02	Subsides pour l'aide au développement	20.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
521/321-01	Subside à ORGA EXPO ASBL	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00 €	250,00 €	250,00 €
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00 €	2.000,00 €	2.000,00 €
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	61.000,00 €	53.500,00 €	4.000,00 €
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	10.000,00 €	5.450,00 €	1.700,00 €
76201/332-02	Subside aux associations - Chorales	3.000,00 €	3.000,00 €	3.000,00 €
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.800,00 €	4.800,00 €	4.800,00 €
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	40.000,00 €	3.755,00 €	5,00 €
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	5.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	3.000,00 €	1.800,00 €	1550,00 €
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00 €	21.150,00 €	10.050,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	8.750,00 €	5.750,00 €	3.750,00 €
8105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	5.000,00 €	5.000,00 €	3.000,00€
TOTAL		238.800,00 €	129.455,00 €	57.105,00€

Monsieur le Conseiller communal cdH, **X. DECALUWE**, est invité à s'exprimer sur ce point :

" Une réflexion à laquelle la minorité a été associée est en cours sur l'octroi des subsides 2015, tant au niveau de la procédure que du montant de l'intervention. Nous nous en réjouissons et encourageons à poursuivre et à finaliser ce dossier.

Mais ceci n'est pas l'objet du point qui est mis à l'ordre du jour de ce soir puisqu'il s'agit de l'octroi des subsides 2014.

Parmi ceux-ci se retrouve à nouveau un subside de 49.500,00 € à l'Asbl Groupement des anciens et amis des écoles officielles de Tournai. Je rappellerai que c'est le plus gros (et de loin) subside accordé à une association locale dont, de surcroît, les activités sont méconnues du public et même d'une bonne partie de notre assemblée.

Je suis intervenu plusieurs fois sur le sujet sans de véritables réponses de l'Autorité communale mais, étant donné l'abondant ordre du jour, je me contenterai de redire que :

- nous regrettons le refus d'informations précises sur l'usage de ce subside
- nous regrettons que la ville passe par une Asbl (où elle n'est pas officiellement représentée) pour soutenir ses écoles
- nous regrettons que le Collège poursuive cette procédure, à tout le moins obscure, sans tenir compte des mises en garde et des interpellations déjà faites
- nous regrettons aussi que le Collège n'informe pas le Conseil communal de l'évolution du procès en cours sur les avantages sociaux tels que décrits dans le décret du 7 juin 2001. Sans information complémentaire, je poserai d'ailleurs une "question officielle" lors d'un prochain Conseil communal.

Vous comprendrez que face à cette proposition de prolonger le système actuel discutable et tenant compte des remarques que je viens de formuler aujourd'hui et dans de précédents conseils, notre groupe n'approuvera pas l'octroi de ce nouveau subside de 49.500,00 €.

Pour les autres subsides et dans l'attente des suites de la réflexion en cours, nous marquons notre accord; tout cela en cohérence avec la position prise il y a un an sur le même sujet.

Je me résume, oui aux subsides, non à celui-là."

Monsieur l'Echevin PS, **P. ROBERT**, lui répond comme suit :

" J'entends bien ce que Monsieur le Conseiller communal X. DECALUWE reproche au Collège. Je voudrais lui rappeler deux choses :

- 1) Comme tous les conseillers, il a le droit de consulter les justificatifs produits par les Asbl. C'est d'autant plus vrai que depuis de nombreuses années, un subside a été accordé à cette Asbl. Pendant 6 ans au moins, l'échevin des finances appartenait à votre formation politique. Il avait donc tout le loisir d'examiner les justificatifs, ce qu'il a fait puisqu'il lui appartenait de vérifier, avec les autres membres du Collège, la pertinence de ce subside.
- 2) J'ai reçu du ministre de tutelle copie de la notification du recours déposé par votre formation politique. L'objet était le suivant : "refus d'information de la part du Collège communal de Tournai". Je lis le paragraphe suivant : "en effet, il apparaît que les échevins ont répondu en fonction des éléments du dossier et des éléments jurisprudentiels partant du fait que les questions posées s'inscrivaient clairement dans le cadre du litige en cours devant les tribunaux relatif à la notion juridique des avantages sociaux et auquel ce dossier est directement lié".

Je m'abstiendrai de tout autre commentaire."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **X. DECALUWE**, lui répond comme suit :

" Tout d'abord, je trouve particulièrement désagréable, chaque fois qu'une question est difficile, de faire référence à des situations antérieures. Je travaille aujourd'hui, sur un subside qui est accordé aujourd'hui, et à propos duquel je m'étonne depuis deux ans. J'aimerais qu'à l'avenir on arrête de remonter dans le temps pour justifier telle ou telle chose.

Ensuite, la réponse du Ministre FURLAN est ce qu'elle est. J'aurais pu l'écrire moi-même. C'est malheureusement souvent comme ça quand on pose des questions. Chacun jugera si le Collège a effectivement répondu aux questions que je pose depuis deux ans à propos de ce subside.

Je ne manquerai pas de consulter les documents. Je vous signale simplement que j'ai déjà été consulter les comptes au tribunal du commerce. Ils n'ont pas toujours été déposés et cela reste très ambigu."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, poursuit :

" Je voudrais dire à Monsieur l'Echevin ROBERT que ce n'est pas très élégant de mettre en cause un échevin qui a simplement pendant 6 ans respecté un accord de majorité. C'est un peu facile. Je répète simplement que si le subside a été accordé pendant 6 ans, c'est parce qu'il faisait partie de l'accord de majorité."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, précise que son groupe s'abstiendra sur ce point comme d'habitude mais qu'il se réjouit qu'en 2015, il pourra voter pour.

Monsieur l'Echevin PS, **P. ROBERT**, se défend d'avoir dit que l'Echevin des finances avait mal travaillé.

En ce qui concerne l'octroi du subside accordé au Groupement des anciens élèves et amis des écoles officielles, le vote exprimé se répartit comme suit : par 31 voix pour, 4 voix contre et 3 abstentions; par 35 voix pour et 3 abstentions concernant les autres subsides, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi du 14 novembre 1983 et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, troisième partie, livre IV, titre III, chapitre unique - articles L3331-1 à L3331-8 – relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions;

Vu le décret de la Région wallonne du 31 janvier 2013 et la circulaire explicative du 30 mai 2013, modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment :

* l'article 3 insérant dans le Code un article L1122-37 relatif à la possibilité pour le Conseil communal de déléguer la compétence d'octroyer les subventions :

- qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle
- en nature
- motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues

* l'article 9 abrogeant l'article 3122-2, 5° relatif à l'exercice de la tutelle administrative;

Vu la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale de la Région wallonne [...] pour l'année 2014;

Considérant que les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ne s'appliquent pas aux subventions d'une valeur inférieure à 2.500,00 € accordées, sauf si le dispensateur souhaite imposer aux bénéficiaires tout ou partie des obligations prévues par ledit titre III;

Considérant que pour les subventions d'une valeur comprise entre 2.500,00 € et 25.000,00 €, le dispensateur peut exonérer le bénéficiaire de tout ou partie des obligations prévues par le titre III, sans que ce dernier puisse cependant être dispensé des obligations résultant des articles L3331-6 et L3331-8 § 1er, 1°;

Considérant que par subvention, il y a lieu d'entendre toute contribution, avantage ou aide, quelle qu'en soit la forme ou la dénomination, octroyée à des fins d'intérêt public à l'exclusion :

1. des subventions soumises aux dispositions de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral ou aux dispositions de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation de la Cour des Comptes;
2. des aides qui découlent d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi ou d'un décret;
3. des cotisations versées par les dispensateurs aux organismes dont ils sont membres, en échange de prestations spécifiques exécutées par ces organismes au profit des dispensateurs;
4. des prix décernés en reconnaissance ou en récompense des mérites de leur bénéficiaire;
5. des subventions octroyées par la commune au CPAS qui la dessert;

Considérant que le dispensateur peut demander à une personne morale ou à une association dépourvue de la personnalité juridique qui sollicite l'octroi d'une subvention ou à laquelle il souhaite octroyer une subvention les documents suivants :

1. le budget de l'exercice auquel se rattache la subvention;
2. le budget de l'événement ou de l'investissement particulier que la subvention est destinée à financer;
3. ses comptes annuels les plus récents;

Considérant que le bénéficiaire qui demande une subvention destinée à couvrir des dépenses déjà engagées joint, à sa demande, les justifications de ces dépenses;

Considérant que le dispensateur formalise l'octroi de la subvention dans une délibération, et, sauf si un règlement du dispensateur ou une convention prise en exécution de la délibération y pourvoit, la délibération doit préciser :

1. la nature de la subvention;
2. son étendue;
3. l'identité ou la dénomination du bénéficiaire;
4. les fins en vue desquelles la subvention est octroyée;
5. les conditions d'utilisation particulières, le cas échéant;
6. les justifications exigées du bénéficiaire ainsi que, s'il y échet, les délais dans lesquels ces justifications doivent être produites;
7. les modalités de liquidation de la subvention;

Considérant que le dispensateur doit sursoir à l'adoption de la délibération aussi longtemps que le bénéficiaire doit restituer une subvention précédemment reçue;

Considérant que le bénéficiaire :

1. utilise la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée;
2. atteste son utilisation au moyen des justifications
3. le cas échéant, respecte les conditions d'utilisation particulières;

Considérant que le dispensateur contrôle l'utilisation de la subvention au moyen des justifications visées précédemment et a le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'utilisation de la subvention octroyée;

Considérant qu'à l'issue du ou des contrôles, le dispensateur adopte une délibération qui précise si la (les) subvention(s) a (ont) été utilisée(s) aux fins en vue desquelles elle(s) a (ont) été octroyée(s);

Considérant que sans préjudice des dispositions résolutives auxquelles la subvention est soumise, le bénéficiaire restitue celle-ci dans les cas suivants :

1. lorsqu'il n'utilise pas la subvention aux fins en vue desquelles elle a été octroyée;
2. lorsqu'il ne respecte pas les conditions d'octroi particulières;
3. lorsqu'il ne fournit pas les justifications dans les délais requis;
4. lorsqu'il s'oppose à l'exercice du contrôle;

Considérant que les subsides sont constitués par un ou des versements en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire, sur base d'une déclaration de créance datée, signée par le Président et/ou le Trésorier, certifiée sincère et véritable;

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement la Cité, et utiles à l'intérêt général;

Considérant que les dépenses en faveur d'associations culturelles permettent notamment de promouvoir les arts et la culture auprès de la population tournaissienne, d'organiser des manifestations culturelles, de développer la lecture et de défendre le patrimoine historique de la Ville de Tournai;

Considérant que les dépenses en faveur d'associations sportives permettent notamment de promouvoir et d'encourager la pratique de l'éducation physique, du sport en général et d'un sport en particulier chez les enfants, les jeunes et les adultes et d'organiser des manifestations sportives;

Considérant que les dépenses en faveur d'associations à caractère social permettent notamment d'aider la population tournaissienne que ce soit par la prise en charge de la petite enfance, l'accompagnement de personnes malades ou en difficulté, la réalisation de soins à domicile, la création de liens sociaux avec les personnes isolées, l'organisation de diverses activités au profit des seniors de l'entité, la défense des intérêts des familles;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi de subvention devant permettre aux associations de poursuivre leurs activités et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant ses délibérations du 31 mars 2014 et du 28 avril 2014 relatives à l'octroi d'un subside à certaines associations locales;

Considérant que de nouvelles associations ont introduit une demande d'aide financière en vue de couvrir des dépenses annuelles de fonctionnement ou en vue de l'organisation de manifestations ou activités annuelles;

Considérant que, de manière générale, les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour, 4 voix contre et 3 abstentions concernant le subside au Groupement des anciens élèves et amis des écoles officielles de Tournai;

Par 35 voix pour et 3 abstentions concernant les autres subsides;

DECIDE :

- d'octroyer comme suit les subsides (4^{ème} partie) repris au service ordinaire (en euros) :

I. SUBSIDES 2014 REPRIS DANS DES ARTICLES GENERAUX					
ARTICLE	DENOMINATION	SOLDE A REPARTIR	BENEFICIAIRE	MONTANT ACCORDE	NATURE/ DESTINATION
761/332-02	Subsides aux associations de jeunesse	53.500,00 €			
			ASBL Groupement des anciens élèves et amis des écoles officielles de Tournai	49.500,00 €	Aide au fonctionnement dans le cadre des activités pédagogiques menées avec les écoles communales
			TOTAL ACCORDÉ	49.500,00 €	
			SOLDE À RÉPARTIR ULTÉRIEUREMENT	4.000,00 €	
762/332-02	Subsides aux	5.450,00 €			

	associations culturelles et de loisirs				
			ASBL Magic Harmony	1.500,00 €	Demande de soutien financier afin de permettre à l'ASBL de faire face à ses dépenses, y compris les frais de maintenance du matériel
			ASBL Ballet du Hainaut	1.000,00 €	Soutien saison 2014 et notamment création de «Petra», spectacle sur la pierre de Tournai
			ASBL Ligne 4	250,00 €	Soutien au fonctionnement de l'association (recherche, valorisation, transmission du patrimoine local)
			ASBL Musica	750,00 €	Soutien à l'organisation de concerts à la Cathédrale
			Rétrospective Delaby	250,00 €	Soutien à l'organisation d'expositions sur l'auteur de bande dessinée «Delaby»
			TOTAL ACCORDÉ	3.750,00 €	
			SOLDE A REPARTIR ULTÉRIEUREMENT	1.700,00 €	
763/332-02	Subsides pour fêtes et cérémonies	3.755,00 €			
			ASBL Proquartetto	2.000,00 €	Soutien de

			l'organisation du 13 ^{ème} festival européen de quatuors à cordes de Tournai à partir d'octobre 2014
	ASBL Al Maseon du Pichou (Comité de quartier Saint-Paul)	500,00 €	Soutien à l'organisation de la ducasse du quartier
	Comité de quartier «Ducasse de Mansart» (Maulde)	500,00 €	Soutien à l'organisation de la ducasse du quartier
	Union colombophile tournaissienne	500,00 €	Soutien pour récompenser les lauréats du Grand Prix Raoul Van Spitael
	ASBL Musica	250,00 €	Soutien à l'édition d'un CD dans le cadre des concerts à la Cathédrale
	TOTAL ACCORDÉ	3.750,00 €	
	SOLDE A REPARTIR ULTÉRIEUREMENT	5,00 €	

764/332-02	Subsides aux associations sportives	21.150,00 €	
	Furio Azzuri Tournai	600,00 €	Demande d'aide au fonctionnement du Club
	Muay Gym	1.000,00 €	Demande d'aide au fonctionnement du Club
	Association sportive club Havinnes	2.000,00 €	Demande d'aide au fonctionnement

			t du Club et notamment des dépenses extraordinaires (remplacement installation de chauffage)
	Tournai Wapi Phoenix (football américain)	500,00 €	Intervention extraordinaire pour l'organisation du 30 ^{ème} anniversaire
	ASBL Kain Tennis Club	500,00 €	Soutien à l'organisation du Young Wapi Tour
	ASBL Basket Club Essor Templeuve	1.000,00 €	Demande d'aide au fonctionnement du club (13 équipes)
	Rolling zombie dolls (club de roller derby Tournai créé en 2013)	500,00 €	Demande d'aide au fonctionnement du Club
	Tournai Espoir Femina Kain	5.000,00 €	Soutien au fonctionnement normal du club pour la saison 2014-2015)
	TOTAL ACCORDÉ	11.100,00 €	
	SOLDE A REPARTIR ULTÉRIEUREMENT	10.050,00 €	

764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	1.800,00€			
			Loïs PETIT	250,00 €	Soutien pour la pratique du judo et de la gymnastique au niveau international
			TOTAL ACCORDÉ	250,00 €	
			SOLDE À RÉPARTIR ULTÉRIEUREMENT	1.550,00 €	
801/332-02	Subsides à diverses associations- Aide sociale	5.750,00€			
			ASBL Une assiette pour tous	2.000,00€	Soutien des activités du restaurant social en 2014
			Total accordé	2.000,00 €	
			Solde à répartir ultérieurement	3.750,00 €	
80105/332-02	Subsides aux Associations protectrices des animaux	5.000,00€			
			ASBL Chats sans famille	2.000,00€	Demande de soutien au fonctionnement de l'association
			TOTAL ACCORDÉ	2.000,00 €	
			SOLDE A REPARTIR ULTÉRIEUREMENT	3.000,00 €	

- que les crédits, ou le solde de ceux-ci, feront l'objet d'une délibération ultérieure :

Article	Libellé	Crédit initial 2014	Solde avant répartition	Solde 2014 à répartir
161/332-02	Subsides pour l'aide au développement	20.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
521/321-01	Subside à ORGA EXPO ASBL	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00 €	250,00 €	250,00 €
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00 €	2.000,00 €	2.000,00 €
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	61.000,00 €	53.500,00 €	4.000,00 €
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	10.000,00 €	5.450,00 €	1.700,00 €
76201/332-02	Subside aux associations - Chorales	3.000,00 €	3.000,00 €	3.000,00 €
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.800,00 €	4.800,00 €	4.800,00 €
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	40.000,00 €	3.755,00 €	5,00 €
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	5.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	3.000,00 €	1.800,00 €	1550,00 €
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00 €	21.150,00 €	10.050,00 €
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	8.750,00 €	5.750,00 €	3.750,00 €
8105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	5.000,00 €	5.000,00 €	3.000,00 €
TOTAL		238.800,00 €	129.455,00 €	57.105,00 €

* concernant le subside au Groupement des anciens élèves et amis des écoles officielles de Tournai :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

* concernant les autres subsides :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

67. Bibliothèque. Demande de prêt du manuscrit "La légende dorée". Exposition au musée des Arts contemporains du Grand Hornu.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

M. Laurent BUSINE, directeur du musée des Arts contemporains du Grand Hornu, dans sa lettre du 14 mars 2014 annonce que son institution organise, conjointement avec les musées de la Ville de Bruges, une exposition consacrée au thème de "Saint-Georges" qui devrait se tenir au MAC's dans le cadre de "Mons 2015, capitale européenne de la culture".

Le volet historique de ce projet devrait recevoir quelques-unes des plus remarquables œuvres présentant l'universalité de la figure de Saint-Georges dans ses différentes représentations, en ce qu'elle reproduit les thèmes les plus anciens de l'humanité : le bien et le mal, le renouveau de la nature, la lumière et l'obscurité.

Cette exposition, prévue du 10 octobre 2015 au 17 janvier 2016, est soutenue par la "Fondation Mons 2015" et reçoit le concours actif de différentes autorités européennes, fédérales et régionales.

Du point de vue de la sécurité des œuvres exposées, le musée des Arts contemporains du Grand Hornu offre toutes les garanties nécessaires de par les infrastructures techniques et humaines qu'il peut mettre en œuvre pour recevoir des œuvres d'importance.

C'est donc dans ce cadre que M. Laurent BUSINE, directeur du MAC's, demande le prêt temporaire du manuscrit la "Légende dorée" (version Jean de Vignai) Ms 127 conservé 21 de la bibliothèque de la Ville de Tournai afin d'en exposer le folio 129 qui présente à la fois une notice de vie de Saint-Georges et une enluminure le représentant terrassant le dragon.

Comme il est habituel dans ce genre d'emprunt d'œuvre d'art, tous les frais relatifs au transport, à l'accompagnement et à la sécurité du manuscrit, notamment les frais de l'assurance "Tous risques garantie clou à clou", seront pris en charge par le MAC's et la "Fondation Mons 2015" suivant les modalités techniques à convenir.

C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, nous vous proposons d'accepter le prêt temporaire du manuscrit 127 conservé 21 de la bibliothèque communale de la Ville de Tournai pour une exposition consacrée à "Saint-Georges" qui aura lieu du 10 octobre 2015 au 17 janvier 2016 au musée des Arts contemporains du Grand Hornu, dans le cadre de "Mons 2015, capitale européenne de la culture".

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant la décision de M. Laurent BUSINE, directeur du musée des Arts contemporains du Grand Hornu, d'organiser, conjointement avec M. Manfred SELLINK, directeur des musées de Bruges, une exposition consacrée au thème de "Saint-Georges" qui devrait se tenir au MAC's dans le cadre de «Mons 2015, capitale européenne de la culture»;

Considérant que le volet historique de ce projet devrait réunir quelques-unes des plus remarquables œuvres présentant l'universalité de la figure de Saint-Georges dans ses différentes représentations en ce qu'elle reproduit les thèmes les plus anciens de l'humanité : le bien et le mal, le renouveau de la nature, la lumière et l'obscurité;

Considérant que cette exposition, prévue du 10 octobre 2015 au 17 janvier 2016, est soutenue par la "Fondation Mons 2015" et reçoit le concours actif de différentes autorités européennes, fédérales et régionales;

Considérant que le musée des Arts contemporains du Grand Hornu possède les infrastructures techniques et humaines adaptées à recevoir des œuvres d'importance;

Considérant la demande de prêt temporaire du manuscrit la "Légende dorée" (version Jean de Vignai, XV^{ème} siècle) Ms. 127 conservé 21, introduite par M. Laurent BUSINE, directeur du MAC's, afin d'en exposer le folio 129 qui présente à la fois une notice de la vie de Saint-Georges et une enluminure le présentant terrassant le dragon;

Considérant que tous les frais relatifs au transport, à l'accompagnement et à la sécurité du manuscrit, notamment la prise en charge de l'assurance "Tous risques garantie clou à clou", seront pris en charge par le MAC's et la "Fondation Mons 2015" suivant les modalités techniques à convenir;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'autoriser le prêt temporaire du manuscrit 127 conservé 21 de la bibliothèque communale de la Ville de Tournai pour une exposition consacrée à "Saint-Georges" qui aura lieu du 10 octobre 2015 au 17 janvier 2016 au musée des Arts contemporains du Grand Hornu, dans le cadre de "Mons 2015, capitale européenne de la culture".

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, Monsieur le **Président** de séance donne successivement la parole aux Conseillers communaux qui souhaitent poser une question orale :

1. Travaux d'égouttage dans le quartier Saint-Jean

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVI**D, donne lecture de sa question :

" Des travaux d'égouttage étaient programmés dans le quartier Saint-Jean du 3 mars au 14 juillet de cette année.

Force est de constater que ces travaux n'ont pas pu se dérouler comme il était prévu. En effet, une conduite d'eau a été perforée par des ouvriers du chantier. Comment cela peut-il arriver ? N'existe-t-il pas des plans indiquant ces conduites ? Ou ces plans ne sont-ils pas corrects ? Et si les ouvriers avaient éventré une conduite de gaz ? Je ne peux imaginer la catastrophe.

D'autre part, étant donné que la route va être entièrement refaite, le Collège a-t-il prévu des aménagements pour diminuer la vitesse des voitures et faire en sorte qu'elles ne puissent plus monter sur les trottoirs ? La circulation pour les piétons est très dangereuse dans cette rue et n'oublions pas qu'il y a également la présence d'une crèche dans la rue des Croisiers."

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** lui répond comme suit :

" Avant de vous communiquer ma réponse, permettez-moi tout d'abord de vous conseiller d'acheter un calendrier car vous rencontrez sans aucun doute des problèmes de dates. Pour ma part, je vais vous en donner quelques-unes qui sont bien réelles...

Une réunion plénière réunissant tous les concessionnaires s'est déroulée le 21 mai 2012. Ceux-ci y furent invités à déplacer les câbles et conduites gênants pour la pose du nouvel aqueduc. Toutes les informations techniques leur furent communiquées à cet effet. Vous devez savoir que la pose de tuyaux de minimum 1 m de diamètre était prévue dans l'axe de la voirie.

Cette réunion fut suivie de 5 autres réunions de coordination destinées à être informés du suivi apporté à notre demande de déplacement. Ces réunions ont eu lieu les 19 juin 2013, 9 octobre 2013, 5 mars 2014, 14 mai 2014 et 3 septembre 2014.

Le Conseil communal du 9 juillet 2012 a approuvé les mode et conditions de passation du marché de travaux de voirie et d'égouttage dans les rues des Croisiers, Marvis, Saint-Jean et place Gabrielle Petit à Tournai.

Le cahier spécial des charges prévoyait un délai contractuel de 280 jours ouvrables (+/- 1 an de travaux). Le Collège en séance du 26 septembre 2013 a fixé l'ordre de commencer au 1^{er} décembre 2013.

L'entreprise adjudicataire ne put réellement commencer que le 1^{er} avril 2014, c'est-à-dire après libération de la zone de chantier par la Société wallonne des eaux (SWDE) qui modifiait le tracé de ses conduites présentes au droit des futurs ouvrages; donc le délai contractuel court jusqu'au 1^{er} mai 2015 et ce, sans intempéries.

Au vu de l'avancement des travaux, nous aurions pu espérer une fin de chantier avant le terme de cette année.

Malheureusement, le 27 août 2014, l'entreprise fut confrontée à la présence d'une canalisation d'eau laissée par la SWDE au droit du tracé de l'aqueduc; conduite qui n'aurait plus dû y être... pour les raisons évoquées ci-avant.

La SWDE, n'ayant pas tenu compte de nos informations préalables, s'est en effet contentée de remplacer la canalisation d'adduction jusqu'au numéro 12 de la rue des Croisiers en disposant un coude entre la nouvelle conduite et l'ancienne; coude qui s'est déboîté lors des opérations de terrassement.

Nous sommes pour l'heure dans l'attente du déplacement de cette conduite pour pouvoir reprendre notre pose. Celui-ci devrait débuter ce mercredi. La SWDE posera des conduites volantes afin de permettre à l'entreprise de voirie de reprendre la pose de l'aqueduc.

L'Administration communale, je suppose que vous le savez, ne dispose pas des plans des différents concessionnaires occupant les sous-sols de notre ville au contraire de l'entreprise qui effectue les travaux. Chaque impétrant est responsable de ses canalisations et/ou conduites.

En ce qui concerne la seconde partie de la question, vous serez, lors d'un prochain Conseil, appelée à vous positionner sur le nouveau plan de mobilité qui devrait viser notamment la mise à sens unique de la rue des Croisiers avec stationnement alterné (chicanes). Les travaux qui sont réalisés actuellement ne sont que des travaux d'assainissement et les trottoirs ne seront pas tous modifiés ni élargis.

La problématique de la vitesse dans cette rue n'est pas nouvelle. A l'heure actuelle, cette voirie, faut-il vous le rappeler, est située en agglomération avec une vitesse limitée à 50 km/heure.

Sous peu, avec la mise en œuvre du plan Wallonie Cyclable décidée en Conseil communal le 30 juin 2014, tout l'intra-muros sera limité à 30 km/heure.

Voilà, j'ose espérer que vous êtes rassurée tant pour l'occupation du sous sol de la ville que de la circulation piétonnière : le Collège communal est aussi soucieux de la sécurité dans la Ville."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVI**D, s'étonne que la Ville ne dispose pas de plans des impétrants.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** lui confirme cet état de fait. Chaque entreprise doit donc les demander aux impétrants qui assument ainsi la responsabilité des informations qu'ils communiquent.

2. Propreté en Ville

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, est ensuite invitée à poser sa question :

" La propreté en ville, à quand une vraie campagne impliquant les habitants ?

Ce dimanche 14 septembre 2014 en matinée, j'ai pris ces quelques photos, choquée par l'état des quais en ce jour de procession, un événement important pour la Ville de Tournai. En poursuivant ma balade, j'ai croisé un groupe de touristes avec un guide de la ville, non loin de là.

La propreté en ville est un problème récurrent qui fait couler beaucoup d'encre. Je me pose quand même la question suivante : pourquoi la Ville ne prévoit-elle pas un nettoyage de son centre-ville le matin de la procession ? Dans d'autres villes touristiques, tous les matins, et spécialement le dimanche, toutes les rues de la cité historique sont nettoyées.

Régulièrement, j'ai abordé ce sujet en Conseil communal, en évoquant les campagnes de sensibilisation à grande échelle menées par d'autres villes en Belgique ou ailleurs. Ayant arpenté les pavés de quelques villes de France, grandes, moyennes et même petites, je peux affirmer aujourd'hui qu'un réel souci de la propreté les anime. Je vous demande donc d'en faire de même à Tournai.

La seule réponse donnée actuellement à Tournai est l'amende ! Et visiblement, cela n'est pas très productif!"

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** répond en ces termes :

" Quand j'ai lu votre question, je n'ai pas très bien su quel était le sentiment qui m'animait : la colère, l'incompréhension, la révolte.

Comment devais-je réagir ? Devais-je en rire ou en pleurer ? Puis, je me suis dit que cette question avait au moins un mérite à savoir, je comprenais enfin pourquoi l'homme de gauche que je suis se retrouvait rarement dans vos propos ou celui de votre parti tournaisien et la réponse à cette interrogation tient à peu de mots : nous parlons la même langue mais nous ne mettons pas derrière certains mots la même signification. Je m'explique.

Vous me dites qu'en matière de propreté, la seule réponse à Tournai est l'amende et vous ne voyez nulle part des campagnes de sensibilisation.

Au contraire, moi, je pense qu'à l'heure actuelle, nous avons énormément axé sur le préventif et que le répressif doit seulement venir en s'accroissant.

Aussi, depuis plusieurs mois, j'ai demandé à ce que l'on passe en continu sur nos panneaux électroniques le message : la propreté, c'est l'affaire de tous.

De la même manière, lorsque l'on affiche sur les mêmes panneaux le montant des amendes, je pense que cela fait aussi partie d'un message de sensibilisation.

Toujours dans le même état d'esprit, l'ensemble de nos panneaux où l'on indique le montant de l'amende, si l'on ne ramasse pas les cadeaux laissés par les petits toutous, fait partie d'un message de prévention et d'éducation à la propreté.

Voici plus d'un mois, nous avons lancé avec le Conseil consultatif de la personne handicapée (CCPH) une vaste opération de sensibilisation en affichant partout les méfaits qu'une crotte de chien peut avoir sur une personne en chaise roulante, en général, et sur ses mains, en particulier. Cette action "choc" relayée par la presse dans son entièreté a été encouragée auprès des particuliers mais aussi auprès de nombreux commerçants qui ont bien voulu mettre en avant nos affiches et flyers.

Le retour de cette campagne fut unanimement apprécié et j'avais dit lors du lancement de celle-ci qu'après la période de prévention, une période de sanctions s'ensuivrait.

Je vais à cet égard rencontrer dans peu de temps les agents constatateurs mais aussi les agents de police de quartier afin de leur demander de passer à la vitesse supérieure en matière de répression.

On pourra donc considérer que le compte-rendu de ce Conseil communal dans la presse sera donc la dernière phase de prévention.

Toujours dans nos actions de sensibilisation auprès du grand public, vous semblez aussi avoir oublié les nombreuses actions de propreté qui ont été menées directement par des citoyens, des groupes de citoyens, des habitants de quartier en collaboration avec la Ville et l'intercommunale de gestion de l'environnement (Ipalle).

Vous verrez encore dans les jours et les semaines à venir les actions menées à Ipalle contre les méfaits des mégots de cigarettes et relayées par notre commune et je ne vous parlerai même pas de nos actions propreté contre les dépôts clandestins ou encore les sacs-poubelle mis en dehors des heures réglementées par notre Conseil.

Vous m'interrogez et je reprends in extenso votre question à savoir, «Pourquoi la Ville ne prévoit-elle pas un nettoyage de son centre-ville le matin de la procession ? Dans d'autres villes touristiques, tous les matins et spécialement le dimanche, toutes les rues de la cité historique sont nettoyées.»

Là, Madame LEFEBVRE, j'hallucine. Si vous étiez une jeune conseillère communale, je mettrais cela sur le compte de la jeunesse. Cependant, en politique communale, vous comme moi ne sommes plus des perdreaux de l'année et donc, votre question est soit une méconnaissance de notre fonctionnement et c'est interpellant, soit de la mauvaise foi pure et simple et là, je préfère ne pas qualifier le procédé.

Madame LEFEBVRE, tous les dimanches, samedis et vendredis, nos ouvriers découvrent un centre-ville dégueulasse (le mot est faible) chaque matin.

Tous les dimanches, samedis et vendredis, nos ouvriers font des miracles. Je le constate moi-même quasiment tous les week-ends quand je fais personnellement le tour de la ville pour relever ce qui va et ce qui ne va pas.

Pour votre information, le service de la propreté publique planifie tous les week-ends de l'année sans exception les interventions suivantes :

Tous les samedis :

- 5 heures du matin : grosse balayeuse ainsi qu'un homme vert pour le nettoyage avant le marché (Grand Place, place Crombez, place de Lille : plus ou moins 3 heures suivant les festivités du vendredi);
- A partir de 14 heures : petite balayeuse et deux collecteurs pour le nettoyage après le marché ainsi que ramassage des poubelles publiques (plus ou moins 3 heures).

Tous les dimanches :

- A partir de 6 heures : la grosse balayeuse ainsi qu'un homme vert et la petite balayeuse avec un homme vert pour la rue Saint-Martin, place Reine Astrid, rue Saint-Brice, rue de la Wallonie, pour le quartier de la Gare, les quais, la Croix du Centre et la rue Royale - bacs à fleurs - (plus ou moins 3 heures).

Au total, cela représente pour chaque week-end l'intervention de dix hommes pour Tournai centre-ville. Le service de Propreté publique est le seul service de l'administration à fonctionner en continu sept jours sur sept. Le seul congé que l'on octroie à ce service est le jour férié du 1^{er} mai.

Je profite de cette tribune pour féliciter le service de propreté publique qui, je me plais à le rappeler, fait un travail extraordinaire.

Madame LEFEBVRE, permettez-moi de vous faire une proposition, pas malhonnête, je vous rassure.

Vous me choisissez vous-même le dimanche qui vous convient et je viens vous chercher à 5 heures 30 du matin pour faire un tour en centre-ville.

Ensuite, nous refaisons le même circuit à 8 heures du matin et à 20 heures en soirée. Vous avez vous-même le choix de la date et si vous le souhaitez, vous pourrez aussi prendre la presse à témoin. Le constat sera éloquent et vous pourrez constater non pas que la nuit tous les chats sont gris mais bien qu'à Tournai, la nuit, certains porcs sont de sortie.

Pour votre information, j'ai rencontré hier un organisateur de la procession et lui ai demandé s'il avait trouvé la ville sale ce jour-là. Sa réponse fut rapide à savoir, «pas du tout !» et surtout, «remerciez vos ouvriers pour le travail qu'ils effectuent».

Je n'ai d'ailleurs relevé aucun article de journaux évoquant ce fait. Or, si tel avait été le cas, la presse n'aurait fait que son boulot en le déplorant et en le constatant.

Pour étayer votre question, vous avez photographié une crotte de chien sur le parcours de la procession. Celle-ci n'a donc pas été ramassée par un indélicat propriétaire canin car je peux vous assurer que l'ensemble du centre-ville avait été nettoyé le matin même. Lutter contre les incivilités ne veut pas dire que plus rien ne se passera et que tout sera toujours impeccable. Je le regrette profondément mais je suis aussi réaliste.

L'Institut belge de la sécurité routière (IBSR) peut faire toutes les campagnes de sensibilisation qu'elle veut en matière de sécurité routière, cela n'empêchera jamais un idiot de brûler un feu rouge.

Pour la propreté, c'est la même chose. Cependant, cela ne m'empêchera pas de continuer à faire de la prévention mais, aussi et surtout, son complément indispensable à savoir, la répression.

Je me suis d'ailleurs déjà demandé dans certains cas s'il ne valait pas mieux que je m'adresse directement aux chiens plutôt qu'à l'hypothétique cerveau de certains propriétaires.

Ne maîtrisant pas parfaitement la langue des toutous, je me contenterai actuellement de continuer à m'attaquer aux portefeuilles des propriétaires indélicats."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, se défend de vouloir stigmatiser les services de la propreté publique. Elle s'étonne néanmoins de l'état de malpropreté du quai un dimanche à 10 heures du matin.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **P.-O. DELANNOIS**, précise à nouveau que la situation qu'il relate est celle qu'il connaît régulièrement le dimanche, tôt le matin, en particulier sur les quais.

3. Situation financière de l'Asbl culturo-sportive de Templeuve gestionnaire de la salle Satta à Templeuve

Monsieur le Conseiller communal PS, **D. SMETTE**, donne lecture de sa question :

" Une intervention auprès du Conseil communal a été demandée à l'unanimité du Conseil d'administration de Satta, à savoir les représentants des clubs et des 5 groupes politiques.

L'Asbl culturo-sportive de Templeuve, communément appelée Satta, du nom de l'ancienne usine textile, a de lourds problèmes de gestion et ce n'est un secret pour personne.

Satta, c'est 25 associations qui se partagent le bâtiment, c'est plus de 2.000 personnes par mois et, a fortiori, près de 25.000 personnes par an.

Sur l'exercice 2012-2013, le seul poste "mazout" s'est élevé à 15.000,00 € sur un budget total de 20.000,00 €. Cette année là, l'Asbl avait pu compter sur une aide chauffage complémentaire à concurrence de 4.700,00 €.

Pour l'année 2013-2014, nous avons dû nous contenter des 1.000,00 € annuels de subvention, réduisant ainsi à néant les efforts consentis par les clubs puisque plus aucune aide "mazout" ne nous a été octroyée.

Quand nous parlons d'efforts consentis, cela fait suite au plan de gestion adopté à l'unanimité du Conseil d'administration et dont chaque membre du Collège a reçu copie.

Nous avons pu tenir le coup grâce à des prêts consentis par des associations ou même des privés afin que les activités prévues puissent se dérouler... prêts que nous avons sollicités dans l'attente d'une aide de la Ville... qui n'est jamais venue.

Notre déficit pour l'exercice 2013-2014 est de près de 5.000,00 €.

Oui, la Ville a fait beaucoup pour le sport comme à Kain, Gaurain-Ramecroix ou encore Tournai et nous savons pertinemment bien que Rome ne s'est pas faite en un jour.

Oui, la Ville a récemment demandé à notre ingénieur-architecte un rapport de la situation afin d'envisager des perspectives d'avenir... en sachant qu'aucune solution durable ne pourra être mise en place durant cette mandature.

Oui, la Ville a investi près de 120.000,00 € afin d'isoler la salle polyvalente.

Et justement... il serait dommage, voire dommageable, de devoir fermer les portes de l'Asbl après un tel investissement.

D'ailleurs, ce que nous demandons n'est, sans aucune mesure, comparable à de tels frais à savoir par exemple :

2 boilers électriques afin d'éviter de chauffer tout le bâtiment pour avoir des douches chaudes, l'isolation des tuyaux de chauffage afin d'éviter d'énormes pertes de chaleur (ces mesures permettraient d'économiser près de 35 % de mazout), mais surtout, surtout, une augmentation substantielle de notre subvention annuelle qui n'est que de, je le rappelle, 1.000,00 € /an.

L'idéal serait même d'avoir un ouvrier polyvalent sur place, ne fût qu'à mi-temps, afin d'éviter de nombreux "va et vient" d'équipes d'ouvriers entre Tournai et Templeuve.

Donnez-nous des moyens raisonnables (et qui restent néanmoins modestes) afin de pouvoir continuer à occuper nos jeunes et nos moins jeunes.

En tant que Président de l'Asbl, je remercie le Conseil d'administration pour son unanime confiance et tout particulièrement aux représentants politiques qui ont su parler d'une seule voix, au-delà de tout clivage idéologique."

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** lui répond comme suit :

" Je vous remercie de votre question qui me permettra de faire le point sur ce dossier important.

Vous le savez, la déclaration de politique communale approuvée en début de mandature fixe, comme objectif en matière d'infrastructures sportives, d'axer nos travaux sur la mise à niveau des infrastructures sportives existantes et ce, afin de permettre l'accueil des sportifs dans de bonnes conditions.

Dans ce contexte, et en tenant compte d'un rythme budgétaire soutenable, nous avons pu faire progresser plusieurs dossiers.

Je citerai :

- sur le district de Templeuve, le projet Petite infrastructure sociale de quartier (PISQ) qui sera mis en œuvre prochainement et pour lequel le Gouvernement wallon nous soutient à concurrence de 87.000,00 €.

- l'éclairage du stade Jules Hossey;

- la toiture du hall des sports. Je profite d'ailleurs de l'occasion pour vous informer que le 16 septembre dernier, nous avons reçu du Service public de Wallonie (SPW) un avis favorable sur l'attribution du marché. Dès lors, l'ordre de commencer les travaux pourra être donné dans les tout prochains jours.

J'insiste qu'à ce stade nous avons l'accord pour réaliser les travaux mais nous ne disposons toujours pas

de la promesse ferme de subsides du Ministre des sports. Néanmoins, le Collège communal a pris la décision de ne pas attendre cette promesse ferme de subsides.

- l'éclairage de la Royale union sportive Tournai athlétisme (RUSTA);
- toujours pour la RUSTA, nous avons obtenu un subside de plus d'un million d'euros afin de mettre à niveau les infrastructures existantes.

Pourquoi la RUSTA avant SATTA ? Simplement, il s'est avéré que l'état sanitaire de la RUSTA était plus préoccupant que celui de SATTA.

Pour votre parfaite information, en sa séance du 13 juin 2014, le Collège a chargé l'Administration d'étudier deux hypothèses :

1. La rénovation du hall existant;
2. La vente des installations et la construction d'un nouveau hall à Templeuve.

L'Administration doit faire rapport prochainement au Collège. D'ores et déjà selon nos services, nous pouvons déjà vous indiquer qu'une rénovation aurait un coût estimé à plus de 7 millions d'euros.

En fonction de la meilleure de ces deux hypothèses, nous constituerons un dossier visant à introduire une demande de subvention auprès d'Infrasports.

Vous le voyez, Monsieur le Conseiller, Cher Didier, nous sommes totalement dans le respect de notre déclaration de politique communale que vous avez d'ailleurs approuvée en décembre 2012. Je peux comprendre votre impatience et celle du Conseil d'administration, mais nous ne pouvons pas régler en deux ans l'ensemble de ces dossiers.

Quoi qu'il en soit, sans vouloir faire de l'autosatisfaction, parce que je sais les difficultés des clubs sportifs, je suis satisfait qu'avec le Collège, nous avons pu faire progresser l'ensemble des dossiers qui posent difficultés depuis trop longtemps. Notre ambition est que d'ici à 2018, les infrastructures sportives citées permettent aux différents clubs de bénéficier de locaux adaptés à leur pratique.

En ce qui concerne particulièrement les moyens de fonctionnement de SATTA, et sans vouloir faire de polémique, il me semble important de nuancer votre point de vue en vous rappelant que le hall est mis gracieusement à disposition de votre ASBL.

Vous me direz, qu'en raison de son état, il ne manquerait plus qu'on vous demande un loyer. Peut-être, mais sans aucun doute, il y a lieu d'en tenir compte. Et par ailleurs, si l'on peut déplorer que les coûts énergétiques restent exorbitants, on peut rappeler l'investissement récent de 140.000,00 € en isolation afin de diminuer ces coûts. Et je vous rappelle également que selon la convention d'occupation des lieux, l'article 7 prévoit la gratuité de mise à disposition et qu'en contrepartie l'article 8 prévoit que l'ASBL doit prendre en charge tous les frais liés aux consommations énergétiques.

En ce qui concerne vos demandes relatives aux 2 boilers électriques, à l'isolation de la tuyauterie et à la présence à mi-temps d'un ouvrier polyvalent communal, vous le savez pour avoir reçu la visite du responsable des services techniques de l'administration. Ces demandes sont à l'étude. L'ingénieur finalise le rapport qui permettra au Collège de statuer.

A propos de la mise à disposition d'un ouvrier polyvalent, certainement que nous pouvons envisager une intervention plus adaptée en cas de besoin et ce afin d'éviter ce que vous qualifiez de «va et vient».

Sachez qu'une réorganisation de nos services ouvriers est actuellement à l'étude. Je suis certain que mes collègues en charge des travaux et du personnel y seront attentifs.

Chers collègues, je ne serai pas plus long mais vous le voyez nous tenons le cap de nos engagements fixés par la déclaration de politique communale que vous avez approuvée.

Formellement, en dehors de SATTA, l'ensemble des dossiers sont engagés et pourront être exécutés dans les prochains mois. Les octrois de subsides ont été confirmés, les moyens budgétaires ont été approuvés

par cette assemblée. Il nous reste effectivement maintenant à faire les choix concernant SATTA et ce, en retenant la meilleure des hypothèses qui nous sera proposée par les services techniques.

Pour être clair, notre objectif est de pouvoir, dans le courant 2015, vous présenter le dossier de demande de subside pour cette infrastructure sportive à Templeuve.

Merci de votre attention."

La réplique du Conseiller communal est cinglante : "si rien n'est fait, l'asbl demandera à la Ville de gérer elle-même le hall !" s'exclame-t-il.

Aucune observation n'ayant été formulée au sujet de la rédaction du procès-verbal de la séance publique du 30 juin 2014, ledit procès-verbal est approuvé conformément au règlement d'ordre intérieur.

Monsieur le **Président** de séance clôture la séance publique à 22 heures 20'.

Par le Conseil :

Le Directeur général adjoint,

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART

Paul-Olivier DELANNOIS